99e ANNÉE
VOL. 99

N° 48
6833

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 2 décembre 1967

Quebec, Saturday, December 2, 1967

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Rules

1. Address all communications to the Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to the Queen's Printer, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach the Queen's Printer not later than **Wednesday** noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, the Queen's Printer reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify the Queen's Printer before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE / PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT
L'Imprimeur de la reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année à compter de janvier.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertion, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10 per year from January.

N. B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by Queen's Printer personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962

13377 — 1-52-o

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

Lettres patentes

A & W Drive-In Sainte-Foy Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Robert St-Laurent, restaurateur, Yvonne Rusnell, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Robert St-Laurent, tous deux de 3430, Des Bois, Sainte-Foy, et André Turnel, gérant, 108, Beauville, Neufchâtel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « A & W Drive-In Sainte-Foy Inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4233-67

Les Amis des jeunes campeurs de St-Claude inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'octobre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Guy-G. Germain, agent d'étude de travail, 103, De L'Étoile, Léopold Côté, agent des postes, 144, De L'Étoile, Marcel Bernard, électricien, 96, De L'Étoile, Guy Bouffard, inspecteur, 272, 7e avenue, Roger Carrière, surin-

Letters Patent

A & W Drive-In Sainte-Foy Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of October, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert St-Laurent, restaurateur, Yvonne Rusnell, housewife, wife contractually separate as to property of the said Robert St-Laurent, both of 3430 Des Bois, Sainte-Foy, and André Turnel, manager, 108 Beauville, Neufchâtel, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "A & W Drive-In Sainte-Foy Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 400 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 4233-67

Les Amis des jeunes campeurs de St-Claude inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Guy-G. Germain, labor study agent, 103 De L'Étoile, Léopold Côté, mail agent, 144 De L'Étoile, Marcel Bernard, electrician, 96 De L'Étoile, Guy Bouffard, inspector, 272, 7th Avenue, Roger Carrière, superintendent, 202

tendant, 202 De L'Étoile, Guy Godin, technicien, 453, 13e rue, et Bernard D'Amour, agent d'assurance, 260, 5e avenue, tous sept de Laval, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club social pour la récréation et la détente de l'esprit et du corps de ses membres et de leurs invités, sous le nom de « Les Amis des jeunes campeurs de St-Claude inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 80, rue Meunier, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 3221-67

Ausonia Supermarché Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: John Cerini, avocat et conseil en Loi de la reine, 4628, avenue Kensington, Montréal, Barrie Brown, 374, 44e avenue, Lachine, Norman Souaid, 511, Le Royer, Saint-Lambert, tous deux avocats, et Sandra Rice, secrétaire, célibataire, 155, avenue Brittany, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fruits, épiceries, viande, confiserie, légumes, produits alimentaires manufacturés et préparés de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « Ausonia Supermarché Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8354, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 4465-67

Beauce Ready Mix Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Gaston Jacques, 621, 4e avenue, Renauld Jacques, 269, 27e rue, tous deux entrepreneurs, de Saint-Georges, et Émilien Lambert, comptable, 4075, 1re avenue, Saint-Georges-Ouest, pour les objets suivants:

Faire le commerce du ciment et de ses sous-produits, sous le nom de « Beauce Ready Mix Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 300, 19e rue, Saint-Georges-Est, district judiciaire de Beauce.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4371-67

Belgian Food Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Jack Lighstone, avocat, et conseil en Loi de la reine, 4505, avenue

De L'Étoile, Guy Godin, technician, 453, 13th Street, and Bernard D'Amour, insurance agent, 260, 5th Avenue, all seven of Laval, for the following purposes:

To establish and operate a social club for the recreation and relaxation of the spirit and body of its members and their guests, under the name of "Les Amis des jeunes campeurs de St-Claude inc.".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $100,000.

The head office of the corporation is at 80 Meunier Street, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 3221-67

Ausonia Supermarché Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: John Cerini, advocate and Queen's Counsel, 4628 Kensington Avenue, Montreal, Barrie Brown, 374, 44th Avenue, Lachine, Norman Souaid, 511 Le Royer, Saint-Lambert, both advocates, and Sandra Rice, secretary, spinster, 155 Brittany Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in fruits, groceries, meat, confectionery, vegetables, manufactured and prepared foods of all kinds and descriptions, under the name of "Ausonia Supermarché Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 8354 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 4465-67

Beauce Ready Mix Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Gaston Jacques, 621, 4th Ave., Renauld Jacques, 269, 27th St., both contractors, of Saint-Georges, and Émilien Lambert, accountant, 4075, 1st Ave., Saint-Georges-West, for the following purposes:

To carry on business dealing in cement and its by-products, under the name of "Beauce Ready Mix Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 300, 19th St., Saint-Georges-East, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 4371-67

Belgian Food Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jack Lightstone, advocate and Queen's Counsel, 4505 Maplewood

Maplewood, Montréal, Marvin Riback, 5621, avenue Palmer, Côte Saint-Luc, Barry Biberman, 2296, chemin Fulton, Mont Royal, tous deux avocats, et Muriel Fishman, secrétaire, célibataire, 5185, avenue Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

Faire un commerce de concessionnaires de produits alimentaires à toute exposition universelle, sous le nom de « Belgian Food Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4590, chemin de la Reine Marie, app. 406, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 4455-67

Bi-Bo Truck Equipment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Francine Végiard, 3465, Hutchison, Aline Beaulieu, 3801, Cavendish, toutes deux secrétaires, célibataires, de Montréal, et Harvey M. Cooperstone, avocat, 1448, Beverly Crescent, Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'outillage de camions et d'automobiles, moteurs, engins, machines, carburateurs, pièces et accessoires, sous le nom de « Bi-Bo Truck Equipment Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 4357-67

Isaï Blain inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Abraham Cohen, 5986, McShane Avenue, Montréal, Albert Marcus, 1063, Mount Royal Boulevard, Outremont, tous deux avocats, et Lucile Vaillancourt, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 1041, boulevard St-Joseph est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Isaï Blain inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4476-67

Aimé Breton & fils ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Aimé Breton, commerçant, Émérentienne Breton, ménagère,

Avenue, Montreal, Marvin Riback, 5621 Palmer Avenue, Côte Saint-Luc, Barry Biberman, 2296 Fulton Road, Mount Royal, both advocates, and Muriel Fishman, secretary, spinster, 5185 Victoria Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of concessionaires of food at any world fair or exhibition, under the name of "Belgian Food Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 4590 Queen Mary Road, Apt. 406, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 4455-67

Bi-Bo Truck Equipment Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Francine Végiard, 3465 Hutchison, Aline Beaulieu, 3801 Cavendish, both secretaries, spinsters, of Montreal, and Harvey M. Cooperstone, advocate, 1448 Beverly Crescent, Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in truck and automobile equipment, motors, engines, machines, carburetors, accessories and parts, under the name of "Bi-Bo Truck Equipment Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 4357-67

Isaï Blain inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Abraham Cohen, 5986 McShane Avenue, Montreal, Albert Marcus, 1063 Mount Royal Boulevard, Outremont, both advocates, and Lucile Vaillancourt, secretary, spinster of the full age of majority using her rights, 1041 St-Joseph Boulevard East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Isaï Blain inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 4476-67

Aimé Breton & fils ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Aimé Breton, trader, Émérentienne Breton, housewife, wife separate

épouse séparée de biens dudit Aimé Breton, tous deux de 442, rue Latreille, et André Breton, commerçant, 811, rue Jean-Cusson, tous trois de Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Aimé Breton & fils ltée », avec un capital total de $80,000, divisé en 800 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4438-67

Buffet Excellent Catering Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Victor Valiquette, chiropraticien, Gisèle LaPierre, ménagère, épouse séparée de biens dudit Victor Valiquette, tous deux de 3, Place Bellerive, et Cécile Valiquette, ménagère, épouse séparée de biens de J.-Paul Lavoie, 1440, boulevard Jarry, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Buffet Excellent Catering Inc. », avec un capital total de $80,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3001, boulevard Lévesque, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4341-67

C F F Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Daniel S. Miller, 5714, avenue Edgemore, Côte Saint-Luc, Alan Z. Golden, 625, avenue Milton, Montréal, et Mitchell Klein, 188, avenue Wexford Crescent, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de « C F F Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Verdun, district judiciaire de Montreal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 4443-67

Cameo Realty Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'octobre 1967, autorisant la fusion de la compagnie « Spirco Ltd. » et de la compagnie « Cameo Realty Co. », toutes deux constituées en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes datées respectivement du 7 octobre 1958 et du 7 janvier 1959, pour les objets suivants:

as to property of the said Aimé Breton, both of 442 Latreille St., and André Breton, trader, 811 Jean-Cusson St., all three of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Aimé Breton & fils ltée", with a total capital stock of $80,000, divided into 800 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 4438-67

Buffet Excellent Catering Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Victor Valiquette, chiropractor, Gisèle LaPierre, housewife, wife separate as to property of the said Victor Valiquette, both of 3 Place Bellerive, and Cécile Valiquette, housewife, wife separate as to property of J.-Paul Lavoie, 1440 Jarry Blvd., all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Buffet Excellent Catering Inc.", with a total capital stock of $80,000, divided into 50,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3001 Lévesque Blvd., Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 4341-67

C F F Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Daniel S. Miller, 5714 Edgemore Avenue, Côte Saint-Luc, Alan Z. Golden, 625 Milton Avenue, Montreal, and Mitchell Klein, 188 Wexford Crescent Avenue, Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "C F F Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Verdun, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 4443-67

Cameo Realty Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, authorizing the amalgamation of "Spirco Ltd." and "Cameo Realty Co.", both incorporated under the said Part I of the Companies Act, by letters patent dated, respectively, October 7, 1958, and January 7, 1959, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles, de placements et de mises en valeur et aussi vendre toutes sortes de marchandises, articles et produits, avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le nom de la nouvelle compagnie est « Cameo Realty Inc. ».

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 3577-67 — 1392/82

To carry on the business of a real estate, investment and development company and to deal in all kinds and classes of goods, wares and merchandise, with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of a par value of $1 each and 3,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The name of the new company is "Cameo Realty Inc.".

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 3577-67 — 1392/82

La Chocolaterie Québecoise ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Jean-Louis Gagnon, teneur de livres, Arnaud Gagnon, camionneur, tous deux de 127, Jean-Rioux, Trois-Pistoles, et Guy Gagnon, commerçant, Yamaska, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de confiseurs sous toutes ses formes, sous le nom de « La Chocolaterie Québecoise ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $50 chacune et en 300 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est 127, rue Jean-Rioux, Trois-Pistoles, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4391-67

La Chocolaterie Québecoise ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Louis Gagnon, bookkeeper, Arnaud Gagnon, trucker, both of 127 Jean-Rioux, Trois-Pistoles, and Guy Gagnon, trader, Yamaska, for the following purposes:

To carry on business as confectioners under all forms, under the name of "La Chocolaterie Québecoise ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $50 each and 300 preferred shares of $50 each.

The head office of the company is at 127 Jean-Rioux St., Trois-Pistoles, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 4391-67

Ciment Vaillancourt inc.
Vaillancourt Cement Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Alexandre Breault, administrateur, 114, rue Principale, François Morin, marchand de meubles, 12, rue du Carmel, et Laurent Girard, commerçant de bois, route rurale numéro 3, tous trois de Danville, pour les objets suivants:

Faire le commerce du ciment et de ses sous-produits, et exploiter une quincaillerie, sous le nom de « Ciment Vaillancourt inc. — Vaillancourt Cement Inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 7,400 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Shipton, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4442-67

Ciment Vaillancourt inc.
Vaillancourt Cement Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Alexandre Breault, administrator, 114 Principale Street, François Morin, furniture dealer, 12 du Carmel Street, and Laurent Girard, wood merchant, Rural Route Number 3, all three of Danville, for the following purposes:

To deal in cement and its by-products, and to operate a hardware store, under the name of "Ciment Vaillancourt inc. — Vaillancourt Cement Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and into 7,400 preferred shares of $25 each.

The head office of the company is at Shipton, judicial district of Saint Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 4442-67

Cogena Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: J.-Ulric Ouimet, administrateur, Andrée Ouimet, ménagère, épouse dudit J.-Ulric Ouimet, tous deux de 339, Parkwood Circle, Dorval, et Michel Cogger, avocat, 90, avenue Royale, Saint-Pierre, I.O., pour les objets suivants:

Cogena Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: J.-Ulric Ouimet, administrator, Andrée Ouinet, housewife, wife of said J.-Ulric Ouimet, both of 339 Parkwood Circle, Dorval, and Michel Cogger, Lawyer, 90 Royale Avenue, Saint-Pierre, I.O., for the following purposes:

Agir comme consultant, conseiller, agent ou mandataire, de toute personne, corporation, entreprise, commerce, industrie, société, municipalité, gouvernement ou autre corps politique en matière d'administration, sous le nom de « Cogena inc. », avec un capital divisé en 1,250 actions de classe « A » sans valeur nominale, 1,250 actions de classe « B » sans valeur nominale et en 550 actions privilégiées d'une valeur nominale de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4444-67

La Compagnie Saber ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Pierre-Eugène Laberge, Louis-Arthur Savard, Jean-Yves Laberge, tous trois de Rang St-Pierre, Welly Savard, et Jacques Savard, ces deux derniers de Rang St-Paul, tous cinq camionneurs, de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exploiter des entreprises de camionnage et généralement faire le transport de marchandises de toutes sortes, sous le nom de « La Compagnie Saber ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4397-67

Conseil de Développement du Territoire de la Gaspésie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Adrien Babin, gérant de la coopérative, Caplan, Reggie Jones, vendeur d'autos, Chandler, J.-Léo Langlois, conseiller en main-d'oeuvre, Port-Daniel, partie Ouest, Gaétan Lemire, conseiller municipal, Sainte-Anne-des-Monts, A.-Jasques Gagnon, pharmacien, Gaspé, Jean-Paul Lapointe, maire, Saint-Maxime-du-Mont-Louis, et Denis Arsenault, professeur, Bonaventure, pour les objets suivants:

Procéder à la fondation du Conseil régional de développement de l'Est du Québec, sous le nom de « Conseil de Développement du Territoire de la Gaspésie inc. ».

La corporation ne peut posséder aucun immeuble.

Le siège social de la corporation est à Gaspé, district judiciaire de Gaspé.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4100-67

Gilles Desjardins ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Gilles Desjardins, constructeur, Léona Aubin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit

To act as consultant, counsellor, agent or trustee of any person, corporation, enterprise, business, industry, society, municipality, government or other body politic in administration matters, under the name of "Cogena inc.", with a capital stock divided into 1,250 class "A" shares without nominal value, 1,250 class "B" shares without nominal value and into 550 preferred shares of a nominal value of $50 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 4444-67

La Compagnie Saber ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Pierre-Eugène Laberge, Louis-Arthur Savard, Jean-Yves Laberge, all three of St-Pierre Range, Welly Savard, and Jacques Savard, the latter two of St-Paul Range, all five truckers of Chicoutimi, for the following purposes:

To operate trucking businesses and generally to deal in the transportation of merchandise of all kinds, under the name of "La Compagnie Saber ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 4397-67

Conseil de Développement du Territoire de la Gaspésie inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Adrien Babin, manager of a cooperative, Caplan, Reggie Jones, car salesman, Chandler, J.-Léo Langlois, labour consultant, Port-Daniel, West part, Gaétan Lemire, municipal councillor, Sainte-Anne-des-Monts, A.-Jacques Gagnon, pharmacist, Gaspé, Jean-Paul Lapointe, mayor, Saint-Maxime-du-Mont-Louis, and Denis Arsenault, professor, Bonaventure, for the following purposes:

To found the regional development council of Eastern Quebec, under the name of "Conseil de Développement du Territoire de la Gaspésie inc.".

The corporation may not own any immovable.

The head office of the corporation is at Gaspé, judicial district of Gaspé.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 4100-67

Gilles Desjardins ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of October, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Gilles Desjardins, builder, Léona Aubin, housewife, wife contractually separate as to property of the said Gilles Desjar-

Gilles Desjardins, tous deux de 446, Madeleine, et Nicole Aubin, secrétaire, épouse séparée de biens de Reynald Légaré, 731, rue Pageau, tous trois de Saint-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Gilles Desjardins ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune et en 600 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 446, rue Madeleine, Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4064-67

dins, both of 446 Madeleine, and Nicole Aubin, secretary, wife separate as to property of Reynald Légaré, 731 Pageau St., all three of Saint-Jérôme, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Gilles Desjardins ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 400 common shares of $100 each and 600 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 446 Madeleine St., Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 4064-67

Disco-Mods ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Jacques Laurin, 4220, St-Émélie, James Bangs, 639, Champagneur, tous deux comptables, stagiaires, Lise Marsolais, secrétaire, fille majeure, 2577, Arcand, Albert Rathé, commis de bureau, 11991, Despatie, tous quatre de Montréal, et André Gauthier, avocat, 1990, des Ormes, Saint-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Exploiter une ou des discothèques, salles de danse et de divertissement, sous le nom de « Disco-Mods ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 52, rue Aimé-Séguin, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4288-67

Disco-Mods ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Jacques Laurin, 4220 St-Émélie, James Bangs, 639 Champagneur, both probationer accountants, Lise Marsolais, secretary, spinster of the full age of majority, 2577 Arcand, Albert Rathé, office clerk, 11991 Despatie, all four of Montreal, and André Gauthier, advocate, 1990 des Ormes, Saint-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To operate one or more discothèques, dance halls and amusement halls, under the name of "Disco-Mods ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 52 Aimé-Séguin St., Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.

22137 4288-67

Distributions Eurocan ltée
Eurocan Distributions Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, 426, rue Champagneur, Outremont, Micheline Corbeil, fille majeure, 2540, chemin Côte Ste-Catherine, Montréal, Louis-Gilles Gagnon, 371, De Lorraine, Longueuil, Jean Rivard, 20, Place Côte Vertu, Saint-Laurent, et Mario Girard, 335, rue Laurier, Granby, tous cinq avocats, pour les objets suivants:

Distribuer et faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Distributions Eurocan ltée — Eurocan Distributions Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune, 1,000 actions classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 8,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4306-67

Distributions Eurocan ltée
Eurocan Distributions Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Henri-Paul Lemay, 426 Champagneur Street, Outremont, Micheline Corbeil, spinster of the full age of majority, 2540 Côte Ste-Catherine Road, Montreal, Louis-Gilles Gagnon, 371 De Lorraine, Longueuil, Jean Rivard, 20 Place Côte Vertu, Saint-Laurent, and Mario Girard, 335 Laurier Street, Granby, all five advocates, for the following purposes:

To distribute and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Distributions Eurocan ltée — Eurocan Distributions Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 class "A" shares of a nominal value of $1 each, 1,000 class "B" shares of a nominal value of $1 each and into 8,900 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.

22137 4306-67

Doll Park Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Lawrence A. Poitras, 46, avenue Glamis, Dollard-des-Ormeaux, M. Carlyle Johnston, 38, chemin Anwoth, Donald B. Wilkie, 30, rue Stanton, tous deux de Westmount, tous trois avocats, Mary Donovan, 5429 Duquette, Montréal, et Peggy Wright, 884, chemin du Golfe, Woodlands, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « Doll Park Ltd. », avec un capital-actions divisé en 60,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 4415-67

Doll Park Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Lawrence A. Poitras, 46 Glamis Avenue, Dollard-des-Ormeaux, M. Carlyle Johnston, 38 Anwoth Road, Donald B. Wilkie, 30 Stanton Street, both of Westmount, all three advocates, Mary Donovan, 5429 Duquette, Montreal, and Peggy Wright, 884 Golf Road, Woodlands, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Doll Park Ltd.", with a capital stock divided into 60,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 4415-67

Draperies Fleur de Lys ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Abraham Wasserman, administrateur d'affaires, Ida Thau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Abraham Wasserman, tous deux de 6407, Lennox, Montréal, Joseph Baransky, administrateur d'affaires, et Elenora Martyniak, ménagère, épouse commune en biens dudit Joseph Baransky, ces deux derniers de 892, Emerson Drive, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de draperies, sous le nom de « Draperies Fleur de Lys ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ontario Shopping Plaza, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 4405-67

Draperies Fleur de Lys ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Abraham Wasserman, business executive, Ida Thau, housewife, wife separate as to property of the said Abraham Wasserman, both of 6407 Lennox, Montreal, Joseph Baransky, business executive, and Elenora Martyniak, housewife, wife common as to property of the said Joseph Baransky, the latter two of 892 Emerson Drive, Laval, for the following purposes:

To deal in the drapery business, under the name of "Draperies Fleur de Lys ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Ontario Shopping Plaza, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 4405-67

Dufferin Disposal & Services Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Bernard Cohen, 15, boulevard St-Jude, Ludger Leboeuf, 394, rue Dufferin, tous deux commerçants, de Salaberry-de-Valleyfield, et Roméo Vézina, artisan, Saint-Zotique, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Dufferin Disposal & Services Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4234-67

Dufferin Disposal & Services Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Bernard Cohen, 15 St-Jude Blvd., Ludger Leboeuf, 394 Dufferin St., both traders, of Salaberry-de-Valleyfield, and Roméo Vézina, craftsman, Saint-Zotique, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Dufferin Disposal & Services Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 4234-67

Les Enseignes Claude ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Claude Toutant 1500 A, rue St-Aimé, Albert Cardin, 785, 111e avenue, tous deux de Drummondville-Sud, et Philippe Toutant, 1750, boulevard Mercure, Drummondville, tous trois industriels, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'enseignes et réclames électriques, au néon ou autres, sous le nom de « Les Enseignes Claude ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 9,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville-Sud, district judiciaire de Drummond.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4481-67

Les Enseignes Claude ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Claude Toutant, 1500 A, St-Aimé Street, Albert Cardin, 785, 111th Avenue, both of Drummondville-South, and Philippe Toutant, 1750 Mercure Boulevard, Drummondville, all three industrialists, for the following purposes:

To deal in all kinds of electric signs and advertisement boards, neon or otherwise, under the name of "Les Enseignes Claude ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 9,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Drummondville-South, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 4481-67

Les Entreprises Dugary, ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Thérèse Dandurand, ménagère, épouse d'Adrien Gariépy, Yves Gariépy, comptable, et Pierre Gariépy, directeur de personnel, tous trois de 1991, Alfred-Laliberté, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement, de portefeuille et de gestion, sous le nom de « Les Entreprises Dugary, ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 42 actions ordinaires de $10 chacune, 3,953 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 50 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10620, du Bois-de-Boulogne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 3827-67

Les Entreprises Dugary, ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Thérèse Dandurand, housewife, wife of Adrien Gariépy, Yves Gariépy, accountant, and Pierre Gariépy, personnel manager, all three of 1991 Alfred-Laliberté, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment, holding and management company, under the name of "Les Entreprises Dugary, ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 42 common shares of $10 each, 3,953 preferred class "A" shares of $10 each and into 50 preferred class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at 10620 du Bois-de-Boulogne, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 3827-67

Les Entreprises Pelletier-Rousseau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Paul Pelletier, marchand, Ghislaine Couture, ménagère, épouse séparée de biens dudit Paul Pelletier, tous deux de 381, rue Alexandre, Laval, Michel Rousseau, marchand, et Luce Doré, ménagère, épouse séparée de biens dudit Michel Rousseau, ces deux derniers de 97, rue St-Eustache, Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Les Entreprises Pelletier-Rousseau inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 6,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6370, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 3597-67

Les Entreprises Pelletier-Rousseau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Paul Pelletier, merchant, Ghislaine Couture, housewife, wife separate as to property of the said Paul Pelletier, both of 381 Alexandre St., Laval, Michel Rousseau, merchant, and Luce Doré, housewife, wife separate as to property of the said Michel Rousseau, the two latter of 97 St-Eustache St., Saint-Eustache, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Les Entreprises Pelletier-Rousseau inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and 6,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 6370 St. Hubert St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 3597-67

Les Entreprises Projec ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Marcel Milot, 567, Ste-Cécile, Paul Poisson, 2409, Lajoie, tous deux comptables, et Réjane Belle Isle, secrétaire, fille majeure, 336, St-François-Xavier, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'accessoires électriques, mécaniques ou autres appareils techniques, sous le nom de « Les Entreprises Projec ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4216-67

Les Entreprises Projec ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Marcel Milot, 567 Ste-Cécile, Paul Poisson, 2409 Lajoie, both accountants, and Réjane Belle Isle, secretary, spinster of the full age of majority, 336 St-François-Xavier, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To manufacture and deal in electrical or mechanical accessories, or other technical appliances, under the name of "Les Entreprises Projec ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each into 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 4216-67

Fleuriste Ahuntsic (1967) incorporée
Ahuntsic Florist (1967) Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: J.-Guy Béliveau, avocat, 64, Avondale, Dollard-des-Ormeaux, Rachel Desrosiers, épouse de Rolland Perrier, 5357, 2e avenue, et Marcelle Riendeau, épouse de Réal Jolicoeur, 9230, Châteaubriand, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs de graines, sous le nom de « Fleuriste Ahuntsic (1967) incorporée — Ahuntsic Florist (1967) Incorporated », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4445-67

Fleuriste Ahuntsic (1967) incorporée
Ahuntsic Florist (1967) Incorporated

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: J.-Guy Béliveau, advocate, 64 Avondale, Dollard-des-Ormeaux, Rachel Desrosiers, wife of Rolland Perrier, 5337, 2nd Avenue, and Marcelle Riendeau, wife of Réal Jolicoeur, 9230 Châteaubriand, the latter two secretaries of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as florists, nursery gardeners, and seed growers, under the name of "Fleuriste Ahuntsic (1967) incorporée — Ahuntsic Florist (1967) Incorporated", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 4445-67

Hanmur Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Gerald McCarthy, avocat, 3495, rue Mountain, Jean Glushik, 3459, est, rue Sherbrooke, Céline Trudeau, 2132, rue Bossuet, tous trois de Montréal, et Christiane Beaudet, 166, avenue Champagne, Longueuil, ces trois dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de gestion et de consultation, sous le nom de « Hanmur Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 252, ouest, rue Beaubien, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 4464-67

Hanmur Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Gerald McCarthy, advocate, 3495 Mountain Street, Jean Glushik, 3459 Sherbrooke Street East, Cécile Trudeau, 2132 Bossuet Street, all three of Montreal, and Christiane Beaudet, 166 de Champagne Avenue, Longueuil, the latter three secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of a management and consulting company, under the name of "Hanmur Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 252 Beaubien Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 4464-67

Hôtel La Clairière inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Claude Archambault, avocat, 2644, rue LaSalle, Paul Proulx, agent-vendeur, 2529, rue Jeanne-d'Arc, tous deux de Montréal, et Gilles Proulx, notaire, Saint-Jovite, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, maisons de chambres, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Hôtel La Clairière inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Labelle, district judiciaire de Labelle.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4491-67

Hôtel-Motel de l'Étang inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Marie-Paul Tremblay, ménagère, épouse séparée de biens de René Gilbert, Claude Lessard, commis, et Antonio Gilbert, rentier, tous trois de Cap-Santé, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôtellerie, d'auberge, de restaurant et de chambres et pension, sous le nom de « Hôtel-Motel de l'Étang inc. », avec un capital divisé en 100 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Cap-Santé, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4483-67

Les Immeubles Gaudet inc.
Gaudet Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: François Boisclair, 5789, rue Déom, Jean-Louis Lamoureux, 10581, rue Grande-Allée, et Yvon Brizard, 6538, rue Louis-Hébert, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Les Immeubles Gaudet inc. — Gaudet Realties Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4396-67

Les Investissements Dero inc.
Dero Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'octobre

Hôtel La Clairière inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Claude Archambault, advocate, 2644 LaSalle St., Paul Proulx, agent-salesman, 2529 Jeanne-d'Arc St., both of Montreal, and Gilles Proulx, notary, Saint-Jovite, for the following purposes:

To operate hotels, motels, rooming houses, taverns, inns and restaurants, under the name of "Hôtel La Clairière inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Labelle, judicial district of Labelle.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 4491-67

Hôtel-Motel de l'Étang inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Marie-Paul Tremblay, housewife, wife separate as to property of René Gilbert, Claude Lessard, clerk, and Antonio Gilbert, annuitant, all three of Cap-Santé, for the following purposes:

To carry on business operating hotels, inns, restaurants and boarding houses, under the name of "Hôtel-Motel de l'Étang inc.", with a capital stock divided into 100 common shares of no nominal value.

The head office of the company is at Cap-Santé, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 4483-67

Les Immeubles Gaudet inc.
Gaudet Realties Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: François Boisclair, 5789 Déom Street, Jean-Louis Lamoureux, 10581 Grande-Allée Street, and Yvon Brizard, 6538 Louis-Hébert Street, all three advocates of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Les Immeubles Gaudet inc. — Gaudet Realties Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 4396-67

Les Investissements Dero inc.
Dero Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the

1967, constituant en corporation: Owen Carter, avocat et conseil en Loi de la reine, 2177, Brûlart, Sillery, Jean Leahy, avocat et conseil en Loi de la reine, 255, avenue Laurier, Louis Rémillard, 1169, avenue Brown, et Paul Vézina, 1142, des Érables, ces deux derniers avocats, ces trois derniers de Québec, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Investissements Dero inc. — Dero Investments Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 742, de Longpré, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4348-67

Owen Carter, advocate and Queen's Counsel, 2177 Brûlart, Sillery, Jean Leahy, advocate and Queen's Counsel, 255 Laurier Avenue, Louis Rémillard, 1169 Brown Avenue, and Paul Vézina, 1142 des Érables, the latter two advocates, the latter three of Quebec, for the following purposes:

To carry on the operations of a holding company, under the name of "Les Investissements Dero inc. — Dero Investments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and into 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 742 de Longpré, Sainte-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 4348-67

La Jeune Chambre de Senneterre inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: André Michaud, comptable, 710, 10e avenue, Liliane Ross, secrétaire, fille majeure, 231, Principale, et Régina Ross, ménagère, veuve, 300, 11e avenue, tous trois de Senneterre, pour les objets suivants:

Agir dans l'intérêt et pour l'avancement de la ville de Senneterre et plus particulièrement au bénéfice des jeunes en les intéressant au progrès économique, social et civique de leur milieu, sous le nom de « La Jeune Chambre de Senneterre inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $1,000.

Le siège social de la corporation est à Senneterre, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 3997-67

La Jeune Chambre de Senneterre inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: André Michaud, accountant, 710, 10th Ave., Liliane Ross, secretary, fille majeure, 231 Main St., and Régina Ross, housewife, widow, 300, 11th Ave., all three of Senneterre, for the following purposes:

To act in the interest of and for the progress of the town of Senneterre, and more especially for the benefit of youth by interesting them in the economic, social and civic progress of their environment, under the name of "La Jeune Chambre de Senneterre inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $1,000.

The head office of the corporation is at Senneterre, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 3997-67

Jono Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Oscar Respitz, 4945, Glencairn, Montréal, Sydney Sederoff, 80, Crestwood, Montréal-ouest, tous deux avocats, et Max Sidney Kaufman, avocat et conseil en Loi de la reine, 574, Claremont, Westmount, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de portefeuille, sous le nom de « Jono Holdings Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 4454-67

Jono Holdings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Oscar Respitz, 4945 Glencairn, Montreal, Sydney Sederoff, 80 Crestwood, Montreal West, both advocates, and Max Sidney Kaufman, advocate and Queen's Counsel, 574 Claremont, Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and holding company, under the name of "Jono Holdings Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 4454-67

L. A. M. Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Albert Malouf, avocat et conseil en Loi de la reine, 107, Nor-

L. A. M. Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Albert Malouf, advocate and Queen's Counsel, 107 Normandy Drive,

mandy Drive, Mont Royal, Yvan Macerola, 2805, Marquette, James Galileo, 1607, Massenet, tous deux de Laval, et Michel Taddeo, 6428, boulevard Monk, Montréal, ces trois derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « L. A. M. Enterprises Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 121, Fernlea Crescent, Mont Royal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 4294-67

L. B. service inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Raymond Langelier, garagiste, Eddie Brouillard, restaurateur, tous deux de Saint-Liboire, et Pierre Pharand, gérant de personnel, 3700, Desmarteau, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des stations-service, hôtels, bars-salon, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « L. B. service inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 4,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Liboire, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4409-67

Charles Lallouz Haute Coiffure (Westmount) ltée
Charles Lallouz Haute Coiffure (Westmount) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Irving Shapiro, 4957, avenue Isabella, Paul Yaphe, 5380, avenue Montclair, tous deux avocats, Joan Currie, secrétaire, épouse séparée de biens de Sydney Currie, 6129, ouest rue Sherbrooke, et Elayne Felix, secrétaire, épouse séparée de biens de Dudley E. Felix, 2030, place Henri-Bourassa, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un salon de beauté, sous le nom de « Charles Lallouz Haute Coiffure (Westmount) ltée — Charles Lallouz Haute Coiffure (Westmount) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 4389-67

Lee Pang Enterprises Ltd.
Les Entreprises Lee Pang ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Tat Man Lee, entrepreneur, 159a, rue Argyle, 3e étage, Kow-

Mount Royal, Yvan Macerola, 2805 Marquette, James Galileo, 1607 Massenet, both of Laval, and Michel Taddeo, 6428 Monk Boulevard, Montreal, the latter three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "L. A. M. Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 121 Fernlea Crescent, Mount Royal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 4294-67

L. B. service inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Raymond Langelier, garage keeper, Eddie Brouillard, restaurant keeper, both of Saint-Liboire, and Pierre Pharand, personnel manager, 3700 Desmarteau, Montreal, for the following purposes:

To operate service-stations, hotels, bar-salons, taverns, inns and restaurants, under the name of "L. B. service inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 4,900 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Liboire, judicial district of Saint-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 4409-67

Charles Lallouz Haute Coiffure (Westmount) ltée
Charles Lallouz Haute Coiffure (Westmount) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving Shapiro, 4597 Isabella Avenue, Paul Yaphe, 5380 Montclair Avenue, both advocates, Joan Currie, secretary, wife separate as to property of Sydney Currie, 6129 Sherbrooke Street West, and Elayne Felix, secretary, wife separate as to porperty of Dudley E. Felix, 2030 Place Henri-Bourassa, all four of Montreal, for the following purposes:

To operate a beauty salon, under the name of "Charles Lallouz Haute Coiffure (Westmount) ltée — Charles Lallouz Haute Coiffure (Westmount) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 4389-67

Lee Pang Enterprises Ltd.
Les Entreprises Lee Pang ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Tat Man Lee, contractor, 159a Argyle Street, 3rd Floor, Kowloon,

loon, Shing Wai Pang, administrateur, 20, chemin Leighton, 5e étage, tous deux de Hong Kong, et Michelle Vincent, secrétaire, célibataire, 1015, côte du Beaver Hall, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de portefeuille, sous le nom de « Lee Pang Enterprises Ltd.— Les Entreprises Lee Pang ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 4404-67

Little Bo-Peep Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mai 1967, constituant en corporation: Jason Ruby, 47, place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, John Michelin, 5754, avenue Lockwood, Côte Saint-Luc, tous deux avocats, et Evlyn Raphael, secrétaire, épouse séparée de biens de Charles Raphael, 4895, avenue Carlton, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie de marchandises, articles et produits de toutes sortes, sous le nom de « Little Bo-Peep Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de $1 chacune et 25,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 2071-67

M. J. R. ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: J.-C.-Fernand Larose, agent d'immeubles, 430, De la Bruyère, Saint-Bruno-de-Montarville, Jean-Maurice Gauthier, vendeur, 318, boulevard des Prairies, Laval, et Fernand Lévesque, avocat, 3655, rue Papineau, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « M. J. R. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4325-67

Iain D. Mackie & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Marvin Rosenhek, avocat, 335, Greenfell, Mont Royal, Pauline Rollings, secrétaire, épouse commune en biens de John Rollings, 22, avenue Martin, Dorval, et Nicole Scheib, secrétaire, épouse séparée de biens de David J. Scheib, 544, du Coteau, Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Shing Wai Pang, executive, 20 Leighton Road, 5th Floor, both of Hong Kong, and Michelle Vincent, secretary, spinster, 1015 Beaver Hall Hill, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and holding company, under the name of "Lee Pang Enterprises Ltd.— Les Entreprises Lee Pang ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 4404-67

Little Bo-Peep Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jason Ruby, 47 Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, John Michelin, 5754 Lockwood Avenue, Côte Saint-Luc, both advocates, and Evlyn Raphael, secretary, wife separate as to property of Charles Raphael, 4895 Carlton Avenue, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Little Bo-Peep Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 25,000 common shares of $1 each and 25,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 2071-67

M. J. R. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: J.-C.-Fernand Larose, real estate agent, 430 De la Bruyère, Saint-Bruno-de-Montarville, Jean-Maurice Gauthier, salesman, 318 des Prairies Boulevard, Laval, and Fernand Lévesque, advocate, 3655 Papineau Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "M. J. R. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Michel, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 4325-67

Iain D. Mackie & Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Marvin Rosenhek, advocate, 335 Greenfell, Mount Royal, Pauline Rollings, secretary, wife common as to property of John Rollings, 22 Martin Avenue, Dorval, and Nicole Scheib, secretary, wife separate as to property of David J. Scheib, 544 du Coteau, Sainte-Thérèse, for the following purposes:

Distribuer des carosseries de camion, fabriquer et exercer le commerce et l'industrie de toutes sortes de pièces, accessoires, ustensiles, dispositifs, lubrifiants, ciments, solutions et appareils, sous le nom de « Iain D. Mackie & Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 4407-67

Mini-Mecanik Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: André-P. Casgrain, rue de la Sapinière, Marcel Crevier, 211, St-Jean-Baptiste, tous deux avocats, et Annette Blais, secrétaire, fille majeure, 26-a, St-Laurent, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la réparation de toutes sortes de traînes motorisées, moteurs hors-bord, tondeuses à gazon, souffleuses à neige, motocyclettes, ponpes, outillages mécaniques, moteurs mus à l'électricité, à la vapeur, à l'huile, à l'essence ou autrement, sous le nom de « Mini-Mecanik Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4429-67

Nittolos Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Harry Nittolo, 118, rue Caruso, Dollard-des-Ormeaux, Joseph Nittolo, 969, avenue Clifton, Montréal, et Robert Poulin, 738, 26e avenue, Lachine tous trois jardiniers, pour les objets suivants:

Exercer et entreprendre le commerce ou les commerces de jardiniers, pépiniéristes, grainetiers, cultivateurs de fruits, fleuristes et fruitiers, sous le nom de « Nittolos Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 4436-67

Northern Steel Co. Ltd.
La Cie d'acier du Nord ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Asher Kahn, 484, chemin Dufferin, Hampstead, Irving Narvey, 2300, Gold, Saint-Laurent, tous deux avocats, Grace Blackett, 5622, ouest, rue Sher-

To distribute truck bodies, manufacture and deal in all kinds of parts, accessories, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions and appliances, under the name of "Iain D. Mackie & Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 4407-67

Mini-Mecanik Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: André-P. Casgrain, de la Sapinière Street, Marcel Crevier, 211 St-Jean-Baptiste, both advocates, and Annette Blais, secretary, spinster of the full age of majority, 26-a St-Laurent, all three of Rimouski, for the following purposes:

To deal in and repair all kinds of ski-doos, out-board motors, lawn mowers, snow-blowers, motor cycles, pumps, mechanical tools, motors driven by electricity, vapor, oil, gasoline or otherwise, under the name of "Mini-Mecanik Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 4429-67

Nittolos Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Harry Nittolo, 118 Caruso Street, Dollard-des-Ormeaux, Joseph Nittolo, 969 Clifton Avenue, Montreal, and Robert Poulin, 738, 26th Avenue, Lachine, all three gardeners, for the following purposes:

To carry on and engage in the business or businesses of gardeners, nurserymen, seedsmen, fruit growers, florists and fruiterers, under the name of "Nittolos Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $10 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 4436-67

Northern Steel Co. Ltd.
La Cie d'acier du Nord ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Asher Kahn, 484 Dufferin Road, Hamsptead, Irving Narvey, 2300 Gold, Saint-Laurent, both advocates, Grace Blackett, 5622 Sherbrooke Street West, Dlephine

brooke, Delphine Matthew, 3455, Aylmer, tous deux de Montréal, et Sheila Raymond, 89, Roxton Crescent, Montréal-ouest, ces trois dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce et l'industrie de toutes sortes de métaux, sous le nom de « Northern Steel Co. Ltd.— La Cie d'acier du Nord ltée », avec un capital-actions divisé en 400 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 4451-67

Paradise St. Lambert Restaurant Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Konstantinos Angelatos, 854, Perrier, Panagiotes Constantacos, 874, Perrier, tous deux de Brossard, et Charalabpos Natsis, 5473, St-Urbain, Montréal, tous trois restaurateurs, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Paradise St. Lambert Restaurant Ltd. », avec un capital total de $60,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 4458-76

Fernand Perrault automobiles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1967, constituant en corporation: Fernand Perrault, gérant, 13, des Ormes, Saint-Basile-le-Grand, Jacques Filion, évaluateur, 145, Brixton, Saint-Lambert, et J.-Denis Lareau, vendeur, 102, Doody, Chambly, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Fernand Perrault automobiles inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 6,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chambly, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 2024-67

Perrette Construction Company Ltd.
La Compagnie de Construction Perrette ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Guy Ambrose Miller, Saint-Bruno-de-Montarville, Colin Richard Chisholm, LaSalle, tous deux comptables, et Charles Vincent Cook, commis, Verdun, pour les objets suivants:

Matthew, 3455 Aylmer, both of Montreal, and Sheila Raymond, 89 Roxton Crescent, Montreal West, the latter three secretaries, spinsters, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of metals, under the name of "Northern Steel Co. Ltd.— La Cie d'acier du Nord ltée", with a capital stock divided into 400 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 4451-67

Paradise St. Lambert Restaurant Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Konstantinos Angelatos, 854 Perrier, Panagiotes Constantacos, 874 Perrier, both of Brossard, and Charalabpos Natsis, 5473 St. Urbain, Montreal, all three restaurateurs, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Paradise St. Lambert Restaurant Ltd.", with a total capital stock of $60,000, divided into 3,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 4458-67

Fernand Perrault automobiles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Fernand Perrault, manager, 13 des Ormes, Saint-Basile-le-Grand, Jacques Filion, appraiser, 145 Brixton, Saint-Lambert, and J.-Denis Lareau, salesman, 102 Doody, Chambly, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, and to deal in automobiles, motors and all their accessories and parts, under the name of "Fernand Perrault automobiles inc", with a total capital stock of $100,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and 6,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Chambly, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 2024-67

Perrette Construction Company Ltd.
La Compagnie de Construction Perrette ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Guy Ambrose Miller, Saint-Bruno-de-Montarville, Colin Richard Chisholm, LaSalle, both accountants, and Charles Vincent Cook, clerk, Verdun, for the following purposes:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de «Perrette Construction Company Ltd.— La Compagnie de Construction Perrette ltée», avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 4441-67

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Perrette Construction Company Ltd.— La Compagnie de Construction Perrette ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 4441-67

Perrette Realty Company Ltd.
Les Immeubles Perrette ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Charles Vincent Cook, commis, Verdun, Guy Ambrose Miller, Saint-Bruno-de-Montarville, et Colin Richard Chisholm, LaSalle, ces deux derniers comptables, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de terrains, d'immeubles et et de mise en valeur générale, sous le nom de « Perrette Realty Company Ltd.— Les Immeubles Perrette ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 4440-67

Perrette Realty Company Ltd.
Les Immeubles Perrette ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Charles Vincent Cook, clerk, Verdun, Guy Ambrose Miller, Saint-Bruno-de-Montarville, and Colin Richard Chisholm, LaSalle, the latter two accountants, for the following purposes:

To carry on the business of a land, real estate construction and general development company, under the name of "Perrette Realty Company Ltd.— Les Immeubles Perrette ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 4440-67

Plagestin Montréal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Nicole Lévesque, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 7700, rue Des Écores, Montréal, Michel Matteau, commis, 11203, Pelletier, Montréal-Nord, Jean Guimont, gérant, 1, Ile de Mai, Sainte-Thérèse-Ouest, et J.-Algred Éthier, avocat, 1131, Notre-Dame, Repentigny, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction et de placement, sous le nom de « Plagestin Montréal inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4227-67

Plagestin Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Nicole Lévesque, secretary, spinster of the full age of majority and using her rights, 7700 Des Écores Street, Montreal, Michel Matteau, clerk, 11203 Pelletier, Montreal-North, Jean Guimont, manager, 1 Ile de Mai, Sainte-Thérèse-West, and J.-Alfred Éthier, advocate, 1131 Notre-Dame, Repentigny, for the following purposes:

To carry on business as a construction and investment company, under the name of "Plagestin Montréal inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 4227-67

Plomberie C. & M. inc.
C. & M. Plumbing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Jean-C. Banville, maître plombier, Rita Landry, ménagère, épouse dudit Jean-C. Banville, tous deux de 10057, Lille, Montréal, et Michele Colacci, plombier, 11253, Lamoureux, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Plomberie C. & M. inc. — C. & M. Plum-

Plomberie C. & M. inc.
C. & M. Plumbing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jean-C. Banville, master plumber, Rita Landry, housewife, wife of the said Jean-C. Banville, both of 10057 Lille, Montreal, and Michele Colacci, plumber, 11253 Lamoureux, Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Plomberie C. & M. inc. — C. & M. Plumbing

bing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4416-67

Progress Wire Works Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Rocco Cilla, soudeur, Nicoletta Di Marco, ménagère, épouse séparée de biens d'après les lois d'Italie dudit Rocco Cilla, tous deux de 7995, Sagard, et Rosa Fatelli, ménagère, épouse commune en biens de Salvatore Raffaelle, 8914, 2e avenue, tous trois de Saint-Michel, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Progress Wire Works Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8015, Dante, Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4342-67

Promotions-Prisma inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Gérald Julien, homme d'affaires, Doris Ménard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gérald Julien, tous deux de 7460, Garnier, app. 1, et Aline Julien, secrétaire, fille majeure, 4851, des Érables, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et conseillers en publicité ou relations publiques, sous le nom de « Promotions-Prisma inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions classe « A » de $10 chacune, 1,000 actions classe « B » de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4891, des Érables, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4462-67

Publicité Montor inc.
Montor Advertising Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Mac Sidney Kaufman, avocat et conseil en Loi de la reine, 574, Claremont, Westmount, Oscar Respitz, 4945, Glencairn, Montréal, et Sydney Sederoff, 80, Crestwood, Montréal Ouest, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une agence de publicité, sous le nom de « Publicité Montor inc. — Montor Advertising Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 4416-67

Progress Wire Works Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rocco Cilla, welder, Nicoletta Di Marco, housewife, wife separate as to property of the said Rocco Cilla according to the laws of Italy, both of 7995 Sagard, and Rosa Fatelli, housewife, wife common as to property of Salvatore Raffaele, 8914, 2nd Ave., all three of Saint-Michel, for the following purposes:

To carry on business dealing in merchandise and articles made wholly or partially of metal or wood, under the name of "Progress Wire Works Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 8015 Dante, Saint-Michel, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 4342-67

Promotions-Prisma inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Gérald Julien, businessman, Doris Ménard, housewife, wife contractually separate as to property of said Gérald Julien, both of 7460 Garnier, Apt. 1, and Aline Julien, secretary, spinster of the full age of majority, 4851 des Érables, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as publicity or public relations contractors and counsellors, under the name of "Promotions-Prisma inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 class "A" shares of $10 each, 1,000 class "B" shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4851 des Érables, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 4462-67

Publicité Montor inc.
Montor Advertising Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Max Sidney Kaufman, advocate and Queen's Counsel, 574 Claremont, Westmount, Oscar Respitz, 4945 Glencairn, Montreal, and Sydney Sederoff, 80 Crestwood, Montreal West, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an advertising agency, under the name of "Publicité Montor inc. — Montor Advertising Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 4403-67

Publi-Promo inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Guy Poirier, publicitaire, 269A, rue Bernand ouest, Montréal, Roger Williams, entrepreneur, rue St-Jean-Baptiste, Rivière-du-Moulin, et André Fillion, avocat, 26, de la Fabrique, Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et conseillers en publicité, sous le nom de « Publi-Promo inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4456-67

Recherches Sociales de Montréal inc.
Social Researches of Montreal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Pierre Blain, notaire, Lise St-Vincent, secrétaire, épouse dudit Pierre Blain, tous deux de 10937, boulevard St-Vital, et Paul St-Vincent, employé civique, 10634, rue Paris, tous trois de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, de gestion, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Recherches Sociales de Montréal inc. — Social Researches of Montreal Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4844, rue Bordeaux, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4417-67

Reliance Plumbing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Joseph Weinstein, plombier, 4178, Notre-Dame, Laval, Philip Shaposnick, 5485, Coolbrook, Montréal, Gary Moscowitz, 260, St-Aubin, Saint-Laurent, et David Goldenblatt, 7925, Kingsley, Côte Saint-Luc, ces trois derniers avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce et l'industrie d'accessoires, d'outillage et matériaux de toutes sortes pour la plomberie, le chauffage et la climatisation de l'air, sous le nom de « Reliance Plumbing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 4108-67

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 4403-67

Publi-Promo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Guy Poirier, publicist, 269A Bernard Street West, Montreal, Roger Williams, contractor, St-Jean-Baptiste Street, Rivière-du-Moulin, and André Fillion, advocate, 26 de la Fabrique, Chicoutimi-North, for the following purposes:

To carry on business as publicity contractors and consellors, under the name of "Publi-Promo inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 4456-67

Recherches Sociales de Montréal inc.
Social Researches of Montreal Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Pierre Blain, notary, Lise St-Vincent, secretary, wife of said Pierre Blain, both of 10937 St-Vital Boulevard, and Paul St-Vincent, civic employee, 10634 Paris Street, all three of Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as a construction, management, investment and holding company, under the name of "Recherches Sociales de Montréal inc. — Social Researches of Montreal Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 4844 Bordeaux Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 4417-67

Reliance Plumbing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Joseph Weinstein, plumber, 4178 Notre-Dame, Laval, Philip Shaposnick, 5485 Coolbrook, Montreal, Gary Moscowitz, 260 St. Aubin, Saint-Laurent, and David Goldenblatt, 7925 Kingsley, Côte Saint-Luc, the latter three attorneys, for the following purposes:

To manufacture and deal in plumbing, heating and air-conditioning supplies, equipment and materials of all kinds, under the name of "Reliance Plumbing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 4108-67

Restaurant Chez Zouzou inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Aimée S. Henri, comédienne, épouse séparée de biens de Camille Henri, Henri Heusdens, barman, tous deux de 1115, Sherbrooke ouest, Pierre-J. Lachapelle, comptable agréé, 8483, Clark, tous trois de Montréal, et Maurice Ousset, restaurateur, 15, de Louvigny, Lorraine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Chez Zouzou inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4402-67

Restaurant « El Toro » inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Guy Allaire, restaurateur, Suzanne Gingras, secrétaire, épouse dudit Guy Allaire, tous deux de 10845, St-Hubert, Montréal, Marcel Baillargeon, musicien, et Monique Cloutier, musicienne, épouse dudit Marcel Baillargeon, ces deux derniers de 24, Place Latour, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant « El Toro » inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4406-67

Restaurant La Poupée inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Denis Colivas, administrateur d'affaires, 12260, de Poutrincourt, Richard Gareau, avocat, 2255, Benjamin-Sulte, et Liette M. Parent, secrétaire, épouse séparée de biens de Jean-Jacques Parent, 2449, avenue Benny, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Restaurant La Poupée inc. », avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est 635, ouest, boulevard Dorchester, suite 604, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 4203-67

Riverside Sales Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des

Restaurant Chez Zouzou inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Aimée S. Henri, comedienne, wife separate as to property of Camille Henri, Henri Heusdens, barman, both of 1115 Sherbrooke St. West, Pierre-J. Lachapelle, chartered accountant, 8483 Clark, all three of Montreal, and Maurice Ousset, restaurateur, 15 de Louvigny, Lorraine, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Chez Zouzou inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 4402-67

Restaurant " El Toro " inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of October, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Guy Allaire, restaurateur, Suzanne Gingras, secretary, wife of the said Guy Allaire, both of 10845 St. Hubert, Montreal, Marcel Baillargeon, musician, and Monique Cloutier, musicien, wife of the said Marcel Baillargeon, the two latter of 24 Place Latour, Laval, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant "El Toro" inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 4406-67

Restaurant La Poupée inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Denis Colivas, business executive, 12260 de Poutrincourt, Richard Gareau, advocate, 2255 Benjamin-Sulte, and Liette M. Parent, secretary, wife separate as to property of Jean-Jacques Parent, 2449 Benny Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant La Poupée inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares having no par value.

The head office of the company is at 635 Dorchester Boulevard West, suite 604, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 4203-67

Riverside Sales Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of October, 1967, have been issued

lettres patentes, en date du 24e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Marie-J. Allard, célibataire, 7960, Chambord, Marie Bouchard, épouse de Claude Bouchard, 3524, De Lorimier, tous deux de Montréal, et Yvonne Lu, célibataire, 443, Regina, Verdun, toutes trois secrétaires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Riverside Sales Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 390 actions ordinaires de $100 chacune et 1,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 4437-67

by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Marie-J. Allard, spinster, 7960 Chambord, Marie Bouchard, wife of Claude Bouchard, 3524 De Lorimier, both of Montreal, and Yvonne Lu, spinster, 443 Regina, Verdun, all three secretaries, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Riverside Sales Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 390 common shares of $100 each and 1,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 4437-67

St-Fabien Copper Mines Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et de la Loi des compagnies minières le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de juillet 1967, autorisant la fusion de la compagnie « Territory Mining Company Limited (No Personal Liability) et de la compagnie « Cable Mines and Oils Limited » (No Personal Liability), toutes deux constituées en corporation en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, par lettres patentes respectivement datées du 30 août 1951 et du 11 octobre 1950, pour les objets suivants:

Faire des recherches et explorations afin de découvrir des mines et minerais, avec un capital total de $8,000,000, divisé en 8,000,000 d'actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le nom de la nouvelle cmpagnie est « St-Fabien Copper Mines Limited » (No Personal Liability).

Le siège social de la compagnie est 758, rue Berri, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 3074-67 — 1388/26

St-Fabien Copper Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is given that, under part I of the Companies Act and the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, authorizing the amalgamation of "Territory Mining Company Limited" (No Personal Liability), and "Cable Mines and Oils Limited" (No Personal Liability), both incorporated under the provisions of Mining Companies Act, by letters gtent dated respectively, August 30, 1951, and October 11, 1950, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, with a total capital stock of $8,000,000, divided into 8,000,000 common shares of the par value of $1 each.

The name of the new company is "St-Fabien Copper Mines Limited" (No Personal Liability).

The head office of the company is at 758 Berri Street, Montreal, judicial distrcit of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 3074-67 — 1388/26

Smolash Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Alexander S. Konigsberg, 7920, chemin Côte St-Luc, Mark Rosenstein, 5003, Lacombe, Jacques Lemaître-Auger, 8462, Drolet, et Michel Saint-Aubin, 531, rue Davaar, tous quatre avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'électriciens, sous le nom de « Smolash Electric Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6590, Westbury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 4344-67

Smolash Electric Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Alexander S. Konigsberg, 7920 Côte St-Luc Road, Mark Rosenstein, 5003 Lacombe, Jacques Lemaître-Auger, 8462 Drolet, and Michel Saint-Aubin, 531 Davaar Street, all four lawyers, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Smolash Electric Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 6590 Westbury, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 4344-67

Souvenir Pizza Restaurant Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des

Souvenir Pizza Restaurant Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1967, have been issued

lettres patentes, en date du 19e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Bertrand Bernier, 1062, Michel-Moreau, Boucherville, Benoit Gonthier, 8521, rue St-Gérard, tous deux avocats, et Doreen Foss, secrétaire, épouse judiciairement séparée de corps de Émile Basick, 8174, avenue Des Belges, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Souvenir Pizza Restaurant Ltd.», avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4118-67

Suhy Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Yaacov Grinshpan, marchand, Haya Truskinsky, ménagère, épouse séparée de biens dudit Yaacov Grinshpan, tous deux de 4831, MacKenzie, et Claude Campbell, gérant de ventes, 521, est, rue Sherbrooke, app. 10 tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Suhy Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6000, chemin Côte des Neiges, suite 295, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 4435-67

Up to Date Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Albert Malouf, avocat, et conseil en Loi de la reine, 107, Normandy Drive, Mont Royal, Yvan Macerola, 2805, Marquette, James Galileo, 1607, Massenet, tous deux de Laval, et Michel Taddeo, 6428, boulevard Monk, Montréal, ces trois derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Up to Date Construction Inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 371, rue Bleignier, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 4380-67

Zotoli Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Stanley Cytrynbaum, avocat, 234, Sheraton Drive, Anne Brown, secrétaire, épouse divorcée de Richard

by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Bertrand Bernier, 1062 Michel-Moreau, Boucherville, Benoit Gonthier, 8521 St-Gérard St., both advocates, and Doreen Foss, secretary, wife judicially separate from bed of Émile Basick, 8174 Des Belges Ave., the two latter of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Souvenir Pizza Restaurant Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Brossard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 4118-67

Suhy Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Yaacov Grinshpan, merchant, Haya Trushinsky, housewife, wife separate as to property of the said Yaacov Grinshpan, both of 4831 Mackenzie, and Claude Campbell, sales manager, 521 Sherbrooke Street East, Apt. 10, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Suhy Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 6000 Côte des Neiges Road, suite 295, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 4435-67

Up to Date Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Albert Malouf, advocate and Queen's Counsel, 107 Normandy Drive, Mount Royal, Yvan Macerola, 2805 Marquette, James Galileo, 1607 Massenet, both of Laval, and Michel Taddeo, 6428 Monk Boulevard, Montreal, the latter three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, uncer the name of "Up to Date Construction Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 200 common shares of $100 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 371 Bleignier Street, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 4380-67

Zotoli Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Stanley Cytrynbaum, advocate, 234 Sheraton Drive, Anne Brown, secretary, wife divorced of Richard Brown, 5501

Brown, 5501, Adalbert, app. 215, et Daphne Saunderson, secrétaire, fille majeure, 322, avenue Elm, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de « Zotoli Enterprises Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune te 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 168, est, rue Prince Arthur, Montréal, district judiciaire de Montreal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 4370-67

Adalbert, Apt. 215, and Daphne Saunderson, secretary, spinster of the full age of majority, 322 Elm Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Zotoli Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 168 Arthur Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 4370-67

Lettres patentes supplémentaires

Bardeaux Lagueux inc. Lagueux Shingles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour d'octobre 1967, à la compagnie « Bardeaux Lagueux inc.— Lagueux Shingles Inc. », subdivisant ses 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 3880-65 — 1392/102

Les Caoutchoucs Acton limitée The Acton Rubber Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour d'octobre 1967, à la compagnie « The Acton Rubber Limited », constituée par lettres patentes en date du 6e jour de février 1937, changeant son nom en celui de « Les Caoutchoucs Acton limitée — The Acton Rubber Limited ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 342-37 — 1393/42

Cecchini inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour d'octobre 1967, à la compagnie « Alangi inc. », constituée par lettres patentes en date du 9e jour d'août 1967, changeant son nom en celui de « Cecchini inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 3400-67 — 1393/43

Charlebois ltée Charlebois Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour d'octobre 1967, à la compagnie « Jos Charlebois cie ltée — Jos Charlebois Co. Ltd. », constituée

Supplementary Letters Patent

Bardeaux Lagueux inc. Lagueux Shingles Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of October, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province to "Bardeaux Lagueux inc.— Lagueux Shingles Inc.", subdividing its 500 common shares of a par value of $10 each into 5,000 common shares of a par value of $1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 3880-65 — 1392/102

Les Caoutchoucs Acton limitée The Acton Rubber Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of October, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province to "The Acton Rubber Limited", incorporated by letters patent dated the 6th day of February, 1937, changing its name of that of "Les Caoutchoucs Acton limitée — The Acton Rubber Limited".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 342-37 — 1393/42

Cecchini inc.

Notiçe is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th of October, 1967, have been ssued by the the Administrator of the Government of the Province to "Alangi inc.", incorporated by letters patent dated the 9th day of August, 1967, changing its name to that of "Cecchini inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 3400-67 — 1393/43

Charlebois ltée Charlebois Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of October, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Jos Charlebois cie ltée — Jos Charlebois Co. Ltd.", incorporated by

par lettres patentes en date du 2e jour de février 1944, changeant son nom en celui de « Charlebois ltée — Charlebois Ltd. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 1491-44 — 1393/44

La Compagnie de Chaussures Acton limitée
The Acton Shoes Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour d'octobre 1967, à la compagnie « The Acton Shoes Company Limited », constituée par lettres patentes en date du 6e jour de février 1937, changeant son nom en celui de « La Compagnie de Chaussures Acton limitée — The Acton Shoes Company Limited ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 339-37 — 1393/45

Le Comptoir Emmaus inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour d'octobre 1967, à la corporation « Le Comptoir Emmaus inc. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 13969-60 — 1393/29

Consolidated Developments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et de la Loi des compagnies minières l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour d'octobre 1967, à la compagnie « New Associated Developments Limited » (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes en date du 2e jour d'avril 1959, 1° changeant son nom en celui de « Consolidated Developments Limited »; 2° changeant ses 7,000,000 d'actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune en 7,000,000 d'actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair 3° diminuant son capital de 7,000,000 d'actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair à 1,400,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair par l'annulation de 5,600,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair; 4° augmentant son capital de 1,400,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair à 6,000,000 d'actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair par les création de 4,600,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 10775-59 — 1393/7

Consolidated Miller Mining Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et de la Loi des compagnies minières, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour d'octobre 1967, à la compagnie « New Miller Pipe Lines & Mining Exploration Ltd. » (No Personal Liability) constituée en corporation par lettres patentes en date du 7e jour d'août 1958, 1° changeant son nom en celui de « Consolidated Miller Mining Company Ltd. »; 2°

letters patent dated the 2nd day of February, 1944, changing its name to that of "Charlebois ltée — Charlebois Ltd.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 1491-44 — 1393/44

La Compagnie de Chaussures Acton limitée
The Acton Shoes Company Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "The Acton Shoes Company Limited", incorporated by letters patent dated the 6th day of February, 1937, changing its name to that of "La Compagnie de Chaussures Acton limitée — The Acton Shoes Company Limited".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 339-37 — 1393/45

Le Comptoir Emmaus inc.

Notice is given that, under the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Le Comptoir Emmaus inc.", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 13969-60 — 1393/29

Consolidated Developments Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, and the Mining Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "New Associated Developments Limited" (No Personal Liability) incorporated by letters patent dated the 2nd day of April, 1959, 1. changing its name to that of "Consolidated Developments Limited"; 2. changing its 7,000,000 common shares of the par value of $1 each into 7,000,000 common shares without nominal or par value; 3. reducing its capital from 7,000,000 common shares without nominal or par value to 1,400,000 common shares without nominal or par value by the cancellation of 5,600,000 common shares without nominal or par value; 4. increasing its capital from 1,400,000 common shares without nominal or par value to 6,000,000 common shares without nominal or par value by the creation of 4,600,000 common shares without nominal or par value.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 10775-59 — 1393/7

Consolidated Miller Mining Company Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act and the Mining Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "New Miller Pipe Lines & Mining Exploration Ltd." (No Personal Liability), incorporated by letters patent dated the 7th day of August, 1958, 1. changing its name to that of "Consolidated Miller Mining Company Ltd."; 2. changing its 5,000,000 common shares

changeant ses 5,000,000 d'actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune en 5,000,000 d'actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair; 3° diminuant son capital-actions de 5,000,000 d'actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair à 1,000,000 d'actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair par l'annulation de 4,000,000 d'actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair; 4° augmentant son capital-actions de 1,000,000 d'actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair à 5,000,000 d'actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair par la création de 4,000,000 d'actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 12812-58 — 1393/30

D. & M. Mfg. Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour d'octobre 1967, à la compagnie « D. & M. Mfg. Co. Ltd. », 1° subdivisant ses 700 actions ordinaires d'une valeur au pair de $50 chacune en 7,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $5 chacune; 2° subdivisant ses 240 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune en 24,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 5839-40 — 1393/35

Domaine Lac McDonald inc.
Lake McDonald Estate Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour d'octobre 1967, à la compagnie « Decarie Investment Corp. », constituée par lettres patentes en date du 26e jour d'avril 1962, changeant son nom en celui de « Domaine Lac McDonald inc. — Lake McDonald Estate Inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 11803-62 — 1391/66

Foyer St-Jean de St-Raymond inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour d'octobre 1967, à la corporation « Foyer St-Jean de St-Raymond inc. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 3451-65 — 1393/12

Franshar Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour d'octobre 1967, à la compagnie « Franshar Limited », diminuant son capital de $1,600,000 à $942,000, le capital-actions annulé étant divisé en 65,800 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 787-64 — 1393/13

of the par value of $1 each into 5,000,000 common shares without nominal or par value; 3. reducing its capital stock from 5,000,000 common shares without nominal or par value to 1,000,000 common shares without nominal or par value by the cancellation of 4,000,000 common shares without nominal or par value; 4. increasing its capital stock from 1,000,000 common shares without nominal or par value to 5,000,000 common shares without nominal or par value by the creation of 4,000,000 common shares without nominal or par value.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 12812-58 — 1393/30

D. & M. Mfg. Co. Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "D. & M. Mfg. Co. Ltd.", 1. subdivising its 700 common shares of the par value of $50 each into 7,000 common shares of the par value of $5 each; 2. subdividing its 240 preferred shares of the par value of $100 each into 24,000 preferred shares of the par value of $1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 5839-40 — 1393/35

Domaine Lac McDonald inc.
Lake McDonald Estate Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Decarie Investment Corp.", incorporated by letters patent dated the 26th day of April, 1962, changing its name to that of "Domaine Lac McDonald inc. — Lake McDonald Estate Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 11803-62 — 1391/66

Foyer St-Jean de St-Raymond inc.

Notice is given that, under Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of October, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Foyer St-Jean de St-Raymond inc.", amending the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 3451-65 — 1393/12

Franshar Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Franshar Limited", reducing its capital from $1,600,000 to $942,000, the capital stock annulled being divided into 65,800 class "A" preferred shares of the par value of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 787-64 — 1393/13

Les Immeubles Laviolette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour d'octobre 1967, à la compagnie « Les Immeubles Laviolette inc. », augmentant son capital de $40,000 à $140,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions ordinaires de $20 chacune et en 4,000 actions privilégiées de $20 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 14750-62 — 1393/32

Les Immeubles Laviolette inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Les Immeubles Laviolette inc.", increasing its capital from $40,000 to $140,000, the additional capital shares being divided into 1,000 common shares of $20 each and into 4,000 preferred shares of $20 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 14750-62 — 1393/32

Larofor inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour d'octobre 1967, à la compagnie « Larofor inc. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-0 3698-66 — 1393/48

Larofor inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Larofor inc.", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 3698-66 — 1393/48

Marc's & Toussaint's Foods Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour d'octobre 1967, à la compagnie « Chez Marc & Toussaint cie ltée — Marc's & toussaint's Co. Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 13e jour de décembre 1966, changeant son nom en celui de « Marc's & Toussaint's Foods Co. Ltd. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4283-66 — 1393/49

Marc's & Toussaint's Foods Co. Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Chez Marc & Toussaint cie ltée — Marc's & toussaint's Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 13th day of December, 1966, changing its name to that of "Marc's & Toussaint's Foods Co. Ltd.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 4283-66 — 1393/49

Morrow Footwear Inc.
Les Chaussures Morrow inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour d'octobre 1967, à la compagnie « Morrow Footwear Inc. », constituée par lettres patentes en date du 30e jour de juillet 1954, 1° changeant son nom en celui de « Morrow Footwear Inc.— Les Chaussures Morrow inc. »; 2° augmentant son capital de $50,000 à $85,000 le capital-actions additionnel étant divisé en 3,500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 11982-54 — 1392/116

Morrow Footwear Inc.
Les Chaussures Morrow inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of October, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province to "Morrow Footwear Inc.", incorporated by letters patent dated the 30th day of July, 1954, 1. changing its name to that of "Morrow Footwear Inc.— Les Chaussures Morrow inc."; 2. increasing its capital stock from $50,000 to $85,000, the additional share capital being divided into 3,500 common shares of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretant of the Province.

22137 11982-54 — 1392/116

Namofil inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour d'octobre 1967, à la compagnie « Namofil inc. », modifiant le paragraphe B des privilèges et restrictions afférents aux actions privilégiées.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 2124-67 — 1392/117

Namofil inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of October, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Namofil inc.", modifying paragraph B of the privileges and restrictions related to preferred shares.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 2124-67 — 1392/117

Nault & Girard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour d'octobre 1967, à la compagnie « Foyers Funéraires Jonquière & Kénogami limitée », constituée par lettres patentes en date du 28e jour de novembre 1953, 1° changeant son nom en celui de « Nault & Girard inc. »; 2° étendant ses pouvoirs et modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 49179-53 — 1392/118

Nault & Girard inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of October, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province to "Foyers Funéraires Jonquière & Kénogami limitée", incorporated by letters patent dated the 28th day of November, 1953, 1. changing its name to that of "Nault & Girard inc."; 2. extending its powers and amending the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 49179-53 — 1392/118

New Bald Mountain Oil Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et de la Loi des compagnies minières, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour d'octobre 1967, à la compagnie « Bald Mountain Oil Company » (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes en date du 25e jour d'août 1953, 1° changeant son nom en celui de « New Bald Mountain Oil Company Limited »; 2° changeant ses 10,500,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 10,500,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair; 3° diminuant son capital-actions de 10,500,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair à 1,050,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair par l'annulation de 9,450,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair; 4° augmentant son capital-actions de 1,050,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair à 5,000,000 d'actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair par la création de 3,950,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 19776-53 — 1393/17

New Bald Mountain Oil Company Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, and the Mining Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Bald Mountain Oil Company" (No Personal Liability) incorporated by letters patent dated the 25th day of August, 1953, 1. changing its name to that of "New Bald Mountain Oil Company Limited"; 2. changing its 10,500,000 common shares of a par value of $1 each into 10,500,000 common shares without nominal or par value; 3. reducing its capital stock from 10,500,000 common shares without nominal or par value to 1,050,000 common shares without nominal or par value by the cancellation of 9,450,000 common shares without nominal or par value; 4. increasing its capital stock from 1,050,000 common shares without nominal or par value to 5,000,000 common shares without nominal or par value by the creation of 3,950,000 common shares without nominal or par value.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 19776-53 — 1393/17

New System Towel Supply Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour d'octobre 1967, à la compagnie « New System Towel Supply Co. Ltd. », augmentant son capital de $40,000 à $290,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 4656-46 — 1392/120

New System Towel Supply Co. Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "New System Towel Supply Co. Ltd.", increasing its capital from $40,000 to $290,000, the additional capital stock being divided into 2,500 preferred shares of the par value of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 4656-46 — 1392/120

Patterson-Laval Paint Ltd.
Peinture Patterson-Laval ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour d'octobre 1967, à la compagnie « Laval Paint Ltd. — Peinture Laval ltée », constituée par lettres patentes en date du 4e jour d'avril 1966, changeant son nom en celui de « Patterson-Laval Paint Ltd. — Peinture Patterson-Laval ltée ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 1419-66 — 1393/50

Patterson-Laval Paint Ltd.
Peinture Patterson-Laval ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Laval Paint Ltd. — Peinture Laval ltée", incorporated by letters patent dated the 4th day of April, 1966, changing its name to that of "Patterson-Laval Paint Ltd. — Peinture Patterson-Laval ltée".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 1419-66 — 1393/50

Place 5605 Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour d'octobre 1967, à la compagnie « Colonial Restaurant Inc. », constituée par lettres patentes en date du 30e jour de mars 1967, changeant son nom en celui de « Place 5605 Inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 1377-67 — 1393/51

Place 5605 Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of October, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Colonial Restaurant Inc.", incorporated by letters patent dated the 30th day of March, 1967, changing its name to that of "Place 5605 Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 1377-67 — 1393/51

Pro-Gestion inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour d'octobre 1967, à la compagnie « Planico inc.", constituée par lettres patentes en date du 4e jour d'août 1967, changeant son nom en celui de « Pro-Gestion inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 3340-67 — 1393/52

Pro-Gestion inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Planico inc.", incorporated by letters patent dated the 4th day of August, 1967, changing its name to that of "Pro-Gestion inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 3340-67 — 1393/52

Provincial White Trucks & Equipment Ltd.
Camions et Équipement
Provincial White ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour d'octobre 1967, à la compagnie « Provincial Equipment Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 1er jour de juin 1962, 1° changeant son nom en celui de « Provincial White Trucks & Equipment Ltd.— Camions et Équipement Provincial White ltée »; 2° augmentant son capital de $40,000 à $100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 6,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 12361-62 — 1392/126

Provincial White Trucks & Equipment Ltd.
Camions et Équipement
Provincial White ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of October, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Provincial Equipment Ltd.", incorporated by letters patent dated the 1st day of June, 1962, 1. changing its name to that of "Provincial White Trucks & Equipment Ltd.— Camions et Équipement Provincial White ltée"; 2. increasing its capital from $40,000 to $100,000, the additionnal capital stock being divided into 6,000 preferred shares of the par value of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 12361-62 — 1392/126

Quebec Construction Sub-Contractors Association
Association des Sous-traitants en Construction du Québec

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur,de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour d'août 1967, à « Building Trades Association (Quebec) — Association des Sous-traitants en Construction (Québec) », constituée en corporation par lettres patentes du 10e jour de novembre 1964, changeant son nom en celui de « Quebec Construction Sub-Contractors Association — Association des Sous-traitants en Construction du Québec ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 5046-64 — 1392/71

Quebec Construction Sub-Contractors Association
Association des Sous-traitants en Construction du Québec

Notice is given that, under the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Building Trades Association (Quebec) — Association des Sous-traitants en Construction (Québec)", incorporated by letters patent dated the 10th day of November, 1964, changing its name to that of "Quebec Construction Sub-Contractors Association — Association des Sous-traitants en Construction du Québec".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 5046-64 — 1392/71

Siat inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour d'octobre 1967, à la « Société Industrielle d'Ap-

Siat inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of October, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Société Industrielle d'Appa-

pareillage Technique inc. », constituée par lettres patentes en date du 21e jour de novembre 1962, changeant son nom en celui de « Siat inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 14697-62 — 1393/53

reillage Technique inc.", incorporated by letters patente dated the 21st day of November, 1962, changing its name to that of "Siat inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 14697-62 — 1393/53

UAP Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour d'octobre 1967, à la compagnie « United Auto Parts Inc. », constituée par lettres patentes en date du 29e jour de décembre 1961, changeant son nom en celui de « UAP Inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 16243-61 — 1392/94

UAP Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "United Auto Parts Inc.", incorporated by letters patent dated the 29th day of December, 1961, changing its name to that of "UAP Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 16243-61 — 1392/94

S. E. Woods Sportswear Ltd.
S. E. Woods Sportswear ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour d'octobre 1967, à la compagnie « Irving Sportswear Inc. », constituée par lettres patentes en date du 28e jour de juin 1961, changeant son nom en celui de « S. E. Woods Sportswear Ltd. — S. E. Woods Sportswear ltée ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 13383-61 — 1393/54

S. E. Woods Sportswear Ltd.
S. E. Woods Sportswear ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Irving Sportswear Inc.", incorporated by letters patent dated the 28th day of June, 1961, changing its name to that of "S. E. Woods Sportswear Ltd. — S. E. Woods Sportswear ltée".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137-o 13383-61 — 1393/54

Ventes pour taxes

Ville de Saint-Hubert

Avis est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 13 novembre 1967, a ordonné à M. L.-Gérard Leclerc, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1964, chap. 170) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la Corporation de la Ville de Saint-Hubert, avec intérêts et frais et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public, dans l'École Immaculée-Conception, 5400 Émard, Ville de Saint-Hubert, le DIX-SEPTIÈME jour de JANVIER 1968, à DIX heures a.m. pour être continuée si nécessaire, les jours suivants sur avis de la date et de l'heure de continuation à être donné à chaque séance.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes municipales devenues exigibles le ou avant le 31 décembre 1966 auront été payées avant le moment de la vente.

Désignation des immeubles: Voir liste ci-attachée.

La vente des immeubles décrits dans la deuxième section sera définitive et sans droit de retrait conformément aux dispositions de l'article 74 de la Loi de la Commission municipale de Québec, lesdits immeubles étant des lots vacants dont l'évaluation municipale ne dépasse pas $1,000.00.

L'acte de vente de l'immeuble adjugé sera consenti conformément aux dispositions des articles 68 et 74 de la Loi de la commission municipale de Québec.

Sales for Taxes

Town of St-Hubert

Public notice is by these presents given that in virtue of an ordonnance of the Quebec Municipal Commission, dated November 13, 1967, which has ordered Mr. L.-Gérard Leclerc, according to Article 54 of the Quebec Municipal Commission Act, (S.R.Q. 1964, chap. 170), to sell the properties listed below, to meet payment or arrears on taxes due to the Town of St-Hubert, with interests and costs, and that the said properties will be sold by public auction in the Immaculée-Conception School, 5400 Émard Street, Town of Saint-Hubert, on SEVENTEENTH day of JANUARY, 1968, at TEN o'clock a.m., to be continued the following days, if necessary, upon notice of the date and time of continuation to be given at each session.

However, will be excluded from the sale for taxes, properties on which municipal taxes due on/or before December 31st 1966, will have been paid prior to said sale.

Designation of immovables: See attached list.

The sale of properties described in the second section will be final and without right of redemption, according to Article 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the said properties being vacant lots on which the municipal valuation is not more than $1,000.00.

The deed of sale of the adjudged properties will be consented according to Articles 68 and 74 of the Quebec Municipal Commission Act.

Immeubles sujets au droit de retrait

Immovable subject to rights of withdrawal

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
109871	Peter Vida Inc. & Salo Selzer, 1245, Sherbrooke W., Ste 1210, Mtl, Que.	

189-1 à 6, à distraire cependant desdits lots, la partie vendue au Ministère de la Voirie de la Province de Québec aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 265925; 189-7 à 153 incl., 172 à 221, incl., 225 à 266 incl., 271 à 300 incl.; 189-301 à distraire de ce lot, la partie vendue au ministère de la Voirie de la Province de Québec aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 265925; 189-302 à 324 incl.; 189-325 à 330 incl., à distraire cependant de ces derniers lots la partie vendue au Ministère de la Voirie de la Province de Québec aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 265925; 189-331 à 352 incl., 354 à 363 incl., 367 à 452 incl., 458 à 466 incl., 471 à 481 incl., 500 à 508 incl., 510 à 535 incl., 537 à 542 incl., 546 à 557 incl., 560 à 566 incl., 568 à 584 incl., 588 à 614 incl., 616 à 624 incl.; 189-625 à 630 incl., à distraire cependant de ces derniers lots la partie vendue au Ministère de la Voirie de la Province de Québec aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 265925; 189-631 à 652 incl., 654 à 720 incl., 724 à 752 incl., 758 à 761 incl., 763 à 777 incl., 799 à 804 incl., 817 à 866 incl., 868 à 877 incl., 879 à 910 incl., 921 à 924 incl.; 189-925 à distraire cependant de ce dernier lot la partie vendue au Ministère de la Voirie de la Province de Québec aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 265925; 189-926 à 948 incl.; 189-949 à 954 incl., à distraire cependant de ces derniers lots la partie vendue au Ministère de la Voirie de la Province de Québec aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 265925; 189-955 à 1008 incl., 1011 à 1051 incl., 1056 à 1066 incl., 1070 à 1076 incl., 1087 et 1088, 1091 à 1101 incl., 1120 à 1164 incl., 1173 à 1185 incl., 1191 à 1199 incl., 1201 à 1248 incl.; 189-1249 à 1254 incl., à distraire cependant de ces derniers lots la partie vendue au Ministère de la Voirie de la Province de Québec aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 265925; 189-1255 à 1351 incl., 1370 à 1376 incl., 1387, 1391 et 1392, 1395 à 1401 incl., 1420 à 1442 incl., 1448 à 1501 incl., 1505 à 1507 incl., 1510 et 1511, 1514 à 1548 incl.; 189-1549 à distraire cependant de ce dernier lot la partie vendue au Ministère de la Voirie de la Province de Québec aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 265925; 189-1550 à 1572 incl., 1597 à 1625 incl., 1628 à 1636 incl., 1640 à 1656 incl., 1669 à 1675 incl., 1694 à 1709 incl., 1719 à 1725 incl., 1744 à 1755 incl., 1760 à 1764 incl., 1769 à 1817 incl., 1819 à 1830 incl., 1836 à 1838 incl., 1842 à 1858 incl., 1860 à 1864 incl., 1869 à 1871 incl.; 189-1872 à distraire cependant de ce dernier lot la partie vendue au Ministère de la Voirie de la Province de Québec aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 288235; 189-1897 à 1925 incl., 1936 à 2009 incl., 2019 à 2025 incl., 2044 à 2055 incl., 2060 à 2064 incl., 2067 à 2079 incl., 2088, 2089, 2094 à 2117 incl., 2119, 2120, 2122 à 2128 incl., 2133 à 2138 incl., 2142 à 2147 incl., 2153 à 2164 incl., 2169 à 2171 incl.; 189-2172 à distraire cependant de ce dernier lot la partie vendue au Ministère de la Voirie de la Province de Québec aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 288235; 189-2173 à distraire cependant de ce dernier lot la partie vendue au Ministère de la Voirie de la Province de Québec aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 265925; 189-2174 à 2182 incl., 2188 à 2195 incl.; 189-2196 à distraire cependant de ce dernier lot la partie vendue au Ministère de la Voirie de la Province de Québec aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 288235; 189-2197 à 2202 incl., à distraire cependant de ces derniers lots la partie vendue au Ministère de la Voirie de la Province de Québec aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 265925; 189-2203, 2204, 2206 à 2215 incl., 2218 à 2226 incl., 2237 à 2255 incl., 2257, 2259 à 2303 incl., 2307 à 2349 incl., 2364, 2365, 2368 à 2388 incl., 2392 à 2403 incl., 2418 à 2442

189-1 to 6, to withdraw however from the said lots, the part sold to the Department of Roads of the Province of Quebec according to the terms of a deed registered at the registration office of the county of Chambly under number 265925; 189-7 to 153 inclusively, 172 to 221 inclusively, 225 to 266 inclusively, 271 to 300 inclusively; 189-301 to withdraw from this lot, the part sold to the Department of Roads of the Province of Quebec according to the terms of a deed registered at the registration office of the county of Chambly under number 265925; 189-302 to 324 inclusively; 189-325 to 330 inclusively, to withdraw however from the latter lots the part sold to the Department of Roads of the Province of Quebec according to the terms of a deed registered at the registration office of the county of Chambly under number 265925; 189-331 to 352 inclusively, 354 to 363 inclusively, 367 to 452 inclusively, 458 to 466 inclusively, 471 to 481 inclusively, 500 to 508 inclusively, 510 to 535 inclusively, 537 to 542 inclusively, 546 to 557 inclusively, 560 to 566 inclusively, 568 to 584 inclusively, 588 to 614 inclusively, 616 to 624 inclusively; 189-625 to 630 inclusively, to withdraw however from the latter lots the part sold to the Department of Roads of the Province of Quebec according to the terms of a deed registered at the registration office of the county of Chambly under number 265925; 189-631 to 652 inclusively, 654 to 720 inclusively, 724 to 752 inclusively, 758 to 761 inclusively, 763 to 777 inclusively, 799 to 804 inclusively, 817 to 866 inclusively, 868 to 877 inclusively, 879 to 910 inclusively, 921 to 924 inclusively, 189-925 to withdraw however from the latter lot the part sold to the Department of Roads of the Province of Quebec according to the terms of a deed registered at the registration office of the county of Chambly under number 265925; 189-926 to 948 inclusively; 189-949 to 954 inclusively, to withdraw however from the latter lots the part sold to the Department of Roads of the Province of Quebec according to the terms of the deed registered at the registration office of the county of Chambly under number 265925; 189-955 to 1008 inclusively, 1011 to 1051 inclusively, 1056 to 1066 inclusively, 1070 to 1076 inclusively, 1087 and 1088, 1091 to 1101 inclusively, 1120 to 1164 inclusively, 1173 to 1185 inclusively, 1191 to 1199 inclusively, 1201 to 1248 inclusively; 189-1249 to 1254 inclusively, to withdraw however from the latter lots the part sold to the Department of Roads of the Province of Quebec according to the terms of a deed registered at the registration office of the county of Chambly under number 265925; 189-1255 to 1351 inclusively, 1370 to 1376 inclusively, 1387, 1391 and 1392, 1395 to 1401 inclusively, 1420 to 1442 inclusively, 1448 to 1501 inclusively, 1505 to 1507 inclusively, 1510 and 1511, 1514 to 1548 inclusively; 189-1549 to withdraw however from the lot the part sold to the Department of the Province of Quebec according to the terms of a deed registered at the registration office of the county of Chambly under number 265925; 189-1550 to 1572 inclusively, 1597 to 1625 inclusively, 1628 to 1936 inclusively, 1640 to 1656 inclusively, 1669 to 1675 inclusively, 1694 to 1709 inclusively, 1719 to 1725 inclusively, 1744 to 1755 inclusively, 1760 to 1764 inclusively, 1769 to 1817 inclusively, 1819 to 1830 inclusively, 1836 to 1838 inclusively, 1842 to 1858 inclusively, 1860 to 1864 inclusively, 1869 to 1871 inclusively, 189-1872 to withdraw however from the latter lot the part sold to the Department of Roads of the Province of Quebec according to the terms of a deed registered at the registration office of the county of Chambly under number 288235; 189-1897 to 1925 inclusively, 1936 to 2009 inclusively, 2019 to 2025 inclusively, 2044 to 2055 inclusively, 2060 to 2064 inclusively, 2067 to 2079 inclusively, 2088, 2089, 2094 to 2117 inclusively, 2119, 2120, 2122 to 2128 inclusively, 2133 to 2138 inclusively, 2142 to 2147 inclusively, 2153 to 2164 inclusively, 2169 to 2171 inclusively; 189-2172 to withdraw however from the latter lot the part sold to the Department of Roads of the Province of Quebec according to the terms of a deed registered at the registration office of the county of Chambly under number 288235; 189-2173 to withdraw however from the latter lot the part sold to the Department of Roads of the Province of Quebec

incl., 2446 à 2449 incl., 2454 à 2457 incl., 2471 à 2485 incl., 2493 à 2495 incl.; 189-2496 à distraire cependant de ce dernier lot la partie vendue au Ministère de la Voirie de la Province de Québec aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 288235. Partout dans la présente désignation, où on lit les mots « vendue au », on devrait y lire « expropriée par le ».

according to the terms of a deed registered at the registration office of the county of Chambly under number 265925; 189-2174 to 2182 inclusively, 2188 to 2195 inclusively; 189-2196 to withdraw however from the latter lot the part sold to the Department of Roads of the Province of Quebec according to the terms of a deed registered at the registration office of the county of Chambly under number 288235; 189-2197 to 2202 inclusively, to withdraw however from the latter lots the part sold to the Department of Roads of the Province of Quebec according to the terms of a deed registered at the registration office of the county of Chambly under number 265925; 189-2203, 2204, 2206 to 2215 inclusively, 2218 to 2226 inclusively, 2237 to 2255 inclusively, 2257, 2259 to 2303 inclusively, 2307 to 2349 inclusively, 2364, 2365, 2368 to 2388 inclusively, 2392 to 2403 inclusively, 2418 to 2442 inclusively, 2446 to 2449 inclusively, 2454 to 2457 inclusively, 2471 to 2485 inclusively, 2493 to 2495 inclusively; 189-2496 to withdraw however from the latter lot the part sold to the Department of Roads of the Province of Quebec according to the terms of a deed registered at the registration office of the county of Chambly under number 288235. Everywhere in the present designation, where one reads "sold to", one should read "expropriated by the".

Vente pour taxes — Sale for taxes

PREMIÈRE PARTIE

FIRST PART

Immeubles sujets au droit de retrait
Immovables subject to the right of withdrawal

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
8957	Vincent Beaulieu au rôle: Coronet Land and Housing Corp. 4824 Côte des Neiges, Montréal; Vincent Beaulieu, 3894, 1ère Rue, Chomedy, Laval, Que.	

Partie 2; cette dite partie d'une largeur irrégulière (en moyenne environ 1107 pieds) et mesurant en profondeur dans sa ligne sud-ouest 6211.5 pieds, dans sa ligne nord-est 6312 pieds, bornée en front vers le sud-est par la route de la Savanne et par partie dudit lot 2 appartenant à Roger St-Germain ou représentants, vers le nord-ouest par la paroisse St-Antoine de Longueuil, d'un côté vers le nord-est par le lot 3 et de l'autre côté au sud-ouest par le lot 1, contenant une superficie de 184.026 arpents; à distraire cependant la partie vendue à Sa Majesté la Reine aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 213949.

Part 2; this said part of an irregular width (an average of approximately 1107 feet) and measuring in depth, on its southwest line 6211.5 feet, on its northeast line 6312 feet, bounded in front on the southeast by de la Savanne Route and by part of said lot 2 belonging to Roger St-Germain or representatives, on the northwest by the parish of St-Antoine de Longueuil, on one side on the northeast by lot 3 and on the other side on the southwest by lot 1, containing an area of 184.026 arpents; to withdraw however the part sold to Her Majesty the Queen according to the terms of a deed registered at the registration office of the county of Chambly under number 213949.

12515	Dame Rosa Souchereau, vve Joseph Pierre Jalbert, au rôle: Joseph P. Jalbert, 2468 Masson, Montréal.	8-385 et 386.
12541	Jean-Marc Lizotte, 5780 Boul. Armstrong Est, St-Hubert.	8-436 à 439.
12551	Ronald John McEwan, au rôle: R. John McEwan, 5765 Viger, St-Hubert.	

8-457 à 459, et la partie sud-est du lot 8-456, mesurant cette dite partie 22.5 pieds de largeur par 70 pieds de profondeur, bornée en front au sud-ouest par la rue Viger, en arrière au nord-est par le lot 8-429, d'un côté au sud-est par le lot 8-457 et de l'autre côté au nord-ouest par le résidu dudit lot 8-456.

8-457 to 459, and the southeast part of lot 8-456, this said part measuring 22.5 feet in width by 70 feet in depth, bounded in front on the southwest by Viger Street, in the back on the northeast by lot 8-429, on one side on the southeast by lot 8-457 and on the other side on the northwest by the remainder of said lot 8-456.

12567	Helmut Strobel, au rôle: H. Strobel, 386 Traser, Pembroke, Ont.	

8-492, 493 et la partie sud-est du lot 8-491, mesurant cette dite partie 15 pieds de largeur par 70 pieds de profondeur, bornée en front au nord-est par la rue Viger, en arrière au sud-ouest par le lot originaire 9, d'un côté au nord-ouest par le résidu dudit lot 8-491 et de l'autre côté au sud-est par le lot 8-492.

8-492, 493 and the southeast part of lot 8-491, this said part measuring 15 feet in width by 70 feet in depth, bounded in front on the northeast by Viger Street, in the back on the southwest by original lot 9, on one side on the northwest by the remainder of said lot 8-491 and on the other side on the southeast by lot 8-492.

12715	Dame Lucrèce Pépin vve Edmond Paquin au rôle: Vve Edmond Paquin, 5070 rue Viger Est, St-Hubert, a/s Roland Bourdon, 5070 rue Viger, St-Hubert.	8-785 à 787.
15452	Janton Investments Ltd, Hammer Development Corp., Germat Realties Inc. et Sayonara Realties Inc., au rôle: Hammer Dev. Corp., and als., 132 St-Jacques O., Montréal.	

Partie du lot 21, borné au nord par la limite sud du chemin public, au nord-est par la ligne de division des lots 20 et 21, au sud-est par la ligne de division des paroisses de St-Hubert et St-Bruno et au sud-ouest par la ligne de division des lots 21 et 22, mesurant dans sa ligne nord 921.6 pieds, dans sa ligne nord-est 269.1 pieds, dans sa ligne sud-est 768.8 pieds et dans sa ligne sud-ouest 1022 pieds.

Part of lot 21, bounded on the north by the south limit of the public road, on the northeast by the division line of lots 20 and 21, on the southeast by the division line of the parishes of St-Hubert and St-Bruno and on the southwest by the division line of lots 21 and 22, measuring on its north line 921.6 feet, on its northeast line 269.1 feet, on its southeast line 768.8 feet on its southwest line 1022 feet.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
15651	Janton Investments Ltd, Hammer Development Corp., Germat Realties Inc. et Sayonara Realties Inc., au rôle: Haved Gero Realties, Inc. & Als., 132, St-Jacques O., Montréal	

La partie nord-ouest du lot 22, mesurant 672.33 pieds de largeur à son bout nord-ouest le long du Boulevard Sir Wilfrid Laurier, 547.15 pieds de largeur à son bout sud-est le long du lot 44, sur 1022 pieds de profondeur dans sa ligne nord-est le long du lot 21 et 1546.23 pieds de profondeur dans sa ligne sud-ouest le long des lots 42 et 43.

The northwest part of lot 22, measuring 672.33 feet in width on its northwest end along Sir Wilfrid Laurier Boulevard, 547.15 feet in width on its southeast end along lot 44, by 1022 feet in depth on its northeast line along lot 21 and 1546.23 feet in depth on its southwest line along lots 42 and 43.

15716 15730	Alphonse Desrochers, au rôle: A. Desrochers, 4185 Chemin Chambly St-Hubert Dame Maria Fauteux, épouse de Albert Campeau, au rôle: Benoit Laneuville, 4330 Legault, St-Hubert; Dame Maria F. Campeau, 107 Ch. Brownsburg, Lachute	23-619 à 622.

23-648 et partie nord-est 23-649, mesurant cette dite partie 12 pieds de largeur sur 110 pieds de profondeur, bornée en front par la rue Legault, en arrière par partie du lot 23-692, d'un côté par le lot 23-648 et de l'autre côté par le résidu dudit lot 23-649.

23-648 and the northeast par of 23-649, this said part measuring 12 feet in width by 110 feet in depth, bounded in front by Legault Street, in the back by part of lot 23-692, on one side by lot 23-648 and on the other side by the remainder of said lot 23-649.

15731	Dame Maria Fauteux, épouse de Albert Campeau, au rôle: Robert Legault, 10728 André Jobin, Montréal; Dame Maria F. Campeau, 107 Ch. Brownsburg, Lachute	

Lot 23-650 et la partie sud-ouest du lot 23-649, mesurant cette dite partie 13 pieds de largeur sur une profondeur de 110 pieds, bornée en front par la rue Legault, en arrière par partie du lot 23-692, d'un côté au sud-ouest par le lot 23-650 et de l'autre côté au nord-est par le résidu dudit lot 23-649.

Lot 23-650 and the southwest part of lot 23-649, this said part measuring 13 feet in width by a depth of 110 feet, bounded in front by Legault Street, in the back by part of lot 23-692, on one side on the southwest by lot 23-650 and on the other side on the northeast by the remainder of said lot 23-649.

15809	Bertha Guertin, 4610 Chemin Chambly, St-Hubert	

23-801 et 802; à distraire cependant la partie vendue au Ministère de la Voirie de la Province de Québec aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 79433.

23-801 and 802; to withdraw however the part sold to the Department of Roads of the Province of Quebec according to the terms of a deed registered at the registry office of the county of Chambly under number 79433.

15811	Bertha Guertin, 4610 Chemin Chambly, St-Hubert	

23-803 et 804; à distraire cependant la partie vendue au Ministère de la Voirie de la Province de Québec aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 79433.

23-803 and 804; to withdraw however the part sold to the Department of Roads of the Province of Quebec according to the terms of a deed registered at the registration office of the county of Chambly under number 79433.

15854	Lionel Voizard, 4305 Ave. Doré Est, St-Hubert	23-880 à 882.
15885	Dame Thérèse Dubois, épouse de Paul-Émile Aubin, au rôle: Thérèse Aubin, 4600 Chemin Chambly Est, St-Hubert	25-3.
15977	Guy Leblanc, 100 St-Dominique, App. 3, Victoriaville	35-38.
15994	Roger Féttu et Yves Robail, 5200 Domville, St-Hubert, 3335 Park, St-Hubert	35-255.
15998	Paul Therrien, 1955 Caumartin, St-Hubert	35-58.
16017	Armand Picard, 955, Martin, St-Hubert	35-93.
16112	Alfred Vallerand, 1105 rue Caumartin, St-Hubert	35-176-2, 35-177.
16118	Gérald Corbeil, au rôle: Gérard Corbeil, 3510 De La Montagne, App. 19, Montréal, 5420 Chemin Chambly, St-Hubert	35-183.
16238	Dame Aline Leduc, épouse de Henri Martineau, au rôle: Dame A. Leduc et H. Martineau, 5120 Chemin Chambly, St-Hubert	

Partie du lot 35 mesurant en front 64.90 pieds longeant le Chemin de Chambly, sur une profondeur de 105. 25 pieds dans sa ligne nord-ouest et 63 pieds dans sa ligne nord-est, cette dernière ligne formant un angle droit avec l'extrémité nord-est de la ligne nord-ouest et l'extrémité nord-est de la ligne sud-est, bornée en front vers le sud-ouest par le Chemin de Chambly, en arrière vers le nord-est par le lot 35-36, d'un côté vers le sud-est par le lot 35-70 et de l'autre côté vers le nord-ouest par le lot 35-35; à distraire cependant la partie expropriée par le Ministère de la Voirie de la Province de Québec aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 263691.

Part of lot 35 measuring 64.90 feet in front along Chambly Road, by a depth of 105.25 feet on its northwest line and 63 feet on its northeast line, the latter line forming a right angle with the northeast end of the northwest line and the northeast end of the southeast line, bounded in front, on the southwest, by Chambly Road, in the rear, on the northeast, by lot 35-36, on one side, on the southeast, by lot 35-70, and on the other side, on the northwest by lot 35-35. To be withdrawn, however, is the part expropriated by the Department of Roads of the Province of Quebec according to the terms of a deed registered in the registry office of the county of Chambly under number 263691.

16300	Albert Castilloux, 5500 Chemin Chambly, St-Hubert	37-1.
16347	George Rickli, 2110 Kennedy, St-Hubert	37-43.
16360	Dame Annie Morrison Law, épouse de Ronald Toohey, au rôle: Annie Morrison Law, 147 rue Millhaven, Pte Claire, Que	37-53-2; 37-54.
18212	Janton Investments Ltd, Hammer Development Corp., Germat Realties Inc. et Sayonara Realties Inc., au rôle: Germa Realties Inc. & als., 800 Carré Victoria, Suite 812, Montréal	

Le lot 42; à distraire cependant le lot 42-1 et une partie dudit lot 42 mesurant 191.85 pieds par 191.85 pieds réservée par Émile Bouthillier aux termes d'un acte de vente enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 140539.

Lot 42; to be withdrawn, however, is lot 42-1 and a part of said lot 42, measuring 191.85 feet by 191.85 feet reserved by Émile Bouthillier according to the terms of a deed of sale registered in the registry office of the county of Chambly under number 140539.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
19374	Pierre Stabili et Dame Antoinette Abandonato, son épouse, au rôle: Pierre & A. Stabili 7120-Chemin Chambly St-Hubert	45-2.
19741	Martin & Fils Inc., au rôle: Rosario Martin, 1895 Legardeur, St-Hubert 6, P.Q.	46-2.
20032	Dame Berther Charron, épouse de Jules David, Mlle Marthe Charron, Mlle Rose Charron, Nelson Lalande, Sr., Nelson Lalande Jr., Robert Lalande, René Lalande, Monique Lalande, Bernard Lalande, et Louise Lalande, au rôle: Marthe Charron and Als., 3683 rue St-Hubert Montréal; Nelson Lalande and Als., a/s Marthe Charron and Als., 3701 rue St-Hubert, Montréal	

Partie 46 située du côté nord-est du Chemin de Chambly, contenant un arpent de front sur 24 arpents de profondeur, bornée en front par le Chemin de Chambly, en profondeur à la décharge des Fresnes, d'un côté au sud-est à Jean-Baptiste Mercille ou représentants et de l'autre côté au nord-ouest par François Robert ou représentants.

Part 46 situated on the northeast side of Chambly Road, measuring one arpent in front by 24 arpents in depth, bounded in front by Chambly Road, in depth by Des Fresnes dam, on one side, on the southeast, by Jean-Baptiste Mercille or representatives, and on the other side, on the northwest, by François Robert or representatives.

20300	Paul-Émile Martin, au rôle: P.-E. Martin, 7250 Chemin Chambly, St-Hubert	47-1.
30499	Dame Rita St-Amour, épouse de Rosaire David, Dame Claire St-Amour, épouse de Gabriel Gervais, Dame Alice Mailhot, épouse de Eugène St-Amour, agissant tous en fidéicommis pour une compagnie à être incorporée sous le nom de Immoblies Inc. ou autres au rôle: David Richard, 270 Brodeur, Ville Jacques-Cartier	53-254.
30510	Jean Harnois et Dame Béatrice Lalonde, son épouse, au rôle: Jean Harnois, St-Mathias, Co. de Rouville	53-260.
31780	Revere Realty Co. Ltd., 4480 Chemin Côte de Liesse, Suite 305, Montréal	

58; à distraire les parties vendues et expropriées en faveur du Ministère de la Voirie de la Province de Québec aux termes des actes enregistrés au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous les numéros 68596, 78222, 262094 et 269696.

58; to be withdrawn are the parts sold and expropriated by the Department of Roads of the Province of Quebec according to the terms of a deed of sale registered in the registry office of the county of Chambly under numbers 68596, 78222, 262094 and 269696.

32000	Revere Realty Co. Ltd., 4480 Chemin Côte de Liesse, Suite 305, Montréal	

Partie 59 mesurant 43.9 pieds de largeur en front le long du Chemin de Chambly, 362.7 pieds dans sa ligne sud, 4439.6 pieds dans sa ligne sud-est et 4486 pieds dans sa ligne nord-ouest, bornée en front au sud-ouest par le Chemin de Chambly, et par partie dudit lot 59, au sud-est par partie dudit lot 59 et par le lot 63, au nord-est par le lot 60 et au nord-ouest par le lot 58; à distraire cependant la partie expropriée par le Ministère de la Voirie de la Province de Québec aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 269696.

Part 59 measuring 43.9 feet in width in front along Chambly Road, 362.7 feet on its south line, 4439.6 feet on its southeast line and 4486 feet on its northwest line, bounded in front, on the southwest, by Chambly Road, and by part of said lot 59, on the southeast by part of said lot 59 and by lot 63, on the northeast by lot 60 and on the northwest by lot 58; to be withdrawn, however, is the part expropriated by the Department of Roads of the Province of Quebec according to the terms of a deed registered in the registry office of the county of Chambly under number 269696.

32002	Stanley Krakus, au rôle: S. Krakus, 7980 Chemin Chambly, St-Hubert	

Partie 59, mesurant 120 pieds en front et 150 pieds en arrière par une profondeur de 322 pieds dans sa ligne sud, et de 180 pieds dans sa ligne nord, bornée en front à l'ouest par le Chemin de Chambly, en arrière à l'est par une décharge étant partie du lot 59, au sud par le lot 63 et au nord par partie dudit lot 59; à distraire cependant la partie expropriée par le Ministère de la Voirie de la Province de Québec aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 269696.

Part 59 measuring 120 feet in front and 150 feet in the rear by a depth of 322 feet on its south line and 180 feet on its north line, bounded in front, on the west, by Chambly Road, in the rear, on the east, by a dam, being a part of lot 59, on the south by lot 63, and on the north by part of said lot 59. To be withdrawn, however, is the part expropriated by the Department of Roads of the Province of Quebec according to the terms of a deed registered in the registry office of the county of Chambly under number 269696.

32159	Revere Realty Co. Ltd., 4480 Chemin Côte de Liesse, Suite 305, Montréal	

60; à distraire la partie expropriée par le Ministère de la Voirie de la Province de Québec aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 262094; et une partie du lot 61 de figure triangulaire, mesurant 75.9 pieds dans sa ligne nord-est, 277 pieds dans sa ligne sud et 305.3 pieds dans sa ligne nord-ouest, bornée au nord-est par la paroisse de St-Bruno, au sud par le résidu dudit lot 61 et au nord-ouest par le lot 60; à distraire la partie expropriée par le Ministère de la Voirie de la Province de Québec aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 262094.

60; to be withdrawn is the part expropriated by the Department of Roads of the Province of Quebec according to the terms of a deed registered in the registry office of the county of Chambly under number 262094; and a part of lot 61 of triangular shape, measuring 75.9 feet on its northeast line, 277 feet on its south line and 305.3 feet on its northwest line, bounded on the northeast by the parish of St-Bruno, on the south by the remainder of said lot 61, and on the northwest by lot 60; to be withdrawn is the part expropriated by the Department of Roads of the Province of Quebec according to the terms of a deed registered in the registry office of the county of Chambly under number 262094.

36361	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell, C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-3.
36537	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als.; P. Bell, C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-155.
36582	Ludwig Zabludowski, Mozes Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als..; P. Bell, C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-188.
38603	Roland Godbout, 1750 Montée Daniel, St-Hubert	75-15 & 16.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
48539	Dame Rebecca Schoales, épouse de Frank Bond Newgewirtz, au rôle: Rebecca Newgewirtz, 3400 Eglington Ave E. App. 1402, Scarborough, Ont.	90-57.
48711	Léonard Childs, au rôle: Walter Poulter, Léonard Childs, 9860 Boul. Kimber, St-Hubert	90-105.
52603	Bonagent Inc., 215 St-Jacques Ouest, Chambre 215, Montréal	

96; à distraire la partie vendue au Ministère de la Voirie de la Province de Québec aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 77539.

96; to be withdrawn is the part sold to the Department of Roads of the Province of Quebec according to the terms of a deed registered in the registry office of the county of Chambly under number 77539.

52608	Albert Côté, 8875 Chemin Chambly, St-Hubert

Partie 97 mesurant 135 pieds de largeur sur une profondeur de 170 pieds dans sa ligne sud-est et 180 pieds dans sa ligne nord-ouest, contenant une superficie de 23,625 pieds carrés, bornée en front par le Chemin de Chambly, en arrière et d'un côté par le résidu dudit lot 97 et de l'autre côté au nord-ouest par le lot 98.

Part 97 measuring 135 feet in width by a depth of 170 feet on its southeast line and 180 feet on its northwest line, having an area of 23,625 square feet, bounded in front by Chambly Road, in the rear and on one side by the remainder of said lot 97, and on the other side, on the northwest, by lot 98.

52191	Lucien Corbeil & Cie Ltée, Sabatino Papa, Alfredo Garbarino, Mlle Clara Garbarino, Gustave Marchand et Ramapti Inc., au rôle: Ramapti Inc., Montréal

La moitié nord-ouest du lot 97, mesurant 244.4 pieds de largeur en front le long du Chemin de Chambly, 246 pieds en arrière, par une profondeur de 7,397 pieds dans sa ligne nord-ouest et 7,618 pieds dans sa ligne sud-est, bornée en front au nord-est par le Chemin de Chambly, en arrière au sud-ouest par Montreal Southern Counties Railroad, d'un côté au nord-ouest par le lot 98 et de l'autre côté au sud-est par l'autre moitié dudit lot 97; à distraire la partie appartenant à Albert Côté ou représentants.

The northwest half of lot 97, measuring 244.4 feet in width in front along Chambly Road, 246 feet in the rear, by a depth of 7,397 feet on its northwest line and 7,618 feet on its southeast line, bounded in front, on the northeast, by Chambly Road, in the rear, on the southwest, by Montreal Southern Counties Railroad, on one side, on the northwest, by lot 98, and on the other side, on the southeast, by the other half of said lot 97; to be withdrawn, however, is the part belonging to Albert Côté or representatives.

54084	Max Dunn, Miss Ainta Cohen, Harry H. Sullawey et Harry Abramovitch, au rôle: Harry H. Sulovey & Als., 4654 Hingston Ave., Montréal 28, Que.

98; à distraire dudit lot: *a*) la partie vendue à Armand Martel aux termes d'un acte de vente enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 102359; *b*) la partie vendue au Ministère de la Voirie de la Province de Québec aux termes d'un acte de vente enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 77789; et *c*) la partie vendue à Armand Martel aux termes d'un acte de vente enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 98306.

98; to be withdrawn from the said lot are: (*a*) the part sold to Armand Martel according to the terms of a deed of sale registered in the registry office of the county of Chambly under 102359; (*b*) the part sold to the Department of Roads of the Province of Quebec according to the terms of a deed of sale registered in the registry office of the county of Chambly under number 77789; (*c*) the part sold to Armand Martel according to the terms of a deed of sale registered in the registry office of the county of Chambly under number 98306.

56031	Dame Antonine Gervais, épouse de Médéric Gervais au rôle: Dame Antonine Gervais, Montréal, Que.; Dame Antoine Gervais, 3410 Dezery, Montréal	102-307 à 309.
56139	Mlle Edna L. Fordham, au rôle: Miss Edna Fordham, 3900 Mayfair, St-Hubert	102-494, 495.
56160	Joseph Paul St-Pierre, au rôle: Joseph P. St-Pierre, 3755 Mountain View, St-Hubert, 1730 Dorchester, Apt. 30, Montréal	102-530, 531.
56187	M. Henry Savage, 3930 Boul. Mountain View, St-Hubert	102-571 à 573.
56198	M. George Dean a/s A. W. O'Connor, 3810 Boul. Mountain View, St-Hubert	102-591, 592.
56240	M. Georges Maisonneuve, 3890 Rideau, St-Hubert	102-663 à 665.
56252	Gordon R. Lancaster, 3730 Rideau, St-Hubert	102-683, 684.
56309	Jean-Claude Deslauriers, 3751 Boul. Taschereau, Laflèche	102-783, 784.
56317	Roméo Croteau, 8380 Boul. Kimber, St-Hubert	

102-795 à 797; à distraire desdits lots la partie sud-ouest vendue à la Ville de St-Hubert aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 274933.

102-795 to 797; to be withdrawn from the said lots is the southwest part sold to the Town of St-Hubert according to the terms of a deed registered in the registry office of the county of Chambly under number 274933.

56452	Pierre Lewis, 8515 Ave. Gervais, St-Hubert	102-1034, 1035.
56471	Paul Vizien, 3655 Boul. Mountain View, St-Hubert	102-1069, 1070.
56600	Aurèle Thifault, 3630 rue Léonard, St-Hubert	102-1296 & 1297.
56602	Marcel Gaudet, 3600 rue Léonard, St-Hubert	102-1300 & 1301.
56604	George Cadrin, 3580 Léonard, St-Hubert	102-1304, 1305.
56631	Alonzo Thifault, Desneiges Thifault, épouse de Royal Adam, Rachelle Thifault, Hector Thifault, Edmond Thifault, Edouard Thifault et Nicole Ferland, au rôle: Alonzo Thifault, usufruitier, 3655, Caron, St-Hubert	102-1350, 1351.
56649	Dame Pauline Masson, vve Claude Demers, Mlle Gertrude Masson, Dame Simone Masson, épouse de L. C. Clark, Pierre Masson et Dame Marie Rose Brosseau, épouse de W. René Lamontagne, au rôle: Dame Vve Rose Lamontagne & Al., 43 Ave. Beloeil, Outremont	102-1379, 1380.
56702	Achille Remy, au rôle: Gérard Dumouchel, 3730 Jarry, Ville St-Michel	102-1489 à 1491.
56703	Mendoza Sévigny, au rôle: Madoza Sévigny, 3455 Mountain View, St-Hubert	102-1492, 1493.
57111	Commercial Acceptance Corporation Ltd., au rôle: Jacques Pelichowski, 8520 Boul. Cousineau, St-Hubert	102-2437 & 2438.
57803	Thomas A. Lawrence, c/o Robert Paquin, 3375 Mountain View, St-Hubert	102-3599 & 3600.
57860	André Cantara, 3509 Cartier, Montréal	102-3727 à 3729.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
57892	Albert Depatie, 1553 Lafayette, Jacques-Cartier	102-3790.
57989	Fernand Tremblay et Dame Denise Richard, épouse de Richard Dorais, au rôle: Dame Denise Richard Dorais, 7143 Beaulieu, Montréal	103-1.
58015-58017	Ernest Leboeuf, 8340 Boul. Kimber, St-Hubert	103-12 & 13.
59086	Walter Scheidegger, au rôle: Walter Scheidigger, 2450 Patenaude, St-Hubert	105-27.
64549	Alfred Charles Holmes, 3935 Hampton, St-Hubert	113-1588 à 1591.
64575	Raymond Miller, 3960 Hampton, St-Hubert	113-1642.
66406	Ozias Mauer, American Hotel Champlain, N.Y., U.S.A.	118-63 à 65.
66419	Paul Rainville es-qualité de syndic des biens de Jean Bruno Dépot, au rôle: Jean Bruneau Dépot, 2265 Quevillon, St-Hubert	118-92 à 94.
66447	Maurice Dubois, 256 St-Jacques, Longueuil, 7365 Chemin Chambly, St-Hubert	118-150 à 152.
66476	Reynold Skerrett, 3950 Quevillon, St-Hubert	118-193.
66528	Lorenzo Quevillon, au rôle: Lorenzo Quevillon, K. Pockrandt, 3910 Kensington, St-Hubert	118-244 et 245.
66910	George Warren, 3925 Cornwall, St-Hubert	119-151 à 153.
67596	René Daly, 2380 York, St-Hubert	119-1307 & 1308.
71816	Avon Construction « Montreal » Ltd., au rôle: Avon Construction Ltd., 1010 Ste-Catherine Ouest, Montréal	130-31.
71840	Christos Kriarakis, au rôle: Maurice Allard; Christos Kriarakis, 5825 Chemin Chambly, St-Hubert	130-50.
71846	Avon Construction « Montreal » Ltd., au rôle: Avon Construction Ltd., 1010 Ste-Catherine Ouest, Chambre 344, Montréal, 152 Radisson, Ville Jacques-Cartier	130-55-2; 130-56-1.
71847	Avon Construction « Montreal » Ltd., au rôle: Avon Construction Ltd., 1010 Ste-Catherine Ouest, Chambre 344, Montréal, 152 Radisson, Ville Jacques-Cartier	130-56-2; 130-57-1.
71868	Avon Construction « Montreal » Ltd., au rôle: Avon Construction Ltd., 1010 Ste-Catherine Ouest, Chambre 344, Montréal, 152 Radisson, Ville Jacques-Cartier	130-77.
72383	Gaston Galarneau, 2815 Howard, St-Hubert	

132-Ptie N.E. 6, mesurant 50 pieds de largeur sur une profondeur de 164 pieds, bornée en front par une rue, en arrière par le lot 130 ou ses subdivisions, du côté nord-est par le lot 132-5, et du côté sud-ouest par le résidu dudt lot 132-6.

132-Pt. N.E. 6, measuring 50 feet in width by a depth of 164 feet, bounded in front by a street, in rear by he lot 130 or its subdivisions, on the northeast side by lot 132-5 and on the southwest side by the residue of said lot 132-6.

72392	Alojs Potocnik, 1906 Prince, Laflèche	

132-Ptie S.O. 8, mesurant 37 pieds de largeur sur une profondeur de 164 pieds, bornée en front, par une rue, en arrière au sud-est par le lot originaire 130 ou ses subdivisions, d'un côté au nord-est par partie dudit lot 132-8 et de l'autre côté au sud-ouest par le lot 132-9; et la partie nord-est 132-9 mesurant 63 pieds de largeur sur une profondeur de 164 pieds, bornée en front par une rue, en arrière au sud-est par le lot originaire 130 ou ses subdivisions d'un côté au nord-est par le lot 132-8 et de l'autre côté au sud-ouest par le résidu dudit lot 132-9.

132-Pt. S.W. 8, measuring 37 feet in width by a depth of 164 feet, bounded in front, by a street, in rear on the southeast by original lot 130 or its subdivisions, on one side on the northeast by part of said lot 132-8 and on the other side on the southwest by lot 132-9; and the northeast part 132-9 measuring 63 feet in width by a depth of 164 feet, bounded in front by a street, in rear on the southeast by original lot 130 or its subdivisions on one side on the northeast by lot 132-8 and on the other side on the southwest, by the residue of said lot 132-9.

72619	Slavko Zalesjak, 8561, 23e Avenue, Ville St-Michel, 2700 rue Howard, St-Hubert	132-64
72657	Bernard Furlong, 2510 Prince Charles, St-Hubert	

133-16 et la moitié du lot 133-15, mesurant cette dite moitié 25 pieds de largeur sur une profondeur de 100 pieds, bornée en front au sud-est par une rue, en arrière au nord-ouest par le lot originaire 134 ou ses subdivisions, au nord-est par le résidu dudit lot 133-15 et au sud-ouest par le lot 133-16.

133-16 and the half of lot 133-15, measuring the said half 25 feet in width by a depth of 100 feet, bounded in front on the southeast by a street, in rear on the northwest by original lot 134 or its subdivisions, on the northeast by the residue of the said lot 133-15 and on the southwest by lot 133-16.

72661	Clément Leclair, 2695 Prince Charles, St-Hubert, 2740 Prince Charles St-Hubert	133-20.
72668	Elorio Julien, 2980 Prince Charles, St-Hubert	

133-27 à 30 sujet à l'homologation en faveur de la Ville de St-Hubert aux termes des actes enregistrés au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous les numéros 255754 et 255755.

133-27 to 30 subject to homologation in favor of the Town of St-Hubert by the terms of deeds registered at the Registration Office of the county of Chambly under numbers 255754 and 255755.

72702	Eugène Chrétien, 2170 Addington, Montréal, 1017, 52e Avenue, Pointe aux Trembles	

Moitié nord-est 133-66 mesurant 50 pieds de largeur sur une profondeur de 100 pieds, bornée en front au sud-est par une rue, en arrière au nord-ouest par le lot 133-51, d'un côté au nord-est par le lot 133-65 et de l'autre côté au sud-ouest par l'autre moitié dudit lot 133-66.

Northeast half 133-66 measuring 50 feet in width by a depth of 100 feet, bounded in front on the southeast by a street, in rear on the northwest by lot 133-51, on one side on the northeast by lot 133-65 and on the other side on the southwest by the other half of the said lot 133-66.

72704	Dimitrias Papadakis, au rôle: M. D. Papadakis, 4708 Jeanne Mance, Montréal	133-67.
72725	Dame Léona Steen, épouse de Ernest Daoust, au rôle: L. Steen D'Aoust, 2315 Park, St-Hubert	133-91.
72728	Léo-Paul Champagne, au rôle: George Rickli In Trust, 2110 Kennedy, St-Hubert	

La partie nord-est du lot 133-92 mesurant 45 pieds 75 centièmes de pied de largeur sur une profondeur de 175 pieds, bornée en front au nord-ouest par la rue Park, d'un côté au nord-est par le lot 133-91, en arrière

The northeast part of lot 133-92 measuring 45 feet 75 hundredths of a foot in width by a depth of 175 feet, bounded in front on the northwest by Park Street, on one side on the northeast by lot 133-91, in rear on the

au sud-est par le lot originaire numéro 132 ou ses subdivisions, et de l'autre côté au sud-ouest par le résidu dudit lot 133-92.

south-east by original lot number 132 or its subdivisions, and on the other side on the southwest by the residue of said lot 133-92.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
72731	Rorima Holdings Ltd., 5385 Chemin Chambly, St-Hubert	

133-93, 133-Ptie 92 mesurant cette dite partie 54.25 pieds de largeur sur une profondeur de 175 pieds, bornée en front au nord-ouest par une rue, au sud-ouest par le lot 133-93, au nord-est par le résidu dudit lot 133-92 et au sud-est par le lot originaire 132 ou ses subdivisions; et une partie du lot 133-94 mesurant 33 pieds de largeur sur une profondeur de 175 pieds, bornée en front au nord-ouest par une rue, au nord-est pr le lot 133-93, au sud-ouest par le résidu dudit lot 133-94 et au sud-est par le lot roiginaire 132 ou ses subdivisions.

133-93, 133-Pt. 92 measuring this said part 54.25 feet in width by a depth of 175 feet, bounded in front on the northwest by a street, on the southwest by lot 133-93, on the northeast by the residue of the said lot 133-92 and on the southeast by original lot 132 or its subdivisions; and a part of lot 133-94, measuring 33 feet in width by a depth of 175 feet, bounded in front on the northwest by a street, on the northeast by lot 133-93, on the southwest by the residue of said lot 133-94 and on the southeast by original lot 132 or its subdivisions.

72732	Hector Prince Jr., au rôle: Albert Guenette, 18055 Schoenyerr, Détroit 5, Mich. Hector Prince Jr. 2325 rue Howard, St-Hubert	

133-Ptie sud-ouest 94 mesurant 67 pieds de largeur sur une profondeur de 175 pieds, bornée en front au nord-ouest par la rue Park, en arrière au sud-est par le lot originaire 132 ou ses subdivisions, d'un côté au sud-ouest par le lot 133-95 et de l'autre côté au nord-est par le résidu dudit lot 133-94.

133-South-west Pt. 94 measuring 67 feet in width by a depth of 175 feet, bounded in front on the northwest by Park Street, in rear on the southeast by original lot 132 or its subdivisions, on one side on the southwest by lot 133-95 and on the other side on the northeast by the residue of said lot 133-94.

72733	Hector Prince Jr. au rôle: Albert Guenette, 18055 Schoenherr, Détroit 5, Mich.; Hector Prince Jr., 2325 rue Howard, St-Hubert	133-95.
72735	Hector Prince Jr., au rôle: Albert Guenette, 18055 Schoenherr, Détroit 5, Mich.; Hector Prince Jr., 2325 rue Howard, St-Hubert	133-96.
72737	Hector Prince Jr., au rôle: Albert Guenette, 18055 Schoenherr, Détroit 5, Mich.; Hector Prince Jr., 2325 rue Howard, St-Hubert	133-97.
72757	Edmond Fortier, 3150 Prince Charles, St-Hubert, 440 Galland App. 27, Dorval	133-121 & 122.
72762	William Henri Drolet et Dame Irène Ciesla, son épouse, au rôle: Paul Émile Benoit, 14 Jodoin, Varennes	133-127.
72763	Fernando Lefebvre, au rôle: P. Émile Benoit, 14 Jodoin, Varennes.	133-128.
72827	George A. Stalford, au rôle: G. A. Stalfrod, 88 Morley, Greenfield Park	133-197.
72841	Dame Annetta Martin, vve Joshua Thompson, au rôle: Dame Vve Anetta M. Thompson, 3235 Park, St-Hubert	

133-203 et la moitié nord-est du lot 133-204, bornée cette dite moitié au nord-ouest par un rue, au sud-est par le lot originaire 132 ou ses subdivisions, au nord-est par le lot 133-203 et au sud-ouest par résidu dudit lot 133-204; à distraire du lot 133-203 la partie nord-est appartenant à Dame John David Thompson ou représentants.

133-203 and the northeast half of lot 133-204, bounded this said half on the northwest by a street, on the southeast by the original lot 132 or its subdivisions, on the northeast by lot 133-203 and on the southwest by the residue of said lot 133-204; to withdraw from lot 133-203 the northeast part belonging to Dame John David Thompson or representatives.

72845	Marcel Chacun, 3255 Park, St-Hubert	133-205-1.
72856	Entreprises Gerbex Inc., au rôle: Ernest Brown, 3370 Prince Charles St-Hubert	

133-222 et la moitié nord-est du lot 133-223, mesurant cette dite moitié 25 pieds delargeur sur une profondeur de 100 pieds, bornée en front par la rue Prince Charles, en arrière par le lot originaire 134 ou ses subdivisions, d'un côté par le lot 133-222 et de l'autre côté par le résidu dudit lot 133-223.

133-222 and the northeast half of lot 133-223, measuring this said half 25 feet in width by a depth of 100 feet, bounded in front by Prince-Charles Street, in rear by original lot 134 or its subdivisions, on one side by lot 133-222 and on the other side by the residue of said lot 133-223.

72863	Joseph Légaré, 3420 Prince Charles, St-Hubert	

133-228, 229 et la moitié sud-ouest du lot 133-227, mesurant cette dite moitié 25 pieds de largeur sur une profondeur de 100 pieds, bornée en front par la rue Prince-Charles, en arrière par la ligne arrière dudit lot, d'un côté par le lot 133-228 et de l'autre côté par le résidu dudit lot 133-227.

133-228, 229 and the southwest half of lot 133-227, measuring this said half 25 feet in width by a depth of 100 feet, bounded in front by Prince-Charles Street, in rear by the back line of said lot, on one side by lot 133-228 and on the other side by the residue of said lot 133-227.

72889	Albert Campbell, 49 Fairview Drive, Brentford, Ont	

133-262 et la moitié sud-ouest du lot 133-261, mesurant cette dite moitié 25 pieds de largeur sur une profondeur de 100 pieds, bornée en front par une rue, en arrière par le lot 133-278, d'un côté par le lot 133-262, et de l'autre côté par l'autre moitié dudit lot 133-261.

133-262 and the southwest half of lot 133-261, measuring this said half 25 feet in width by a depth of 100 feet, bounded in front by a street, in rear by lot 133-278, on one side by lot 133-262, and on the other side by the other half of said lot 133-261.

72901	André Leclair, 3555 Prince Charles, St-Hubert	133-274.
72906	Elias Babalis, 4856 Jeanne Mance, Montréal	133-277.
72938	André Roy, 781, 25e Avenue, Lachine	133-306.
72946	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd., 4900 Radisson, Montréal	

La moitié est du lot 133-310 mesurant 50 pieds de largeur sur une profondeur de 175 pieds, bornée en front par la rue Park, en arrière par le lot originaire 132 ou ses subdivisions, d'un côté au nord-est par le lot 133-309, et de l'autre côté au sud-ouest par le résidu dudit lot 133-310.

The east half of lot 133-310, measuring 50 feet in width by a depth of 175 feet, bounded in front by Park Street, in rear by original lot 132 or its subdivisions, on one side on the northeast by lot 133-309, and on the other side on the southwest by the residue of said lot 133-310.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
72946-72947	Andreas Lemontzis, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd., 4900 Radisson, Montréal	

La moitié ouest du lot 133-310 mesurant 50 pieds de largeur sur une profondeur de 175 pieds, bornée en front par la rue Park, en arrière par le lot originaire 132 ou ses subdivisions d'un côté au sud-ouest par le lot 133-311 et de l'autre côté au nord-est par l'autre moitié dudit lot 133-310; et le quart du lot 133-311 mesurant 25 pieds de largeur sur une profondeur de 175 pieds, bornée en front par la rue Park, en arrière par le lot originaire 132 ou ses subdivisions, d'un côté par le lot 133-310 et de l'autre côté par le résidu dudit lot 133-311.

The west half of lot 133-310 measuring 50 feet in width by a depth of 175 feet, bounded in front by Park Street, in rear by original 132 or its subdivisions, on one side at the southwest by lot 133-311 and on the other side on the northeast by the other half of said lot 133-310; and the quarter of lot 133-311 measuring 25 feet in width by a depth of 175 feet, bounded in front by Park Street, in rear by original lot 132 or its subdivisions, on one side by lot 133-310 and on the other side by the residue of said lot 133-311.

72950	Joseph Rayle, 420 St-Thomas, Longueuil	

Partie sud-ouest du lot 133-312 mesurant 62.5 pieds de largeur sur une profondeur de 175 pieds, bornée en front au nord-ouest par une rue en arrière au sud-est par le lot originaire 132 ou ses subdivisions, d'un côté au sud-ouest par le lot 133-313 et de l'autre côté au nord-est par le résidu dudit lot 133-312.

The southwest part of lot 133-312, measuring 62.5 in width by a depth of 175 feet, bounded in front on the northwest by a street, in rear on the southeast by original lot 132 or its subdivisions, on one side on the southwest by lot 133-313 and on the other side on the northeast by the residue of lot 133-312.

73011	Bernard Barrette, 3630 Park, St-Hubert	133-383-1.
73015	Ernest McKellar, 3680 Park, St-Hubert	

133-385 et partie du lot 133-384 mesurant cette dite partie 25 pieds de largeur sur une profondeur de 100 pieds, bornée en front par la rue Park, en arrière par le lot 133-366, d'un côté par le lot 133-385 et de l'autre côté par le résidu dudit lot 133-384.

133-385 and part of lot 133-384 measuring this said part 25 feet in width by a depth of 100 feet, bounded in front by Park Street, in rear by lot 133-366, on one side by lot 133-385 and on the other side by the residue of said lot 133-384.

73019	Wilfrid Martineau, 3700 rue Park, St-Hubert	

Une partie du lot 133-387 mesurant 75 pieds de largeur sur une profondeur de 100 pieds, bornée en front par une rue, en arrière par le lot 133-371 et par partie du lot 133-372, d'un côté par le lot 133-386 et de l'autre côté par le résidu dudit lot 133-387.

A part of lot 133-387, measuring 75 feet in width by a depth of 100 feet, bounded in front by a street, in rear by lot 133-371 and by part of lot 133-372, on one side by lot 133-386 andon the other side by the residue of said lot 133-387.

73050	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd., 4900 Radisson, Montréal	133-415.
73052	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd., 4900 Radisson, Montréal	133-416.
73054	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis, Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd., 4900 Radisson, Montréal	133-417.
73056	Hugh MacKinnon et Dame Annette Butler, son épouse, au rôle: Hugh MacKinnon, 3745 Park, St-Hubert	133-418.
73068	John Apocamis, 4085 Esplanade, Montréal, 7779 Querbes, Montréal	133-432, 433.
73070	Frederick Schueppel, au rôle: Frederick Schuppel, 3975 Adélaïde, St-Hubert	133-434 et 435.
73078	Ronald Tremblay, 3900 Prince Charles, St-Hubert	133-444.
73095	Arthur Willard Morris, au rôle: A. W. Morris, 5705 Avenue Trudeau, St-Hubert	133-466 à 468.
73114	Jean Perrault, au rôle: Jean Perreault, 1010 Victoria, St-Lambert	133-488.
73115	Jean Perrault, au rôle: Jean Perreault, 1010 Victoria, St-Lambert	133-489.
73118	Henry Colecchio, au rôle: Marcel Côté, C.P., 1164, Waterloo, Que. M. & Mme H. Colecchio, 3840 Park, St-Hubert	

La partie sud-ouest de la partie sud-est du lot 133-490 mesurant 50 pieds de largeur sur une profondeur de 75 pieds, bornée en front au sud-est, par la rue Park, d'un côté au sud-ouest par le lot 133-491, en arrière par une autre partie dudit lot 133-490 appartenant à Oscar Richard ou représentants et de l'autre côté au nord-est par une autre partie dudit lot 133-490; la partie nord-est du lot 133-491 mesurant 25 pieds de largeur sur une profondeur de 100 pieds, bornée en front au sud-est par une rue, en arrière au nord-ouest par les lots 133-472 et 473, d'un côté au nord-est par le lot 133-490 et de l'autre côté au sud-ouest par le résidu dudit lot 133-491.

The southwest part of the southeast part of lot 133-490 measuring 50 feet in width by a depth of 75 feet, bounded in front on the southeast by Park Street, on one side on the southwest by lot 133-491, in rear by another part of said lot 133-490 belonging to Oscar Richard or representatives and on the other side on the northeast by another part of said lot 133-490; the northeast part of lot 133-491 measuring 25 feet in width by a depth of 100 feet, bounded in front on the southeast by a street, in rear on the northwest by lots 133-472 and 473, on one side on the northeast by lot 133-490 and on the other side on the southwest by the residue of said lot 133-491.

73147	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd., 4900 Radisson, Montréal	133-518.
73149	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd., 4900 Radisson, Montréal	133-519.
73150	Dame Helen Mavroidi ,épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd., 4900 Radisson, Montréal	133-520.
73155	Hyman Diamond es-qualité de syndic à la faillite de Joseph Goupil, au rôle: Hyman Diamond, 1255 Université Montréal	

La moitié sud-ouest du lot 133-522 mesurant 50 pieds de largeur sur une profondeur de 175 pieds, bornée en front par la rue Park, en arrière par le lot originaire 132 ou ses subdivisions, d'un côté par le lot 133-523 et de l'autre côté par le résidu dudit lot 133-522.

The southwest half of lot 133-522, measuring 50 feet in width by a depth of 175 feet, bounded in front by Park Street, in rear by original lot 132 or its subdivisions, on one side by lot 133-523 and on the other side by the residue of said lot 133-522.

73185	Dame Marie-Ange Fitzpatrick, vve Alexandre Gagné, au rôle: Marie-Ange Gagné, 2505 Adélaïde, St-Hubert	

134-7; à distraire la moitié sud-ouest vendue à Mlle Suzanne Gagné aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 229165.

134-7; to withdraw the southwest half sold to Miss Suzanne Gagné by the terms of a registered deed at the Registration Office of the county of Chambly, under number 229165.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
73187	Albanie Daigneault, 5995 Beaulieu, Ville Émard, Georges Daigneault, Antonin Daigneault, Albanie Daigneault, épouse de Zénophile Daigneault, Reine-Blanche Daigneault et Adrienne Daigneault	134-8.
73294	Frederick Schueppel, au rôle: Friedrich Schuppel, 3975 Adélaïde, St-Hubert	
La moitié sud-ouest du lot 134-61, mesurant 50 pieds de largeur sur une profondeur de 100 pieds, bornée en front au nord-ouest par une rue, en arrière au sud-est par le lot originaire 133 ou ses subdivisions, d'un côté au sud-ouest par le lot 134-62 et de l'autre côté au nord-est par le résidu dudit lot 134-61.		The southwest half of lot 134-61, measuring 50 feet in width by a depth of 100 feet, bounded in front, on the northwest, by a street, in the rear, on the southeast, by original lot 133 or its subdivisions, on one side, on the southwest, by lot 134-62, and on the other side, on the northeast, by the remainder of said lot 134-61.
73304	Dame Thérèse Comtois, épouse de Roland Bernier, au rôle: Benjamin J. Huxley, 3940 Adélaïde, St-Hubert	
La moitié nord-est du lot 134-68, mesurant 50 pieds de largeur sur une profondeur de 100 pieds, bornée en front au sud-est par la rue Adélaïde, d'un côté au sud-ouest par le résidu dudit lot 134-68, en arrière au nord-ouest par le lot 134-277 et de l'autre côté au nord-est par le lot 134-69.		The northeast half of lot 134-68, measuring 50 feet in width by a depth of 100 feet, bounded in front, on the southeast, by Adélaïde St., on one side, on the southwest, by the remainder of said lot 134-68, in the rear, on the northwest, by lot 134-277, and on the other side, on the northeast, by lot 134-69.
73309	Albert G. Martin, 3910 Adélaïde, St-Hubert	
La moitié nord-est du lot 134-70, mesurant 50 pieds de largeur sur une profondeur de 100 pieds, bornée au sud-est par la rue Adélaïde, au nord-ouest par le lot 134-273, au nord-est par le lot 134-71 et au sud-ouest par le résidu dudit lot 134-70.		The northeast half of lot 134-70, measuring 50 feet in width by a depth of 100 feet, bounded on the southeast by Adélaïde St., on the northwest by lot 134-273, on the northeast by lot 134-71, and on the southwest by the remainder of said lot 134-70.
73318	Frank alias Fred Schueppel, au rôle: Fred Schuppel, 3975 Adélaïde, St-Hubert	134-75-2.
73399	Miss Efrosini Vraka, 5240 Esplanade, Montréal	134-138.
73401	Pine Land Corp. au rôle: Panayota Stamatopoulos, 4440 St-Urbain, Montréal	134-139.
73417	Angelo Abandonato, 2210 Adélaïde, St-Hubert	134-147.
73419	Angelo Abandonato, 2210 Adélaïde, St-Hubert	134-148.
73435	René Létourneau, 2688 Latour, St-Hubert	134-164.
73439	André March et le Shérif du District de Montréal, au rôle: André March, 1984 Joliette, Ville Jacques-Cartier	134-168.
73440	Gérard Blais, es-qualité de Syndic de Lucien Vincent, au rôle: Lucien Vincent, 408, rue Richard, Joliette	134-169.
73527	Roland Mueller, au rôle: Rolland Mueller, 3885 Latour, St-Hubert	134-269 & 270.
73530	Daniel Campbell, 3915 Latour, St-Hubert	
Un emplacement mesurant 75 pieds de largeur sur une profondeur de 100 pieds, composé du lot 134-273 et de la moitié sud-ouest du lot 134-272 borné cet emplacement en front au nord-ouest par une rue, en arrière au sud-est par partie des lots 134-70 et 71, d'un côté au sud-ouest par le lot 134-274, et de l'autre côté au nord-est par le résidu dudit lot 134-272.		An emplacement measuring 75 feet in width by a depth of 100 feet, composed of lot 134-273 and of the southwest half of lot 134-272, bounded in front, on the Northwest, by a street, in the rear, on the southeast, by part of lots 134-70 and 71, on one side, on the southwest, by lot 134-274, and on the other side, on the northeast, by the remainder of said lot 134-272.
73531	Léo Perrault Limitée, au rôle: Léo Perrault Ltée, 1010 Victoria, St-Lambert	134-274.
73553	Thomas P. McDowell, au rôle: P. McDowell, M. Thomas, M. Thomas, P. McDowell, 2510 rue Latour, St-Hubert	134-1-11.
73559	Gérard Blais, es-qualité de Syndic de Lucien Vincent, au rôle: Lucien Vincent, 408 rue Richard, Joliette	134-1-17.
73630	Richard Desjardins, 2700 Rosemont, Montréal, 45 Ste-Marie, Ste-Anne de Bellevue	134-1-97.
73723	Jean-Baptiste Ciaveglia, au rôle: Jean-Baptiste Ciavaglia, 3140 Rocheleau, St-Hubert	134-1-198.
73819	Peter Edward Matthews, 3400 Rocheleau, St-Hubert	134-1-304.
73932	Albert Daniels, au rôle: Albert Daniel, 3325 Rocheleau, St-Hubert, 3860 Rocheleau, St-Hubert	134-1-428.
73987	Assistance Loan and Finance Corporation au rôle: Ass. Loan Finance Corp., Ass. Loan Finance Corp. M. H. Shell, 4113 Jean-Talon Est, Montréal, 305 Bellechasse, Montréal	134-1-484.
73999	Alexander Norman Mackay, au rôle: Norman A. Mackay, 3945 Rocheleau, St-Hubert	134-1-496.
74060	Faida Tancrède, 2440A Aylwin, Montréal	135-17.
74074	Jack Sheiner, Albert Sheiner et Samuel Sheiner faisant affaire ensemble sous le nom de Home Mortgage & Acceptance Co. Reg'd, au rôle: Mortgage Acceptance, Corp. Reg. 400 St-Jacques, Montréal	135-25-1.
74075	Jack Sheiner, Albert Sheiner et Samuel Sheiner faisant affaire ensemble sous le nom de Home Mortgage & Acceptance Co. Reg'd, au rôle: Home Mortgage Acceptance Corp. Reg., 400 St-Jacques, Montréal	135-25-2.
74123	Doublas Millichamp, au rôle: D. Millichamp, 3985 Prince Charles St-Hubert	135-51.
74125	René Lavoie, 3855 Paré, St-Hubert	135-52
74131	René Lavoie, 3855 Paré, St-Hubert	135-55.
74187	Jean-Marc Breton, 3840 Coderre, St-Hubert	135-88.
74189	Dame Cécile Lefebvre, vve Hector Huneault, Raymonde Huneault, Marie-Paul Huneault, Roger Huneault et Richard Huneault, au rôle: Vve H. Huneault & Als., 3810 Coderre, St-Hubert	135-89
74197	René Ferland, 3750 Coderre, St-Hubert	135-93
74214	Laurier Veilleux, au rôle: L. Veilleux & P. Chalkias, 3665 Paré, St-Hubert	135-104.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
74325	James William McClay, au rôle: James W. McClay 3360 Paré, St-Hubert	
	La partie sud-ouest du lot 135-181, mesurant 50 pieds de largeur sur une profondeur de 119 pieds, bornée au sud-est par la rue St-Jean, au nord-ouest par le lot 135-168, au nord-est par le résidu dudit lot 135-181, et au sud-ouest par le lot 135-180.	The southwest part of lot 135-181, measuring 50 feet in width by a depth of 119 feet, bounded on the southeast by St-Jean St., on the northwest by lot 135-168, on the northeast by the remainder of said lot 135-181, and on the southwest by lot 135-180.
74328	Armand Myette, 3310 Paré, St-Hubert	
	La partie nord-est du lot 135-183, mesurant 35 pieds de largeur sur une profondeur de 119 pieds, bornée en front au sud-est par une rue, en arrière au nord-ouest par le lot 135-170, d'un côté au nord-est par le lot 135-184 et de l'autre côté au sud-ouest par le résidu dudit lot 135-183; et la partie sud-ouest du lot 135-184 mesurant 15 pieds de largeur sur une profondeur de 119 pieds, bornée en front au sud-est par une rue, en arrière au nord-ouest par le lot 135-171, d'un côté au sud-ouest par le lot 135-183, et de l'autre côté au nord-est par le résidu dudit lot 135-184.	The northeast half of lot 135-183, measuring 35 feet in width by a depth of 119 feet, bounded in front, on the southeast, by a street, in the rear, on the northwest, by lot 135-170, on one side, on the northeast by lot 135-184, and on the other side, on the southwest, by the remainder of said lot 135-183; and the southwest part of lot 135-184, measuring 15 feet in width by a depth of 119 feet, bounded in front, on the southeast, by a street, in the rear, on the northwest, by lot 135-171, on one side, on the southwest, by lot 135-183, and on the other side, on the northeast, by the remainder of said lot 135-184.
74335	Dennis Howell Huxley, au rôle: Dennis H. Huxley, 3435 Paré, St-Hubert	135-190.
74395	Wilbrod Villeneuve, au rôle: M. J. Sauvé, & W. Villeneuve, M. W. Villeneuve, 3145 Coderre, St-Hubert	135-246-1.
74546	Georges E. Demers, 3085 rue Paquette, St-Hubert	136-158 & 159.
74561	Émile Poulin, 3060 Paquette, St-Hubert	136-189 & 190.
74630	Dame Rita Vincent Beausoleil, épouse de Louis Beausoleil, au rôle: Rita Vincent Beausoleil, 3235 Montée St-Hubert, St-Hubert	136-321, 322.
74836	Arthur Alexandre Young, au rôle: Arthur Young, 7240, 23e Avenue, St-Michel	
	Un emplacement mesurant 50 pieds de largeur sur une profondeur de 50 pieds composé de la partie ouest des lots 136-657 et 658, borné en front par une rue, en arrière par le résidu desdits lots, d'un côté par la Montée St-Hubert et de l'autre côté par partie du lot 136-659; ainsi qu'un autre emplacement mesurant 50 pieds de largeur sur une profondeur de 50 pieds, composé de la partie ouest des lots 136-659 et 660, borné en front par une rue, en arrière par le résidu desdits lots, d'un côté par partie du lot 136-658, et de l'autre côté par partie du lot 136-661.	An emplacement measuring 50 feet in width by a depth of 50 feet, composed of the west part of lots 136-657 and 658, bounded in front by a street, in the rear by the remainder of the said lots, on one side by Montée St-Hubert, and on the other side by part of lot 136-659; and another emplacement measuring 50 feet in width by a depth of 50 feet, composed of the west part of lots 136-659 and 660, bounded in front by a street, in the rear by the remainder of the said lots, on one side by part of lot 136-658, and on the other side by part of lot 136-661.
74894	George Du Berger, 3545 Paquette, St-Hubert	136-762 à 764.
74898	André Barrette, 3595 Paquette, St-Hubert	136-770, 771.
74923	Adrien Cassivi, 3875 Paquette, St-Hubert	136-815, 816.
74943	Roland Beaulieu, 5355 Ave. Hémard, St-Hubert	136-849, 850.
74947	Roger Décarie, 4030 Lesage, Verdun	136-857, 858.
74972	M. Roland Théroux, 3800 Gélineau, St-Hubert	136-900 à 904.
75036	Gilles Lefebvre, 3945 Gélineau, St-Hubert	136-1015 à 1019.
75038	Dame Rose Anna Levac, vve Mathias Cusson, au rôle: Vve M. Cusson, 6663 Hurteau, Ville Émard, 2024 Jolicoeur, Ville Émard	136-1002 à 1024.
75054	Yves Martin, 5355 Ave. Trudeau, St-Hubert	136-1057, 1058.
75158	Lucien Bédard, au rôle: Florian Roy, 8261, 23e Ave., V. St-Michel	
	142-130 et une partie du lot 142-129, mesurant cette dite partie 17.5 pieds de largeur sur une profondeur de 90 pieds, bornée en front au sud-est, par la Montée St-Hubert, en arrière au nord-ouest par partie du lot 142-138, d'un côté au sud-ouest par le résidu dudit lot 142-129 et de l'autre côté au nord-est par le lot 142-130.	142-130 and a part of lot 142-129, this said part measuring 17.5 feet in width by a depth of 90 feet, bounded in front, on the southeast, by Montée St-Hubert, in the rear, on the northwest, by part of lot 142-138, on one side, on the southwest, by the remainder of said lot 142-129, and on the other side, on the northeast, by lot 142-130.
75168	Jean-Jacques Rollin, 3615 Duvernay, St-Hubert	
	142-149, 150 et la moitié sud-ouest du lot 142-148, mesurant cette dite moitié 12.5 pieds de largeur sur une profondeur de 90 pieds, bornée en front au nord-ouest par l'avenue Duvernay, en arrière au sud-est par partie du lot 142-149, et de l'autre côté au nord-est par le résidu dudit lot 142-148.	142-149, 150 and the southwest half of lot 142-148, this said half measuring 12.5 feet in width by a depth of 90 feet, bounded in front, on the northwest, by Duvernay Ave., in the rear, on the southeast, by part of lot 142-149, and on the other side, on the northeast, by the remainder of said lot 142-148.
75188	Lucien Drolet, 1373, 12e Ave., Pointe aux Trembles, 3350 Montée St-Hubert, St-Hubert	142-187 à 189.
75344	Hubert H. Huyghes, 2650 Cooper, St-Hubert	142-375.
75345	Les Entrepreneurs, Suisses (Québec) Ltée — Swiss Builders (Quebec) Ltd, au rôle: Swiss Builders, 1467 Metcalfe, Montréal	142-376.
75576	Les Entrepreneurs Suisses (Québec) Ltée — Siwss Builders (Quebec) Ltd, au rôle: Lupus Home and Land Dev. Corp., 1467 Metcalfe, Suite 5, Montréal	
	Une partie du lot 142 de figure irrégulière, mesurant 246 pieds dans sa ligne nord-ouest, 201 pieds dans sa ligne sud-ouest, 127.5 pieds dans sa ligne nord-est le long du Chemin de Chambly, 133 pieds dans sa ligne sud-est, commençant au Chemin Chambly et se dirigeant vers le sud-ouest et de là 78 pieds dans sa ligne nord-est se dirigeant vers le sud-est et de là 98.8 pieds dans sa ligne sud-est, se dirigeant vers le sud-ouest, bornée au nord-ouest par partie du lot 143 ou ses subdivisions, vers le sud-ouest par le lot 142-338,	A part of lot 142 of irregular shape, measuring 246 feet on its northwest line, 201 feet on its southwest line, 127.5 feet on its northeast line along Chambly Road, 133 feet on its southeast line, starting at Chambly Road, and going towards the southwest, and, thence, 78 feet on its northeast line going towards the southeast, and, thence, 98.8 feet on its southeast line, going towards the southwest, bounded on the northwest by part of lot 143 or its subdivisions, on the southwest by lot 142-338, on the northeast by

vers le nord-est par le Chemin de Chambly et par partie dudit lot 142 ou ses subdivisions, et vers le sud-est par une autre partie dudit lot 142 ou ses subdivisions et par partie du lot 142-370.

Chambly Road, and by part of said lot 142 or its subdivisions, and on the southeast by another part of said lot 142 or its subdivisions and by part of lot 142-370.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
75605	Gérard Pépin, au rôle: Maurice Moiriat Inc., 4405 Chemin Chambly, St-Hubert	143-21
78274	Jacques Lahaie, 2175 Desautels, St-Hubert	155-1031 à 1034.
78290	Fernand Gardner, 2750 Desautels, St-Hubert, 309 Victoria, Longueuil	155-1060 à 1063.
78291	Walter Scheidegger, alias Scheidegg, 2450 Patenaude, St-Hubert, au rôle: Walter Scheidegger	155-1064, 1065.
78293	Walter Scheidegger, alias Scheidegg, 2450 Patenaude, St-Hubert, au rôle: Walter Scheidegger	155-1068, 1069.
78348	Léonce Harvey, 3080 Harvey, St-Hubert	156-3.
78353	Léonce Harvey, 3080 Harvey, St-Hubert	156-8.
78968	Jean-Paul Beauchamp, 4190 Montée St-Hubert, St-Hubert	

Un emplacement contenant 60 pieds de largeur sur une profondeur moyenne de 179 pieds, composé de la partie sud-ouest du lot 157-1A, de la partie nord-est du lot 157-2A, paroisse St-Hubert, de la partie sud-ouest du lot 224-1A et de la partie nord-est du lot 224-2A, paroisse St-Antoine de Longueuil, borné en front au sud-est par la Montée St-Hubert, en arrière par une partie non subdivisée du lot 224 paroisse St-Antoine de Longueuil, d'un côté au nord-est par partie desdits lots 157-1A et 224-1A et de l'autre côté au sud-ouest par partie desdits lots 157-2A et 224-2A; chaque partie mesure trente pieds de largeur par la susdite profondeur; à distraire desdits lots 157-1A et 2A la partie vendue pour l'élargissement de la Montée St-Hubert aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 78052.

An emplacement measuring 60 feet in width by an average depth of 179 feet, composed of the southwest part of lot 157-1A, of the northeast part of lot 157-2A, parish of St-Hubert, of the southwest part of lot 224-1A, and of the northeast part of lot 224-2A, parish of St-Antoine de Longueuil, bounded in front, on the southeast, by Montée St-Hubert, in the rear by an unsubdivided part of lot 224, parish of St-Antoine de Longueuil, on one side, on the northeast, by part of said lots 157-1A and 224-1A, and on the other side, on the southwest, by part of said lots 157-2A and 224-2A; each part measures thirty feet in width by the aforementioned depth; to be withdrawn from said lots 157-1A and 2A is the part sold for the widening of Montée St-Hubert, according to the terms of a deed registered in the registry office of the county of Chambly under number 78052.

79015	Harold L. Babcock, 5315 Boul. Payer, St-Hubert	

157-28 et 29 St-Hubert, 224-27 paroisse St-Antoine de Longueuil; à distraire de ces lots la partie vendue pour l'élargissement de la Montée St-Hubert.

157-28 and 29, St-Hubert, 224-27, parish of St-Antoine de Longueuil; to be withdrawn from these lots is the part sold for the widening of Montée St-Hubert.

79026	René Lemieux, 3935 Montée St-Hubert, St-Hubert	

157-39 et 40 St-Hubert 224-37 et 38 paroisse St-Antoine de Longueuil.

157-39 and 40, St-Hubert, 224-37 and 38, parish of St-Antoine de Longueuil.

79032	Roméo Beauchesne, 5150 Montée St-Hubert, St-Hubert	

157-45 St-Hubert 224-43 paroisse St-Antoine de Longueuil.

157-45, St-Hubert, 224-43, parish of St-Antoine de Longueuil.

79055	Jack Sheiner, Albert Sheiner, et Samuel Sheiner, faisant affaire ensemble sous le nom de Home Mortgage & Acceptance Co. Reg'd, au rôle: Home Mortgage & Acceptance Corp., 400 rue St-Jacques O. Montréal	157-67.
79092	Paul Lachapelle, au rôle: Economic Realty Ltd, P. Larochelle, 5465 Montée St-Hubert, St-Hubert	158-10 et 11.
79104	Jean-Guy Brunet, 5345 Ave. Glenn ,St-Hubert	158-33 & 34.
79144	Dame Athenais Auclair, vve Charles Émile Roland Vegiard, au rôle: A. Auclair Végiard, P. Bourque, 5360 Domville, Croydon, St-Hubert	

158-96 et la moitié du lot 158-95, mesurant cette dite moitié 15 pieds de largeur sur une profondeur de 81 pieds, bornée en front par la rue Domville, en arrière par d'autres subdivisions du lot 158, d'un côté par le lot 158-96 et de l'autre côté par le résidu dudit lot 158-95.

158-96 and the half of lot 158-95, measuring, this said half, 15 feet in width by a depth of 81 feet, bounded in front by Domville St., in the rear by other subdivisions of lot 158, on one side by lot 158-96, and on the other side by the remainder of said lot 158-95.

79177	Wilfrid Baillargeon, 6750 Côte Noire, St-Hubert	158-148 à 150.
79181	Donald Martin, 5370 Légion, St-Jubert	158-155, 156.
79191	Wilhelm Marton, au rôle: M. W. Morton, 5375 Randall Ave., Montréal	158-169, 170.
79207	Dame Thérèse MacDougall, épouse de Robert George Woods, au rôle: Mrs T. M. Woods, 5455 Légion, St-Hubert	158-188.
79230	Euclide Giroux, 5295 Montée St-Hubert, St-Hubert	158-218 à 220.
79266	Albert Sheiner, Jack Sheiner et Samuel Sheiner, faisant affaire ensemble sous le nom de Home Mortgage & Acceptance Co. Reg'd, au rôle: Home Mortgage & Acc. Co., 400 rue St-Jacques O., Montréal	158-279 à 271.
79287	Dame Marie-Reine Mathieu, épouse de Roger Brunelle, au rôle: Mme M. Reine Mathieu, 5180 Domville, St-Hubert	

158-303 et partie du lot 158-302 mesurant cette dite partie 27 pieds de largeur par une profondeur moyenne d'environ 94 pieds, bornée en front vers le nord-est par une rue, en arrière vers le sud-ouest par partie du lot 158-304, d'un côté vers le nord-ouest par le résidu dudit lot 158-302 et de l'autre côté vers le sud-est par le lot 158-303.

158-303 and part of lot 158-302, this said part measuring 27 feet in width by an average depth of approximately 94 feet, bounded in front, on the northeast, by a street, in the rear, on the southwest, by part of lot 158-304, on one side, on the northwest, by the remainder of said lot 158-302, and on the other side, on the southeast, by lot 158-303.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
79387	Frand BogDanov, au rôle: Frank Bogdanov, 5345 Boul. Payer, St-Hubert	158-452 à 454.
79411	L'Abbé Maurice St-Cyr, au rôle: A. M. St-Cyr, R. Cinq-Mars, 2525 rue St-Georges, Ville Jacques-Cartier, Abbé M. St-Cyr, Immeubles Caster Enr. 8543 P. Verdelle, Ville d'Anjou	158-479, 480.
79444	Marcel Valentine, 5030 Domville, St-Hubert	158-518, 519.
79476	Marcel Valentine, au rôle: Samuel Stables, 5015 Domville, St-Hubert, Marcel Valentine, 5030 Domville, St-Hubert	158-563 à 565.
79484	Dame Muriel Marjorie, Mackay, vve George Maitland, au rôle: Muriel Maitland, 5010 rue Légion, St-Hubert	158-575 à 577.
79490	Paul Auguste Evrard, au rôle: Paul Auguste Evrard, 5050 Légion, St-Hubert	158-584.
79492	Conrad Dubé, 1675 Crevier, App. 5, V. St-Lambert	158-588, 589.
79502	Denis Fournier, au rôle: M. Denis Forunier, 2188 Nicolet, Montréal	158-604, 605.
79525	Edmond Levesque, 4925 Montée St-Hubert, St-Hubert	158-640, 641.
79555	Georges Efremidis, au rôle: Stanley Thomas Speers, 5350 Boul. Payer, St-Hubert, M. Georges Efremidis, 128 Fairmount Ouest, Montréal	158-690, 691
79572	Walter Joseph Briggs, Dame Rosina Briggs, épouse de Douglas Grinble et Dame Annie Jane Briggs, épouse de John Albert Trudeau, au rôle: Walter Joseph Briggs & Als., 4725 rue Forester, St-Hubert	158-716 & 717.
79667	Jean Georges Galy, au rôle: Sydney Paul Lemere, 141 Perodeau, Ville Jacques-Cartier, Jean Georges Galy, 4420 Forester, St-Hubert	158-880 & 881.
79676	Economic Realty Limited, au rôle: Economic Realty Ltd., N. Ricard, 4650 Forester, St-Hubert	158-897, 898.
79686	Aurèle Larouche, 4545 Forester, St-Hubert, au rôle: Aurèle Larouche	

158-913, et la moitié sud-ouest 158-914, mesurant cette dite moitié 15 pieds de largeur sur une profondeur de 81 pieds, bornée au nord-ouest par la rue Forester, au sud-est par le lot 158-948, au sud-ouest par le lot 158-913 et au nord-est par le résidu dudit lot 158-914.

158-913, and the southwest half of 158-914, this said half measuring 15 feet in width by a depth of 81 feet, bounded on the northwest by Forester St., on the southeast by lot 158-948, on the southwest by lot 158-913 and on the northeast by the remainder of said lot 158-914.

79745	Harry Ponting, 4500 Légion, St-Hubert	158-1004 et 1005.
79758	Dame Ida Flood, vve Henry Johnson, Edwin Johnson, William Johnson, David Johnson, Ida Johnson et Harry Johnson, au rôle: Vve I. Flood Johnson, 4585 Légion, St-Hubert	158-1028, 1029.
79813	William Edward McLean, au rôle: William E. McLean, 4195 Forester, St-Hubert	158-1121 & 1122.
79825	Gérard Carmel, 5375 Boul. Maricourt, St-Hubert	

158-1145 à 1147; à distraire desdits lots la partie expropriée par la Ville de St-Hubert aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 259656.

158-1145 to 1147; to be withdrawn from the said lots is the part expropriated by the town of St-Hubert according to the terms of a deed registered in the registry office of the county of Chambly under number 259656.

79852	Rosario Rondeau, 4095 Domville, St-Hubert	158-1195, 1196.
79898	George S. Derby, au rôle: Georges Derby, 4025 Légion, St-Hubert	158-1269, 1270.
79987	City Loan & Finance, Corporation, au rôle: M. William Paterson, 5070 Baillargeon, St-Hubert, City Loan & Finance Corp., 1255 Phillips Square, Suite 306, Montréal	159-96 & 97.
80001	Gérald Johnson, 5200 Baillargeon, St-Hubert	159-117-2, 118, 119.
80019	Derrik Weatherston, 5350 Baillargeon, St-Hubert	159-146 à 148.
80041	William B. Keating, au rôle: William Keating, 4775 Baillargeon, St-Hubert	

159-182, et la moitié nord-est du lot 159-183, mesurant cette dite moitié 20 pieds de largeur sur une profondeur de 91.7 pieds dans sa ligne nord-est et 93.83 pieds dans sa ligne sud-ouest, bornée au nord-est par le lot 159-182, au sud-ouest par le résidu dudit lot 159-183, au sud-est par le lot 160 ou ses subdivisions, et au nord-ouest par la rue Baillargeon.

159-182 and the northeast half of lot 159-183, this said half measuring 20 feet in width by a depth of 91.7 feet on its northeast line and 93.83 feet on its southwest line, bounded on the northeast by lot 159-182, on the southwest by the remainder of said lot 159-183, on the southeast by lot 160 or its subdivisions, and on the northwest by Baillargeon St.

80077	Roger Tiernan, au rôle: Roger Tierman, 5470 Ave Irving, St-Hubert	159-242 à 244.
80105	Viola Nolan, au rôle: Violan Nolan, 5290 Ste-Lucie, St-Hubert	159-288, 289.
80127	Ernest Leclaire, au rôle: Ernest Lecaire, 5305 Ste-Lucie, St-Hubert.	159-326 à 328.
80174	Joseph Emery Roy, 5375 Ste-Lucie, St-Hubert	

Un emplacement mesurant 50 pieds de largeur sur une profondeur de 162 pieds dans une ligne et de 168 pieds dans l'autre ligne, composé: *a*) d'une partie du lot 159-406, laquelle est bornée en front par la rue Ste-Lucie, en arrière par d'autres lots de subdivision, d'un côté par le lot 159-405 et de l'autre côté par le résidu dudit lot 159-405; *b*) du lot 159-405; *c*) d'une partie du lot 159-404, laquelle est bornée en front par la rue Ste-Lucie, en arrière par d'autres lots de subdivision, d'un côté par le lot 159-405 et de l'autre côté par le résidu dudit lot 159-404.

An emplacement measuring 50 feet in width by a depth of 162 feet on one line and 168 feet on the other line, composed of (*a*) a part of lot 159-406, which is bounded in front by Ste-Lucie St., in the rear by other subdivision lots, on one side by lot 159-405 and on the other side by the remainder of said lot 159-405; (*b*) lot 159-405; (*c*) a part of lot 159-404, which is bounded in front by Ste-Lucie St., in the rear by other subdivision lots, on one side by lot 159-404 and on the other side by the remainder of said lot 159-404.

80187	Dame Marie-Desmarais, épouse de Aimé Dallaire, au rôle: Dame Marie D. D'Allaire, 5480 Côte Noire, St-Hubert	

159-427 et la moitié nord-ouest du lot 159-428, mesurant cette dite moitié 15 pieds de largeur sur une profondeur de 100 pieds dans une ligne, et de 102 pieds dans l'autre ligne, bornée en front au sud-ouest par le Chemin de la Côte Noire, d'un côté au sud-est par le résidu dudit lot 159-428, en arrière au nord-est par partie du lot 159-428 et de l'autre côté au nord-ouest par le lot 159-427.

159-427 and the northwest half of lot 159-428, this said half measuring 15 feet in width by a depth of 100 feet on one line and 102 feet on the other line, bounded in front, on the southwest, by Côte Noire Road, on one side, on the southwest, by the remainder of said lot 159-428, in the rear, on the northeast, by part of lot 159-428, and on the other saide, on the northwest, by lot 159-427.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
80189 80204	Wilfrid Viviers, 5495 Côte Noire, St-Hubert Jack Sheiner, Albert Sheiner et Samuel Sheiner, faisant affaire ensemble sous le nom de Home Mortgage & Acceptance Co. Reg'd au rôle: Home Mortgage & Acc. Co. Reg'd, 400 St-Jacques Ouest, Montréal	159-430 à 432.

160-16 et 17; à distraire dudit lot 160-16 la partie vendue aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 214899.

160-16 and 17; to be withdrawn from said lot 160-16 is the part sold according to the terms of a deed registered in the registry office of the county of Chambly under number 214899.

80205	Thomas Fisher, 4140 Redmond, St-Hubert	160-18 et 19.
80231	Charles Newsan, Dame Jean Audrey Jones, vve Thomas Fordyce, au rôle: R. Brassard & B. Newsan, 4255 Domville, St-Hubert, 4600 Redmond, St-Hubert	160-65, 160-66.
80232	Serge Brais, 5500 Ave. Normand, St-Hubert	160-67, 68.
80320	Jean-Paul Gravel, 4235 Redmond, St-Hubert	160-229, 230.
80337	La Plomberie Sicotte Ltée, au rôle: Antoine Sicotte, D. Landry, 4565 Redmond, St-Hubert	

160-258 et la moitié sud-ouest du lot 160-257; cette dite moitié mesurant 15 pieds de largeur sur une profondeur de 100 pieds, bornée en front par la rue Redmont, d'un côté par le lot 160-258, en arrière par la limite sud-est dudit lot 160-257 et de l'autre côté par le résidu dudit lot 160-257.

160-258 and the southwest half of lot 160-257; this said half measures 15 feet in width by a depth of 100 feet, and is bounded in front by Redmond St., on one side by lot 160-258, in the rear by the southeast boundary of said lot 160-257, and on the other side by the remainder of said lot 160-257.

80372	Thomas Mullins, 5095 rue Redmond, St-Hubert	160-292, 293.
80380	Gilbert Dulude, 5175 Redmond, St-Hubert	160-305 & 306.
80387	Harold Albert Tabb, au rôle: Harol Albert Tabb, 5255 Redmond, St-Hubert	160-313.
80390	William Owen 5285 Redmond, St-Hubert	160-316.
80393	André Kiss, 5315 Redmond, St-Hubert	160-319.
80402	Armand Rochon, 5375 Redmond, St-Hubert	160-328.
80412	William McIntosh, 5485 Redmond, St-Hubert	160-338.
80446	Paul-Émile Ouellet, 5525 Ave. Irving, St-Hubert	160-365.
80449	Yves Martin, 5190 Aurèle, St-Hubert	160-367.
80456	Ernest Bradley, 5260 Aurèle, St-Hubert	160-374.
80475	Marc Martinet, 5782 de Lorimier, Montréal, 9385, 7e Avenue, St-François, Laval, Qué.	160-393.
80479	Malcolm Austin, 5295 Aurèle, St-Hubert	160-397.
80499	Kurt Krause, au rôle: M. George Henri Borssard, 2205 Lapinière Brossard, M. Kurt Krause, 4540 Ave. Gérard, St-Hubert	160-417.
80665	Geo.-Henri Brossard, au rôle: Georges Henri Brossard, 2205 Lapinière, Ville de Brossard. 2205 Lapinière, ville de Brossard	161-4.
80667	Harold Booth, 4050 Orchard, St-Hubert	161-6.
80669	Victor Flood, 4080 Orchard, St-Hubert	161-8.
80704	Stanley Zebel, 4255 Orchard, St-Hubert, 405 Eleonor, Montréal	161-43 et 162-159.
80707	Michael Burton, 4025 Nadeau, St-Hubert	161-46.
80718	Town Mortgage Corporation, au rôle: Town Mortgage Corp., 1199 Bleury, Montréal	161-57.
80735	Ronald Murray, 4535 Orchard, St-Hubert	161-74 et 162-174.
80739	Thomas Harling, 4605 Orchard, St-Hubert	161-78 et 162-178.
80748	Lawrence Fallon, 4830 Orchard, St-Hubert	161-87.
80753	Fernand Gosselin, 4900 Orchard, St-Hubert	161-92.
80762	William Harper, 4755 Orchard, St-Hubert	161-101 et 162-184.
80770	Alfred Braithwaite, aufôle: David J. Gleeson, 838 Riverview, Verdun, 1403 Rolland, Verdun	161-110 et 162-193.
80771	Alfred Harold Braithwaite, 4915 Orchard, St-Hubert	161-111 et 162-194.
80804	Roland Pépin, 5065 Orchard, St-Hubert	161-144 et 162-209.
80808	Martin Hollaham, 5154 Orchard, St-Hubert	161-148 et 162-213.
80849	Imre Polgar, au rôle: Inre Polgar, 5585 Ave. Glenn, St-Hubert	161-189.
80858	New Croydon Development Limited, au rôle: New Croydon Dev. Ltd., 2410 Préfontaine, Jacques-Cartier	161-189.
80860	Dame Marie-Rose Jeanne Fortier, vve Grégoire Jolicoeur, au rôle: Dame Vve M. Rose Jolicoeur, 5450 Orchard, St-Hubert	161-200.
80871	Jean Paquet et Rose Alma Landry, son épouse, au rôle: Jean Paquet et Rose Landry, 5385 Orchard, St-Hubert, 159 Craig Ouest, Montréal	161-211 et 162-244.
80884	Paul-Émile Chartrand, au rôle: M. Paul Chartrand, 5645 Maricourt, St-Hubert	

162-3; à distraire la partie vendue à la Ville de St-Hubert aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 289473.

162-3; to be withdrawn is the part sold to the town of St-Hubert according to the terms of a deed registered in the registry office of the county of Chambly under number 289473.

80894	Jack Sheiner, Albert Sheiner, Samuel Sheiner, faisant affaires ensemble sous le nom de Home Mortgage & Acceptance Co. Reg'd, au rôle: Home Mortgage & Acc. Co., 400 St-Jacques Ouest, Montréal	162-13.
80910	Ellenby Investments Ltd., au rôle: Ellenby Inv. Ltd., 159 ouest Craig, Montréal	162-29.
81016	Dame Fleurette Bernard, épouse de Edgar Lemelin, au rôle: Fleurette Bernard, 5840 rue Décarie, Montréal	162-131.
81020	Claude Blouin, 4230 Nadeau, St-Hubert, 8445 Alexis, St-Hubert	162-135.
81021	Eugène Beriault, 4240 Nadeau, St-Hubert	162-136.
81284	Léo Proulx, au rôle: Olympic Gardens Ltd., 6272 Beacon Road, Montréal	162-280.
81304	Léonard Ouellet, au rôle: M. L. Ouellet, 5670 Elie, St-Hubert	162-300.
81331	René Gravel, au rôle: M. Marcel Morin, 5720 Brown, St-Hubert	162-323.
82245	Roland Oscar Fournier, 5800 Côte Noire, St-Hubert	

Une partie du lot 164 mesurant 220 pieds de largeur sur une profondeur de 225 pieds, bornée en front par le Chemin de la Grande Ligne et de tous les autres côtés par d'autres parties dudit lot 164; la ligne de division nord-ouest de cet emplacement se trouve à une distance de 176 pieds de la ligne de division sud-est du lot 163;

A part of lot 164 measuring 220 feet in width by a depth of 225 feet, bounded in front by Grande Ligne Road, and on all the other sides by other parts of said lot 164; the northwest dividing line of this emplacement is situated at a distance of 176 feet from the south-east dividing line of lot 163.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immoveable
83354	Edgar Leroux, 5320 D'Irlande, St-Hubert	166-4.
83376	Roland Sanschagrin, 5585 Ave. Normand, St-Hubert	166-14.
86375	John Sperdekos et Dame Politime alias Polly Papadokos, veuve Athanasios K. Sperdokos, Constantinos Papadakos, C. Peter Sperdakos et Constantinos K. Sperdakos, es-qualités, au rôle: John Sperdakos, 4528 Royal Avenue, Montréal	169-194.
87329	Jean-Claude Deslauriers, au rôle: J. C. Deslauriers, 3751 Boul. Taschereau, Ville Laflèche	171-167 à 170.
87444	Dame Jessie Messer, vve William E. H. Howarth, au rôle: Dame Vve J. Hawarth, 5030 Quevillon, St-Hubert	171-394, 395.
87482	The Trustees of East Greenfield United Church, au rôle: E. Greenfield United Church, J. Cleghorn, 4240 Quevillon, St-Hubert	171-468, 469.
87516	East Greenfield United Church, en rôle: E Greenfield Church J. Cleghorn, 4240 Quevillon, St-Hubert	171-533, 534.
87532	Gilles Lafrance, au rôle: Gille Lafrance, R.R. No 2, Ste-Chrustune, Co. Bagot, Qué.	171-562 à 564.
87543	Charles Dockrill, 4385 Quevillon, St-Hubert	171-583 à 585.
87545	Peter Wallis, 4365 Quevillon, St-Hubert	171-587 et 578.
87584	Assistance Loan & Finance Corp., au rôle: Assist. Loan and Fin. Corp., 407 McGill, Montréal	171-662 à 665.
87643	Roger Savage, au rôle: Dame Vve H. Connor Legault, 170 Lakeshore Road, Pointe Claire, Roger Savage, 4325 Boul. Wesley, St-Hubert	171-778, 779.
87660	Dame Jean Keelty, épouse de Yves Baillargeon, au rôle: Yves Baillargeon, 775 Closse, St-Lambert	171-809, 810.
87907	Malcolm F. Spriggs, 4320 Cornwall, St-Hubert	171-1301 & 1302.
87929	William Ferguson, au rôle: William Furguson, 4540 Cornwall, St-Hubert	171-1345 à 1347.
87941	Howard Joseph Willett, au rôle: Howard J. Willett, 4390 Boul. Wesley, St-Hubert	171-1367, 1368.
87944	Henry Beauregard, 4320 Boul. Wesley, St-Hubert	171-1373 à 1375.
87946	Giuseppe Pelle, 3508 De Bullion, Montréal	171-1378 à 1381.
87950	Rudolph Wolfe, au rôle: Rodolph Wolfe, 4250 Boul. Wesley, St-Hubert	171-1386 à 1388.
87981	Robert Geddes, au rôle: Robert Ceddes, 4055 Cornwall, St-Hubert	171-1442 à 1444.
87986	George Gordon, 320 Lafayette, Longueuil, 4115 Cornwall, St-Hubert	171-1455, 1456.
87994	Isaac Clarke, au rôle: Isaac Clark, 4195 Cornwall, St-Hubert	171-1470 à 1472.
88012	Robert Bruce Wallace, au rôle: Robert Beauce Wallace, 5455 Orchard, St-Hubert, 4310 Cornwall, St-Hubert	171-1510 et 1511.
88029	Allan E. Gaskell, 4225 Nantel, St-Hubert	171-1542 à 1545.
88297	Ronald Sellen, au rôle: M. Wilfrid Baillargeon, 6750 Côte Noire, St-Hubert, Ronald Sellen, 4420 Kensington, St-Hubert	172-258.
88519	Dame Blanche Leclerc, épouse de Russell Purcell, au rôle: Blanche Purcell, 5040 Nantel, St-Hubert	173-175 à 177.
88799	Samuel Davidson 3742 Evelyn, Verdun 19, Qué.	

Un emplacement mesurant 75 pieds de largeur sur 180 pieds de profondeur, composé des lots 173-419 et 457 et de la moitié nord-est des lots 173-418 et 458, borné cet emplacement en front par une rue (173-489), au sud-est par le lot 173-647, au nord-est par les lots 173-420 et 456 et au sud-ouest par le résidu des lots 173-418 et 458.

An emplacement measuring 75 feet in width by 180 feet in depth, composed of lots 173-419 and 457 and the northeast half of lots 173-418 and 458, bounded in front by a street (173-489), on the southeast by lot 173-647, on the northeast by lots 173-420, and 456, and on the southwest by the remainder of lots 173-418 and 458.

92805	Simone Moquin, Marie-Reine Moquin, Marcel Moquin, Florian Moquin, Dame Rachel Moquin, épouse de Wilfrid Préseault, Dame Laurence Moquin, épouse de René Nublat, et Dame Alice Côté, vve Yvon Moquin, au rôle: Florian Moquin & Al, 152, rue Guilbault, Longueuil

Une partie de la partie sud-est du lot 177, bornée en front vers le sud-ouest partie par le Chemin de la Grande Ligne et partie par l'emplacement de Simone et Marie-Reine Moquin, d'un côté vers le nord-ouest par le résidu dudit lot 177, en arrière vers le nord-est partie par une rue logeant le chemin de fer et partie par le morceau de terre triangulaire exproprié par l'Hydro-Québec, et de l'autre côté vers le sud-est partie par le susdit emplacement de Simone et Marie-Reine Moquin, partie par le lot 178 et partie par le susdit morceau de l'Hydro-Québec; à distraire cependant la partie vendue à l'Hydro-Québec aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 215198 et la partie expropriée par le Ministère de la Voirie de la Province de Québec aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 273854.

A part of the southeast part of lot 177, bounded in front, on the southwest, partly by Grande Ligne Road and partly by the emplacement belonging to Simone and Marie-Reine Moquin, on one side, on the northwest, by the remainder of said lot 177, in the rear, on the northeast, partly by a street lying along the railroad and partly by the triangular piece of land expropriated by Hydro-Quebec, and on the other side, on the southeast, partly by the aforementioned emplacement belonging to Simone and Marie-Reine Moquin, partly by lot 178, and partly the aforementioned piece belonging to Hydro-Quebec: to be withdrawn, however, is the part sold to Hydro-Quebec according to the terms of a deed registered in the registry office of the county of Chambly under number 215198, and the part expropriated by the Department of Roads of the Province of Quebec according to the terms of a deed registered in the registry office of the county of Chambly under number 273854.

97409	Faizullah Amiroff, 150 West 30th Street, New York 1, U.S.A.

183; à distraire cependant cette partie dudit lot mesurant 192 pieds de largeur par 480 pieds de profondeur appartenant à Joseph Brosseau ou représentants

183; to be withdrawn, however, is the part of the said lot measuring 192 feet in width by 480 feet in depth, belonging to Joseph Brosseau or representatives, and

et aussi à distraire la partie expropriée par le Ministère de la Voirie de la Province de Québec aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 288235.

also to be withdrawn is the part expropriated by the Department of Roads of the Province of Quebec according to the terms of a deed registered in the registry office of the county of Chambly under number 288235.

Deuxième partie
Second part

Immeubles non-sujets au droit de retrait
Immovables not subject to right of withdrawal

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
9949	Dame Magda Soliom, épouse de Kenneth Dandridge, au rôle: Dame Magda S. Dandridge, 5215 Chemin Côte Ste-Catherine, App. 3, Montréal	5-49.
9950	Dame Magda Soliom, épouse de Kenneth Dandridge, au rôle: Dame Magda S. Dandridge, 5215 Chemin Côte Ste-Catherine, App. 3, Montréal	5-50.
10066	Spiros Avgerilos, 5200 Park Avenue, Montréal	5-153.
10067	Elias Mitros, 5200 Park Avenue, Montréal	5-154.
12350	Plaza Realty Inc., au rôle: Plaza Realty Inc. et H. Schnidtler, 7 Digby Crescent, Sault-Ste-Marie	8-54.
12366	Hansgeorg Schmidtler, 7 Digby Crescent, Sault-Ste-Marie	8-86 à 88.
12368	Hansgeorg Schmidtler, 7 Digby Crescent, Sault Ste-Marie	9-92 à 94.
15715	Alphonse Desrochers, au rôle: A. Desrochers, 4185 Chemin Chambly, St-Hubert	23-618.
15726	Bertha Guertin, 4000 Chemin Chambly Est, St-Hubert	23-639 et 640.
15727	Bertha Guertin, 4000 Chemin Chambly Est, St-Hubert	23-641, 642.
15728	Bertha Guertin, 4000 Chemin Chambly Est, St-Hubert	23-643 à 645.
15739	Bertha Guertin, 4000 Chemin Chambly, St-Hubert	23-667, 668.
15743	Jean-Paul Lewis, 4250 Legault, St-Hubert	23-675, 676.
15745	Jean-Paul Lewis, 4250 Legault, St-Hubert	23-679, 680.
15746	Jean-Paul Lewis, 4250 Legault, St-Hubert	23-681, 682.
15747	Jean-Paul Lewis, 4250 Legault, St-Hubert	23-683, 684.
15748	Jean-Paul Lewis, 4250 Legault, St-Hubert	23-685, 686.
15761	Jean-Paul Lewis, 4250 Legault, St-Hubert	23-710, 711.
15765	Jean-Paul Lewis, 4250 Legault, St-Hubert	23-718, 719.
15767	Jean-Paul Lewis, 4250 Legault, St-Hubert	23-722, 723.
15768	Jean-Paul Lewis, 4250 Legault, St-Hubert	23-724, 725.
15844	Bertha Guertin, 4610 Chemin Chambly, St-Hubert	23-861.
15861	Bertha Guertin, 4610 Chemin Chambly, St-Hubert	

23-892 et une partie du lot 893 mesurant cette dite partie 10 pieds de largeur sur une profondeur de 110 pieds, bornée en front par le Chemin de Chambly, en arrière au nord-ouest par le lot 23-868, d'un côté au nord-est par le lot 23-892 et de l'autre côté au sud-ouest par partie du lot 23-893.

23-892 and a part of lot 893 measuring, this said part, 10 feet in width by a depth of 110 feet, bounded in front by Chambly Road, in the rear on the northwest by lot 23-868, on one side, on the northeast, by lot 23-892 and on the other side, on the southwest, by part of lot 23-893.

15863	Eudolph Sekeres, au rôle: R. Sekeres, 7411 Birman, Montréal	23-895.
15865	Bertha Guertin, 4000 Chemin Chambly, St-Hubert	23-899 & 900.
15995	Roger Féttu et Yves Robail, 5200 Dombille, St-Hubert, 3335 Park St-Hubert	35-55-1.
16063	Théodore Tremblay, 109 Boul. St-Joseph Ouest, Montréal	35-134.
16064	Théodore Tremblay, 109 Boul. St-Joseph Ouest, Montréal	35-135.
20306	Martin & Fils Inc., au rôle: Rosario Martin, 1895 Legardeur, St-Hubert	47-5.
20307	Martin & Fils Inc., au rôle: Rosario Martin, 1895 Legardeur, St-Hubert	

Une partie du lot 47-6 de figure irrégulière mesurant 22.5 pieds dans sa ligne nord-est, 50.2 pieds dans sa ligne sud-est le long d'une partie du lot 47, et 124.74 pieds le long du lot 47-5, 11 pieds dans sa ligne sud-ouest le long du lot 47-5, et 177 pieds dans sa ligne nord-ouest, bornée au nord-est par le résidu dudit lot 47-6 au sud-est par partie du lot 47 et par le lot 47-5, au sud-ouest par partie du lot 47-5 et par le Chemin Chambly, au nord-ouest par le lot 46-2.

A part of lot 47-6 of irregular shape, measuring 22.5 feet on its northeast line, 50.2 feet on its southeast line along a part of lot 47, and 124.74 feet along lot 47-5, 11 feet on its southwest line along lot 47-5, and 177 feet on its northwest line, bounded on the northeast by the remainder of said lot 47-6, on the southeast by part of lot 47 and by lot 47-5, on the southwest by part of lot 47-5 and by Chambly Road, on the northwest by lot 46-2.

20308	Martin & Fils Inc., au rôle: Rosario Martin, 1895 Legardeur, St-Hubert	47-7.
20356	Dame Anne Bodnoff, épouse Isidore Hercy, au rôle: Anne Hercy, 760 rue Alexis Nikon, Cité St-Laurent	48-71.
20360	Dame Anne Bodnoff, épouse Isidore Hercy, au rôle: Anne Hercy, 760 rue Alexis Nikon, Cité St-Laurent	48-73.
20368	Charlotte Reinhardt, 5245 Côte St-Luc, App. 31, Montréal	48-77.
20411	Alfred Foley, au rôle: Alfred Faley, 1964 rue Goyer, Chomedy	48-97.
20435	Alexander Szabadi, 880, Poirier, Ville St-Laurent, 410 St-Pierre, Montréal	48-110.
20437	Alexander Szabadi, 880, Poirier, Ville St-Laurent, 410 St-Pierre, Montréal	48-111.
20439	Miklos Gross, au rôle: Milkos Gross, 4300 De Bullion, Montréal	48-112.
20441	Miklos Gross, au rôle: Milkos Gross, 4300 De Bullion, Montréal	48-113.
20516	Athanasios Gouskos et Dame Theodocia Patrinu, son épouse, au rôle: A. U. Gouskos, 3700 De Bullion, Montréal	49-3.
20545	Onnig Assadourian, au rôle: Onning Assadourian, 5821 Hutchison Montréal	49-23.
20717	Demosthenes Othitis, Post Office Box 1167, The Pas, Manitoba	49-108.
20746	Erich Meisel, au rôle: Erick Meisel, 1464 Union Ave. Montréal	49-126.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
20963	Faven Aycan, au rôle: Taren Aycan, 7189, 7e Avenue, Ville-St-Michel	48-13 et 49-226.
30015	Dame Emma Bazso, épouse de Tibor Fekete, au rôle: Emma Fekete, 4100 Ave. Dupuis, Montréal	48-39 et 49-252.
30060	Christian Weisse	50-14.
30062	Christian Weisse	50-15.
30076	Léo Hadorn, 1453 Metcalfe App. 6, Montréal	50-22.
30088	Isidore Hercy, 1549 Van Horne, Montréal	50-28.
30158	Isidore Hercy, 1459 Van Horne, Montréal, Outremont	50-58.
30160	Isidore Hercy, 1549 Van Horne, Montréal, Outremont	50-59.
30162	Isidore Hercy, 1549 Van Horne, Montréal, Outremont	50-60.
30163	Isidore Hercy, 1549 Van Horne, Montréal, Outremont	

La partie nord-est du lot 50-61 mesurant 50 pieds de largeur sur une profondeur de 119 pieds, bornée en front au sud-est par une rue proposée, en arrière au nord-ouest par le lot 49 ou ses subdivisions, d'un côté au nord-est par le lot 50-60 et de l'autre côté au sud-ouest par le résidu dudit lot 50-61.

The northeast part of lot 50-61 measuring 50 feet in width by a depth of 119 feet, bounded in front on the southeast by a proposed street, in the back on the northwest by lot 49 or its subdivisions, on one side on the northeast by lot 50-60 and on the other side on the southwest by the remainder of said lot 50-61.

30231	Dame Rose Pache, vve M. Jacob, au rôle: Vve Rose Jacob et Valver Invest. Inc., 5385 Chemin Chambly, St-Hubert	53-5.
30239	Hans Seiler, au rôle: Hans Seilen, André Keusch, 440 Vimy Place Ville Brossard	53-13.
30246	René Raymond, 2055 St-Mark, Montréal, 5041 St-Denis, Montréal	53-20.
30304	Paul Hess Stamppebachstr 544, 4663 Asburg, Suisse	53-76.
30308	Richard Holden, 3125 Ave. Maplewood, Montréal	53-80.
30312	Alfred Frankel, 387 Ellis, Hôtel Mentone App., 507, San Francisco, Cal., U.S.A.	53-84.
30416	Richard Holden, 3125 Maplewood, Montréal	53-174.
30432	Richard Holden, 3125 Maplewood, Montréal	53-190.
30437	Richard Holden, 3125 Maplewood, Montréal	53-195.
30451	Richard Holden, 3125 Maplewood, Montréal	53-208.
30452	Richard Holden, 3125 Maplewood, Montréal	53-209.
30453	Richard Holden, 3125 Maplewood, Montréal	53-210.
30454	Dame Angelina Abajo Maeso, épouse divorcée de Roland Rickenbach, alias Richenbach, au rôle: R. Rickenback, a/s Valver Investment 5385 Chemin Chambly, St-Hubert	53-211.
30455	Dame Angelina Abajo Maeso, épouse divorcée de Roland Rickenbach, alias Richenbach, au rôle: R. Rickenback, a/s Valver Investment, 5385 Chemin Chambly, St-Hubert	53-212.
30458	Richard Holden, 3125 Ave. Maplewood, Montréal	53-215.
30459	Richard Holden, 3125 Ave. Maplewood, Montréal	53-216.
30460	Richard Holden, 3125 Ave. Maplewood, Montréal	53-217.
30461	Richard Holden, 3125 Ave. Maplewood, Montréal	53-218.
30463	Richard Holden, 3125 Ave. Maplewood, Montréal	53-220
30464	Richard Holden, 3125 Ave. Maplewood, Montréal	53-221.
30467	Richard Holden, 3125 Ave. Maplewood, Montréal	53-223.
30468	Richard Holden, 3125 Ave. Maplewood, Montréal	53-224.
31207	George Rickli faisant affaire sous le nom de Valver Investment Co., au rôle: Valver Invest. Co. 2110 Kennedy, St-Hubert	56-33.
31215	George Rickli faisant affaire sous le nom de Valver Investment Co., au rôle: Valver Invest. Co., 2110 Kennedy, St-Hubert	56-40.
31216	George Rickli faisant affaire sous le nom de Valver Investment Co., au rôle: Valver Invest. Co., 2110 Kennedy, St-Hubert	56-41.
31221	George Rickli faisant affaire sous le nom de Valver Investment Co., au rôle: Valver Invest. Co., 2110 Kennedy, St-Hubert	56-45.
31230	George Rickli faisant affaire sous le nom de Valver Investment Co., au rôle: Valver Invest. Co., 2110 Kennedy, St-Hubert	56-52.
31231	George Rickli faisant affaire sous le nom de Valver Investment Co., au rôle: Valver Invest. Co., 2110 Kennedy, St-Hubert	56-53.
31246	George Rickli faisant affaire sous le nom de Valver Investment Co., au rôle: Valver Invest. Co., 2110 Kennedy, St-Hubert	Partie 56.
31249	George Rickli faisant affaire sous le nom de Valver Investment Co., au rôle: Valver Invest. Co., 2110 Kennedy, St-Hubert	56-68.
31251	George Rickli faisant affaire sous le nom de Valver Investment Co., au rôle: Valver Invest. Co., 2110 Kennedy, St-Hubert	56-69.
31252	George Rickli faisant affaire sous le nom de Valver Investment Co., au rôle: Valver Invest. Co., 2110 Kennedy, St-Hubert	56-70.
31282	George Rickli faisant affaire sous le nom de Valver Investment Co., au rôle: Valver Invest. Co., 2110 Kennedy, St-Hubert	56-95.
31283	George Rickli faisant affaire sous le nom de Valver Investment Co., au rôle: Valver Invest. Co., 2110 Kennedy, St-Hubert	56-96.
31287	George Rickli faisant affaire sous le nom de Valver Investment Co., au rôle: Valver Invest. Co., 2110 Kennedy, St-Hubert	56-100.
31288	George Rickli faisant affaire sous le nom de Valver Investment Co., au rôle: Valver Invest. Co., 2110 Kennedy, St-Hubert	56-101.
31289	George Rickli faisant affaire sous le nom de Valeur Investment Co., au rôle: Valver Invest. Co., 2110 Kennedy, St-Hubert	56-102.
31290	George Rickli faisant affaire sous le nom de Valver Investment Co., au rôle: Valver Invest. Co., 2110 Kennedy, St-Hubert	56-103.
32993	Alexander Kawencki, au rôle: A Kawencki, 4684 De Bullion, Montréal	64-24.
32994	Alexander Kawencki, au rôle: A. Kawencki, 4684 De Bullion, Montréal	64-25.
33360	Paul Stec et Dame Frances Hluchman, son épouse, au rôle: Paul Stec and F. Stec, 5961 De Bellefeuille, Ville St-Léonard	64-383.
33361	Paul Stec et Dame Frances Hluchman, son épouse, au rôle: Paul Stec and F. Stec, 5961 De Bellefeuille, Ville St-Léonard	64-384.
34290	Pierre Hubert, au rôle: Hubert Pierre, 1625 rue Sauvé App. 5, Montréal, 2590 Iberville, Montréal	66-21.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
36384	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Rd., Montréal	69-26.
36385	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-27.
36386	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-28.
36387	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-29.
36388	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-30.
36389	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-31.
36413	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-53.
36426	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-63.
36427	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-54.
36428	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-65.
36429	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-66.
36438	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-75.
36439	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-76.
46440	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-77.
36441	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-78.
36442	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-79.
36443	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-80.
36444	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-81.
36445	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	68-82.
36454	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-91.
36467	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal, Dame Helena Roy, épouse de Rosaire Gendron	69-104.
36516	Harry (Herman) Gold, au rôle: Walter Jawornicki, 825 Gohier, St-Laurent	69-152.
36548	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-166.
36549	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-167.
36550	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-168.
36551	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-169.
36552	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-170.
36553	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-171.
36554	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-172.
36555	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-173.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
36556	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-174.
36557	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-175.
36558	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-176.
36559	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-177.
36560	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-178.
36561	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	68-179.
36562	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-180.
36563	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-181.
36591	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-197.
36592	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-198.
36593	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-199.
36594	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-200.
36595	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-201.
36596	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-202.
36597	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-203.
36598	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-204.
36599	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-205.
36601	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-207.
36608	Ludwig Zabludowski, Moses Halperin, Herbert Lang, Investment Enterprises, au rôle: L. Zabludowski and Als., P. Bell C.A., 1449 St-Alexander, Montréal, 7529 Euclid Road, Montréal	69-214.
36917	Otto Zich, 2500 Benny Crescent, App. 311, Montréal	70-43.
36918	Otto Zich, 2500 Benny Crescent, App. 311, Montréal	70-44.
36919	Otto Zich, 2500 Benny Crescent, App. 311, Montréal	70-45.
36920	Otto Zich, 2500 Benny Crescent, App. 311, Montréal	70-46.
36921	Otto Zich, 2500 Benny Crescent, App. 311, Montréal	70-47.
37020	Charles Dahinden, Pelikanste 5, Lucerne, Switzerland, 79 Alte Landstr Thalwill, Switzerland	70-140.
37021	Charles Dahinden, Pelikanste 5, Lucerne, Switzerland, 79 Alte Landstr, Thalwill, Switzerland	70-141.
37077	Dame Laurette Pelland, vve Donat Dubreuil, au rôle: Vve L. Pelland DuBreuil, 1687 Provost, Lachine	70-196.
37078	Dame Laurette Pelland, vve Donat Dubreuil, au rôle: Vve L. Pelland DuBreuil, 1687 Provost, Lachine	70-197.
37095	Julius Baruz, au rôle: Julius Baruz, Mermaid Apt., 1831 James Avenue, Miami Beach 39, Flo	70-214.
37160	Hans Mamers, 1611 rue St-Antoine, Montréal	70-249.
37161	Hans Mamers, 1611 rue St-Antoine, Montréal	70-250.
37166	Bernard Fourcade, au rôle: Bernard Pourcade, 3442 St-Denis, Montréal	70-255.
37167	Bernard Fourcade, au rôle: Bernard Pourcade, 3442 St-Denis, Montréal	70-256.
37225	Abraham Weiser, 2950 Brighton, App. 6, Montréal	70-314.
37348	Rosario Pomario, 2194 rue Le Caron, Côte St-Paul	70-437.
37368	Heinz Scheumann, 6036 Park Ave., Montréal	70-457.
37416	Henri Louis Grenier, au rôle: Marian Ciupka, 4215 De Laroche, Montréal	72-34.
37417	Henri Louis Grenier, au rôle: Marian Ciupka, 4215 De Laroche, Montréal	72-35.
37444	Ernst Schmidiger, au rôle: Ernest Schmidiger, 116 Dorestrasse, 6035 Perlen, Suisse	72-62.
37557	Enid Collins, 4608 Boul. Décarie, App. 10, Montréal	72-175.
37572	Georg Deitrich, au rôle: Georges Deitrich, Hospital Str. 4, OBerursel Taunus, Germany	72-190.
37640	Melaragni, Ernest, 7460 Genes, Ville St-Léonard	72-258.
37690	Adolphe Triner, Eisenhandlung, Her Ren Schwys, Suisse	72-308.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
37691	Adolphe Triner, Eisenhandlung, Her Ren Schwyz, Suisse	72-309.
37692	Adolphe Triner, Eisenhandlung, Her Ren Schwyz, Suisse	72-310.
37811	Dame Ruth Stentzel, vve Hans Benecke, au rôle: Ruth Benecke Borman, 42 Burton St., Westmount, 699 Badmergentheim, West Germany	72-429.
37839	Roland Hinden, Av. P. P. Rubens, 2 St., Denis Westren, Belgium	72-457.
37840	Roland Hinden, Av. P. P. Rubens, 2 St., Denis Westren, Belgium	72-458.
48525	Dame Rebecca Schoales, épouse de Frank Bond Newgewirtz, au rôle: Rebecca Newgewirtz, 3400 Eglington Ave. E., App. 1402, Scarborough, Ont.	90-55.
48713	Leonard Childs, au rôle: Walter Poulter, 9860 Boul. Kimber, St-Hubert, Léonard Childs	90-106.
48715	Leonard Childs, au rôle: Walter Poulter, 9860 Boul. Kimber, St-Hubert, Léonard Childs	90-107.
50516	Koener Enterprises Inc., au rôle: Koerner Entreprises Inc., 3455 Ave. Aylmer, App. 704, Montréal	93-505 & 506.
50666	Joseph Meyer, au rôle: Oscar Lewin Oswin, 2495 Van Horne, Montréal, Joseph Meyer, 5515 Basile Patenaude, App. 412, Montréal	93-816, 817.
50667	Joseph Meyer, au rôle: Oscar Lewin Oswin, 2495 Van Horne, Montréal, Joseph Meyer, 5515 Basile Patenaude, App. 412, Montréal	93-818, 819.
50809	The Longueuil Gardens Company Limited, au rôle: Longueuil Garden Co. Ltd	93-1087 & 1088.
50810	The Longueuil Gardens Company Limited, au rôle: Longueuil Garden Co. Ltd	93-1089 & 1090.
50811	The Longueuil Gardens Company Limited, au rôle: Longueuil Garden Co. Ltd	93-1091 & 1092.
50812	The Longueuil Gardens Company Limited, au rôle: Longueuil Garden Co. Ltd	93-1093 & 1094.
50813	J. & C. Rhéaume Inc., au rôle: Longueuil Garden Co. Ltd	93-1095 & 1096.
54346	Andranik K. Kotzagian, au rôle: Andranik Kotzagian, 5914 Park Ave., Montréal	99-524 & 525.
54347	Andranik K. Kotzagian, au rôle: Andranik Kotzagian, 5914 Park Ave., Montréal	99-526 & 527.
54348	Andranik K. Kotzagian, au rôle: Andranik Kotzagian, 5914 Park Ave., Montréal	99-528 & 529.
54369	Michele Bertone, au rôle: Michele Bretone, 7320 Chambord, Montréal, 7320 Chabot, Montréal	99-571 à 573.
54377	Unico Realties Inc., 252 Est St-Zotique, Montréal	99-583.
54387	Ameublements Beaubien (1963) Limitée, au rôle: M. Angelo Trimarchi, 8261 St-Hubert, Montréal, Les Ameublements Beaubien Ltd 2380 Beaubien Est, Montréal	99-605.
54388	Ameublements Beaubien (1963) Limitée, au rôle: M. Angelo Trimarchi, 8261 St-Hubert, Montréal, Les Ameublements Beaubien Ltd 2380 Beaubien Est, Montréal	99-606 & 607.
54389	Ameublements Beaubien (1963) Limitée, au rôle: M. Angelo Trimarchi, 8261 St-Hubert, Montréal, Les Ameublements Beaubien Ltd, 2380 Beaubien Est, Montréal	99-608 & 609.
54390	Ameublements Beaubien (1963) Limitée, au rôle: M. Angelo Trimarchi, 8261 St-Hubert, Montréal, Les Ameublements Beaubien Ltd, 2380 Beaubien Est, Montréal	99-610 & 611.
54391	Ameublements Beaubien (1963) Limitée, au rôle: M. Angelo Trimarchi, 8261 St-Hubert, Montréal, Les Ameublements Beaubien Ltd, 2380 Beaubien Est, Montréal	99-612 & 613.
54392	Scalia Construction Ltd, au rôle: M. Angelo Trimarchi, 8261 St-Hubert, Montréal, Scalia Const. Ltd, 11529 Boul. Fred Muir, Montréal Nord, Que	99-614 & 615.
54393	Scalia Construction Ltd, au rôle: M. Angelo Trimarchi, 8261 St-Hubert, Montréal, Scalia Const. Ltd, 11529 Boul. Fred Muir, Montréal Nord, Que	99-616 & 617.
54395	Scalia Construction Ltd, au rôle: M. Angelo Trimarchi, 8261 St-Hubert, Montréal, Scalia Const. Ltd, 11529 Boul. Fred Muir, Montréal Nord, Que	99-619 & 620.
54396	Scalia Construction Ltd, au rôle: M. Angelo Trimarchi, 8261 St-Hubert, Montréal, Scalia Const. Ltd, 11529 Boul. Fred Muir, Montréal Nord, Que	99-621 & 622.
54403	M. Luciano Domenis, 933 Atwater, Montréal	99-633 & 634.
54406	Maurice Bourque, au rôle: M. Angelo Trimarchi, 8261 St-Hubert, Montréal, M. Maurice Bourque, 2268 Boul. Des Laurentides, Ville de Laval	99-639 & 640.
54407	Maurice Bourque, au rôle: M. Angelo Trimarchi, 8261 St-Hubert, Montréal, M. Maurice Bourque, 2268 Boul. Des Laurentides, Ville de Laval	99-641 & 642.
54408	Maurice Bourque, au rôle: M. Angelo Trimarchi, 8261 St-Hubert, Montréal, M. Maurice Bourque, 2268 Boul. Des Laurentides, Ville de Laval	99-643 & 644.
54409	Maurice Bourque, au rôle: M. Angelo Trimarchi, 8261 St-Hubert, Montréal. M. Maurice Bourque, 2268 Boul. Des Laurentides, Ville de Laval	99-645 & 646.
54443	Maurice Bourque, au rôle: M. Angelo Trimarchi, 8261 St-Hubert, Montréal, M. Maurice Bourque, 2268 Boul. Des Laurentides, Ville de Laval	99-712 & 713.
54444	Maurice Bourque, au rôle: M. Angelo Trimarchi, 8261 St-Hubert, Montréal, M. Maurice Bourque, 2268 Boul. Des Laurentides, Ville de Laval	99-714 & 715.
54454	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-737, 100-1300
54455	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-738 & 739, 100-1301 & 1302.
54456	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-740, 741, 100-1303 & 1304.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
54457	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-742, 743, 100-1305, 1306.
54458	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-744, 745, 100-1307, 1308.
54459	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-746, 747, 100-1309, 1310.
54460	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-748, 749, 100-1311, 1312.
54461	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-750, 751, 100-1313, 1314.
54462	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-752, 753, 100-1315, 1316.
54463	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-754, 755, 100-1317, 1318.
54464	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-756 & 757, 100-1319, 1320.
54465	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-758, 759, 100-1321, 1322.
54466	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-760, 761, 100-1323, 1324.
54467	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-762, 763, 100-1325, 1326.
54468	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-764, 765, 100-1327, 1328.
54469	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-766, 767, 100-1329, 1330.
54470	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-768, 769, 100-1331, 1332.
54471	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-770, 772, 100-1333, 1335.
54473	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-775, 776, 100-1338, 1339.
54477	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-784, 785.
54478	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-786, 787.
54479	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-788, 789.
54480	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-790, 791.
54481	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-792, 793.
54482	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-794, 795.
54483	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-796, 797.
54484	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-798.
54485	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-799 & 800.
54486	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-801 & 802.
54487	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-803, 804.
54488	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-805, 806.
54489	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-807, 808.
54490	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-809, 810.
54491	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-811, 812.
54492	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-813, 814.
54493	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-815, 816.
54494	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-817, 818.
54495	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-819, 820.
54496	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-821, 822.
54497	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-823, 824.
54498	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-825 à 827.
54500	Henri Joyal, town of Noyan, Missisquoi, Qué.	96-831 à 833.
54501	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-834, 835.
54502	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-836, 837.
54503	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-838 à 840.
54504	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-841, 842.
54505	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-843, 844.
54506	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-845, 846.
54507	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-847, 848.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
54508	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-849, 850.
54509	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-851, 852.
54510	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-853, 854.
54511	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-855, 856.
54512	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-857, 858.
54513	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-859, 860.
54514	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-861, 862.
54515	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-863, 864.
54516	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-865, 866.
54517	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-867, 868.
54518	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-869, 870.
54519	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-871, 872.
54520	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-873, 874.
54521	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-875, à 877.
54522	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-878 à 880.
54525	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-885, à 887.
54526	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-888, 889.
54527	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-890, 891.
54528	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-892, 893.
54529	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-894, 895.
54530	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-896, 897.
54531	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-898, 899.
54532	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-900, 901.
54533	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-902, 903.
54534	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-904, 905.
54535	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-906, 907.
54536	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-908, 909.
54537	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-910, 911.
54538	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-912, 913.
54539	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-914, 915.
54540	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-916, 917.
54541	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-918, 919.
54542	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-920, 921.
54543	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-922, 923.
54544	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-924, 925.
54545	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-926 à 928.
54546	Alphonse Dion, 475 rue Élaine Fabreville, Qué	99-929 à 931.
54549	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-936 à 938.
54550	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-939, 940.
54551	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-941, 942.
54552	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-943, 944.
54553	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-945, 946.
54554	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-947, 948.
54555	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-949, 950.
54556	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-951, 952.
54557	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-953, 954.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
54558	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-955, 956.
54559	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-957, 958.
54560	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-959, 960.
54561	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-961, 962.
54562	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-963, 964.
54563	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-965, 966.
54564	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-967, 968.
54565	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-969, 970.
54566	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-971, 972.
54567	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-973, 974.
54568	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	99-975, 976.
54569	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd., 4900 Radisson, Montréal	99-977, 978.
54707	Dieter Scheurmann, au rôle: Dieter Scheurman, 175 Sherbrooke West, Apt. 1604, Montréal	99-1255 et 1256.
54731	Christos Paraskevopoulos, au rôle: M. C. Paraskevopoulos, 4538 Wellington, Verdun	99-1294 à 1296.
54733	Miss Venetia Xerakia, 7410 De l'Épée, Outremont, 741A De l'Épée, Outremont	99-1298 à 1300.
54737	Charles-Édouard Houde, 1667 Ste-Hélène, Ville Jacques-Cartier	99-1307.
54770	Miss Venetia Xerakia, 7410 De l'Épée, Outremont, 741A De l'Épée, Outremont	99-1371, 1372.
54771	Miss Venetia Xerakia, 7410 De l'Épée, Outremont, 741A De l'Épée, Outremont	99-1373 à 1375.
54772	Miss Venetia Xerakia, 7410 De l'Épée, Outremont, 741A De l'Épée, Outremont	99-1376 à 1378.
54803	Dame Evelyn Eunice Marriott, épouse divorcée de Ripton Eugene McNab, au rôle: Evelyn Eunice Marriott, 346 Lincoln Road, Brooklyn 5, N.Y., U.S.A	99-1445, 1446.
54804	Dame Evelyn Eunice Marriott, épouse divorcée de Ripton Eugene McNab, au rôle: Evelyn Eunice Marriott, 346 Lincoln Road, Brooklyn 5, N.Y., U.S.A	99-1447, 1448.
54805	Dame Evelyn Eunice Marriott, épouse divorcée de Ripton Eugene McNab, au rôle: Evelyn Eunice Marriott, 346 Lincoln Road, Brooklyn 5, N.Y., U.S.A	99-1449, 1450.
54806	Dame Evelyn Eunice Marriott, épouse divorcée de Ripton Eugene McNab, au rôle: Evelyn Eunice Marriott, 346 Lincoln Road, Brooklyn 5, N.Y., U.S.A	99-1451, 1352.
54807	Dame Evelyn Eunice Marriott, épouse divorcée de Ripton Eugene McNab, au rôle: Evelyn Eunice Marriott, 346 Lincoln Road, Brooklyn 5, N.Y., U.S.A	99-1453, 1454.
54808	Dame Evelyn Eunice Marriott, épouse divorcée de Ripton Eugene McNab, au rôle: Evelyn Eunice Marriott, 346 Lincoln Road, Brooklyn 5, N.Y., U.S.A	99-1455, 1456.
54809	Dame Evelyn Eunice Marriott, épouse divorcée de Ripton Eugene McNab, au rôle: Evelyn Eunice Marriott, 346 Lincoln Road, Brooklyn 5, N.Y., U.S.A	99-1457 à 1459.
54810	Miss Venetia Xerakia, 7410 De l'Épée, Outremont, 741A De l'Épée, Outremont	99-1460, 1461.
54811	Miss Venetia Xerakia, 7410 De l'Epée, Outremont, 741A De l'Épée, Outremont	99-1462 à 1464.
54828	Dieter Scheurmann, au rôle: Dieter Scheurman, 175 Sherbrooke Ouest, App. 1604, Montréal	100-22 à 24.
54829	Dieter Scheurmann, au rôle: Dieter Scheurman, 175 Sherbrooke Ouest, App. 1604, Montréal	100-25 et 26.
54845	Charles-Edouard Houde, au rôle: C.-E. Houde, 1167 Ste-Hélène, Jacques-Cartier	100-50.
54853	Charles-Edouard Houde, au rôle: C.-E. Houde, 1167 Ste-Hélène, Jacques-Cartier	100-64.
54858	Charles-Edouard Houde, au rôle: C.-E. Houde, 1167 Ste-Hélène, Jacques-Cartier	100-72.
54941	Nikitas Karahalios, 4849 Ave. Esplanace, Montréal	110-210 à 212.
55027	Charles-Edouard Houde, 1167 Ste-Hélène, Ville Jacques-Cartier	100-357.
55049	Arturo Di Londardo, au rôle: Arturo Dilondardo, 2170 Ave Girouard, Montréal	100-397 et 398.
55050	Charles-Edouard Houde, au rôle: C.-E. Houde, 1167 Ste-Hèlene, Ville Jacques-Cartier	100-399.
55118	Alfred Chastenais, au rôle: A. Chastenais et Mde M. Chastenais Paquette, 3817 Henri Julien, Montréal	100-517, 518.
55120	Alfred Chastenais, au rôle: A. Chastenais et Mde M. Chastenais Paquette, 3817 Henri Julien, Montréal	100-521, 522.
55125	Dieter Scheurmann, 175 Sherbrooke West, App. 1604, Montréal	100-529 à 531
55155	Charles-Édouard Houde, au rôle: C.-E. Houde, 1167 Ste-Hélène ville Jacques-Cartier	100-581.
55164	Thomas Gilmore, 7770 Marquette, Montréal 35	100-597, 598.
55229	Abraham Mendelsohn, au rôle: Ines L. Mason, 256 rue Du Carmel, Montréal, 3534, 4e St., ville St-Michel	100-781, 782.
55270	Abraham Menselsohn, au rôle: A. Mendelsohn et E. Sanders, 17020, 130e Ave., Jamaica, N.Y. 11434	100-783 & 784.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
55272	Abraham Mendelsohn, au rôle: A. Mendelshon et E. Sanders, 17020 130e Ave., Jamaica, N.Y. 11434	100-785 à 787.
55317	Abraham Halpert, 6437 Trans Island Montréal	100-864, 865.
55401	Charles-Édouard Houde, au rôle: Charles-E. Houde, 1167 Ste-Hélène ville Jacques-Cartier	100-1016.
55407	Italo Cortina, 8161 Marquette, App. 3, Montréal	100-1026, 1027.
55408	Italo Cortina, 8161 Marquette, App. 3, Montréal	100-1028, 1029.
55411	Nigel Dunn, au rôle: Vigel Dunn, 6559, 21e Avenue, Rosemont	100-1034, 1035.
55424	Johnston Sowden, 5128 Hills Prairie Road, R.R.2, Cloverdale, B.C.	100-1061 à 1063.
55489	The Longueuil Gardens Company Limited au rôle: Longueuil Gardens Co. Ltd	100-1186, 1187.
55996	M. Conrad Tessier, 158 rue Springfield, Greenfield Park	102-246, 247.
55997	M. Conrad Tessier, 158 rue Springfield, Greenfield Park	102-248, 249.
55998	M. Conrad Tessier, 158 rue Springfield, Greenfield Park	102-250, 251.
55999	M. Conrad Tessier, 158 rue Springfield, Greenfield Park	102-252, 253.
56000	M. Conrad Tessier, 158 rue Springfield, Greenfield Park	102-254, 255.
56001	M. Conrad Tessier, 158 rue Springfield, Greenfield Park	102-256, 257.
56002	M. Conrad Tessier, 158 rue Springfield, Greenfield Park	102-258, 259.
56003	M. Conrad Tessier, 158 rue Springfield, Greenfield Park	102-260, 261.
56005	M. Conrad Tessier, 158 rue Springfield, Greenfield Park	102-264, 265.
56007	M. Conrad Tessier, 158 rue Springfield, Greenfield Park	102-266 à 268.
56013	Dame Maude Demers, épouse de Jean-Marie Saumure, au rôle: Dame Maude Saumure, 2701 Fletcher, Tétreautville, Mtl	102-279 et 280.
56014	Dame Rhéa Belisle, épouse de Herby Demers, Dame Maud Demers, épouse de Jean-Marie Saumure, Dame Marie-Rose Brosseau, épouse de W. René Lamontagne, et Dame Alice Brosseau épouse de Raoul Masson, au rôle: Dame Maude Saumure, 2701 Fletcher, Tétreautville, Mtl	102-281 et 282.
56015	Dame Rhéa Belisle, épouse de Herby Demers, Dame Maud Demers, épouse de Jean-Marie Saumure, Dame Marie-Rose Brosseau, épouse de W. René Lamontagne, et Dame Alice Brosseau, épouse de Raoul Masson, au rôle: Dame Maude Saumure, 2701 Fletcher, Tétreautville, Mtl	102-283 et 284.
56032	Sharand Construction Ltd, 4275 Kent Avenue, Montréal	102-310.
56065	Dame Antonine Gervais, épouse de Mederic Gervais, au rôle: Antonine Gervais, 6410 Désire, Montréal	102-369 et 370.
56086	Graham Robert Peppy, au rôle: Graham Robert Poppy, 6514, 31e Avenue, Rosemont	102, 405, 406.
56088	Graham Robert Peppy, au rôle: Graham Robert Poppy, 6514, 31e Avenue, Rosemont	102, 409, 410.
56117	Gaétan Aimola, 3810 Mountain View St-Hubert	102, 456 à 458.
56184	Henri Savage, 3930 Boul. Mountain View, St-Hubert	

102-567 à 569; à distraire la partie expropriée par la Ville de St-Hubert aux termes des actes enregistrés au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous les numéros 274566 et 289017.

102-567 to 569; to withdraw the part expropriated by the town of St-Hubert according to the terms of the deeds registered at the registration office of the county of Chambly under numbers 274566 and 289017.

56197	George Dean, au rôle: George Dean, a/s A. W. O'Connor, 3810 Boul. Mountain View, St-Hubert	102-589 et 590.
56219	Leslie Michael David, Murray In Trust, au rôle: Leslie M. D. Murray In Trust, 167 Church St. East, Brampton, Ont.	102-628 à 630.
56220	Leslie David Murray, au rôle: Leslie M. D. Murray, In Trust, 167 Church St. East, Brampton, Ont.	102-631.
56221	Leslie Murray, au rôle: Leslie M. D. Murray, In Trust, 167 Church St. East, Brampton, Ont.	102-632.
56251	Gordon Robert Lancaster, au rôle: Gordon R. Lancaster, 3730 Rideau, St-Hubert	

102-682 et 102-681; à distraire de ce dernier lot la moitié sud-est vendue à Walter Jones Leonard aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 167647.

102-682 and 102-681; to withdraw from the latter lot the southeast half sold to Walter Jones Leonard according to the terms of a deed registered at the registration office of the county of Chambly under number 167647.

56258	Gordon Robert Lancaster, au rôle: Gordon R. Lancaster 3730 Rideau, St-Hubert	102-693, 694.
56259	Gordon Robert Lancaster, au rôle: Gordon R. Lancaster, 3730 Rideau, St-Hubert	

102-695 et 696; à distraire de ce dernier lot la moitié sud-est vendue à Walter Jones Leonard aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 167647.

102-695 and 696; to withdraw from the latter lot the southeast half sold to Walter Jones Leonard according to the terms of a deed registered at the registration office of the county of Chambly under number 167647.

56277	Arthur Kenneth Leonard, 8400 Boul. Kimber St-Hubert	

102-723 à 725; à distraire la partie sud-ouest vendue à la Ville de St-Hubert aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Cambly sous le numéro 274932.

102-723 to 725; to withdraw the southwest part sold to the town of St-Hubert according to the terms of a deed registered at the registration office of the county of Chambly under number 274932.

56292	Maurice Berthold, au rôle: Dame Vve Valeda (Sabourin) Cartier, 39, 4e Avenue, Verdun, Que. Maurice Berthold, 3670 Léonard St-Hubert	102,751, 752.
56293	Maurice Berthold, au rôle: Dame Vve Valeda (Sabourin) Cartier, 39, 4e Avenue, Verdun, Que. Maurice Berthold, 3670 Léonard St-Hubert	102-753, 754.
56308	Jean-Claude Deslauriers, 3751 Boul. Taschereau, Laflèche	102-781, 782.
56330	Carmine Ferrara, 5587 Lemaître, St-Léonard, Port Maurice, Qué.	102-817, 818.
56357	Jacques Pelichowski, 8520 Boul. Cousineau, St-Hubert	102-867.
56399	Philias Lanctot, 180 Boul. Taschereau, Laprairie, Co. Laprairie	102-938, 939.
56400	Philias Lanctot, 180 Boul. Taschereau, Laprairie, Co. Laprairie	102-940, 941.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
56401	Philias Lanctot, 180 Boul. Taschereau, Laprairie, Co. Laprairie	102-942, 943.
56438	Panagiotis Athanasopoulos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	102-1009, 1010.
56439	Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	102-1011, 1012.
56451	Pierre Lewis, 8515 Ave. Gervais, St-Hubert	102-1032, 1033.
56524	Dame Pauline Masson, veuve Claude Demers, Gertrude Masson, épouse de Claude Robert Champagne, es-qualité d'exécuteurs testamentaires de feue Dame Alice Brosseau, épouse de Raoul Masson, et Dame Marie-Rose Brosseau, Vve W. René Lamontagne, au rôle: Vve Marie-Rose Lamontagne, 47 Ave. Beloeil, Outremont	102-1166.
56525	Dame Marie-Rose Brosseau, Vve W. René Lamontagne, au rôle: Mme René Lamontagne	102-1167.
56526	Dame Pauline Masson, veuve Claude Demers, Gertrude Masson, épouse de Claude Robert Champagne, es-qualité d'exécuteurs testamentaires de feue Dame Alice Brosseau, épouse de Raoul Masson, et Dame Marie-Rose Brosseau, Vve W. René Lamontagne, au rôle: Vve Marie-Rose Lamontagne, 47 Ave. Beloeil, Outremont	102-1168.
56527	Dame Pauline Masson, veuve Claude Demers, Mlle Gertrude Masson, Dame Simone Masson, épouse de L. C. Clark, Pierre Masson et Dame Marie-Rose Brosseau, épouse de W. René Lamontagne, au rôle: Dame Pauline Demers & Als., 47 Avenue Beloeil, Outremont	102-1169.
56546	Dame Oscar Majeau, au rôle: Mme Oscar Mageau, 105 Laurier, app. 2, Châteauguay Centre, P.Q.	102-1200, 1201.
56589	Anthodesmi Sarlis-Vellopouloy, 4909 Ave. Clanranald, app. 303, Montréal	102-1275 à 1277.
56591	Jacques Fernet, 99 Violet Crescent, Dorval, Que.	102-1280.
56592	Roméo Ferland, 7727 Boul. Levesque, Duvernay, Que.	102-1281, 1282.
56595	Alonzo Thifault, Desneiges Thifault, épouse de Royal, Adam, Rachelle Thifault, Hector Thifault, Edmond Thifault, Édouard Thifault, Nicole Ferland, au rôle: Alonzo Thifault, 3655 Caron, St-Hubert, Alonzo Thifault, Usufruitier	102-1287, 1288.
56597	Alonzo Thifault, Desneiges Thifault, épouse de Royal Adam, Rachelle Thifault, Hector Thifault, Edmond Thifault, Édouard Thifault, Nicole Ferland, au rôle: Alonzo Thifault, 3655 Caron, St-Hubert, Alonzo Thifault, Usufruitier	102-1289 à 1291.
56601	Aurèle Thifault, 3630 rue Léonard, St-Hubert	102-1298, 1299.
56605	George Cadrin, au rôle: Georges Cadrin, 3580 Léonard, St-Hubert	102-1306, 1307.
56621	Diomataris Tzatzemakis, au rôle: Spartakos Inc., 4543 Park Avenue, Montréal, Diomataris Tzatzemakis, 6010 Hutchison, app. 3, Montréal	102-1332 et 1333.
56629	Blaise Émile Masson, au rôle: M. Blaise Masson, 1714 Woodbine, Ridgewood, N.Y.	102-1346, 1347.
56630	Blaise Émile Masson, au rôle: M. Blaise Masson, 1714 Woodbine, Ridgewood, N.Y.	102-1348, 1349.
56633	Alonzo Thifault, Desneiges Thifault, épouse de Royal Adam, Rachelle Thifault, Hector Thifault, Edmond Thifault, Édouard Thifault, Nicole Ferland, au rôle: Alonzo Thifault, 3655 Caron, St-Hubert, Alonzo Thifault, Usufruitier	102-1352 à 1354.
56645	Roméo Ferland, 7727 Boul. Lévesque, Duvernay, Qué.	102-1372, 1373.
56667	Dame Pauline Masson, veuve Claude Demers, Mlle Gertrude Masson, Dame Simone Masson, épouse de L. C. Clerk, Pierre Masson et Dame Marie-Rose Brosseau, épouse de W. René Lamontagne, au rôle: Mme Vve Rose M. Lamontagne & Al., 43 Ave. Beloeil, Outremont	102-1411 à 1413.
56807	Gus Nicolopoudos, Amalia Nicolopoudos, au rôle: Gus & Amalia Nicolopoudos, 385 Edward Charles, Montréal	102-1678, 1679.
56832	Pashalis Stergiopoulos, au rôle: Pashlis Stergiopoulos, 7225 Outremont, App. 11, Montréal	102-1951 à 1953.
56861	Peter Kontos, Triantaphyllia Kontos, Fotios Kontos, au rôle: Peter Kontos & Als, 4846 St-Urbain, Montréal, Spartakos Inc. & Peter Kontos, 1711 Couvrette, Ville St-Laurent	

102-1994; à distraire la partie annulée le 14 septembre 1966 tel qu'il appert un livre de renvoi officiel déposé au bureau d'enregistrement du comté de Chambly.

102-1994; to withdraw the part annulled on September 14, 1966, such as it appears in the official book of reference deposited at the registration office of the county of Chambly.

56864	Dame Irene Soridakis, épouse de Michel Fakotatis, au rôle: Michel Fakotakis, 8580 Cahmpagneur, Montréal	102-1998 à 2000.
56865	Jasson Tsalikis, et Dame Catherine Saridakis, son épouse, au rôle: Jasson Tsalikis, 8580 Champagneur, Montréal	102-2001.
56866	Jasson Tsalikis et Dame Catherine Saridakis, son épouse, au rôle: Jasson Tsalikis, 8580 Champagneur, Montréal	102-2002, 2003.
56878	John Plarinos et Maria Plarinos, 4431 Wellington, Montréal	102-2022 & 2023.
56879	John Plarinos et Maria Plarinos, 4431 Wellington, Montréal	102-2024.
56884	Philippas Milonas, 7585 Stuart App. 2, Montréal	102-2031 à 2033.
56902	Antonios Soussaris et Spartakos Inc., au rôle: Antonios Soussaris, 4860 rue St-Urbain, Montréal	102-2063, 2064.
56903	Antonios Soussaris et Spartakos Inc., au rôle: Antonios Soussaris, 4860 rue St-Urbain, Montréal	102-2065, 2066.
56918	Dame Pauline Masson, veuve Claude Demers, Mlle Gertrude Masson, Dame Simone Masson, épouse de L. C. Clark, Pierre Masson et Dame Marie-Rose Brosseau, épouse de W. René Lamontagne, au rôle: Dame Vve Marie-Rose Lamontagne & Als., 43 Ave. Beloeil, Outremont	102-2095 à 2097.
56974	George Rickli, 2110 Kennedy, St-Hubert	102-2207 à 2209.
56981	Roméo Ferland, 7727 Boul. Lévesque, Duvernay, Qué.	102-2226 C et 2226 D.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
57042	Diomataris Tzatzemakis, au rôle: Spartakos Inc., 4543 Park Ave., Montréal, Diomataris Tzatzemakis, 6101 Hutchison, App. 3, Montréal	102-2334, 2335.
57102	Chesley Vincent, au rôle: Vve Marie-Rose Lamontagne & Al., 43 Ave. Beloeil, Outremont	102-2422, 2423.
57103	John Schaerer, 3433 Durocher, Montréal	102-2424, 2425.
57105	John Schaerer, 3433 Durocher, Montréal	102-2426 à 2428.
57109	Commercial Acceptance Corporation Ltd., au rôle: Jacques Pelichowski, 8520 Boul. Cousineau, St-Hubert 3	102-2433, 2434.
57110	Commercial Acceptance Corporation Ltd., au rôle: Jacques Pelichowski, 8520 Boul. Cousineau, St-Hubert 3	102-2435, 2436.
57142	George Rickli, faisant affaires sous le nom de Valver Investment Co., au rôle: George Rickli, Valver Inv., 5385 Chemin Chambly, St-Hubert	102-2493 à 2495.
57143	George Rickli, faisant affaires sous le nom de Valver Investment Co., au rôle: George Rickli, Valver Inv., 5385 Chemin Chambly, St-Hubert	102-2496 à 2498.
57178	Willy Neracher, au rôle: Georges Rickli, Valver Inv., 5385 Chemin Chambly, St-Hubert	102-2556.
57179	Willy Neracher, au rôle: Georges Rickli, Valver Inv. 5385 Chemin Chambly, St-Hubert	102-2557, 2558.
57180	Paul Dignard et Dame Joannes Furtado, son épouse: au rôle: M. P. Dignard & Dame J. Dignard, 7066 Des Érables, Montréal	102-2559 à 2561
57197	Makis Lekas, Frosso, Lekas, Dame Kalliopi Brinias et Gregorios Kritkos, son époux, au rôle: M. Lekas & F. Lekas, Dame Kalliopi B. Kritkos, 7017 Durocher, App. 6 ,Montréal	102-2590, 2591.
57198	Makis Lekas, Frosso Lekas, Dame Helen Karteroulioti, épouse de Gabriel Brinias, au rôle: M. Lekas et F. Lekas, 7017 Durocher, App. 6, Montréal, Dame Helen K. Brinias	102-2592, 2593.
57199	John Plaitis, Montréal	102-2594, 2595.
57200	John Plaitis, Montréal	102-2596, 2597.
57220	Mary Stamataki, 3210 Est Ave. Laurier, App. 5, Montréal	102-2634, 2635.
57221	Mary Stamataki, 3210 Est Ave. Laurier, App. 5, Montréal	102-2636, 2637.
57222	Mary Stamataki, 3210 Est Ave. Laurier, App. 5, Montréal	102-2638, 2639.
57243	Krikor Migirditsian, 5828 Park Ave., Montréal	102-2678, 2679.
57244	Krikor Migirditsian, 5828 Park Ave., Montréal	102-2680, 2681.
57245	Krikor Migirditsian, 5828 Park Ave., Montréal	102-2682, 2683.
57246	Krikor Migirditsian, 5828 Park Ave., Montréal	102-2684, 2685.
57247	Krikor Migirditsian, 5828 Park Ave., Montréal	102-2686, 2687.
57248	Krikor Migirditsian, 5828 Park Ave., Montréal	102-2688, 2689.
57249	Krikor Migirditsian, 5828 Park Ave., Montréal	102-2690, 2691.
57250	Krikor Migirditsian, 5828 Park Ave., Montréal	102-2692, 2693.
57251	Krikor Migirditsian, 5828 Park Ave., Montréal	102-2694, 2695.
57252	Krikor Migirditsian, 5828 Park Ave., Montréal	102-2696, 2697.
57253	Krikor Migirditsian, 5828 Park Ave., Montréal	102-2698, 2699.
57254	Krikor Migirditsian, 5828 Park Ave., Montréal	102-2700, 2701.
57255	Krikor Migirditsian, 5828 Park Ave., Montréal	102-2702, 2703.
57256	Krikor Migirditsian, 5828 Park Ave., Montréal	102-2704, 2705.
57257	Krikor Migirditsian, 5828 Park Ave., Montréal	102-2706, 2707.
57258	Krikor Migirditsian, 5828 Park Ave., Montréal	102-2708, 2709.
57259	Krikor Migirditsian, 5828 Park Ave., Montréal	102-2710, 2711.
57260	Krikor Migirditsian, 5828 Park Ave., Montréal	102-2712, 2713.
57278	Tsekos Vasilios, 5468 Hutchinson, App. 7, Montréal	102-2746, 2747.
57355	Armande Larivière, 1233 A rue Wolfe, Montréal	102-2872 à 2874.
57370	Mlle Adrienne Favarger, au rôle: A. Favarger, 2642 Aylwin, App. 8, Montréal	102-2894 à 2896.
57517	Peter Mueller, au rôle: George Rickli, Valver Inc. Co., 5385 Chemin Chambly, St-Hubert, M. Peter Nueller, Spalenring 167, App. 24, Basil, Switzerland	102-2985.
57520	Peter Mueller, au rôle: George Rickli, Valver Inc. Co., 5385 Chemin Chambly, St-Hubert, M. Peter Nueller, Spalenring 167, App. 24, Basil, Switzerland	102-2988 à 2990.
57540	Willy Neracher, au rôle: George Rickli, Valver Inc. Co., 5385 Chemin Chambly, St-Hubert	102-3021 à 3023.
57547	Paul Meier, au rôle: George Rickli, 5385 Chemin Chambly, St-Hubert	102-3033, 3034.
57548	Paul Meier, au rôle: George Rickli, 5385 Chemin Chambly, St-Hubert	102-3035.
57575	George Rickli, faisant affaires sous le nom de Valver Investment Co., au rôle: George Rickli, Valver Inc. Co., 5385 Chemin Chambly, St-Hubert	102-3082.
57576	George Rickli, faisant affaires sous le nom de Valver Investment Co., au rôle: George Rickli, Valver Inc. Co., 5385 Chemin Chambly, St-Hubert	102-3083, 3084.
57596	Georgia Kriaraki, 4572 rue Clark, Montréal, 5795 Chemin Chambly, St-Hubert	102-3119, 3120.
57602	George Cairis, 3625 rue Laval, Montréal	102-3132, 3133.
57605	Dame Ekaterine, alias Katina Sarantopoulos, épouse de Demosthene Vasiliou, au rôle: Demosthenis & Katina Vasiliou, 233 Ave. Mont-Royal, Montréal, 233 Ave. Mont-Royal Ouest	102-3138, 3139.
57606	Dame Ekaterine, alias Katina Sarantopoulos, épouse de Demosthene Vasiliou, au rôle: Demosthenis & Katina Vasiliou, 233 Ave. Mont-Royal, Montréal, 133 Ave. Mont-Royal, Ouest	102-3140, 3141.
57607	Dame Ekaterine, alias Katina Sarantopoulos, épouse de Demosthene Vasiliou, au rôle: Demosthenis & Katina Vasiliou, 233 Ave. Mont-Royal, Montréal, 233 Ave. Mont-Royal, Ouest	102-3142, 3143.
57608	Dame Ekaterine, alias Katina Sarantopoulos, épouse de Demosthene Vasiliou, au rôle: Demosthenis & Katina Vasiliou, 233 Ave. Mont-Royal, Montréal, 233 Ave. Mont-Royal Ouest	102-3144, 3145.
57613	Mlle Helen Kapsaski, au rôle: Dame Helen Kapsaski, 1055 Liège, Montréal	102-3153, 3154.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
57636	Demetrios Basourakos, 3722 Colonial St., Montréal	102-3195, 3196.
57637	Demetrios Basourakos, 3722 Colonial St., Montréal	102-3197, à 3199.
57646	Maniatis Euagelos, au rôle: Manitais Enagelos, 4449 A. Esplanade, Montréal	102-3214, 3215.
57656	Kostas Daras, au rôle: Rosta Daros, 5217 Park Ave., Montréal	102-3234 à 3237.
57659	Kostas Doras, au rôle: Rosta Daras, 5217 Park Ave., Montréal	102-3239 à 3242.
57707	Allan Trickey, au rôle: Allan Trickley, 3605 Léonard, St-Hubert	102-3379, 3380.
57708	Allan Trickey, au rôle: Allan Trickley, 3605 Léonard, St-Hubert	102-3381 à 3383.
57721	Roméo Ferland, 7727 Boul. Lévesque, Duvernay, Qué	102-3410, 3411.
57726	M. Serko Boyadjian, au rôle: Park Plaza Garden, Corp., 5620 Park Ave., Montréal, M. Serko Boyadjian, 647 Bloomfield, Outremont	102-3421, 3422.
57748	Gérard Sarrazin, 3306 Ave. Verdun, Verdun	102-3470 à 3472.
57789	Hellenic Housing Co. Ltd., 4900 Radisson, Montréal	102-3562, 3563.
57802	Thomas A. Lawrence, au rôle: Thomas A. Lawrence, c/o Robert Paqui, 3375 Mountain View, St-Hubert	102-3597, 3598.
57816	Paul Émile Cournoyer, 1516 rue Jeanne d'Arc, Montréal	102-3624.
57817	Paul-Émile Cournoyer, 1516 rue Jeanne d'Arc, Montréal	102-3625, 3626.
57822	Jean-Claude Lapointe, au rôle: Jean C. Lapointe, 3160 Mayfair, St-Hubert	102-3637, 3638.
57832	Édouard Breton, 5543, 10e Ave., Rosemont	102-3662, 3663.
57848	Dame Victoria Chatelain, vve Johnny Harkins, au rôle: Dame Vve Victoria Harkins, Vve V. Harkins, 3370 Boul. Mountain View, St-Hubert	102-3695 à 3697.
57867	Werner Bahr, au rôle: Mme Agnes Baluch, 141 Appin Ave., Ville Mont-Royal	102-3742 à 3744.
57875	Sharand Construction Ltd., 4275 Kent Ave., Montréal	102-3762, 3763.
58805-58600	Edward Abbott, 122 Penarrow, Tonawanda, N.Y., U.S.A. 14150	104-65.
58835-58629	Michel Duceppe, au rôle: M. Léo Bergeron, 235 St-Joseph, St-Jean-Iberville, Qué., Michel Duceppe, 9457 Sackville, Montréal	104-103 & 104.
58836-58630	Michel Duceppe, au rôle: M. Léo Bergeron, 235 St-Joseph, St-Jean-Iberville, Qué., Michel Duceppe, 9457 Sackville, Montréal	104-105 & 106.
58841-58635	Michel Duceppe, au rôle: M. Léo Bergeron, 235 St-Joseph, St-Jean-Iberville, Qué., Michel Duceppe, 9457 Sackville, Montréal	104-115 & 116.
58991-58804	Dame Vasiliki Brinias, 3pouse de Dimitrios Kourembes et Dimitrios Kourembes, au rôle: Spartakos Inc., 5117 Park Ave., Montréal, Dame Vasiliki B. Kourembes, 7092 Ave. Chester, Montréal	104-572.
58992-58805	Dame Helen Makris, et son époux George Mertzanidis, au rôle: Spartakos Inc., 5117 Park Ave., Montréal, Dame Helen M. Mertzanidis, 1380 Couvrette, Ville St-Laurent	104-573.
59001-58815	Spartakos Inc., 5117 Park Ave., Montréal et M. Nickolas Glavas 6494 Hutchinson, App. 13, Montréal	104-582 et 102-3836.
59063	Ovide Cajelais, Dame Berthe Alice Loranger, son épouse, Huguette Cajelais, Richard Cajelais, André Cajelais, Robert Cajelais, Yves Cajelais, Jean-Luc Cajelais, Bernard Cajelais, Normand Cajelais, Michel Cajelais, au rôle: Succ. M. Ronald Cajelais & Als., 86B St-Elzéar Est, Vimont	105-4.
59084	M. Walter Scheidegger, au rôle: M. Walter Scheidegg, 2450 Patenaude, St-Hubert	105-25.
59085	M. Walter Scheidegger, au rôle: M. Walter Scheidigger, 2450 Patenaude, St-Hubert	105-26.
59111	Walter Serventi, Buchsenhof 5, Buchs, Canton Aargouvie, Switzerland	

105-53 et la moitié nord-est du lot 105-52, mesurant cette dite moitié 25 pieds de largeur sur une profondeur de 120 pieds, bornée au sud-est par une rue, au nord-ouest par partie du lot 105-40, au nord-est par le lot 105-53 et au sud-ouest par le résidu dudit lot 105-52.

105-53 and the northeast half of lot 105-52, this said half measuring 25 feet in width by a depth of 120 feet, bounded on the southeast by a street, on the northwest by part of lot 105-40, on the northeast by lot 105-53 and on the southwest by the remainder of said lot 105-52.

59113	Walter Serventi, Buchsenhof 5, Buchs, Canton Aargouvie, Switzerland	105-54.
59208	Georges Rickli, 2110 Kennedy, St-Hubert	105-146.
59209	George Rickli, 2110 Kennedy, St-Hubert	105-147.
59400	Paul Hess, au rôle: Paul Hees, Stamppebachstr, 544, 4663 Asburg, Suisse	105-330.
59401	Max Manger, 15 rue Victoria, Longueuil	105-331.
59430	Paul Hess, Stampfebachstr, 544, 4663 Aorburg, Suisse, au rôle: Paul Hees	105-360.
59431	Paul Hess, au rôle: Paul Hees, Stampfebachstr, 544, 4663 Aorburg, Suisse	105-361.
59432	Max Manger, 15 rue Victoria, Longueuil	105-362.
59433	Max Manger, 15 rue Victoria, Longueuil	105-363.
63744	John Stavrakis, au rôle: John Stravakis, 4095 Esplanade, Montréal	113-23 à 25.
63749	Miss Ines Blackwood, 2066 Claremont, App. 34, Montréal	113-35 à 38.
63757	Giacomo Mucciaroni, 11160 Cadieux, Montréal-Nord	113-52 et 53.
63758	Giacomo Mucciaroni, 11160 Cadieux, Montréal-Nord	113-54 et 55.
63767	Frank J. Paget, au rôle: F. J. Paget Doyle & McIver, The Bank of N. Scotia, 44 King Street West, Toronto, Ont	113-71.
63824	Guiseppe Cosantino, au rôle: M. Giuseppe Cosantino, 5256 Clark Montréal	113-171, 172.
63825	Bruno Pace, au rôle: M. Bruno Page, 6046 Waverly, Montréal	113-173, 174.
63860	Dame Lydie Gaucel, vve Jean Layral et Gino Disastri, au rôle: Dame Vve Lydie F. Layral and Al., 1476 St-Timothée, Montréal	133-251, 252.
63861	Dame Lydie Gaucel, vve Jean Layral et Gino Disastri, au rôle: Dame Vve Lydie F. Layral and Al. 1476 St-Timothée, Montréal	113-253, 254.
63871	John Erdelyan et Milina Sablichi, son épouse, au rôle: John Erdelyan & Milina Erdelyan, 2020 Noble Street, St. Hubert, Succ. Joseph I. Lamarre	113-272.
63872	Jarrett Winston, 6053 Ave. Verdun, Verdun	113-273, 274.
63894	Pine Land Corp., au rôle: M. Georges Roussel, 1762 St-Hubert, App. 6, Montréal	113-316, 317.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
63895	Pine Land Corp., au rôle: M. Georges Roussel, 1762 St-Hubert, App. 6, Montréal	113-318 à 320.
63982	Jarrett Winston, 6053 Ave. Verdun, Verdun	113-472, 473.
63983	Jarrett Winston, 6053 Ave. Verdun, Verdun	113-474, 475.
64005	Elessandra Marcelli, au rôle: Eless Andra Marcelli, 7458 rue Bordeau, Montréal	113-512 à 515.
64248	Edith Elisabeth Bushill, au rôle: Miss Edith E. Bushill	113-981.
64268	Manuel Fernandes Vaz, au rôle: M. M. Fernandes Vax, 66, Avenue Holland, Toronto, Ont.	113-1012 à 1014.
64416	Dame Lilian Feltham, épouse de Henry Georges Tibbey, au rôle: Dame Lilian Tibbey	113-1346.
64444	Pine Land Corp., au rôle: Mary Ellen Millar, 40 Querbes Avenue, App. 5, Outremont	113-1396, 1397.
64535	Peter Mulire alias Mulvie, au rôle: Peter Mulire, 3B St-Paul, Baltimore 18, Maryland	113-1564 à 1566.
64537	Peter Mulire alias Mulvie, au rôle: Peter Mulire, 3B St-Paul, Baltimore 18, Maryland	113-1567, 1568.
64574	John Barry, au rôle: M. John Barry & M. R. Millar, 3960 Hampton St-Hubert	113-1641.
64711	Joseph Kilian, 8571 Birnam	114-272, 273.
64727	Frank Kramberger, Dame Mary Peitler, épouse de Frank Kramberger, au rôle: Mde Frank Kramberger, 5380 Park Avenue, App. 4, 4, Montréal	114-307, 308, 114-309.
64738	Laurier Guérin, au rôle: P. Baillargeon, 100 Notre-Dame Ouest, Montréal	114-333, 334.
64818	Nicola Carmine Degregario, 2327 rue St-Antoine, Montréal	114-504, 505.
64889	Otto Bauer, au rôle: Banara Inv. Corp. & Al., 6268 Côte des Neiges, App. 5, Montréal, 5659 Jeanne Mance, Montréal	114-653, 654.
64958	Dame Karla Woycke, épouse de Miklov Drobos, au rôle: Karla Daobes, 4361 Ave. Linton, App. 5, Montréal	114-795, 796.
64981	Andrea Maggio, au rôle: Luigi Iaccarino, 2258 Hampton Cove, N. D. G. Montréal	114-840 à 842.
64982	Andrea Maggio, au rôle: Luigi Iaccarino, 2258 Hampton Cove, N.D.G. Montreal, Andua Maggio, 2020 Hingston, Montréal	114-843, 844.
64984	Dame Ethel Balogh, épouse de Alfs, Ceipe, au rôle: Ethel Ceipe, 4879 Esplanade, Montréal	144-847 à 849.
65031	Harry Ramus, 1193 Ave. Osborne, Verdun	114-940 à 942.
65105	Steve Sogor, 11757 Poutrencourt, Ville St-Laurent	114-1081, 1082.
65206	Steve Sogor 11757 Poutrencourt, Ville St-Laurent	114-1281.
65211	Antonio Sebastiao, 4235 City Hall, Montréal	114-1291, 1292.
65245	Antonio Sebastiao, 4235 City Hall, Montréal	114-1360.
65263	Épinette Construction, Corp., au rôle: Épinette Const. Corp., 4275 Kent Avenue, Montréal	114-1394.
65330	Victor Sydorenko, au rôle: Banara Inv. Corp. & Al., 6268, Côte des Neiges, App. 5, Montréal, Victor Sydorenko, 2161 Gascon, Montréal	114-1534.
65382	Josef Rakoczy, 3630 rue Drolet, Montréal	115-4 & 15.
65383	Josef Rakoczy, 3630 rue Drolet, Montréal	115-5 & 6.
65384	Josef Rakoczy, 3630 rue Drolet, Montréal	115-7 & 8.
65388	Josef Rakoczy, 3630 rue Drolet, Montréal	115-13 & 14.
66379	Claude Tison et Jean Blain, au rôle: Claude Tison & Als., 6485 Boul. l'Assomption, Rosemont	118-20, 21.
66381	Claude Tison et Jean Blain, au rôle: Claude Tison & Als. 6484 Boul. L'Assomption, Rosemont	118-24 et 25.
66457	Dame Zina Ida Chrenowski, épouse de Wolodymyr Mazepa, au rôle: Zina Ida Mazepa, 5923 Clark, Montréal	118-167 & 168.
66486	Bruno Schwarz, au rôle: Bruno Schwartz, 1274 St-Germain, Ville St-Laurent	118-203.
66529	Lorenzo Quevillon, au rôle: Lorenzo Quevillon, K. Pockrandt, 3910 Kensignton, St-Hubert	118-246.
66723	Donald Ross et/ou Esther Marshall Ross, Alice Read, Arthur Read, Arthur George Stanley Williams, et The Salvation Army Eventide Home, au rôle: A. D. Ross & Als., Hight Voltgae Co Engineering, Burlington, Mass. U.S.A.	119-6.
66921	James Magee, au rôle: F. E. Magee, 3845 Davidson, St-Hubert	119-172, 173.
66923	James Magee, au rôle: F. E. Magee, 3845 Davidson, St-Hubert, 2550 Desautels, St-Hubert	119-174 à 176.
67020	Norman Ajnszeller, alias Nuchem Ajnszydler, au rôle: Nuchem Ajnszydler, 5184 Ave. Bessborough Montréal	119-338, 339.
67021	Peter Mruk, 1497 Woodland Ave., Montréal, 112, 7e Ave., Ile	
67021	Peter Mruk, 1497 Woodland Ave., Montréal, 112, 7e Ave., Ile Perrot	119-340, 341.
67023	Peter Mruk, 1497 Woodland Ave., Montréal, 112, 72 Ave., Ile Perrot	119-342 à 344.
67090	Walter Sroka, 3952 St-Urbain, Montréal	119-455, 456.
67091	Wlater Sroka, 3952 St-Urbain, Montréal	119-457, 458.
67092	Walter Sroka, 3952 St-Urbain, Montréal	119-459, 460.
67093	Walter Sroka, 3952 St-Urbain, Montréal	119-461, 462.
67094	Walter Sroka, 3952 St-Urbain, Montréal	191-463, 464.
67095	Walter Sroka, 3952 St-Urbain, Montréal	119-465, 466.
67130	Walter Sroka, 3952 St-Urbain, Montréal	119-511, 512.
67131	Walter Sroka, 3952 St-Urbain, Montréal	119-513, 514.
67132	Walter Sroka, 3952 St-Urbain, Montréal	119-515, 516.
67133	Walter Sroka, au rôle: Walter Stroka, 3952 St-Urbain, Montréal	119-517, 518.
67304	Walter Stanko, au rôle: W. Stanko, 22 Régent, Greenfield Park	119-812 à 814.
67309	John A. McDonald, au rôle: J. A. McDonald, 7465 Christophe Colomb, Montréal	119-820, 821.
67342	Stefan Suszko, 4590 Colonial, Montréal	119-878, 879.
67419	Georges Rickli In Trust, au rôle: George Rickli, 5385 Chemin Chambly, St-Hubert	119-1005 & 1006.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
67511	Tadeusz Szczygielski, au rôle: Tadeusz Szczygielski, M. Kubacki D.F.C., 1410 Stanley Street, R. 315, Montréal	119-1164 & 1165.
67513	Tadeusz Szczygielski, au rôle: Tadeusz Szczygielski, M. Kubacki, D.F.C., 1410 Stanley Street, R. 415, Montréal	119-1166 à 1168.
67671	Vincenzo Abbruzzese, 6870 Ave. Grand, Montréal, 180 Bélanger Est, Montréal	120-63.
67736	Octave Boisvert, 384 Galt, Verdun	120-128.
67854	Vincenzo Abbruzzese, 6870 Grand Ave., Montréal, 180 Bélanger Est, Montréal	120-258.
67862	Tomasso Lazzara, au rôle: Tomasso Lazzara, 6637 rue Hurteau, Montréal	120-266.
67911	Ilko Bazilo, 4152 St-Urbain, Montréal	120-313.
67939	Pine Land Corp., au rôle: Antons Group and Gregor Marimow, 5395 Waverly, Montréal	120-336.
67941	Pine Land Corp., au rôle: Antons Group and Gregor Marimow, 5395 Waverly, Montréal	120-337.
68003	Giovanni Noris, au rôle: Giovanni Morris, 6761 St-Dominique, Montréal	120-393.
68019	Henry Drake, au rôle: H. Drake, 3870 Cornwall, St-Hubert	120-411.
68020	Henry Drake, au rôle: H. Drake, 3870 Cornwall, St-Hubert	120-412.
68021	Henry Drake, au rôle: H. Drake, 3870 Cornwall, St-Hubert	120-413.
68023	Henry Drake, au rôle: H. Drake, 3870 Cornwall, St-Hubert	120-414.
68025	Henry Drake, au rôle: H. Drake, 3870 Cornwall, St-Hubert	120-415.
68027	Henry Drake, au rôle: H. Drake, 3870 Cornwall, St-Hubert	120-416.
68086	M. Dieter Scheurmann, 175 Sherbrooke West, apt. 1604, Montréal	120-448.
71789	Avon Construction « Montréal » Ltd, au rôle: Avon Construction Ltd, 152, Radisson, Ville Jacques-Cartier	130-4-1 et 130-5-2.
71845	Avon Construction « Montréal » Ltd, au rôle: Avon Construction Ltd, 152 Radisson, Ville Jacques-Cartier, 1010 Ste-Catherine O. ch. 344, Montréal	130-55-1.
71847A	Avon Construction Ltd, Avons Construction « Montréal » Ltd, au rôle: Avons Construction Ltd, 1010 Ste-Catherine O., ch. 344, Montréal, 152 Radisson, Ville Jacques-Cartier	130-57-2, 130-56-3.
71848	Avon Construction « Montréal » Ltd, au rôle: Avon Construction Ltd, 1010 Ste-Catherine O., ch. 344, Montréal, 152 Radisson, Ville Jacques-Cartier	130-58.
71852	Avon Construction « Montreal » Ltd, au rôle: Avon Construction Ltd, 1010 Ste-Catherine O., ch. 344, Montréal, 152 Radisson, Ville Jacques-Cartier	130-62.
71853	Avon Construction « Montreal » Ltd, au rôle: Avon Construction Ltd, 1010 Ste-Catherine O., ch. 344, Montréal, 152 Radisson, Ville Jacques-Cartier	130-63.
71855	Avon Construction « Montreal » Ltd, au rôle: Avon Construction Ltd, 1010 Ste-Catherine O., ch. 344, Montréal, 152 Radisson, Ville Jacques-Cartier	130-65.
71856	Avon Construction « Montreal » Ltd, au rôle: Avon Construction Ltd, 1010 Ste-Catherine O., ch. 344, Montréal, 152 Radisson, Ville Jacques-Cartier	130-66.
71857	Avon Construction « Montreal » Ltd, au rôle: Avon Construction Ltd, 1010 Ste-Catherine O., ch. 344, Montréal, 152 Radisson, Ville Jacques-Cartier	130-67.
71858	Avon Construction « Montreal » Ltd, au rôle: Avon Construction Ltd, 1010 Ste-Catherine O., ch. 344, Montréal, 152 Radisson, Ville Jacques-Cartier	130-68.
71859	Avon Construction « Montreal » Ltd, au rôle: Avon Construction Ltd, 1010 Ste-Catherine O., ch. 344, Montréal, 152 Radisson, Ville Jacques-Cartier	130-69.
72673	Angelo Abandonato, 2210 Adélaide, St-Hubert	

Une partie du lot 133-40 mesurant 10 pieds de largeur sur une profondeur de 125 pieds, bornée au nord-ouest par une rue, au nord-est par les lots 133-32 à 36, au sud-ouest par le lot 133-41 et par une partie du lot 133-61 et au sud-est par le résidu dudit lot 133-40.

A part of lot 133-40 measuring 10 feet in width by a depth of 125 feet, bounded on the northwest by a street, on the northeast by lots 133-32 to 36, on the southwest by lot 133-41 and by a part of lot 133-61 and on the southeast by the remainder of said lot 133-40.

72674	Angelo Abandonato, 2210 Adélaide, St-Hubert	133-41.
72675	Angelo Abandonato, 2210 Adélaide, St-Hubert	133-42.
72676	Angelo Abandonato, 2210 Adélaide, St-Hubert	133-43.
72678	Angelo Abandonato, 2210 Adélaide, St-Hubert	133-45.
72695	Angelo Abandonato, 2210 Adélaide, St-Hubert	

Une partie du lot 133-61 mesurant 25 pieds de largeur sur une profondeur de 100 pieds, bornée au nord-ouest par les lots 133-41 et 42, au nord-estpar partie du lot 133-40, au sud-ouest par parti du lot 133-62, au sud-est par le résidu dudit lot 133-61; et une partie du lot 133-62 mesurant 25 pieds de largeur sur une profondeur de 100 pieds, bornée au nord-ouest par les lots 133-43 et 44, au sud-ouest par le lot 133-63, au nord-est par partie du lot 133-61 et au sud-est par le résidu dudit lot 133-62.

A part of lot 133-61 measuring 25 feet in width by a depth of 100 feet, bounded on the northwest by lots 133-41 and 42, on the northeast by part of lot 133-40, on the southwest by part of lot 133-62, on the southeast by the remainder of said lot 133-61; and a part of lot 133-62 measuring 25 feet in width by a depth of 100 feet, bounded on the northwest by lots 133-43 and 44, on the southwest by lot 133-63 and on the northeast by part of lot 133-61 and on the southeast by the remainder of said lot 133-62.

72754	Park Plaza Gardens Corp., au rôle: Dame Helen Panageas, 114 Fairmount, Montréal	133-118.
72882	Hugh Loney, 855 Nicholas Hogleman, Boucherville	133-255.
72902	Hugh Loney, 855 Nicholas Hogleman, Boucherville	133-275.
72967	Gregurius Aivaliotis, 6012 Park Avenue, app. 10, Montréal	133-333.
72968	Gregurius Aivaliotis, 6012 Park Avenue, app. 10, Montréal	133-334.
73023	Jack Sheiner, Albert Sheiner, et Samuel Sheiner, faisant affaires ensemble, sous le nom de Home Mortgage & Acceptance Co. Reg'd, au rôle: Home Mortgage and Acc. Corp., 400 St. James West, Montreal	133-389-1 et 133-389-2.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
73049	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	
	Les trois quarts du lot 133-414 mesurant 75 pieds de largeur sur une profondeur de 175 pieds, bornés en front par la rue Park, en arrière par le lot originaire 132 ou ses subdivisions, d'un côté par le lot 133-415 et de l'autre côté par le résidu dudit lot 133-414.	The three-fourths of lot 133-414 measuring 75 feet in width by a depth of 175 feet, bounded in front by Park Street, in the back by original lot 132 or its subdivisions, on one side by lot 133-415 and on the other side by the remainder of said lot 133-414.
73101	Dame E. Joséphine Keiller, épouse de Frederick Henry Cockerton, au rôle: E. J. Cockerton, 3195 Prince Charles, St-Hubert	
	Un emplacement mesurant 75 pieds de largeur sur une profondeur de 100 pieds, composé du lot 133-474 et de la moitié nord-est du lot 133-475; cette dite moitié est bornée en front par une rue proposée, en arrière par le lot 133-492, d'un côté par le lot 133-474, et de l'autre côté par le résidu dudit lot 133-475.	An emplacement measuring 75 feet in width by a depth of 100 feet, composed of lot 133-474 and the northeast half of lot 133-475; this said half is bounded in front by a proposed street, in the back by lot 133-492, one one side by lot 133-474, and on the other side by the remainder of said lot 133-475.
73133	M. W. Lawrence Sullivan, 3895 Prince Charles, St-Hubert	
	La moitié sud-ouest du lot 133-498, mesurant 50 pieds de largeur sur une profondeur de 100 pieds, bornée en front par la rue Park, en arrière par le lot 133-487, d'un côté par le lot 133-499 et de l'autre côté par le résidu dudit lot 133-498; et la partie nord-est du lot 133-499 mesurant 25 pieds de largeur sur une profondeur de 100 pieds, bornée en front par la rue Park, en arrière par le lot 133-488, d'un côté par le lot 133-498 et de l'autre côté par le résidu dudit lot 133-499.	The southwest half of lot 133-498, measuring 50 feet in width by a depth of 100 feet, bounded in front by Park Street, in the back by lot 133-487, on one side by lot 133-499 and on the other side by the remainder of said lot 133-498; and the northeast part of lot 133-499 measuring 25 feet in width by a depth of 100 feet, bounded in front by Park Street, in the back by lot 133-488, on one side by lot 133-498 and on the other side by the remainder of said lot 133-499.
73134	Douglas Millichamp, 3985 Prince Charles, St-Hubert	
	Partie du lot 133-499, mesurant 25 pieds de largeur sur 100 pieds de profondeur, bornée en front par une rue (133-509), en arrière par parties de 133-488, et des deux côtés par d'autres parties du lot 133-499; la ligne sud-ouest de cette partie est à une distance de 50 pieds de la ruelle portant le numéro 133-500.	Part of lot 133-499, measuring 25 feet in width by 100 feet in depth, bounded in front by a street (133-509), in the back by parts of 133-488, and on both sides by other parts of lot 133-499; the southwest line of this east part at a distance of 50 feet from the lane bearing number 133-500.
73188	Georges Daigneault, Antonin Daigneault, Albanie Daigneault épouse de Zénophile Daigneault, Reine-Blanche Daigneault et Adrienne Daigneault, au rôle: Albanie Daigneault, 5995 Beaulieu, Ville Émard	
	La moitié nord-est du lot 134-9, mesurant 50 pieds de largeur sur une profondeur de 100 pieds, bornée en front par la rue Adélaide, en arrière par le lot originaire 133 ou ses subdivisions, d'un côté par le lot 134-8 et de l'autre côté par le résidu dudit lot 134-9.	The northeast half of lot 134-9, measuring 50 feet in width by a depth of 100 feet, bounded in front by Adélaide Street, in the back by original lot 133 or its subdivisions, on one side by lot 134-8 and on the other side by the remainder of said lot 134-9.
73205	J.-E. Tremblay Ltée, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	134-17-1.
73206	J.-E. Tremblay Ltée, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	134-17-2.
73241	Hellenic Housing Co. Ltd, au rôle: M. Nicolaos Tomadakis, 643 Querbes, Outremont, Mtl	134-35.
73319	Frank alias Fred Schueppel, au rôle: M. Fred Schuppel, 3975 Adélaide, St-Hubert	134-75-1.
73451	J.-E. Tremblay Ltée, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson Montréal	134-184.
73460	J.-E. Tremblay Ltée, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson Montréal	134-193.
73461	J.-E. Tremblay Ltée, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson Montréal	134-194.
73467	Sarkis Ekizian, 911 Jarry Ouest, app. 3, Montréal	134-201 et 202.
73470	Spyridon Constantakis, 8345 Boul. L'Acadie, app. 7, Montréal	134-207.
73471	Spyridon Constantakis, 8345 Boul. L'Acadie, app. 7, Montréal	134-208.
73472	Peter Paleologopoulos, 5466 Park Ave., Montréal	134-209.
73477	Rosario Miriello, au rôle: M. R. Miriello, 10582 Leblanc, Montréal	134-214.
73483	Dame Eftalia Papadaki, épouse de Kosta..inos Goniotakis, au rôle: Dame Eftalia P. Goniotakis, 643 Querbes, Montréal	134-220.
73486	John Francis Rooney, au rôle: John F. Rooney, 27 Burton, Westmount	134-223.
73523	Ioannis Venetsanopoulos, au rôle: George Roméo, 1022 rue Lajoie, Outremont, M. I. Venetsanopoulos, 6863, 26e Avenue, app. 16, Rosemont	134-265.
73557	René Létourneau, 1986 Westgate, Ville Jacques-Cartier, 2688 rue Latour, St-Hubert	134-1-15.
73632	Richard Desjardins, 2700 Rosemont, Montréal, 45 Ste-Marie, Ste-Anne de Bellevue	
	134-1-98 sujet à l'homologation en faveur de la Ville de St-Hubert aux termes des actes enregistrés au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous les numéros 255754 et 255755.	134-1-98 subject to homologation in favor of the town of St-Hubert according to the terms of the deeds registered at the registration office of the county of Chambly under numbers 255754 and 255755.
73649	Dame Angeliki Kliamenaki, épouse de John Peroulidis, au rôle: Dame Angeliki Kliamenaki Peroulidis, 4878 Boul. St-Laurent, Montréal	134-1-117.
73651	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	134-1-119.
73652	Dame Helen Mabroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	134-1-120.
73653	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	134-1-121.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
73654	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	134-1-122.
73655	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	134-1-123.
73656	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	134-1-124.
73689	Douglas Millichamp et Ernest Millichamp, au rôle: Ernest Doug & Millichamp, 3985 Prince Charles, St-Hubert	134-1-162.
73722 •	Jean-Baptiste Ciaveglia, au rôle: Jean-Baptiste Ciavaglia, 3140 Rocheleau, St-Hubert	134-1-197.
73911	Dimitrios Papadakis, 4708 Jeanne Mance, Montréal	134-1-407.
73912	Dimitrios Papadakis, 4708 Jeanne Mance, Montréal	134-1-408.
73913	Jacovos Dumakis, 4708 Jeanne Mance, Montréal	134-1-409.
73914	Jacovos Dumakis, 4708 Jeanne Mance, Montréal	134-1-410.
73938	Joan Mary Therese Curotte et Charles C. Curotte et son épouse Dame Mary Goggin, au rôle: Jean M. T. Curotte, 3840 Latour, St-Hubert, Miss Joan Curotte, St-Théodore de Chertsey, Co. Montcalm	134-1-435 et 436.
73944	Elio Panaccione, 900 Brigg Est, Ville Jacques-Cartier, 5419 Upper Lachine Road, app. 3, Montréal	134-1-442.
74055	Thomas Devaney, au rôle: T. Devaney, 278 Egan Ave., Verdun, I. Devaney, 1245 Wilton Ave., London, Ont.	135-15.
74198	Dame Alice Bouchard, veuve Philias Dion, Marie Bouchard, épouse d'Emile Filion, Ovide Bouchard, et Dame Aurore Tremblay, veuve d'Edouard Deschênes, au rôle: M. Félix Bouchard, 5096 Duquesne Montréal, M. Félix Bouchard, a/s Lauréa Dion, 16 rue Pierre, Charlemagne, Que.	135-94.
74199	Dame Alice Bouchard, veuve Philias Dion, Marie Bouchard, épouse d'Emile Filion, Ovide Bouchard et Dame Aurore Tremblay, veuve d'Edouard Deschênes, au rôle: M. Félix Bouchard, 5096 Duquesne Montréal, M. Félix Bouchard, a/s Lauréa Dion, 16 rue Pierre, Charlemagne, Que.	135-95.
74295	Douglas Millichamp, Ernest Millichamp et Georges Lafontaine, au rôle: D. & E. Millichamp, 3985 Prince Charles, St-Hubert	

135-154; à distraire la partie nord-est de ce lot vendue à Wilfred Duncum aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 180539.

135-154; to withdraw the northeast part of this lot sold to Wilfred Duncum according to the terms of a deed registered at the registry office of the county of Chambly under number 180539.

74571	Gilles Lussier, 6607 Delanaudière, Montréal	136-209, 210.
74572	Gilles Lussier, 6607 Delanaudière, Montréal	136-211, 212.
74643	Dame Rita Vincent Beausoleil, épouse de Louis Beausoleil, au rôle: Rita Vincent Beausoleil, 3235 Montée St-Hubert, St-Hubert	136-347 et 348.
74762	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd, 4900 Radisson, Montréal	136-547 et 548.
74763	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co., Ltd., 4900 Radisson, Montréal	136-549, 550.
74764	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd., 4900 Radisson, Montréal	136-551, 552.
74765	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd., 4900 Radisson, Montréal	136-553 à 555.
74767	Dame Helen Mavroidi, épouse de Panagis Dracatos, au rôle: Hellenic Housing Co. Ltd., 4900 Radisson, Montréal	136-556 à 558.
74948	Roger Décarie, 4030 Lesage, Verdun	136-859, 860.
75177	Fernand Handfield, 3340 Montée St-Hubert, St-Hubert	142-166.
75322	Walter Scheidegg, 2450 Patenaude, St-Hubert	142-361.
75338	Les Entrepreneurs Suisses (Québec) Ltée-Swiss Builders (Quebec) Ltd., au rôle: Swiss Builders, 1467 Metcalfe, Montréal	142-371.
75342	Les Entrepreneurs Suisses (Québec) Ltée-Swiss Builders (Quebec) Ltd., au rôle: Walter Scheidegg, 2450 Patenaude, St-Hubert	142-372-2.
75790	Dame Béatrice Mary Venus, veuve George Frederick John Fowler, au rôle: Vve B. Mary Fowler, 5355 Chemin Chambly, St-Hubert, 2135 Park, St-Hubert	

145-14; à distraire la partie expropriée par le Ministère de la Voirie de la Province de Québec aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 263691.

145-14; to withdraw the part expropriated by the Department of Roads of the Province of Quebec according to the terms of a deed registered at the registration office of the county of Chambly under number 263691.

75794	Yves Robail et Roger Féttu, 5200 Domville, St-Hubert	145-18.
76431	Morris Pollack, au rôle: Maurice Pollack, 6484 Ave. Victoria, Suite 207, Montréal	147-127.
76432	John Tsatsaronis, 3669 Henri Julien, Montréal	147-128.
76433	John Tsatsaronis, 3669 Henri Julien, Montréal	147-129.
76434	John Tsatsaronis, 3669 Henri Julien, Montréal	147-130.
76444	Morris Pollack, au rôle: Maurice Pollack, 6484 Ave. Victoria, Suite 207, Montréal	147-140.
76445	Morris Pollack, au rôle: Maurice Pollack, 6484 Ave. Victoria, Suite 207, Montréal	147-141.
76446	Morris Pollack, au rôle: Maurice Pollack, 6484 Ave. Victoria, Suite 207, Montréal	147-142.
76447	Morris Pollack, au rôle: Maurice Pollack, 6484 Ave. Victoria, Suite 207, Montréal	147-143.
77128	Louis Levasseur, au rôle: M. Alcide Forgues, Rang des Vingt, St-Basile-le-Grand, Qué.	150-61.
77129	Louis Levasseur, au rôle: M. Alcide Forgues, Rang des Vingt, St-Basile-le-Grand, Qué.	150-62.
77130	Louis Levasseur, au rôle: M. Alcide Forgues, Rang des Vingt, St-Basile-le-Grand, Qué.	150-63.
78292	Walter Scheidegger, alias Scheidegg, au rôle: M. Walter Scheidegger, 2450 Patenaude, St-Hubert	155-1066, 1067.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
79035	William James Swail, 0823 rue Charlevoix, Montréal	

224-46 Paroisse St-Antoine de Longueuil. 224-46 Parish of St. Antoine of Longueuil.

79038	William James Swail, 0823 rue Charlevoix, Montréal	157-50.
79039	William James Swail, 0823 rue Charlevoix, Montréal	157-51.
79105	Mercury Realties Inc., 2015 Drummond, Suite 200, Montréal	158-35 à 37.
79224	Demetrios Dagres, Pauline Dagres et Kostas Dagres, au rôle: Demetrios Pauline, Kostas Dacres, 5390 Parc Ave., Montréal	158-212.
79225	Demetrios Dagres, Pauline Dagres et Kostas Dagres, au rôle: Demetrios Pauline, Kostas Dacres, 5390 Park Ave., Montréal	158-213.
79226	Demetrios Dagres, Pauline Dagres et Kostas Dagres, au rôle: Demetrios Pauline, Kostas Dacres, 5390 Park Ave., Montréal	158-214.
79227	Demetrios Dagres, Pauline Dagres et Kostas Dagres, au rôle: Demetrios Pauline, Kostas Dacres, 5390 Park Ave., Montréal	158-215.
79228	Demetrios Dagres, Pauline Dagres et Kostas Dagres, au rôle: Demetrios Pauline, Kostas Dacres, 5390 Park Ave., Montréal	158-216.
79229	Demetrios Dagres, Pauline Dagres et Kostas Dagres, au rôle: Demetrios Pauline, Kostas Dagres, 5390 Park Ave., Montréal	158-217.
79421	Mercury Realties Inc., 2015 rue Drummond, Montréal	158-491.
79432	Marcel Valentine, 5030 Domville, St-Hubert	158-503.
79433	Marcel Valentine, 5030 Domville, St-Hubert	158-504.
79434	Marcel Valentine, 5030 Domville, St-Hubert	158-505.
79443	Marcel Valentine, 5030 Domville, St-Hubert	158-517.
79497	Mercury Realties Inc., 2015 rue Drummond, Suite 200, Montréal	158-597.
79503	Denis Fournier, au rôle: M. Denis Forunier, 2188 Nicolet, Montréal	158-606 & 607.
79504	L'Abbé Maurice St-Cyr, au rôle: Abbé M. St-Cyr, R. Cinq-Mars, 2525 St-Georges, Jacques-Cartier, Abbé M. St-Cyr, Immeubles Castel Enr., 8543 P. Verdelle, Ville d'Anjou, Qué	158-608
79553	Georges Efremidis, au rôle: Stanley Thomas Speers, 5350 Boul. Payer, St-Hubert, Georges Efremidis 128, Fairmount West, Montréal	158-688.
79554	Georges Efremidis, au rôle: Stanley Thomas Speers, 5350 Boul. Payer, St-Hubert, M. Georges Efremidis, 218 Fairmount West, Montréal	158-689.
79558	L'Abbé Maurice St-Cyr, au rôle: A. M. St-Cyr, R. Cinq-Mars, 2525 rue St-Georges, Jacques-Cartier, Abbé M. St-Cyr, Immeubles Caster Enr. 8543 P. Verdelle, Ville d'Anjou, Qué	158-695 & 696.
79588	L'Abbé Maurice St-Cyr, au rôle: A. M. St-Cyr et R. Cinq-Mars, 2550 St-Georges, Jacques-Cartier, Abbé M. St-Cyr, Immeubles Caster Enr., 8543 P. Verdelle, Ville d'Anjou, Qué	

158-745 et la moitié sud-ouest du lot 158-744; mesurant en tout 45 pieds de largeur sur une profondeur de 81 pieds; ladite moitié sud-ouest est bornée en front au sud-est par la rue Domville, d'un côté au sud-ouest par le lot 158-745, en arrière au nord-ouest par partie du lot 158-698 et de l'autre côté au nord-est par le résidu dudit lot 158-744.

158-745 and the southwest half of lot 158-744; measuring, in its entirety, 45 feet in width by a depth of 81 feet; the said southwest half is bounded in front on the southeast by Domville Street, on one side on the southwest by lot 158-745, in the back on the northwest by part of lot 158-698 and on the other side on the northeast by the remainder of said lot 158-744.

79590	Eugène Bonin, 3918 Evelyne, Verdun	158-748 à 750.
79707	Ernest Lafeuille, 1894 Notre-Dame Ouest, Montréal	158-947.
79719	Elysée Investment Co., au rôle: Elysée Invest. Co., 3665 Côte des Neiges, Montréal	158-966.
79757	Dame Ida Flood, veuve Henry Johnson, Dame Ida Flood, veuve Harry Johnson, Edwin Johnson, William Johnson, David Johnson, Ida Johnson et Harry Johnson, au rôle: Vve I. Flood Johnson, 4585 Légion, St-Hubert	158-1026, 158-1027.
79812	William Edward McLean, au rôle: William E. McLean, 4195 Forester, St-Hubert	158-1119, 1120.
79819	Gabriel Touten, 7130, 1ère Avenue, Ville St-Michel, 5135, 12e Avenue App. 101, Rosemont, Mtl	158-1133 & 1134.
79823	Gérard Carmel, 5375 Boul. Maricourt, St-Hubert	158-1142.
79824	Gérard Carmel, 5375 Boul. Maricourt, St-Hubert	

158-1143 et 1144; à distaire de ces lots la partie expropriée par la Ville de St-Hubert aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté pe Chambly sous le numéro 259656.

158-1143 and 1144; to withdraw from these lots the part expropriated by the town of St-Hubert according to the terms of a deed registered at the registration office of the county of Chambly under number 259656.

79827	Gérard Carmel, 5375 Boul. Maricourt, St-Hubert	158-1148, 1149.
79836	Gérald M. Viau, au rôle: Gérard M. Viau, 4180 Domville, St-Hubert	158-1167, 1168.
79868	Rosario Rondeau, 4095 Domville, St-Hubert	158-1220 et 1221.
79899	Dame Norma Evelyn McFarlane, épouse de Claude Reiss, au rôle: Porters Mutual B. Ass. N. Reiss, 8031 Upper Lachine, Road, App. 7, Montréal, Dame Norma E. McFarlane, 115 Ave. Hickson, St-Lambert	

158-1271 à 1273; à distraire de ces lots la partie expropriée par la Ville de St-Hubert aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enrègistrement du comté de Chambly sous le numéro 265380.

158-1271 to 1273; to withdraw from these lots the part expropriated by the town of St-Hubert according to the terms of a deed registered at the registration office of the county of Chambly under number 265380.

79915	John Parks, 5032 rue Hertel, Montréal	159-10.
79940	Dame Ida Flood, veuve Henry Thomas Johnson, au rôle: Ida Johnson, 4585 Légion, St-Hubert	159-40.
79941	Dame Ida Flood, veuve Henry Thomas Johnson, au rôle: Ida Johnson, 4585 Légion, St-Hubert	159-41.
79942	Dame Ida Flood, veuve Henry Thomas Johnson, au rôle: Ida Johnson, 4585 Légion, St-Hubert	159-42.
79943	Dame Ida Flood, veuve Henry Thomas Johnson, au rôle: Ida Johnson, 4585 Légion, St-Hubert	159-43.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
79982	Dame Helen Roumeliotis, épouse de Nicolaos Panageas, au rôle: Helen Panageas, 114 Fairmount, Montréal	159-89.
79983	Dame Helen Roumeliotis, épouse de Nicolaos Panageas, au rôle: Helen Panageas, 114 Fairmount, Montréal	159-90.
79984	Dame Helen Roumeliotis, épouse de Nicolaos Panageas, au rôle: Helen Panageas, 114 Fairmount, Montréal	159-91.
80021	Derrek Weatherston, 5370 Baillargeon, St-Hubert, 5350 Baillargeon, St-Hubert	159-149 & 150.
80022	Derrek Weatherston, 5370 Baillargeon, St-Hubert, 5350 Baillargeon, St-Hubert	159-151 & 152.
80103	Viola Nolan, 5290 Ste-Lucie, St-Hubert	159-284 & 285.
80104	Viola Nolan, 5290 Ste-Lucie, St-Hubert	159-286 & 287.
80223	Léo Burningham, au rôle: Léo Bruningham, 4470 Redmond, St-Hubert	160-51 & 52.
80381	New Croydon Development Limited, au rôle: New Croydon Devel. Ltd., 2410 Préfontaine, Jacques-Cartier	160-307.
80772	Dame Ethel Ula Haynes, épouse de Alfred Braithwaite, au rôle: Ethel Braithwaite, 4915 Orchard, St-Hubert	161-112 & 162-195.
80788	Madeleine Sanscartier, épouse de Jean-Paul Larue, au rôle: M. Larue, 5080 rue Orchard, St-Hubert	161-128.
80944	Dame Anna Richard, épouse de Antoine Lamarche, au rôle: Anna Lamarche, 7052 Clark, Montréal	162-63.
80945	Dame Anna Richard, épouse de Antoine Lamarche, au rôle: Anna Lamarche, 7052 Clark, Montréal	162-64.
80946	Dame Anna Richard, épouse de Antoine Lamarche, au rôle: Anna Lamarche, 7052 Clark, Montréal	162-65.
80947	Dame Anna Richard, épouse de Antoine Lamarche, au rôle: Anna Lamarche, 7052 Clark, Montréal	162-66.
80948	Marcel Lamarche, au rôle: Marcel Lamarche & Al., 519 Lazard, Ville Mont-Royal	162-67.
80949	Marcel Lamarche, au rôle: Marcel Lamarche & Al., 519 Lazard, Ville Mont-Royal	162-68.
80950	New Croydon Development Limited, au rôle: New Croydon Dev. Ltd, 2410 Préfontaine, Jacques-Cartier	162-69.
80967	New Croydon Development Limited, au rôle: New Croydon Dev. Ltd, 2410 Préfontaine, Jacques-Cartier	162-86.
80990	New Croydon Development Limited, au rôle: New Croydon Dev. 2410 Préfontaine, Jacques-Cartier	162-109.
81393	Greenpark Construction Co. Ltd, 6272 Beacon Road, Montréal	162-387.
81746	Frand Investment Inc. au rôle: Greenpark Construction Inc., 6272 Beacon Road Montréal	162-787 et 163-338.
82116	Frand Investment Inc, au rôle: Greenpark Construction Inc., 6272 Beacon Road, Montréal	163-331.
82117	Frand Investment Inc, au rôle: Greenpark Construction Inc., 6272 Beacon Road, Montréal	163-332.
82118	Frand Investment Inc, au rôle: Greenpark Construction Inc., 6272 Beacon Road, Montréal	163-333.
82119	Frand Investment Inc, au rôle: Greenpark Construction Inc., 6272 Beacon Road, Montréal	163-334.
82817	New Croydon Development Limited, au rôle: New Croydon Dev. Ltd, 2410 Préfontaine, Jacques-Cartier	165-57.
83465	The William Rutherford & Sons Company Limited, au rôle: William Rutherford & Son Co. Ltd	166-63.
83468	The William Rutherford & Sons Comgany Limited, au rôle: M. Siméon Lamarre	166-63A.
83784	Alexander Donald, au rôle: Mr. Alexandre Donald	166-314.
83785	Alexander Donald, au rôle: Mr. Alexandre Donald	166-315.
83786	Alexander Donald, au rôle: Mr. Alexandre Donald	166-316.
83787	Alexander Donald et Philias Vanier, au rôle: Mr. Alexandre Donald	166-317.
83788	Alexander Donald et Philias Vanier, au rôle: Mr. Alexandre Donald	166-318.
83789	Alexander Donald et Philias Vanier, au rôle: Mr. Alexandre Donald	166-319.
83814	Wilhelm Mayer et Philias Vanier, au rôle: Wilhelm Mayer Caracas, Lospalos Gardens, 6A Calle Quinta, Akova	166-352.
83815	Wilhelm Mayer et Philias Vanier, au rôle: Wilhelm Mayer Caracas, Lospalos Gardens, 6A Calle Quinta, Akova	166-353.
84006	Donald Taylor, 1010 Ste-Catherine Ouest, Montréal	166-518.
84018	Philias Vanier et Dame Emma Jeffrey vve Donald Bain, au rôle: Philias Vanier	166-524.
85813	Dame Doris Leather vve Gordon Munro Ritchie, au rôle: Doris Titchie, 561 Shakespeare Ave., Oshawa, Ont.	

169-16; à distraire la partie vendue à la Ville de St-Hubert aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 250047.

169-16; to withdraw the part sold to the town of St-Hubert according to the terms of a deed registered at the registration office of the county of Chambly under number 250047.

87276	Dame Maria Vittoria Divito et Matteo D'Amico, au rôle: M. Vittoria Divito D. Amoco, 6128 Hamilton, Montréal	171-64 et 65.
87339	Maurice Michaud, 5115 Boul. Wesley, St-Hubert	

171-189 et la partie sud-ouest du lot 171-190, mesurant cette dite partie 12.5 pieds de largeur sur une profondeur de 100 pieds, bornée en front au nord-ouest par une rue, en arrière au sud-est par le lot 171-203, d'un côté au sud-ouest par le lot 171-189 et de l'autre côté au nord-est par le résidu dudit lot 171-190.

171-189 and the southwest part of lot 171-190, thif said part measuring 12.5 feet in width by a depth of 100 feet, bounded in front on the northwest by a street, in the back on the southeast by lot 171-203, on one side on the southwest by lot 171-189 and on the other side on the northeas' by the remainder of said lot 171-190.

87442	Dame Jessie Messer vve William E. H. Howarth, au rôle: Dame vve J. Hawarth, 5030 Quevillon, St-Hubert	171-390, 391.
87480	East Greenfield United Church, au rôle: E. Greenfield United Church, J. Clehorn, 4240 Quevillon, St-Hubert	171-464, 465.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immoveable
87481	The Trustees of East Greenfield United Church, au rôle: E. Greenfield United Church, J. Clehorn, 4240 Quevillon, St-Hubert	171-466, 467.
87517	East Greenfield United Church, au rôle: E. Greenfield United Church, J. Cleghorn, 4240 Quevillon, St-Hubert	171-535, 536.
87518	East Greenfield United Church, au rôle: E. Greenfield United Church, J. Cleghorn, 4240 Quevillon, St-Hubert	171-537, 538.
87726	Walter Kemp, Côte St-Luc, Ste-Thérèse de Blainville, Que	171-936, 937.
87729	Sarantos Lysikatos, au rôle: Panagiotis Siratis, 4618 Hutchinson, Montréal	171-942, 943.
87730	Sarantos Lysikatos, au rôle: Panagiotis Stratis, 4618 Hutchinson, Montréal	171-944, 945.
87770	Dimitrios Kappos, 5618 Jeanne Mance, Montréal	171-1026, 1027.
87771	Dimitrios Kappos, 5618 Jeanne Mance, Montréal	171-1028, 1029.
87791	Thomas Dariotis, Vasilios Dariotis et Dimitrios Dariotis, au rôle: M. Thomas Dariotis *et als*, 3421 Décarie, Montréal	171-1067, 1068.
87792	Thomas Dariotis, Vasilios Dariotis et Dimitrios Dariotis, au rôle: M. Thomas Dariotis *et als*, 3421 Décarie, Montréal	171-1069, 1070.
87793	Thomas Dariotis, Vasilios Dariotis et Dimitrios Dariotis, au rôle: M. Thomas Dariotis *et als*, 3421 Décarie, Montréal	171-1071, 1072.
87794	Thomas Dariotis, Vasilios Dariotis et Dimitrios Dariotis, au rôle: M. Thomas Dariotis *et als*, 3421 Décarie, Montréal	171-1073, 1074.
87795	Thomas Dariotis, Vasilios Dariotis et Dimitrios Dariotis, au rôle: M. Thomas Dariotis *et als*, 3421 Décarie, Montréal	171-1075, 1076.
87796	Thomas Dariotis, Vasilios Dariotis et Dimitrios Dariotis, au rôle: M. Thomas Dariotis *et als*, 3421 Décarie, Montréal	171-1077, 1078.
87797	Thomas Dariotis, Vasilios Dariotis et Dimitrios Dariotis, au rôle: M. Thomas Dariotis *et als*, 3421 Décarie, Montréal	171-1079, 1080.
87908	Malcom F. Spriggs, 4320 Cornwall, St-Hubert	171-1303, 1304
87930	William Ferguson, au rôle: William Furguson, 4540 Cornwall, St-Hubert	171-1348.
88021	Roy Onyskewich, alias Roy Oney, au rôle: Roy Onyskewich, 4340 Boul. Pie IX, app. 1, Montréal	171-1528, 1529.
88034	Terrence Greenslade, 4040 Cornwall, St-Hubert	171-1554, 1555.
88116	René Lavertu, au rôle: Vve Cécile Anne Croken, 4770 Kensington, St-Hubert	172-76.
88117	Dame Florence Annie King vve, Thomas Ludlow, au rôle: Vve F. Annie Ludlow, 5824 Ave. Bannantyne, app. 3, Verdun	172-77.
88118	Dame Florence Annie King, vve Thomas Ludlow, au rôle: Vve F. Annie Ludlow 5824 Ave. Bannantyne, app. 3, Verdun	172-78.
88169	Gilles Brossard, Boul. Lapinière, Ville de Brossard, Rang St-François, Sherrington, Qué.	

La partie nord-est du lot 172-130 mesurant 50 pieds de largeur sur une profondeur de 90 pieds, bornée en front vers le nord-est par une rue, (172-132), en arrière vers le sud-ouest par le résidu dudit lot 172-130, d'un côté vers le nord-ouest par une rue (172-79), et de l'autre côté vers le sud-est par une partie du lot 172-131.

The northeast half of lot 172-130 measuring 50 feet in width by a depth of 90 feet, bounded in front on the northeast by a street, (172-132), in the back on the southwest by the remainder of said lot 172-130, on one side on the northwest by a street (172-79), and on the other side on the southeast by a part of lot 172-131.

88170	Gilles Brossard, Boul. Lapinière, Ville de Brossard, Rang St-François, Sherrington, Qué.	

La partie nord-est du lot 172-131 mesurant 50 pieds de largeur sur une profondeur de 90 pieds, bornée en front vers le nord-est par une rue (172-132), en arrière vers le sud-ouest par le résidu dudit lot 172-131, d'un côté vers le nord-ouest par partie du lot 172-130 et de l'autre côté vers le sud-est par une partie du lot 172-179.

The northeast part of lot 172-131 measuring 50 feet in width by a depth of 90 feet, bounded in front on the northeast by a street (172-132), in the back on the southwest by the remainder of said lot 172-131, on one side on the northwest by part of lot 172-130 and on the other side, on the southeast by a part of lot 172-179.

88214	Eugène Paré, 2356 rue Victoria, BP Vionnais, V.J.C., Qué.	172-175; 173-58.
88215	Eugène Paré, 2356 rue Victoria, BP Vionnais, V.J.C., Qué.	172-176; 173-57.
88216	Eugène Paré, 2356 rue Victoria, BP Vionnais, V.J.C., Qué.	172-177; 173-56.
88217	Eugène Paré, 2356 rue Victoria, BP Vionnais, V.J.C., Qué.	172-178; 173-54.
88218	Gilles Brossard, Boul. Lapinière, Ville Brossard, Rang St-François, Sherrington, Qué.	172-179; 173-51.
88219	Gilles Brossard, Boul. Papinière, Ville Brossard, Rang St-François, Sherrington, Qué.	172-180; 173-50.
88220	Gilles Brossard, Boul. Lapinière, Ville Brossard, Rang St-François, Sherrington, Qué.	172-181; 173-49.
88221	Gilles Brossard, Boul. Lapinière, Ville Brossard, Rang St-François, Sherrington, Qué.	172-182; 173-48.
88222	Gilles Brossard, Boul. Lapinière, Ville Brossard, Rang St-François, Sherrington, Qué.	172-183; 173-47.
88296	Ronald Sellen, au rôle: Wilfrid Baillargeon, 6750 Côte Noire, St-Hubert, Ronandl Sellen, 4420 Kensington, St-Hubert	172-257.
88323	John Frederick Campbell, Narcisse Baillargeon et Philias Baillargeon, au rôle: John F. Campbell, 1029 St-Antoine, Montréal.	

La moitié nord-est du lot 172-285 bornée en front par une rue, d'un côté par le lot 172-284, en arrière par partie du lot 172-362 et de l'autre côté par l'autre moitié dudit lot 172-285.

The northeast half of lot 172-285 bounded in front by a street, on one side by lot 172-284, in the back by part of lot 172-362 and on the other side by the other half of said lot 172-285.

88413	Solomon Selensk et John Frederick Campbell, au rôle: John F. Campbell, 1029 St-Antoine, Montréal.	173-29.
88416	Gilles Brossard, Boul. Lapinière, Ville Brossard, Rang St-François, Sherrington, Qué.	173-52.
88418	Eugène Paré, 2356 Victoria, BP Vionnais, V.J.C., Qué.	173-55.
88504	Kosmos Gardens Inc., au rôle: Celia M. Russell & Als., 4800 Nantel, St-Hubert.	173-151.
88556	Franco Di Carlo, 5992 Cartier, Montréal	163-213.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
88604	Léopold Tazreiter, 140W 74th St., New York, U.S.A.	173-261.
88864	Roland Oscar Fournier, 6350 Boul. Maricourt, St-Hubert	

La moitié nord-est du lot 173-523, mesurant 25 pieds de largeur sur une profondeur de 100 pieds, bornée en front par une rue, en arrière par le lot 173-561, d'un côté au nord-est par le lot 173-522 et de l'autre côté par l'autre moitié dudit lot 173-523.

The northeast half of lot 173-523, measuring 25 feet in width by a depth of 100 feet, bounded in front by a street, in the back by lot 173-561, on one side on the northeast by lot 173-522 and on the other side by the other half of said lot 173-523.

91693	Michele Facchino, 7744 16e Ave., Ville St-Michel, 88 Villeray, Montréal	177-125.
91733	Michele Facchino, 7744 16e Ave., Ville St-Michel, 88 Villeray, Montréal	177-165.
91745	Michele Facchino, 7744 16e Ave., Ville St-Michel, 88 Villeray, Montréal	177-177.
91867	Salo Selzer, 3495 rue De La Montagne, Montréal	177-300.
91868	Salo Selzer, 3495 rue De La Montagne, Montréal	177-301.
91869	Salo Selzer, 3495 rue De La Montagne, Montréal	177-302.
91870	Salo Selzer, 3495 rue De La Montagne, Montréal	177-303.
91871	Salo Selzer, 3495 rue De La Montagne, Montréal	177-304.
91872	Salo Selzer, 3495 rue De La Montagne, Montréal	177-305.
91919	Salo Selzer, 3495 rue De La Montagne, Montréal	177-383.
91920	Salo Selzer, 3495 rue De La Montagne, Montréal	177-384.
91921	Salo Selzer, 3495 rue De La Montagne, Montréal	177-385.
91922	Salo Selzer, 3495 rue De La Montagne, Montréal	177-386.
91923	Salo Selzer, 3495 rue De La Montagne, Montréal	177-387.
91924	Salo Selzer, 3495 rue De La Montagne, Montréal	177-388.
91925	Salo Selzer, 3495 rue De La Montagne, Montréal	177-389.
91926	Salo Selzer, 3495 rue De La Montagne, Montréal	177-390.
91927	Salo Selzer, 3495 rue De La Montagne, Montréal	177-391.
91928	Salo Selzer, 3495 rue De La Montagne, Montréal	177-392.
91929	Salo Selzer, 3495 rue De La Montagne, Montréal	177-393.
91930	Salo Selzer, 3495 rue De La Montagne, Montréal	177-395.
91934	Salo Selzer, 3495 rue De La Montagne, Montréal	177-396.
91935	Salo Selzer, 3495 rue De La Montagne, Montréal	177-397.
91936	Salo Selzer, 3495 rue De La Montagne, Montréal	177-398.
91937	Salo Selzer, 3495 rue De La Montagne, Montréal	177-399.
92042	Salo Selzer, 3495 rue De La Montagne, Montréal	177-405.
92043	Salo Selzer, 3495 rue De La Montagne, Montréal	177-505.
92044	Salo Selzer, 3495 rue De La Montagne, Montréal	177-506.
92045	Salo Selzer, 3495 rue De La Montagne, Montréal	177-507.
92050	Salo Selzer, 3495 rue De La Monatgne, Montréal	

177-512; à distraire la partie expropriée par le Ministère de la Voirie de la Province de Québec aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 273854.

177-512; to withdraw the part expropriated by the Department of Roads of the Province of Quebec according to the terms of a deed registered at the registration office of the county of Chambly under number 273854.

92051	Salo Selzer, 3495 rue De La Montagne, Montréal	177-513.
92052	Salo Selzer, 3495 rue De La Montagne, Montréal	177-514.
92053	Salo Selzer, 3495 rue De La Montagne, Montréal	177-515.
92054	Salo Selzer, 3495 rue De La Montagne, Montréal	177-516.
99122	William Wilkins, 15 rue De l'Épée, Outremont	187-370, 371.
99542	Louis Brosseau et Edward Sweeting, au rôle: Louis Brosseau, 8370 Côte Noire, St-Hubert	187-1241 à 1243.
99628	Frederick Harold, Douglas Coburn, In Trust pour ses enfants re: Substitution créée par Theresa Louisa Crawford Sym, au rôle: W. Roy Riddle I, Crawford, 513, 23e Ave., Outremont	187-1420 à 1422.
99767	James Black, 238, 6e Ave., City of Two Mountains	187-1699 & 1700.
99794	Protestant Board of School Commissioners of Pinehurst and East Greenfield, au rôle: E. Vézina, 10 St-Jacques Ouest, Montréal	187-1755 & 1756.
99797	Protestant Board of School Commissioners of Pinehurst and East Greenfield, au rôle: E. Vézina, 10 St-Jacques Ouest, Montréal	187-1762 à 1764.
99798	Protestant Board of School Commissioners of Pinehurst and East Greenfield, au rôle: E. Vézina, 10 St-Jacques Ouest, Montréal	187-1765, 1766.
99799	Protestant Board of School Commissioners of Pinehurst and East Greenfield, au rôle: E. Vézina, 10 St-Jacques Ouest, Montréal	

187-1767 à 1769; à distraire de ces lots la partie expropriée par le Ministère de la Voirie de la Province de Québec aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 288235.

187-1767 to 1769; to withdraw from these lots the part expropriated by the Department of Roads of the Province of Quebec according to the terms of a deed registered at the registration office of the county of Chambly under number 288235.

100018	James Black, 238 6e Ave., City of Two-Mountains, Qué	187-1988, 1989.
100043	Protestant Board of School Commissioners of Pinehurst and East Greenfield, au rôle: E. Vézina, 10 St-Jacques Ouest, Montréal	187-2041 à 2043.
100044	Protestant Board of School Commissioners of Pinehurst and East Greenfield, au rôle: E. Vézina, 10 St-Jacques Ouest, Montréal	187-2044, 2045.
100045	Protestant Board of School Commissioners of Pinehurst and East Greenfield, au rôle: E. Vézina, 10 St-Jacques Ouest, Montréal	187-2046, 2047.
100048	Protestant Board of School Commissioners of Pinehurst and East Greenfield, au rôle: E. Vézina, 10 St-Jacques Ouest, Montréal	187-2053 à 2055.
100049	Protestant Board of School Commissioners of Pinehurst and East Greenfield, au rôle: E. Vézina, 10 St-Jacques Ouest, Montréal	

187-2056 à 2058; à distraire de ces lots la partie expropriée par le Ministère de la Voirie de la Province de Québec aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 288235.

187-2056 to 2058; to withdraw from these lots the part expropriated by the Department of Roads of the Province of Quebec according to the terms of a deed registered at the registration office of the county of Chambly under number 288235.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
100939	Frederick Jonathan Fison, au rôle: Frederic Jonathan Fison, 70 Holbrook Road Cambridge, England	189-154 et 155.
100940	Frederick Janothan Fison, au rôle: Frederic Jonathan Fison, 70 Holbrook Road, Cambridge, England	189-156 et 157.
100941	Frederick Jonathan Fison, au rôle: Frederic Jonathan Fison, 70 Holbrook Road, Cambridge, England	189-158 et 159.
100942	Frederick Jonathan Fison, au rôle: Frederic Jonathan Fison, 70 Holbrook Road, Cambridge, England	189-160, 161.
100943	Frederick Jonathan Fison, au rôle: Frederic Jonathan Fison, 70 Holbrook Road, Cambridge, England	189-162 & 163.
100944	Frederick Jonathan Fison, au rôle: Frederic Jonathan Fison, 70 Holbrook Road, Cambridge, England	189-164, 165.
100945	Frederick Jonathan Fison, au rôle: Frederic Jonathan Fison, 70 Holbrook Road, Cambridge, England	189-166, 167.
100946	Frederick Jonathan Fison, au rôle: Frederic Jonathan Fison, 70 Holbrook Road, Cambridge, England	189-168, 169.
100947	Frederick Jonathan Fison, au rôle: Frederic Jonathan Fison, 70 Holbrook Road, Cambridge, England	189-170, 171.
100993	Salo Selzer Ltd., 1010 Ste-Catherine Ouest, Montréal	189-267.
102057	Isaac James Clarke, 4195 Cornwall, St-Hubert	189-2450, 2451.
102859	Jacques Filion, 132 St-Jacques Ouest, Chambre 918, Montréal	192-126 à 128.
102860	Jacques Filion, 132 rue St-Jacques Ouest, Chambre 918, Montréal	192-129, 130.
102861	Jacques Filion, 132 rue St-Jacques Ouest, Chambre 918, Montréal	192-131, 132.
102862	Jacques Filion, 132 rue St-Jacques Ouest, Chambre 918, Montréal	192-133, 134.
102863	Jacques Filion, 132 rue St-Jacques Ouest, Chambre 918, Montréal	192-135, 136.
102864	Jacques Filion, 132 rue St-Jacques Ouest, Chambre 918, Montréal	192-137, 138.
102965	Jacques Filion, 132 rue St-Jacques Ouest, Chambre 918, Montréal	192-139, 140.
102866	Jacques Filion, 132 rue St-Jacques Ouest, Chambre 918, Montréal	192-141, 142.
102867	Jacques Filion, 132 rue St-Jacques Ouest, Chambre 918, Montréal	192-143, 144.
102868	Jacques Filion, 132 rue St-Jacques Ouest, Chambre 918, Montréal	192-145, 146.
102969	Jacques Filion, 132 rue St-Jacques Ouest, Chambre 918, Montréal	192-147 à 149.
102901	Benedetta Pistilli Pontecorvo, Prov. de Frosinone Italie	192-217 et 218.
103283	Dame Alice Kaftal, veuve de Jan Berson, au rôle: Vve Alice Berson, 5275 Victoria, App. 3, Montréal	192-993, 994.
103284	Dame Alice Kaftal, veuve de Jan Berson, au rôle: Vve Alice Berson, 5275 Victoria, App. 3, Montréal	192-995 à 997.

Tous les lots ci-dessus décrits font partie du cadastre officiel de la paroisse de St-Hubert, sauf dans les cas contrairement indiqués.

Tous les lots sont sujets aux servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes ainsi qu'à toutes homologations inhérentes auxdits immeubles.

Toutes les mesures ci-dessus nommées sont en mesure anglaise et plus ou moins, sauf dans les cas contrairement indiqués.

Donné sous mon seing, à Saint-Hubert, ce seizième jour de novembre, 1967.

Le greffier,
YVAN GRENIER.

22138-48-2-o

All the lots hereabove described are part of the official cadastre of the parish of St-Hubert, save in the cases indicated to the contrary.

All the lots are subject to servitudes, active or passive, apparent or occult, as well as all homologations inherent to the said immovables.

All the measures hereabove given are in English measure and more or less, save in the cases indicated to the contrary.

Given under my hand, at Saint-Hubert, this 16th day of November 1967.

YVAN GRENIER,
City Clerk.

22138-48-2-o

Ville de Préville

Avis public est donné que la propriété ci-après décrite, faisant partie du cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil sera vendue à l'enchère publique à l'Hôtel de Ville de la Ville de Préville, 50 rue de Bretagne, le VINGT-HUITIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1967, à DIX (10) heures du matin, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêt, plus les frais subséquemment encourrus à moins que ces taxes, intérêt et frais ne soient payés avant la vente, savoir:

Claude Poirier-Defoy, cadastre 266, subdivision 366, avec bâtisses dessus érigées, 122 de Normandie. Taxes municipales: $132.98, $24.20; taxes scolaires: $692.65.

Cet immeuble est sujet au droit de retrait d'un an.

Donné à Préville, ce 23e jour de novembre 1967.

Le secrétaire-trésorier,
MME R. GAUDIN.

22167-48-2-o

Town of Préville

Public notice is given that the property hereinafter described being part of the official cadastral of the parish of St. Antoine de Longueuil will be sold by public auction at the Town Hall of the Town of Préville, 50 rue de Bretagne, the TWENTY-EIGHTH day of the month of DECEMBER 1967, at TEN (10) o'clock in the morning, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus interest and the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale, to wit:

Claude Poirier-Defoy, cadastre 266, subdivision 366, with buildings erected on said lot, 122 de Normandie. Municipal taxes: $132.98, $24.20; school taxes: $692.65.

This immovable is subject to the right of withdrawal within the year following.

Given in Préville, this 23rd day of November 1967.

MRS R. GAUDIN,
Secretary-Treasurer.

22167-48-2-o

Ville de St-Bruno de Montarville

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, trésorier de la ville de St-Bruno de Montarville, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère à l'Hôtel de Ville de la ville de St-Bruno de Montarville, 1585, rue Montarville, MERCREDI, le VINGT-SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE 1967, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêt plus les frais subséquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant la vente.

La Commission municipale de Québec, par décision en date du 14 novembre 1967, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des cités et villes, article 550, tel qu'amendé par 24, George V, chapitre 33, section 3.

Town of St-Bruno de Montarville

Public notice is hereby given by the undersigned, treasurer of the town of St-Bruno de Montarville, that the hereinafter described immovables will be sold by public auction, at the Town Hall, of the town of St-Bruno de Montarville, 1585 Montarville Street, WEDNESDAY, the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER, 1967, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes plus the costs which shall subsequently be incurred unless the said taxes, interest and cost be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission by a decision dated November 14, 1967, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under the authority of the article 550, of Cities and Towns Act, as amended by 24, George V, chapter 33, section 3.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadaster	Subdivisions
Ypsilon Industries Inc.	P. 2	
Cette partie de lot d'une superficie de 185.633 arpents carrés avec bâtisse est bornée en front, au nord-ouest par la ligne de division entre les terres de la paroisse de Boucherville; au sud-est, au nord-est, et au sud-ouest, par une autre partie dudit lot numéro 2.	This part of the lot having area of 185.633 square arpents with building is borned in front, to the northwest by the division line between the lands of the parish of Boucherville; to the southeast at the northeast and to the southwest, by another part of the said lot number 2.	
Ypsilon Industries Inc.	P. 2	
Une première partie de 1.118 arpent carré est bornée à l'est par une partie du 2; à l'ouest par la paroisse de Boucherville et au nord-est par une partie du lot 304 du cadastre de la paroisse de Ste-Julie. La seconde partie dudit cadastre d'une superficie de 24.295 arpents carrés est bornée au nord-ouest par une partie du 2; au nord-est par une partie du lot 304 de la paroisse de Ste-Julie; au sud-est et au sud-ouest par une partie du 2.	This first part having 1.118 arpent and borned to the east by a part of number 2; at the west by the parish of Boucherville and at the northeast by a part of lot 304 of the cadastre of the parish of Ste-Julie. The second portion of the said cadastre having an area of 24.295 arpents is borned to the northwest by a part of number 2; to the northeast by a part of lot 304 of the parish of Ste-Julie; to the southeast and the southwest by a part of number 2.	
Lapé Construction Ltée	P. 131	
Cette partie d'une superficie de 15,273.8 pieds carrés bornée en front par la rue Cambrai; d'un côté par le lot 131-258 et de l'autre par le résidu du 131 appartenant à la Canadian Legion.	This part having an area of 15,273.8 square feet borned in front by Cambrai street; one side by lot 131-258 and the other by the residue of 131 belonging to Canadian Legion.	
Lapé Construction Ltée	131	250.
M.-Mme – Mr.-Mrs Jacob Rosenszajn	133	24.
John Cardinal	134	15.
André Vanoverbeke	140	44.
Lapé Construction Ltée	P. 176	
Cette partie de terrain située au coin sud-ouest du boulevard Boucherville et Rabastalière d'une superficie de 17,377 pieds carrés.	This part of land located at the southwest corner of Boucherville boulevard and Rabastalière with an aera of 17,377 square feet.	
Lapé Construction Ltée	P. 177	
Cette partie de terrain d'une superficie de 2,735.2 pieds carrés bornée au nord-ouest par une rue projetée; au nord-est une partie du 177 appartenant à Mme L. Grisé; au sud-est par une autre partie du 177 et au sud-ouest par le 178-1.	This part of land having an area of 2,735.2 square feet borned to the northwest by a projected street; to the northeast by a part of 177 belonging to Mrs. L. Grisé; to the southeast by another part of 177 and to the southwest by 178-1.	
Emile Asselin	178 P. 27	
Cette partie de terrain d'une superficie de 12,729 pieds carrés bornée en front par la rue d'Anjou, d'un côté par le 178-28 et de l'autre par le 178-25.	This part of land with area of 12,729 square feet borned in front by d'Anjou street, one side by lot 178-28 and the other by lot 178-25.	
Emile Asselin	178	28.
Emile Asselin	178	39.
Lapé Construction Ltée	178	44-1-1.
Lapé Construction Ltée	178	44-1-2 et-and 45-2.
Lapé Construction Ltée	178	57-1 et-and 2.
Lapé Construction Ltée	178	60 et-and 61.
Lapé Construction Ltée	179	42.
Emile Asselin	180	67.
Lapé Construction Ltée	181	43.
Lapé Construction Ltée	180	103.
Mme – Mrs Maurice Savignac	347	1-53-1.
Mme – Mrs Maurice Savignac	347	1-52-2.

Avec bâtisse. — With building.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadaster	Subdivisions
Bernard Siminovitch	P. 348	
Cette partie d'une superficie de 6.89 arpents carrés (non compris l'emprise du chemin des « 20 ») et bornée comme suit: au bout nord-ouest par la route provinciale numéro 9, au bout sud-est, par les terres de la paroisse de St-Joseph de Chambly, d'un côté vers le sud-ouest, par la partie ci-dessus désignée du lot No 349 et de l'autre côté vers le nord-est, par le résidu dudit lot No 348.	This part having area of 6.89 arpents (not including the bed of Chemin des "20") and borned as follows: at the northwest end by provincial highway number 9, at the southeast end by the lands of the parish of St-Joseph de Chambly, at the side through the southwest by the said part designed herewith of lot number 349 and the other side through the northeast by the residue of the said lot number 348.	
Bernard Siminovitch	P. 349	
Cette partie d'une superficie de 5.11 arpents carrés (non compris l'emprise du chemin des « 20 ») et bornée comme suit: au bout nord-ouest par la route provinciale numéro 9, au bout sud-est, par les terres de la paroisse de St-Joseph de Chambly, d'un côté vers le sud-ouest, par la Montée des « 20 » et de l'autre côté par une partie du lot No 348.	This part having area of 5.11 arpents (not including the bed of Chemin des "20") and borned as follows: at the northwest end by highway number 9, at the southeast end by the lands of the parish of St-Joseph de Chambly, at the side through the south-west by the Montée des 20 and the other side by part of the lot No. 348.	
Bernard Siminovitch	P. 356	
Cette partie d'une superficie de 3.47 arpents carrés, et mesurant 200′ de largeur par toute la profondeur dudit lot, et bornée ladite partie dudit lot, comme suit: en front au sud-est par le chemin public (Rang des Vingt), en arrière au nord-ouest par la route numéro 9, d'un côté au sud-ouest par le lot No 357 dudit cadastre, et de l'autre côté au nord-est par le résidu dudit lot No 356.	This part having area of 3.47 arpents and measuring 200′ width in all its depth of the said lot, and borned the said part of the said lot as follows: in front by the southeast by the public road (Rang des Vingt), at the back to the northwest by highway number 9, one side to the southwest by lot number 357 of the said cadastre, and on the other side to the northeast by the residue of the said lot No. 356.	
Lapé Construction Ltée	P. 357	
Cette partie d'une superficie de 25,811 pieds carrés bornée en front par la route numéro 9; en arrière par la voie ferrée; d'un côté par le 356-1 et de l'autre par le 358.	This part having area of 25,811 square feet borned in front by highway number 9; at the back by the railroad tracks; one side by lot 356-1 and the other by lot 358.	
Bernard Siminovitch	P. 361	
Cette partie d'une superficie de 16.88 arpents carrés et mesurant 700′ de largeur, par toute la profondeur dudit lot, et bornée comme suit: en front au nord-ouest par le chemin public (Rang des Vingt), en arrière au sud-est par la paroisse de St-Joseph de Chambly, d'un côté au sud-ouest par une autre partie dudit lot No 361 dudit cadastre appartenant à M. Demeule ou représentants, et de l'autre côté au nord-est par le résidu dudit lot No 361 dudit cadastre appartenant à M. Didier Trudeau.	This part having area of 16.88 arpents and measuring 700′ width in all its depth of the said lot, and borned as follows: in front to the northwest by the public road Rang des 20, in the back to the southeast by the parish of St-Joseph de Chambly, one side to the southwest by another part of the said lot number 361 of the said cadastre belonging to Mr. Demeule or his representatives, and the other side to the northeast by the residue of the said lot number 361 of the said cadastre belonging to Mr. Didier Trudeau.	

Les immeubles susdits sont tous aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Bruno, maintenant ville de St-Bruno de Montarville et situés dans ladite ville, le bureau d'enregistrement de la ville est situé au 208, Chemin Chambly, Longueuil.

Ladite vente sera en outre faite avec tous les droits de subrogation, toutes les servitudes actives ou passives apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles.

Donné en la ville de St-Bruno de Montarville, ce 21e jour du mois de novembre 1967.

Le trésorier et assistant-greffier,

22166-48-2-o J. P. R. BOISSY.

The above immovables are all on the plan and book of reference of the parish of St-Bruno now town of St-Bruno de Montarville and situated in the said town, the registration office of the said town is situated at 208 Chemin Chambly, Longueuil.

The said sale will be made with all subrogation rights, and all active and passive servitudes, apparent or occult attached to the said properties.

Given at the town of St-Bruno de Montarville, this 21st day of November, 1967.

J. P. R. BOISSY,

22166-48-2-o *Treasurer and Assistant-Clerk.*

Ville de l'Ile Perrot

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de l'Ile Perrot, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, en la salle du conseil municipal, 110, boulevard Perront, ville de l'Ile Perrot, P.Q., JEUDI le VINGT et UNIÈME jour de DÉCEMBRE 1967, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires ainsi que des intérêts courus et des frais, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

La Commission municipale de Québec, par décision en date du 10 novembre 1967, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, article 550. (S.R.Q. 1941, c. 233).

Town of Ile Perrot

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the town of Ile Perrot, that the hereinafter described immovables, will be sold by public auction, at the Municipal council room, 110 Perrot Blvd., town of Ile Perrot, P.Q., on THURSDAY the TWENTY-FIRST day of DECEMBER, 1967, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfay to the payment of municipal and school taxes, with accrued interests and costs incurred thereon, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by decision dated November 10, 1967, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under the authority of the article 550 of the Cities and Towns Act. (S.R.Q. 1941, c. 233).

Cadastre de la paroisse Ste-Jeanne de Chantal — Cadastre of the parish of Ste-Jeanne de Chantal

Propriétaires Proprietors	Cadastres Cadastre	Subdivisions Subdivisions
Succession–Estate, A. Barrette & D. Serrurier	219	2, 3, P. 5, 6, 8, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 111, 113, 115, 117, 118, 119, 120, 121, 123, 314, 324, 325, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 345, 346, 347, 348, 349, 352 et P. 219.
Béland, Thérèse	219	276.
Bélanger, Raoul	341	
Boire, Laurent	209	38, 39.
Carbonneau, Roger	207	273.
Chevrier, Joseph	P. 205	
Frenette, Roland	207	19, 20, P. 21, P. 22.
Guenette, Albert	219	4, P. 5.
Hillenaar, Mme–Mde Maria	327	90.
Lachance, Emmanuel	P. 219	
Lauzon, Mme–Mde Roland	207	294, 324.
Lavallée, Armand	219	122, 124.
Leduc, Léo	P. 207	
Robillard, Gaétan	208	P. 58.
Rockaway Credit Co.	185	P. 6.
Shelley, Leslie	220	55, 56, 57.
Simard, Théophile	207	P. 22, P. 23, P. 24.
Thivierge, Paul E.	222	22.
Thivierge, Paul E.	207	P. 352, 353, 354, P. 355.
Verney, Robert-Charles	219	382, 383, 384, 385, 386, 387.

Donné à ville de l'Ile Perrot, P.Q., ce 13e jour novembre 1967.

Vraie copie

(Sceau) *Le secrétaire-trésorier,*

22086-47-2-o ALBERT PORTELANCE.

Given at town of Ile Perrot, P.Q., this 13th day of November, 1967.

True copy.

(Seal) ALBERT PORTELANCE,

22086-47-2-o *Secretary-Treasurer.*

Cité de Saint-Lambert

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Greffier de la susdite cité, que les propriétés immobilières ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, JEUDI, le VINGT-HUITIÈME jour de DÉCEMBRE, 1967, à DIX heures de l'avant-midi, dans la salle municipale de l'Hôtel de Ville de St-Lambert, 35 rue Aberdeen, cité de St-Lambert, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, avec intérêts plus les frais subséquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la date de la vente.

M. Louis Noé Betournay, cadastre 256, subdivision 151; et cadastre 256, subdivision 130-1 et 2.

Sun Life Insurance Co., cadastre 261, Subdivision 157.

Lesdits lots ci-dessus mentionnés sont du cadastre officiel de la paroisse St-Antoine de Longueuil.

Donné en la cité de St-Lambert, ce 27e jour de novembre, 1967.

Le greffier,

22222-48-2-o CECIL H. MACNAUGHTEN.

City of Saint-Lambert

Public notice is hereby given by the undersigned city clerk, of the aforesaid city, that the immovable properties hereinafter described will be sold by public auction on THURSDAY, the TWENTY-EIGHTH day of DECEMBER, 1967, at TEN o'clock in the forenoon, in the Council's Meeting Hall of the city of St. Lambert, 35 Aberdeen Street, St. Lambert, to satisfy the payment of the municipal taxes with interests, plus the costs which shall subsequently be incurred unless the said taxes, interests and costs be paid before the date of the sale.

Mr. Louis Noé Betournay, cadastre 256, subdivision 151; and cadastre 256, subdivision 130-1 and 2.

Sun Life Insurance Co., cadastre 261, subdivision 157.

The said lots above mentioned are of the official cadastre of the parish of St. Antoine de Longueuil.

Given in the city of St. Lambert, this 27th day of November, 1967.

CECIL H. MACNAUGHTEN,

22222-48-2-o *City Clerk.*

Avis divers

Miscellaneous Notices

Bronislaw Cieslak

Avis est donné que lieutenant-gouverneur en conseil de la requête de Bronislaw Cieslak, domicilié à ville de Laval, au numéro 555 rue Canterbury, en vue de changer son nom en celui de Bruno Ciesla.

Les notaires,

22055-47-2-o MARTEL & BOULANGER.

Bronislaw Cieslak

Notice is hereby given to the Lieutenant-Governor in Council that Bronislaw Cieslak, residing at Laval, at number 555 Canterbury Street, has made a petition to change his name into that of Bruno Ciesla.

MARTEL & BOULANGER,

22055-47-2-o *Notaries.*

Dominico Mastromonaco

Avis est donné qu'une requête sera faite en vertu de la Loi du changement de nom 13-14 Elizabeth II chapitre 77, demandant le changement de nom suivant: Dominico Mastromonaco, comptable de banque, 5380 avenue Coronation, Montréal, Québec, à Dominic Mastro.

Montréal, le 8 novembre 1967.

Les procureurs du requérant,

22116-47-2-o BERNFELD & BERNFELD.

Dominico Mastromonaco

Notive is hereby given that an application will be made under the change of name Act 13-14 Elizabeth II, chapter 77, requesting the following change of name: Dominico Mastromonaco, bank accountant, 5380 Coronation Avenue, Montreal, Quebec, to Dominic Mastro.

Montreal, November 8, 1967.

BERNFELD & BERNFELD,

22116-47-2-o *Attorneys for Applicant.*

Pincus Herschkovitz

Prenez avis que Pincus Herschkovitz, industriel domicilié et résidant 5337 Rustic Place, dans la ville et le district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir le changement de son nom pour se lire Paul Hart.

Ce changement de nom affecte aussi l'épouse du requérant ainsi que son fils mineur, Paula et Harry, tous deux domiciliés au 5337 Rustic Place, dans la ville et le district de Montréal.

Cette requête est faite en vertu des dispositions du Bill 31 (13-14 Elizabeth II, chapitre 77).

Montréal, le 17 novembre 1967.

Les procureurs du requérant,

22115-47-2-o PERREAULT & DUVAL.

Pincus Herschkovitz

Please take notice that Pincus Herschkovitz, Industrial domiciled and resident at 5337 Rustic Place in the city and district of Montreal, will petition the Honourable Lieutenant-Governor in Council to obtain the change of his name to read Paul Hart.

The said change of name will also affect his wife and his minor son, Paula and Harry, both domiciled at 5337 Rustic Place in the city and district of Montreal.

This petition is addressed in virtue of Bill 31, (13-14 Elizabeth II, chapter 77).

Montreal, November 17, 1967.

PERREAULT & DUVAL,

22115-47-2-o *Attorneys for applicant.*

Moshe Saleh

Moshe Saleh, de 7661, croissant Ostell, Montréal, fera application pour faire changer son nom à Maurice Saleh. Il est marié avec Khatoune Yosef-Ezra et a une enfant mineure nommée Ruth.

22156-48-2-o D. WHITNEY.

Moshe Saleh

Moshe Saleh, of 7661 Ostell Crescent, Montreal, will apply to have his name changed to Maurice Saleh. He is married to Khatoune Yosef-Ezra and has one minor child Ruth.

22156-48-2-o D. WHITNEY.

Joseph Roger Claude

Avis est donné que Joseph Roger Claude, journalier demeurant au numéro 1460, de la rue Visitation, ville et district de Montréal, présentera une requête au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir le changement de son nom en celui de Joseph Roger Claude Fournier conformément à la Loi du changement de nom.

Montréal, le 22 novembre 1967.

L'avocat du requérant,

22157-48-2-o SERGE MORIN.

Joseph Roger Claude

Notice is given that Joseph Roger Claude, day laborer domiciled at 1460 Visitation Street, city and district of Montreal, will petition the Lieutenant-Governor in Council for the change of his name to Joseph Roger Claude Fournier pursuant to the change of name Act.

Montreal, November 22, 1967.

SERGE MORIN,

22157-48-2-o *Attorney for the Petitioner.*

Paroisse de Sainte-Croix

Avis est donné qu'en vertu de la Loi de la constitution de certaines Églises (S.R.Q. 1964, c. 305), la Paroisse de Sainte-Croix, 4211 avenue Esplanade, Montréal, de l'Église catholique nationale polonaise d'Amérique au Canada, présentera une requête au lieutenant-gouverneur en conseil de la province pour constituer en corporation ladite paroisse.

Le pasteur de la paroisse,

22227-48-4-o Rev. ANDREAS V. CWIKLINSKI.

Holy Church Parish

Notice is given that in accordance with the Church Incorporation Act (R.S. 1964, c. 305), Holy Cross Parish, of 4211 Esplanade Avenue, Montreal, of the Polish National Catholic Church of America in Canada, will present to the Lieutenant-Governor in Council of the Province a Petition to incorporate the said Parish.

Rt. Rev. ANDREAS V. CWIKLINSKI,

22227-48-4-o *Pastor of the Parish.*

Chartes — Abandon de

Bergeron & Palmer inc.

Avis est donné que « Bergeron & Palmer inc. », demandera au secrétaire de la province, la permission d'abandonner sa charte, suivant les dispositions de la Loi des compagnies.

East Angus, le 22 novembre 1967

22140 ANSELME TOURIGNY, N.P.,

Charters — Surrender of

Bergeron & Palmer inc.

Notice is hereby given that "Bergeron & Palmer inc.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter pursuant to the Companies Act.

East Angus, November 22 1967.

22140-o ANSELME TOURIGNY, N.P.

Au Village du Meuble (1965) ltée
Furniture Village (1965) Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Au Village du Meuble (1965) ltée — Furniture Village (1965) Ltd. », une compagnie constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Montréal, demandera au secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, le 21e jour de novembre 1967.

Le secrétaire,
22139-o ROBERT J. LAFLEUR.

Exchange Publications Inc.

Avis est donné que la compagnie « Exchange Publications Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 21 jour de novembre, 1967.

Le secrétaire,
22141-o SYLVIA SCHNEIDER.

Orion Films Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Orion Films Ltd. » constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 21 jour de novembre 1967.

Le secrétaire,
22142-o MARK ABRAMOWITZ.

Morton Weiner Town and
Country Dresses Ltd.

Avis est donné que « Morton Weiner Town and Country Dresses Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 20e jour de novembre 1967.

Les procureurs de la pétitionnaire,
22143 BRISKIN, YANOFSKY & KAHN.

Sport au Village inc.
Village Sport Shop Inc.

Avis est par les présentes donné que « Sport au Village inc. — Village Sport Shop Inc. », une compagnie constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Montréal, demandera au secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, le 12 novembre 1967.

Le secrétaire,
21144-o ROBERT J. LAFLEUR.

Au Village du Meuble (1965) ltée
Furniture Village (1965) Ltd.

Notice is hereby given that "Au Village du Meuble (1965) ltée — Furniture Village (1965) Ltd", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 21st day of November 1967.

ROBERT J. LAFLEUR,
22139-o *Secretary.*

Exchange Publications Inc.

Notice is hereby given that "Exchange Publications Inc", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 21st day of November, 1967.

SYLVIA SCHNEIDER,
22141-o *Secretary.*

Orion Films Ltd.

Notice is hereby given that "Orion Films Ltd." a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 21st day of November, 1967.

MARK ABRAMOWITZ,
22142-o *Secretary.*

Morton Weiner Town and
Country Dresses Ltd.

Notice is hereby given that "Morton Weiner Town and Country Dresses Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the Provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 20th day of November, 1967.

BRISKIN, YANOFSKY & KAHN,
22143-o *Attorneys for the Petitioner.*

Sport au Village inc.
Village Sport Shop Inc.

Notice is hereby given that "Sport au Village inc. — Village Sport Shop Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, November 21, 1967.

ROBERT J. LAFLEUR,
22144-o *Secretary.*

J. Wilfrid Dubois inc.

Avis est donné que la compagnie « J. Wilfrid Dubois inc. », constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 3 janvier 1945, avec siège social à Québec, a été dissoute le 21 mars 1967, et ce, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22150-o 6544-44

J. H. Lavoie Construction inc.

Prenez avis que la compagnie « J. H. Lavoie Construction inc. », une corporation suivant la Loi des compagnies et ayant son bureau chef dans la cité de Montréal, s'adressera au secrétaire provincial de la province de Québec pour la permission d'abandonner sa charte suivant les provisions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 15e jour de novembre 1967.

Le secrétaire,
22158-o ATTILIO BACCHI.

Mallory Clothes Limited

Avis est donné par les présentes que « Mallory Clothes Limited », une corporation incorporée suivant la Loi des compagnies et ayant son bureau chef dans la cité de Montréal, s'adressera au secrétaire provincial de la province de Québec pour la permission d'abandonner sa charte suivant les provisions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 22e jour de novembre, 1967.

Le secrétaire,
22159-o IRVING LEVITT.

Tohirsh Enterprises Inc.

Avis est donné que « Tohirsh Enterprises Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, 22 novembre 1967.

Le procureur de la compagnie,
22160 LEO KRAVITZ.

Acadian Machine Works Ltd.

Avis est ici donné que « Acadian Machine Works Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, demandera au secrétaire provincial de la province de Québec, l'autorisation d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies du Québec.

Daté à Montréal, ce 8e jour de novembre 1967.

Le secrétaire,
22169-o HILMA BROWN.

Entreprises Forget ltée

Prenez avis que la compagnie « Entreprises Forget ltée » demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Ste-Agathe-des-Monts, le 9 novembre 1967.

Les procureurs de la compagnie,
22170-o DUQUETTE & GODARD.

J. Wilfrid Dubois inc.

Notice is hereby given that "J. Wilfrid Dubois inc.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated January 3, 1945, with its head office at Quebec, was dissolved on March 21, 1967, and such, pursuant to the Winding-Up Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
22150 6544-44

J. H. Lavoie Construction inc.

Notice is hereby given that "J. H. Lavoie Construction inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 15th day of November, 1967.

ATTILIO BACCHI,
22158-o *Secretary.*

Mallory Clothes Limited

Notice is hereby given that "Mallory Clothes Limited", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 22nd day of November, 1967.

IRVING LEVITT,
22159-o *Secretary.*

Tohirsh Enterprises Inc.

Notice is hereby given that "Tohirsh Enterprises Inc.", a corporation under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, November 22, 1967.

LEO KRAVITZ,
22160-o *Attorney for the Company.*

Acadian Machine Works Ltd.

Notice is hereby given that "Acadian Machine Works Ltd.", a corporation incorporated under the Companies' Act and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 8th day of November, 1967.

HILMA BROWN,
22169-o *Secretary.*

Entreprises Forget ltée

Take notice that "Entreprises Forget ltée" will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Ste-Agathe-des-Monts, November 9, 1967.

DUQUETTE & GODARD,
22170 *Attorneys for the company.*

Entreprise Norlo inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Entreprise Norlo inc. », corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la cité de Trois-Rivières, comté de Trois-Rivières, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Trois-Rivières, ce 2e jour du mois de novembre 1967.

Le secrétaire,
22171-o D. BELHUMEUR.

Forty-Two Ltd.

Prenez avis que la compagnie « Forty-Two Ltd. », ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, demandera au secrétaire de la province de Québec, la permission d'abandonner ses lettres patentes, à compter de la date qu'il déterminera.

Daté à Montréal, ce 13e jour de novembre 1967.

Les procureurs de la requérante,
CHAIT, ARONOVITCH, SALOMON,
22172 GELBER, REIS & BRONSTEIN.

Katy Hair Stylist Ltd.

Prenez avis que la compagnie « Katy Hair Stylist Ltd. », corps politique incorporé en vertu de la Loi des Compagnies de la province de Québec, demandera au Secrétaire de la Province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
22173-o AKOS DE S. MUSZKA.

North American Rug Contract Ltd.

Avis est donné que « North American Rug Contract Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 2e jour de novembre 1967.

Le secrétaire,
22175 A. LIBENSTEIN.

Plaza Towers Inc.

Avis est par les présentes donné que « Plaza Towers Inc. », une corporation dûment incorporée en vertu de la loi des compagnies, et qui a son siège social dans la cité de Montréal, demandera au secrétaire de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 24e jour de Novembre, 1967.

Le secrétaire,
22176 THÉRÈSE F. CAMPBELL.

Precision Transmission & General Auto Repairs Inc.

Prenez avis que la compagnie « Precision Transmission & General Auto Repairs Inc. », corps politique incorporé en vertu de la Loi des compagnies de la province de Québec, demandera au Secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
22177-o AKOS DE S. MUSZKA.

Entreprise Norlo inc.

Notice is hereby given that "Entreprise Norlo inc.", a corporation constituted under the Companies' Act and having its head office in the city of Trois-Rivières, in the county of Trois-Rivières, will apply to the Secretary of the province of Quebec for leave to surrender its charter under the provision of the Companies' Act.

Dated at Trois-Rivières, this 2nd day of November 1967.

D. BELHUMEUR,
22171-o *Secretary.*

Forty-Two Ltd.

Notice is hereby given that "Forty-Two Ltd.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec, for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montréal, this 13th day of November 1967.

CHAIT, ARONOVITCH, SALOMON,
GELBER, REIS & BRONSTEIN,
22172-o *Attorneys for petitioner.*

Katy Hair Stylist Ltd.

Notice is hereby given that "Katy Hair Stylist Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

AKOS DE S. MUSZKA,
22173-o *Attorney for the company.*

North American Rug Contract Ltd.

Notice is hereby given that "North American Rug Contract Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 2nd day of November, 1967.

A. LIBENSTEIN,
22175-o *Secretary.*

Plaza Towers Inc.

Notice is hereby given that "Plaza Towers Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 24th day of November, 1967.

THÉRÈSE F. CAMPBELL,
22176-o *Secretary.*

Precision Transmission & General Auto Repairs Inc.

Notice is hereby given that "Precision Transmission & General Auto Repairs Inc.", a corporation incorporated under the Companies' Act, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies' Act.

AKOS DE S. MUSZKA,
22177-o *Attorney for the company.*

Benson Aviation Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Benson Aviation Ltd. », une corporation dûment incorporée en vertu de la Loi des compagnies, qui a son bureau principale dans les cité et district de Montréal demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies.

Montréal, le 22e jour de novembre 1967.

Les procureurs de la requérante,
TINKOFF, SEAL, SHAPOSNICK & MOSCOWITZ.

22187-o

Benson Aviation Ltd.

Notice is hereby given that "Benson Aviation Ltd.", a corporation duly incorporated under the Companies Act having its principal office in the city and district of Montreal, will apply for leave to surrender its charter pursuant to the Companies Act.

Montreal, the 22nd day of November, 1967.

TINKOFF, SEAL, SHAPOSNICK & MOSCOWITZ,
Attorneys for the Petitioner.

22187

Maple Leaf Textiles (1956) Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Maple Leaf Textiles (1956) Ltd. », une corporation dûment incorporée en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social et faisant affaires dans la cité de Montréal, demandera au secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 7e jour de novembre 1967.

22188 (Signé) SAMUEL SOFER.

Maple Leaf Textiles (1956) Ltd.

Notice is hereby given that "Maple Leaf Textiles (1956) Ltd.", a company incorporated under the Companies Act and having its head office and doing business in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 7th day of November, 1967.

22188-o (Signed) SAMUEL SOFER.

Restaurant Lamande inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Restaurant Lamande Inc. », corporation constituée en vertu de la Loi des Compagnies et ayant son siège social dans la cité de Trois-Rivières, comté de Trois-Rivières, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies.

Daté à Montréal, ce 14e jour du mois de novembre 1967.

Le président,
GEORGES CHAUVET.

22224-o

Restaurant Lamande inc.

Notice is hereby given that "Restaurant Lamande Inc.", a corporation constituted under the Companies' Act and having its head office in the city of Trois-Rivières, in the county of Trois-Rivières, will apply to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provision of the Companies' Act.

Dated at Montreal, this 14th day of November 1967.

GEORGES CHAUVET,
President.

22224-o

Commission du salaire minimum

Ordonnance No 3, 1967

Congés payés
Erratum

L'ordonnance No 3, 1967 relative aux congés payés dans la province de Québec, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, le 15 juillet 1967 doit être corrigée comme suit:

Article 12 — à l'alinéa « A » du texte français et anglais doit apparaître le chiffre « 6 » au lieu du chiffre « 5 ».

22178-o

Minimum Wage Commission

Ordinance No. 3, 1967

Vacation with pay
Erratum

Ordinance No. 3, 1967 respecting vacations with pay in the Province of Québec, published in the *Quebec Official Gazette* of July 15, 1967, is corrected as follows:

In paragraph "A" of section 12 of the French and English versions, figure "6" should appear instead of figure "5".

22178-o

Compagnies dissoutes

Allaire Drilling Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plus au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de » Allaire Drilling Incorporated », constituée en corporation le 24 mai 1956, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 11400-55

Companies Dissolved

Allaire Drilling Incorporated

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Allaire Drilling Incorporated", incorporated on May 24, 1956, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 11400-55

Association des Parents du Corps de Tambours et Clairons d'Arvida

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Association des Parents du Corps de Tambours et Clairons d'Arvida », constituée en corporation le 2 mars 1962, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 10880-62

Brentwood Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de «Brentwood Development Corp. », constituée en corporation le 4 mars 1959, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 11311-59

Briquetage & Maçonnerie, inc. Brickwork & Masonry, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Briquetage & Maçonnerie, inc.— Brickwork & Masonry, Inc. », constituée en corporation le 28 juillet 1960, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 13269-60

C & D Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte « C & D Enterprises Ltd. », constituée en corporation le 12 août 1959, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 14385-59

Confederation Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Confederation Construction Ltd. », constituée en corporation le 16 août 1956, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 12591-56

Conseil Pédagogique de Shawinigan incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Conseil Pédagogique de Shawinigan incorporée », constituée en corporation le 20 avril 1944, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 2686-44

Daigle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Daigle

Association des Parents du Corps de Tambours et Clairons d'Arvida

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Association des Parents du Corps de Tambours et Clairons d'Arvida", incorporated on March 2, 1962, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 10880-62

Brentwood Development Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Brentwood Development Corp.", incorporated on March 4, 1959, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 11311-59

Briquetage & Maçonnerie, inc. Brickwork & Masonry, Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Briquetage & Maçonnerie, inc.— Brickwork & Masonry, Inc.", incorporated on July 28, 1960, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 13269-60

C & D Enterprises Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "C & D Enterprises Ltd.", incorporated on August 12, 1959, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 14385-59

Confederation Construction Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Confederation Construction Ltd.", incorporated on August 16, 1956, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 12591-56

Conseil Pédagogique de Shawinigan incorporée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Conseil Pédagogique de Shawinigan incorporée", incorporated on April 20, 1944, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 2686-44

Daigle inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Daigle

inc. », constituée en corporation le 13 février 1964, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 722-64

Delmeade Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Delmeade Corporation », constituée en corporation le 22 avril 1959, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 12375-59

Diskeb limitée
Diskeb Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Diskeb limitée — Diskeb Limited », constituée en corporation le 5 septembre 1962, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 13671-62

Ebena of Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Ebena of Canada Ltd. », constituée en corporation le 3 octobre 1958, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 13035-58

Elmar Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Elmar Company Limited », constituée en corporation le 12 septembre 1956, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 12707-56

The Gordon James Company

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « The Gordon James Company », constituée en corporation le 17 octobre 1962, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 14088-62

Jaffa Orange & Citrus Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Jaffa Orange & Citrus Products Ltd. », constituée en corporation le 9 décembre 1963, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 5310-63

inc.", incorporated on February 13, 1964, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 722-64

Delmeade Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Delmeade Corporation", incorporated on April 22, 1959, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 12375-59

Diskeb limitée
Diskeb Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Diskeb limitée — Diskeb Limited", incorporated on September 5, 1962, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 13671-62

Ebena of Canada Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Ebena of Canada Ltd.", incorporated on October 3, 1958, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 13035-58

Elmar Company Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Elmar Company Limited", incorporated on September 12, 1956, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 12707-56

The Gordon James Company

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "The Gordon James Company", incorporated on October 17, 1962, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 14088-62

Jaffa Orange & Citrus Products Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Jaffa Orange & Citrus Products Ltd.", incorporated on December 9, 1963, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 5310-63

John Millen-North Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « John Millen-North Limited », constituée en corporation le 12 février 1931, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 223-31

Jolyne Import Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Jolyne Import Limited », constituée en corporation le 23 janvier 1951, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 2015-51

Lady Lane Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Lady Lane Inc. », constituée en corporation le 1er décembre 1950, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 8295-50

Leto Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Leto Construction Ltd. », constituée en corporation le 31 octobre 1960, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 14651-60

Lyra Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Lyra Enterprises Inc. », constituée en corporation le 16 décembre 1957, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 14055-57

Metro Linen Supply Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Metro Linen Supply Inc. », constituée en corporation le 17 décembre 1964, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 5769-64

Metropolitan Industrial Park Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Metropolitan Industrial Park Inc. », constituée en corporation le 25 juillet 1960, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 13225-60

John Millen-North Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "John Millen-North Limited", incorporated on February 12, 1931, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 223-31

Jolyne Import Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Jolyne Import Limited", incorporated on January 23, 1951, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 2015-51

Lady Lane Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Lady Lane Inc.", incorporated on December 1, 1950, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 8295-50

Leto Construction Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Leto Construction Ltd.", incorporated on October 31, 1960, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 14651-60

Lyra Enterprises Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Lyra Enterprises Inc.", incorporated on December 16, 1957, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 14055-57

Metro Linen Supply Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Metro Linen Supply Inc.", incorporated on December 17, 1964, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 5769-64

Metropolitan Industrial Park Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Metropolitan Industrial Park Inc.", incorporated on July 25, 1960, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 13225-60

Milber Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Milber Corp. », constituée en corporation le 27 décembre 1957, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 14191-57

Paskin Fruit Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Paskin Fruit Co. Ltd. », constituée en corporation le 28 décembre 1954, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 13242-54

Plastic Express Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Plastic Express Limited », constituée en corporation le 22 octobre 1962, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 14263-62

Preville Shopping Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Preville Shopping Centre Inc. », constituée en corporation le 9 mai 1956, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 11590-56

Price Brothers Recreational Association

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Price Brothers Recreational Association », constituée en corporation le 25 avril 1951, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4488-51

Rafferdale Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Rafferdale Holdings Ltd. », constituée en corporation le 12 avril 1960, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 11688-60

Rapid Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Rapid Electric Inc. », constituée en corporation le 30 décembre 1964, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 6008-64

Milber Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Milber Corp.", incorporated on December 27, 1957, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 14191-57

Paskin Fruit Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Paskin Fruit Co. Ltd.", incorporated on December 28, 1954, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 13242-54

Plastic Express Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Plastic Express Limited", incorporated on October 22, 1962, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 14263-62

Preville Shopping Centre Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Preville Shopping Centre Inc.", incorporated on May 9, 1956, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 11590-56

Price Brothers Recreational Association

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Price Brothers Recreational Association", incorporated on April 25, 1951, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 4488-51

Rafferdale Holdings Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Rafferdale Holdings Ltd.", incorporated on April 12, 1960, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 11688-60

Rapid Electric Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Rapid Electric Inc.", incorporated on December 30, 1964, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 6008-64

Roger Renaud limitée
Roger Renaud Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Roger Renaud limitée — Roger Renaud Limited », constituée en corporation le 16 juillet 1957, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 11944-57

Rennie Textiles Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Rennie Textiles Ltd. », constituée en corporation le 26 octobre 1956, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137 13384-56

Roxton Pond Hotel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Roxton Pond Hotel inc. », constituée en corporation le 29 août 1952, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 11981-52

Service de Camions Phillips inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Service de Camions Phillips inc. », constituée en corporation le 29 juillet 1964, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 3436-64

La Société Bergelac limitée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « La Société Bergelac limitée », constituée en corporation le 11 septembre 1958, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 13195-58

Socmar inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Socmar inc. », constituée en corporation le 25 février 1964, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 914-64

Steroid Laboratories Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Steroid Laboratories Limited », constituée en corporation le 17 juillet 1947, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 4756-47

Roger Renaud limitée
Roger Renaud Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Roger Renaud limitée — Roger Renaud Limited", incorporated on July 16, 1957, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 11944-57

Rennie Textiles Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Rennie Textiles Ltd.", incorporated on October 26, 1956, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 13384-56

Roxton Pond Hotel inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Roxton Pond Hotel inc.", incorporated on August 29, 1952, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 11981-52

Service de Camions Phillips inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Service de Camions Phillips inc.", incorporated on July 29, 1964, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 3436-64

La Société Bergelac limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "La Société Bergelac limitée", incorporated on September 11, 1958, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 13195-58

Socmar inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Socmar inc.", incorporated on February 25, 1964, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 914-64

Steroid Laboratories Limited

Notice is given that, under the Companies Act the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Steroid Laboratories Limited", incorporated on July 17, 1947, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 4756-47

Viking Realty Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Viking Realty Ltd. », constituée en corporation le 19 juin 1959, à compter du 1er décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 13778-59

Viking Realty Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Viking Realty Ltd.", incorporated on June 19, 1959, on and from December 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 13778-59

Divers
Compagnies

The Dollard Des Ormeaux Home-Owners Association Inc.
L'Association des Propriétaires de Dollard des Ormeaux inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 14 novembre 1967, approuvé le règlement numéro 13 ayant pour effet de modifier les articles 1.0, 2.01, 3.01, 7.02 et 9.01 de ses règlements généraux de « The Dollard Des Ormeaux Home-Owners Association Inc. — L'Association des Propriétaires de Dollard Des Ormeaux inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22145-o 15485-60

Club Elle inc.
Elle Club Inc.

Avis est donné que la compagnie « Club Elle inc.— Elle Club Inc." a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
LISE GIGUÈRE.

22146-o 3800-67

Para-Club Belair inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 20 novembre 1967, approuvé les règlements généraux de la corporation « Para-Club Belair inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province.
RAYMOND DOUVILLE.

22147-o 4369-67

Les Produits Laitiers Bagot ltée

Avis est donné que la compagnie « Les Produits Laitiers Bagot ltée » a changé le nombre de ses administrateurs de 8 à 6.

Le Secrétaire,
JOCELYNE LACOSTE.

22148-o 2596-67

Commercial Administration Inc.
Administration Commerciale inc.

Avis est donné que la compagnie « Commercial Administration Inc. — Administration Commerciale inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 7.

Le secrétaire,
JEAN-PAUL ZIGBY.

22189-o 12502-60

Pasteur Building Corp.

Avis est donné que « Pasteur Building Corp. », a changé le nombre de ses administrateurs, de 3 à 4.

Le secrétaire,
MICHAEL GOLDIN.

22217 14098-57

Miscellaneous
Companies

The Dollard Des Ormeaux Home-Owners Association Inc.
L'Association des Propriétaires de Dollard des Ormeaux inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on November 14, 1967, approved by-law number 13 amending sections 1.0, 2.01, 3.01, 7.02 and 9.01 of its general by-laws for "The Dollard Des Ormeaux Home-Owners Association Inc. — L'Association des Propriétaires de Dollard Des Ormeaux inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22145 15485-60

Club Elle inc.
Elle Club Inc.

Notice is hereby given that "Club Elle inc.— Elle Club Inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

LISE GIGUÈRE,
Secretary.

22146 3800-67

Para-Club Belair inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on November 20, 1967, approved the general by-laws of "Para-Club Belair inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22147 4369-67

Les Produits Laitiers Bagot ltée

Notice is hereby given that "Les Produits Laitiers Bagot ltée" has changed the number of its directors from 8 to 6.

JOCELYNE LACOSTE,
Secretary.

22148 2596-67

Commercial Administration Inc.
Administration Commerciale inc.

Notice is hereby given that "Commercial Administration Inc. — Administration Commerciale inc.", has changed the number of its directors from 9 to 7.

JEAN-PAUL ZIGBY,
Secretary.

22189 12502-60

Pasteur Building Corp.

Notice is given that "Pasteur Building Corp.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

MICHAEL GOLDIN,
Secretary.

22217-o 14098-57

Baribeau & fils inc.
Baribeau & Son Inc.

Avis est donné que la compagnie « Baribeau & fils inc. — Baribeau & Son Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
GILLES DEMERS.

22190-o 14904-58

West End Clinic Inc.
Clinique West End inc.

Avis est donné que la compagnie « West End Clinic Inc. — Clinique West End inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
M. IRISH.

21191-o 11885-55

Longueuil Meat Exporting Company Limited

Avis est donné que « Longueuil Meat Exporting Company Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 9.

Le secrétaire,
L. V. SPALDING.

22192 1148-27

Mansions Auto Garage Ltd.

Avis est donné que « Mansions Auto Garage Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
ANDREW LEVINSON.

22193 2146-53

Société de Placements & Cie ltée
Société de Placements & Co. Ltd.

Avis est donné que « Société de Placements & Cie ltée — Société de Placements & Co. Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 8.

Le secrétaire-trésorier,
PIERRE GRANDGUILLOT.

22194 12000-62

Baribeau & fils inc.
Baribeau & Son Inc.

Notice is hereby given that "Baribeau & fils inc. — Baribeau & Son Inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

GILLES DEMERS,
Secretary.

22190 14904-58

West End Clinic Inc.
Clinique West End inc.

Notice is hereby given that "West End Clinic Inc. — Clinique West End inc.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

M. IRISH,
Secretary.

22191 11885-55

Longueuil Meat Exporting Company Limited

Notice is given that "Longueuil Meat Exporting Company Limited", has changed the number of its directors from 3 to 9.

L. V. SPALDING,
Secretary.

22192-o 1148-27

Mansions Auto Garage Ltd.

Notice is given that "Mansions Auto Garage Ltd.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

ANDRW LEVINSON,
Secretary.

22193-o 2146-53

Société de Placements & Cie ltée
Société de Placements & Co. Ltd.

Notice is given that "Société de Placements & Cie ltée — Société de Placements & Co. Ltd.", has changed the number of its directors from 7 to 8.

PIERRE GRANDGUILLOT,
Secretary-Treasurer.

22194-o 12000-62

Sièges sociaux

Gabriel Francis Rol inc.

Avis est donné que la compagnie « Gabriel Francis Rol inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 octobre 1962, et ayant son siège social dans Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 2140 de la rue Crescent, l'a transporté à la Place du Canada, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce douzième jour d'octobre 1967.

Le secrétaire,
PAULE RICHARD.

22149-o 13411-62

Roland Lambert inc.

Avis est donné que la compagnie « Roland Lambert inc. », a changé son siège social de Montréal, au numéro 7010, rue Guy, Anjou.

Le secrétaire,
JEANNINE T. LAMBERT.

22163-o 1801-67

Head Offices

Gabriel Francis Rol inc.

Notice is hereby given that "Gabriel Francis Rol inc.", incorporated by letters patent dated October 5, 1962, and having its head office in Montreal, where its office was situated until today at 2140 Crescent Street, has transferred it to Place du Canada, Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this twelfth day of October, 1967.

PAULE RICHARD,
Secretary.

22149 13411-62

Roland Lambert inc.

Notice is given that "Roland Lambert inc.", has transferred its head office from Montreal, to 7010 Guy Street, Anjou.

JEANNINE T. LAMBERT,
Secretary.

22163-o 1801-67

La Corporation Fomobec inc.
Fomobec Corporation Inc.

Avis est donné que la compagnie « La Corporation Fomobec inc.— Fomobec Corporation Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 novembre 1967, et ayant son siège social dans la cité de Québec, a établi son bureau au numéro 545 de la rue St-Joseph, est.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, ce 16 novembre 1967.

Membre du conseil d'administration,
RAYNOLD LANGLOIS.

22161-o 4777-67

Les Immeubles Moka Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Immeubles Moka Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 octobre 1967, et ayant son siège social à Sherbrooke, a établi son bureau au numéro civique 155 rue Lomas.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Sherbrooke, ce 3 novembre 1967.

Le président,
GEORGES LABRECQUE.

22162-o 221-67

Tomiko inc.

Avis est donné que la compagnie « Tomiko inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 février, 1967, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, a établi son bureau en la chambre 507, 465 rue St-Jean, à Montréal, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 28 février, 1967.

Le secrétaire,
MARCEL LAJEUNESSE.

22164-o 754-67

B. C. A. Distributors Ltd.

Avis est donné que « B. C. A. Distributors Ltd. », ayant son siège social en la ville de Montréal, a transporté son siège social de 1245, ouest, rue Sherbrooke, à 2015, rue Drummond.

Donné en la ville de Montréal, province de Québec, ce 21e jour de novembre 1967.

Le secrétaire,
JEAN-PAUL ZIGBY.

22197 2991-63

City Tire Company (1963) Inc.

Avis est donné que « City Tire Company (1963) Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies en date du 24 août 1953 et ayant son siège social dans la cité et le district de Montréal a établi son bureau au 7905 boulevard St-Laurent.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 17ème jour de novembre 1967.

Le président,
MAURICE GRAVEL.

22199-o 19723-53

La Corporation Fomobec inc.
Fomobec Corporation Inc.

Notice is hereby given that "La Corporation Fomobec inc.— Fomobec Corporation Inc.", incorporated by letters patent dated November 14, 1967, and having its head office in the City of Quebec, has established its office at 545 St-Joseph Street East.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, November 16, 1967.

RAYNOLD LANGLOIS,
Member of the Administration Council.

22161 4777-67

Les Immeubles Moka Inc.

Notice is hereby given that "Les Immeubles Moka Inc.", incorporated by letters patent dated 16th October, 1967 and having its head office in Sherbrooke, has established its office at civic number 155 Lomas Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Sherbrooke, November 3, 1967.

GEORGES LABRECQUE,
President.

22162-o 221-67

Tomiko inc.

Notice is hereby given that "Tomiko inc.", a corporation constituted by letters patent dated February 21, 1967, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at room 507, 465 St-Jean Street, in Montreal, district of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this February, 28, 1967.

MARCEL LAJEUNESSE,
Secretary.

22164 754-67

B. C. A. Distributors Ltd.

Notice is hereby given that "B. C. A. Distributors Ltd.", having its head office in the city of Montreal, has moved its head office from 1245 Sherbrooke Street West, to 2015 Drummond Street.

Given at the city of Montreal, Province of Quebec, this 21st day of November, 1967.

JEAN-PAUL ZIGBY,
Secretary.

22197-o 2991-63

City Tire Company (1963) Inc.

Notice is hereby given that "City Tire Company (1963) Inc.", incorporated by letters patent under Part I of the Companies' Act on the 24th day of August 1953 and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at 7905 St. Laurent Boulevard.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 17th day of November 1967.

MAURICE GRAVEL,
President.

22199-o 19723-53

Brodeur Hydromécanix inc.

Avis est donné que la compagnie « Brodeur Hydromécanix inc. », a changé son siège social de Lachine, à Sainte-Hélène de Bagot.

Le secrétaire,
GILLES LEGAULT.

22198-o 2955-65

Distribution Chips Granby Inc.

Avis est donné que la compagnie « Distribution Chips Granby Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la loi des compagnies, en date du 18 juillet 1967, aura sa place d'affaires à, Chemin Martin, route rurale no. 4, Granby, district de Bedford, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Granby, le 22 septembre 1967.

Le secrétaire-trésorier,
JACQUES LECAVALIER.

22200-o 3152-67

Gagnon & Lapointe inc.

Avis est donné que la compagnie « Gagnon & Lapointe inc. », a changé son siège social du numéro 173, boulevard Rivière-aux-Sables, Jonquière, au numéro 1130, boulevard Talbot, Chicoutimi.

Le président,
J. B. A. GAGNON.

22201-o 13611-57

Gestion L. S. L. ltée

Prenez avis que « Gestion L.S.L. ltée », fut dûment constituée en corporation par lettres patentes émises le 23 août 1967 par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et que cette corporation a établi son siège social et sa place d'affaires en la province de Québec, au 915 Place du Canada, dans les cité et district de Montréal.

Montréal, ce 22 septembre 1967.

Le président,
GUY LAVIGUEUR.

22202-o 2553-67

Molson Lachute ltée

Avis est donné que la compagnie « Molson Lachute ltée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes datées du 5 février 1965, a transporté son siège social de 240, rue Hamford, Lachute, P.Q., à 573, rue Lafleur, Lachute, P.Q.

Montréal, 23 novembre 1967.

(Sceau) *Le secrétaire,*
J. K. REID.

22204-o 566-65

National Wholesale Florists Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « National Wholesale Florists Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 septembre 1967, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au 1252 ouest, rue Notre-Dame.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 16e jour d'octobre 1967.

Le président,
FERNAND NADON.

22205-o 3912-67

Brodeur Hydromécanix inc.

Notice is hereby given that "Brodeur Hydromécanix inc.", has changed its head office from Lachine, to Sainte-Hélène de Bagot.

GILLES LEGAULT,
Secretary.

22198 2955-65

Distribution Chips Granby Inc.

Notice is hereby given that "Distribution Chips Granby Inc.", company incorporated by letters patent issued under the part first of the Companies Act, on the 18th day of July 1967, has its head office at Martin Road, R.R. 4, Granby, district of Bedford, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office.

Dated at Granby, this 22, Septembre 1967.

JACQUES LECAVALIER,
Secretary-treasurer.

22200-o 3152-67

Gagnon & Lapointe inc.

Notice is hereby given that "Gagnon & Lapointe inc.", has transferred its head office from 173 Rivière-aux-Sables Boulevard, Jonquière, to 1130 Talbot Boulevard, Chicoutimi.

J. A. B. GAGNON,
President.

22201 13611-57

Gestion L. S. L. ltée

Take notice that "Gestion L.S.L. ltée", was duly incorporated by letters patent granted on August 23, 1967 by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec in vitue of Part I of the Companies Act and that it has established its head office in the Province of Quebec, at 915 Place du Canada, in the city and district of Montreal.

Montreal, September 22, 1967.

GUY LAVIGUEUR,
President.

22202-o 3553-67

Molson Lachute ltée

Notice is hereby given that "Molson Lachute ltée", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated the February 5, 1965, has moved its head office from 240 Hamford Street, Lachute, P.Q., to 573 Lafleur Street, Lachute, P.Q.

Montreal, November 23, 1967.

(Seal) J. K. REID,
Secretary.

22204-o 566-65

National Wholesale Florists Ltd.

Notice is hereby given that "National Wholesale Florists Ltd.", incorporated by letters patent on the September 18, 1967 and having its head office at Montreal, has established its head office at 1252 Notre-Dame Street West.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 16th day of October, 1967.

FERNAND NADON,
President.

22205-o 3912-67

Gravel et Fils Investments Corporation

Avis est donné que « Gravel et Fils Investments Corporation », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies en date du 21e jour de novembre 1955 et ayant son siège social en la cité et le district de Montréal, a établi son bureau au numéro 7905, du boulevard St-Laurent, dans la cité et le district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 17e jour de novembre 1967.

Le président,
ROLLAND GRAVEL.

22203-o 13086-55

Gravel et Fils Investments Corporation

Notice is hereby given that "Gravel et Fils Investments Corporation", incorporated by letters patent under Part I of the Companies Act, on the 21st day of November, 1955 and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at number 7905 St. Laurent Blvd, in the city and district of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 17th day of November, 1967.

ROLLAND GRAVEL,
President.

22203-o 13086-55

Guy Barber Shop Inc.

Avis est donné que la compagnie « Guy Barber Shop Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes, en date du 22e jour de juin 1966, et ayant son siège social à 1445, rue Guy, en la ville de Montréal, où jusqu'à ce jour, son bureau était situé l'a transporté à 615, ouest, boulevard Dorchester, suite 520, en la ville de Montréal.

Daté à Montréal, ce 12e jour d'octobre 1967.

Le secrétaire,
MURRAY LAPIN.

22218

Guy Barber Shop Inc.

Notice is hereby given that "Guy Barber Shop Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act of the Province of Quebec by letters patent dated the 22nd day of June, 1966, and having its head office at 1445 Guy Street, in the city of Montreal, where its office was situated up to today, has moved it to 615 Dorchester Boulevard West, suite 520, in the city of Montreal.

Dated at Montreal, this 12th day of October, 1967.

MURRAY LAPIN,
Secretary.

22218-o

Beaver Diversified Corp.

Avis est donné que la compagnie « Beaver Diversified Corp. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1963, a transporté son siège social de 4480, chemin Côte de Liesse, Montréal, Québec, à 55 ouest, avenue Mont Royal, Montréal, Québec.

Montréal, 9 novembre 1967.

Le secrétaire-trésorier,
SAM SOLOMON.

22219 1734-63

Beaver Diversified Corp.

Notice is hereby given that "Beaver Diversifield Corp.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated the 19th day of April, 1963, has changed its head office from 4480 Côte de Liesse Road, Montreal, Quebec, to 55 Mount Royal Avenue West, Montreal, Quebec.

Montreal, November 9, 1967.

SAM SOLOMON,
Secretary-Treasurer.

22219-o 1734-63

Chaudiere Lodge Inc.

Avis est donné que « Chaudiere Lodge Inc. », une corporation constituée en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 11e jour d'août 1966, et ayant son siège social en la municipalité de Breakeyville, province de Québec, a établi son bureau à 8, St-Augustin.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la corporation comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 25e jour d'octobre 1967.

Le secrétaire,
D. H. BUNKER.

22220 2434-66

Chaudiere Lodge Inc.

Notice is hereby given that "Chaudiere Lodge Inc.", a corporation incorporated under Part III of the Companies Act by letters patent on the 11th day of August, 1966, and having its head office in the municipality of Breakeyville, Province of Quebec, has established its office at 8 St. Augustin.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Corporation as being the head office of the corporation.

Dated at Montreal, this 25th day of October, 1967.

D. H. BUNKER,
Secretary.

22220-o 2434-66

Quebec Natural Gas Corporation
Corporation de Gaz Naturel du Québec

Avis est donné que « Quebec Natural Gas Corporation — Corporation de Gaz Naturel du Québec », a changé son siège social de Saint-Laurent, au numéro 1717, rue du Havre, Montréal.

Le secrétaire,
CAMILLE ANTAKI.

22226-o 11674-55

Quebec Natural Gas Corporation
Corporation de Gaz Naturel du Québec

Notice is given that "Quebec Natural Gas Corporation — Corporation de Gaz Naturel du Québec", has transferred its head office from Saint-Laurent, to 1717 du Havre Street, Montreal.

CAMILLE ANTAKI,
Secretary.

22226 11674-55

Les Immeubles St-Louis ltée
St-Louis Realties Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Les Immeubles St-Louis ltée — St-Louis Realties Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 31e jour d'août 1967, a transporté son siège social de 4480, chemin Côte de Liesse, Montréal, Québec, à 55, ouest, avenue Mont Royal, Montréal, Québec.

Montréal, 9 novembre 1967.

Le secrétaire-trésorier,
SAM SOLOMON.

22221 3713-66

Les Immeubles St-Louis ltée
St-Louis Realties Ltd.

Notice is hereby given that "Les Immeubles St-Louis ltée — St-Louis Realties Ltd.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated the 31st day of August, 1967, has changed its head office from 4480 Côte de Liesse Road, Montreal, Quebec, to 55 Mount Royal Avenue West, Montreal, Quebec.

Montreal, November 9, 1967.

SAM SOLOMON,
Secretary-Treasurer.

22221-o 3713-66

Chez Garnier ltée
House of Garnier Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Chez Garnier ltée — House of Garnier Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la Loi des compagnies, le 25 août, 1967, ayant son siège social en la cité de Montréal, en la province de Québec, a établi son bureau à 1451 rue Mont Royal, Est, en les cité et district de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 25e jour d'août, 1967.

(Sceau) *Le secrétaire,*
MRS. RUTH KRAUT.

22225-o 3617-67

Chez Garnier ltée
House of Garnier Ltd.

Notice is hereby given that "Chez Garnier ltée — House of Garnier Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Companies Act on the 25th day of August, 1967, having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at 1451 Mount Royal Street East.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 25th day of August, 1967.

(Seal) MRS. RUTH KRAUT,
Secretary.

22225-o 3617-67

Demandes à la Législature

Club de Golf Boucherville inc.
Boucherville Golf Club Inc.

Avis est donné par les présentes que le « Club de Golf Boucherville inc.— Boucherville Golf Club Inc. », de Boucherville, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à la prochaine session afin d'obtenir une loi changeant son statut corporatif et pour être régie par la deuxième partie de la Loi des Compagnies (S.R. 1964, c. 271) et ses amendements et pour d'autres fins.

Boucherville, le 26 octobre 1967.

Les procureurs de la pétitionnaire,
21916-45-4-o NOLIN ET DULUDE.

La Fabrique de la Paroisse de Sainte-Cécile de Salaberry-de-Valleyfield

Avis public est, par les présentes, donné que « La Fabrique de la Paroisse de Sainte-Cécile de Salaberry-de-Valleyfield », ayant son bureau d'affaires en ladite cité de Salaberry-de-Valleyfield et représentée par les procureurs soussignés, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi sur la matière suivante:

Abroger le chapitre 90 des Statuts de Québec 56, Victoria, 1893, et décréter que la Fabrique de la Paroisse de Sainte-Cécile de Salaberry-de-Valleyfield a existence juridique suivant la Loi des Fabriques, depuis le 25e jour de juin 1966.

Salaberry-de-Valleyfield, le 13 novembre 1967.

Les procureurs de la pétitionnaire,
22105-47-2-o MELOCHE & PERRON.

Applications to Legislature

Club de Golf Boucherville inc.
Boucherville Golf Club Inc.

Notice is hereby given that the "Club de Golf Boucherville inc.— Boucherville Golf Club Inc.", will make application to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act changing its corporate statute and to be governed by the second part of the Companies Act (R.S. 1964, c. 271) and its amendments and for other purposes.

Boucherville, October 26, 1967.

NOLIN AND DULUDE,
21916-45-4-o *Attorneys for the Petitioner.*

La Fabrique de la Paroisse de Sainte-Cécile de Salaberry-de-Valleyfield

Notice is hereby given that "La Fabrique de la Paroisse de Sainte-Cécile de Salaberry-de-Valleyfield", having its business place in the said city of Salaberry-de-Valleyfield and represented by the undersigned attorneys, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at at the next session, to obtain the passing of an Act on the following subject:

To abrogate chapter 90 of the Statutes of Quebec, 56, Victoria, 1893, and to decree that La Fabrique de la Paroisse de Sainte-Cécile de Salaberry-de-Valleyfield has judicial existence according to the Fabriques Act, since June 25, 1966.

Salaberry-de-Valleyfield, November 13, 1967.

MELOCHE & PERRON,
22105-47-2 *Attorneys for the Petitioner.*

Lettres patentes

L'Assistance aux Prêtres retirés du Diocèse de Sherbrooke

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des évêques catholiques romains, Statuts refondus, 1964, chapitre 304, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes en date du 31 octobre 1967, constituant en corporation « L'Assistance aux Prêtres retirés du Diocèse de Sherbrooke ».

Le siège social de la corporation est situé en la cité de Sherbrooke.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22195-o 16-67 — 1393/111

Caisse d'Entraide des Prêtres du Diocèse de Trois-Rivières

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des évêques catholiques romains, Statuts refondus, 1964, chapitre 304, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes en date du 6 novembre 1967, constituant en corporation la « Caisse d'Entraide des Prêtres du Diocèse de Trois-Rivières ».

Le siège social de la corporation est situé en la cité de Trois-Rivières.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22196-o 17-67 — 1394/2

Letters Patent

L'Assistance aux Prêtres retirés du Diocèse de Sherbrooke

Notice is hereby given that under the Roman Catholic Bishops Act, Revised Statutes, 1964, chapter 304, the Lieutenant-Governor of the Province has granted letters patent dated October 31, 1967, incorporating "L'Assistance aux Prêtres retirés du Diocèse de Sherbrooke".

The head office of the corporation is situated in the city of Sherbrooke.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22195 16-67 — 1393/111

Caisse d'Entraide des Prêtres du Diocèse de Trois-Rivières

Notice is hereby given that under the Roman Catholic Bishops Act, Revised Statutes, 1964, chapter 304, the Lieutenant-Governor of the Province has granted letters patent dated November 6, 1967, incorporating "Caisse d'Entraide des Prêtres du Diocèse de Trois-Rivières".

The head office of the corporation is situated in the city of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22196 17-67 — 1394/2

Examen du Barreau

Bar Examination

Barreau du Saguenay — Bar of Saguenay

CANDIDAT À L'EXAMEN DU BARREAU DE LA PROVNICE DE QUÉBEC
CANDIDATE TO BAR EXAMINATION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Nom — Surname	Prénom — Given Name	Age	Résidence — Residence
Lavoie	Jocelyn	23	C.P. 100, Sault-au-Mouton, Comté Saguenay., P.Q.

Chicoutimi, le 23 novembre 1967.— Chicoutimi, November 23, 1967.

Le secrétaire-trésorier du Barreau de Saguenay,
ROGER PAGE,
Secretary-Treasurer Bar of Saguenay.

22206-o

Liquidation — Avis de

Winding up Notices

La Caisse Populaire Desjardins de Sainte-Gertrude

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des membres de « La Caisse Populaire Desjardins de Sainte-Gertrude », tenue à Sainte-Gertrude, le 5 mars 1967, il a été résolu que les affaires de ladite caisse soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que MM. Adrien Vachon, Fernand Domingue et Mme Ovide Domingue ont été nommé liquidateurs.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22209-o 2268-44

La Caisse Populaire Desjardins de Sainte-Gertrude

Notice is hereby given that, at a special general meeting of the members of "La Caisse Populaire Desjardins de Sainte-Gertrude", held in Sainte-Gertrude on March 5, 1967, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said union be wound up, and that it be dissolved, pursuant to the Savings and Credit Unions Act and to the Winding-up Act, and that Messrs. Adrien Vachon, Fernand Domingue and Mrs. Ovide Domingue have been appointed liquidators.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22209 2268-44

Quebec Metals Products Co. Ltd.

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie « Quebec Metals Products Co. Ltd. », tenue à Québec, le 27 septembre 1967, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées et que celle-ci soit dissoute en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies et que Monsieur Jacques Thibaudeau a été nommé liquidateur.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22151-o 11719-55

Quebec Metals Products Co. Ltd.

Notice is hereby given that at a special general meeting of the shareholders of "Quebec Metals Products Co. Ltd.", held at Quebec, on September, 27, 1967, a resolution was passed that the affairs of the said company be wound-up and that it be dissolved pursuant to the Winding-Up Act and that Mister Jacques Thibaudeau was appointed liquidator.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22151 11719-55

Ministère des Affaires municipales

Cité de Farnham

Canada,
Province de Québec. HUGUES LAPOINTE
[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU que l'article 2 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur requête du conseil d'une corporation régie par cette loi, peut émettre des lettres patentes modifiant la charte de cette corporation, en y remplaçant certaines dispositions par celles de la Loi des cités et villes qui y correspondent;

ATTENDU que le conseil de la cité de Farnham, par sa requête en date du 15 août 1967, demande que des lettres patentes soient émises en sa faveur, à l'effet de modifier sa charte en y remplaçant l'article 9 de la Loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 93, par la disposition correspondante de la Loi des cités et villes;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2842, en date du 19 octobre 1967, Nous accordons la requête du conseil de la cité de Farnham, en date du 15 août 1967, et Nous déclarons et ordonnons, par les présentes lettres patentes qui entreront en rigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*, que la disposition ci-haut mentionnée de la cité de Farnham soit remplacée par la disposition correspondante dans la Loi des cités et villes, le tout conformément aux dispositions de l'article 2 de ladite Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193).

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

Department of Municipal Affairs

City of Farhnam

Canada,
Province of Quebec. HUGUES LAPOINTE
[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS section 2 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), edicts that the Lieutenant-Governor in Council, upon petition of the council of a corporation governed by this Act, may issue letters patent amending the charter of this corporation, by replacing certain provisions by those of the Cities and Towns Act corresponding to it;

WHEREAS the council of the city of Farnham, by its petition dated August 15, 1967, asks that letters patent be issued in its favor, to amend its charter by replacing section 9 of Act 5-6 Elizabeth II, chapter 93, by the corresponding provision of the Cities and Towns Act;

WHEREAS all the formalities prescribed by the Act have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient to grant this petition.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 2842, dated October 19, 1967, We grant the petition of the council of the city of Farnham, dated August 15, 1967, and We declare and order, by the present letters patent which will come into effect from and after the date of their publication in the *Quebec Official Gazette*, that the provisions hereabove-mentioned of the city of Farnham be replaced by the corresponding provision of the Cities and Towns Act, the whole in conformity with the provisions of section 2 of the said Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193).

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce quinzième jour de novembre en l'année mil neuf cent soixante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la seizième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fifteenth day of November in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and sixty-seven and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que ces lettres patentes entreront en vigueur à compter de cette publication.

Le sous-ministre des Affaires municipales,
22168-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Notice is hereby given that these letters patent will come into force from and after this publication.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
22168 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Saint-Stanislas

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 6 novembre 1967 par le conseil municipal de Saint-Stanislas, comté de Lac-Saint-Jean-Ouest, et conformément à l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 22 novembre 1967, que les publications de tout avis public, règlement, résolution ou ordre de la corporation de Saint-Stanislas, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront à l'avenir dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal.

Québec, le 22 novembre 1967.

Le sous-ministre des Affaires municipales,
22168-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Saint-Stanislas

The undersigned gives notice that, such as requested in a resolution passed on November 6, 1967, by the Municipal Council of Saint-Stanislas, county of Lac-Saint-Jean-West, and in conformity with section 130 of the Municipal Code, he has decreed, on November 22, 1967, that the publication of any public notice, by-law, resolution or order of the Corporation of Saint-Stanislas, save those required in the *Quebec Official Gazette*, will be, in the future, made in the French language only.

The present notice is published pursuant to section 131 of the Municipal Code.

Quebec, November 22, 1967.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
22168 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Ministère des Finances
Assurances

Sun Alliance and London Assurance Company Limited

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « Sun Alliance and London Assurance Company Limited », enregistrée sous le numéro 699, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 1433, qui l'autorise, à compter du 1er novembre 1967, à effectuer dans la province des contrats d'assurance sur la Vie.

Le siège social de la compagnie est situé à 1, Bartholomew Lane, Londres, Angleterre.

La compagnie a nommé monsieur J.-K. Lindsay, 255 ouest, rue St-Jacques, Montréal, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 15 novembre 1967.

Pour le ministre des Finances de la province,
Le surintendant des assurances,
22125-47-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

St. Paul Mercury Insurance Company

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « St. Paul Mercury Insurance Company », enregistrée sous le numéro 701, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 1435, qui

Department of Finance
Insurance

Sun Alliance and London Assurance Company Limited

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "Sun Alliance and London Assurance Company Limited", registered under number 699, has obtained the license and certificate of registry number 1433, authorizing it, as from the 1st of November 1967, to undertake in the province contracts of Life insurance.

The head office of the company is situated at 1, Bartholomew Lane, London, England.

The company has appointed Mr. J. K. Lindsay, 255, St. James Street West, Montreal, its attorney in the province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the November 15, 1967.

For the Minister of Finance of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
22125-47-2-o *Superintendent of Insurance.*

St. Paul Mercury Insurance Company

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "St. Paul Mercury Insurance Company", registered under number 701, has obtained the license and certificate of registry number 1435, authorizing it, as from the

l'autorise, à compter du 9 novembre 1967, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Incendie, et acessoirement – agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, Accident; Automobile; Aviation; Bétail; Biens immobiliers; Biens mobiliers; Bris de glace; Bris de machine; Chaudière à vapeur; Défectuosité d'extincteurs automatiques; Explosion; Fuite d'eau; Garantie; Grêle; Intempéries; Maladie; Ouragan; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur; Transport intérieur; Tremblement de terre; Vol; Et en outre de ces genres: Navigation intérieure et océanique.

Le siège social de la compagnie est situé à 385, rue Washington, St-Paul, Minnesota, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur H.-C. Baker, 1310, avenue Green, Westmount, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 22 novembre 1967.

Pour le ministre des Finances
de la Province,
Le surintendant des assurances,
22223-48-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

9th of November 1967, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto – civil commotion, falling aircraft, impact by vehicles; Accident; Aircraft; Automobile; Boiler, Earthquake; Employers' liability; Explosion; Guarantee; Hail; Inland transportation; Live stock; Machinery; Personal property; Plate glass; Public liability; Real property; Sickness; Sprinkler leakage; Theft; Water damage; Weather; Windstorm; And in addition to these classes: Inland and ocean marine.

The head office of the company is situated at 385, Washington Street, St. Paul, Minnesota, United States of America.

The company has appointed Mr. H.-C. Baker, 1310, Greene Avenue, Westmount, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 22nd of November 1967.

For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
22223-48-2-o *Superintendent of Insurance.*

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Canton d'Ély

Cadastre officiel du canton d'Ély, municipalité de Maricourt, division d'enregistrement de Shefford.

Avis est par la présente donné que les lots 188-6 à 188-14 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 septembre 1967.

Le sous-ministre,
22207-o FERNAND BOUTIN.

Canton d'Orford

Cadastre officiel du canton d'Orford, municipalité de Rock Forest *, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que les lots 618-23 à 618-85 incl., sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 novembre 1967.

Le sous-ministre,
22207-o FERNAND BOUTIN.

Canton d'Orford

Cadastre officiel du canton d'Orford, municipalité de la cité de Sherbrooke, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que la partie restante du lot 108-7 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 3 novembre 1967.

Le sous-ministre,
22207-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Cécile

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Cécile, municipalité de la cité de Salaberry de Valleyfield, division d'enregistrement de Beauharnois.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Township of Ély

Official cadastre of township of Ély, municipality of Maricourt, registration division of Shefford.

Notice is hereby given that lots 188-6 to 188-14 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, September 25, 1967.

FERNAND BOUTIN,
22207-o *Deputy Minister.*

Township of Orford

Official cadastre of township of Orford, municipality of Rock Forest *, registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that lots 618-23 to 618-85 incl., are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 16, 1967.

FERNAND BOUTIN,
22207-o *Deputy Minister.*

Township of Orford

Official cadastre of township of Orford, municipality of the city of Sherbrooke, registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that the remaining part of lot 108-7 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 3, 1967.

FERNAND BOUTIN,
22207-o *Deputy Minister.*

Parish of Ste-Cécile

Official cadastre of the parish of Ste-Cécile, municipality of the city of Salaberry de Valleyfield, registration division of Beauharnois.

Avis est par la présente donné que les lots 256-95 à 256-103, 256-121 à 256-125, 256-134 à 256-139, 256-146, 256-148 à 256-151 et 256-154 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 17 novembre 1967.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

22207-o

Notice is hereby given that lots 256-95 to 256-103, 256-121 to 256-125, 256-134 to 256-139, 256-146, 256-148 to 256-151 and 256-154 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 17, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

22207-o

Paroisse de St-Hubert

Cadastre officiel de la paroisse de St-Hubert, municipalité de la ville de St-Hubert, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné qu'une partie des lots 143-1A et 143-13A est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 novembre 1967.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

22207-o

Parish of St-Hubert

Official cadastre of the parish of St-Hubert, municipality of the town of St-Hubert, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that one part of lots 143-1A and 143-13A is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 16, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

22207-o

Paroisse de St-Mathieu de Beloeil

Cadastre officiel de la paroisse de St-Mathieu de Beloeil, municipalité de la ville de Beloeil, division d'enregistrement de Verchères.

Avis est par la présente donné que les lots 26-377, 26-379, 28-352, 28-353 et deux parties du lot 28-324 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 15 novembre 1967.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

22207-o

Parish of St-Mathieu de Beloeil

Official cadastre of the parish of St-Mathieu de Beloeil, municipality of the town of Beloeil, registration division of Verchères.

Notice is hereby given that lots 26-377, 26-379, 28-352, 28-353 and two parts of lot 28-324 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 15, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

22207-o

Nomination

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Québec, le 24 novembre 1967.

M. Yvon Sirois, avocat, membre du Barreau de la province, de Québec: nommé en vertu de l'article 72 de la Loi des Tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20), juge des Sessions, avec juridiction dans toute la province, mais tout particulièrement et sans restriction, dans le district judiciaire de Québec, avec résidence dans la ville de Québec ou dans les environs, ledit M. Yvon Sirois, vu sa présente nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge des Sessions, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe *b*) de l'article 466 du Code criminel, à compter du 26 octobre 1967, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22137-o 64-67

Appointment

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make the following appointment, by commission under the Great Seal of the Province:

Quebec, November 24, 1967.

Mr. Yvon Sirois, advocate, member of the Provincial Bar, of Quebec: appointed, pursuant to section 72 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20), Judge of the Sessions, with jurisdiction in the entire Province, but particularly and without restriction in the judicial district of Quebec, with residence in the City of Quebec or vicinity; the said Mr. Yvon Sirois, in view of his present appointment by the Lieutenant-Governor in Council as Judge of the Sessions, is authorized to exercise, under the authority of paragraph (*b*) of section 466 of the Criminal Code, from and after October 26, 1967, jurisdiction of a magistrate under Part XVI of said Criminal Code.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22137 64-67

Ministère de l'Éducation

Kensington

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Kensington, dans le comté de Gatineau, à la municipalité scolaire de Maniwaki, dans le même comté.

Québec, le 16 novembre 1967.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

22106-47-2-o

Department of Education

Kensington

Application is made to annex the actual territory of the school municipality of Kensington, in the county of Gatineau, to the school municipality of Maniwaki, in the same county.

Quebec, November 16, 1967.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

22106-47-2

Saint-Léon-de-Westmount

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Léon-de-Westmount, dans le comté de Westmount, au territoire actuellement sous la juridiction de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Québec, le 16 novembre 1967.

Le ministre de l'Éducation,

221006-47-2-o JEAN-GUY CARDINAL.

Saint-Léon-de-Westmount

Application is made to annex the actual territory of the school municipality of Saint-Léon-de-Westmount, in the county of Westmount, to the territory actually under the jurisdiction of the Catholic School Commission of Montreal.

Quebec, November 16, 1967.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

22106-47-2

Syndicats professionnels

Professional Syndicates

Le Syndicat de L'U.C.C. de Ragueneau

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat de L'U.C.C. de Ragueneau », a été autorisée par le secrétaire de la province le 2 novembre 1967.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Ragueneau, district judiciaire d'Hauterive.

Québec, le 6 novembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22152-o 76-67

Le Syndicat de L'U.C.C. de Ragueneau

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat de L'U.C.C. de Ragueneau", has been authorized by the Provincial Secretary on November 2, 1967,

The head office of the said professional syndicate is situated at Ragueneau, judicial district of Hauterive.

Quebec, November 6, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22152 76-67

Le Syndicat de L'U.C.C. de St-Bernard-sur-Mer

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat de L'U.C.C. de St-Bernard-sur-Mer », a été autorisée par le secrétaire de la province le 2 novembre 1967.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à St-Bernard-sur-Mer, district judiciaire de Saguenay.

Québec, le 6 novembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22153-o 75-67

Le Syndicat de L'U.C.C. de St-Bernard-sur-Mer

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Bernard-sur-Mer", has been authorized by the Provincial Secretary on November 2, 1967.

The head office of the said professional syndicate is situated at St-Bernard-sur-Mer, judicial district of Saguenay.

Quebec, November 6, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22153 75-67

Le Syndicat de L'U.C.C. de Saint-François I.O.

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat de L'U.C.C. de Saint-François I.O. », a été autorisée par le secrétaire de la province le 2 novembre 1967.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Saint-François, I.O., district judiciaire de Québec.

Québec, le 7 novembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22154-o 77-67

Le Syndicat de L'U.C.C. de Saint-François I.O.

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat de L'U.C.C. de Saint-François I.O.", has been authorized by the Provincial Secretary on November 2, 1967.

The head office of the said professional syndicate is situated at Saint-François I.O., judicial district of Quebec.

Quebec, November 7, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22154 77-67

Le Syndicat de L'U.C.C. de St-Louis de l'Isle-aux-Coudres

(*Loi des syndicats professionnels,*

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat de L'U.C.C. de St-Louis de l'Isle-aux-Coudres », a été autorisée par le secrétaire de la province le 2 novembre 1967.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Saint-Louis-de-l'Isle-aux-Coudres, district judiciaire de Saguenay.

Québec, le 7 novembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22155-o 78-67

Le Syndicat de L'U.C.C. de St-Louis de l'Isle-aux-Coudres

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat de L'U.C.C. de St-Louis de l'Isle-aux-Coudres", has been authorized by the Provincial Secretary on November 2, 1967.

The head office of the said professional syndicate is situated at St-Louis-de-l'Isle-aux-Coudres, judicial district of Saguenay.

Quebec, November 7, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22155 78-67

L'Association des Agents Distributeurs de Produits Alimentaires de Québec inc.

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des Agents Distributeurs de Produits Alimentaires de Québec inc. », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 23 novembre 1967.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Québec, district judiciaire de Québec.

Québec, le 27 novembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22210-o 90-67

Association des Enseignants d'Honoré-Mercier

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 23 novembre 1967, autorisé le changement de nom de « Syndicat des Professeurs Catholiques de Saint-Jean", dont la constitution, sous le nom originaire de « Association Catholique des Institutrices Rurales du District No 16, inc. », a été autorisée le 17 juin 1943, et dont le siège social est situé à Saint-Jean, en celui de l'« Association des Enseignants d'Honoré-Mercier », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 27 novembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22211-o 1043-43

L'Association des Agents Distributeurs de Produits Alimentaires de Québec inc.

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association des Agents Distributeurs de Produits Alimentaires de Québec inc.", has been authorized by the Provincial Secretary on November 23, 1967.

The head office of the said professional syndicate is situated at Quebec, judicial district of Quebec.

Québec, November 27, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22210 90-67

Association des Enseignants d'Honoré-Mercier

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on November 23, 1967, authorized the change of name of the "Syndicat des Professeurs Catholiques de Saint-Jean", the incorporation of which, under the original name of "Association Catholique des Institutrices Rurales du District No 16, inc.", was authorized on June 17, 1943, and the head office of which is situated in Saint John's, to that of "Association des Enseignants d'Honoré-Mercier", and such, pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Quebec, November 27, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22211 1034-43

Soumissions

La Commission scolaire régionale du Cuivre
Siège social: Rouyn (Rouyn-Noranda)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Mozart Rioux, secrétaire-trésorier, Bureau de la Commission Scolaire, 235, Est, rue Perreault, C.P. 908, Rouyn, comté de Rouyn-Noranda, jusqu'à 8 heures, du soir, lundi, le 18 décembre 1967, pour l'achat de $224,000 d'obligations de la Commission Scolaire Régionale du Cuivre, datées du 1er janvier 1968 et remboursables par séries du 1er janvier 1969 au 1er janvier 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, par année, payable semi-annuellement le 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 25 septembre 1967 — $224,000 — Construction d'une école secondaire de 15 classes à Noranda.

Pour adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1968.

Tableau d'amortissement — $224,000 — 10 ans

Année		*Capital*
1er janvier 1969	x	$45,000
1er janvier 1970	x	48,000
1er janvier 1971	x	51,500
1er janvier 1972		9,000
1er janvier 1973		10,000
1er janvier 1974		10,500
1er janvier 1975		11,000
1er janvier 1976		12,000
1er janvier 1977		13,000
1er janvier 1978		14,000

Tenders

Regional School Board Du Cuivre
Head Office: Rouyn (Rouyn-Noranda)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mozart Rioux, secretary-treasurer, School Commission Office, 235 Perreault Street, East, P.O. Box 908, Rouyn, county of Rouyn-Noranda, until 8:00 o'clock p.m., Monday, December 18, 1967, for the purchase of an issue of $224,000 of bonds for the Regional School Board Du Cuivre, dated January 1, 1968, and redeemable serially from January 1, 1969 to January 1, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated September 25, 1967 — $224,000 — construction of a 15-class secondary school in Noranda.

For adjudication only, interest shall be calculated as from January 1, 1968.

Table of redemption — $224,000 — 10 years

Year		*Capital*
January 1, 1969	x	$45,000
January 1, 1970	x	48,000
January 1, 1971	x	51,500
January 1, 1972		9,000
January 1, 1973		10,000
January 1, 1974		10,500
January 1, 1975		11,000
January 1, 1976		12,000
January 1, 1977		13,000
January 1, 1978		14,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $138,000 accordé par le gouvernement provincial et payable en trois versements de $46,000 chacun, de 1969 à 1971 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rouyn.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 18 décembre 1967 à 8 heures du soir, au Bureau de la Commission Scolaire, 235, est, rue Perreault, C.P. 908, Rouyn, comté de Rouyn-Noranda.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rouyn, (Comté de Rouyn-Noranda), ce 22 novembre 1967.

Le secrétaire-trésorier,
MOZART RIOUX.

Bureau de la Commission Scolaire,
235, est rue Perreault, C.P. 908,
Rouyn, (Rouyn-Noranda), P.Q.
Téléphone: 762-0861, code 819. 22165-o

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $138,000 granted by the Provincial Government and payable in three instalments of $46,000 each from 1969 to 1971 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short-term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Rouyn.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, December 18, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the School Commission Office, 235 Perreault Street East, P.O. Box 908, Rouyn, county of Rouyn-Noranda.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Rouyn, (County of Rouyn-Noranda), November 22, 1967.

MOZART RIOUX,
Secretary-Treasurer.

School Commission Office,
235 Perreault Street East, P.O. Box 908,
Rouyn, (Rouyn-Noranda), P.Q.
Telephone: 762-0861, code 819. 22165

La Commission scolaire régionale des Vieilles-Forges

(Siège Social): Cité des Trois-Rivières (P.Q.)

Avis de correction

Veuillez noter que dans l'avis de demande de soumissions publié dans la *Gazette officielle* du 25 novembre 1967, à la page 6822, relativement à une émission de $321,000 d'obligations de la Commission Scolaire Régionale des Vieilles-Forges, la date des résolutions d'emprunts mentionnées dans ledit avis devrait se lire comme suit:

Résolutions d'emprunts datées du: 15 juillet 1966 — $105,000 — achat de terrain; 14 avril 1967 — $49,200 — achat de terrain; 14 avril 1967 — $166,800 — achat de terrain.

au lieu de:

Résolutions d'emprunts datées du: 1er juillet 1966 — $105,000 — achat de terrain; 1er avril 1967 — $49,200 — achat de terrain; 1er avril 1967 — $166,800 — achat de terrain.

Tous les autres détails contenus dans ledit avis demeurent inchangés.

Trois-Rivières, ce 28 novembre 1967.

Le secrétaire-trésorier,
FERNAND DUCHAINE.

Bureau de la Corporation, 2245, 8e Avenue,
Trois-Rivières, (St-Maurice), P.Q. 22216-o

The Regional School Board of Vieilles-Forges

(Heat Office): City of Trois-Rivières (P.Q.)

Notice of correction

Kindly note, that in the notice of call for tenders published on page 6822 of the *Quebec Official Gazette* of November 25, 1967, in respect to an issue of $321,000 of bonds for the Regional School Board of Vieilles-Forges, the date of the loan resolution should be reda:

Loan resolutions dated: July 15, 1966 — $105,000 — purchasing of land; April 14, 1967 — $49,200 — purchasing of land; April 14, 1967 — $166,800 — purchasing of land.

instead of:

Loan resolutions dated: July 1, 1966 — $105,000 — purchasing of land; April 1, 1967 — $49,200 — purchasing of land; April 1, 1967 — $166,800 — purchasing of land.

All the other details contained in the above mentioned notice of call for tenders remain unchanged.

Trois-Rivières, November 28, 1967.

FERNAND DUCHAINE,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation, 2245, 8th Avenue,
Trois-Rivières, (St-Maurice), P.Q. 22216-o

Ville de Beauceville-Est

Comté de Beauce

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Hilaire Turmel, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 624B, 4ième Rue, C.P. 516, Beauceville-Est, comté de Beauce, P.Q., jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 19 décembre 1967, pour l'achat de $140,500 d'obligations de la ville de Beauceville-Est, comté de Beauce, datées du 1er janvier 1968 et remboursables par séries du 1er janvier 1969 au 1er janvier 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 205 — $5,731.37 — aqueduc; 218 — $73,203.12 — aqueduc, égouts, voirie; 221 — $28,061.20 — usine de filtration; 248 — $13,176.32 — aqueduc, égouts; 249 — $20,327.99 — centre culturel.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1968.

Tableau d'amortissement — $140,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1969	$ 4,000
1er janvier 1970	4,000
1er janvier 1971	4,500
1er janvier 1972	4,500
1er janvier 1973	4,500
1er janvier 1974	4,500
1er janvier 1975	5,000
1er janvier 1976	5,500
1er janvier 1977	5,500
1er janvier 1978	7,000
1er janvier 1979	7,000
1er janvier 1980	7,500
1er janvier 1981	7,500
1er janvier 1982	7,500
1er janvier 1983	9,000
1er janvier 1984	10,000
1er janvier 1985	10,000
1er janvier 1986	10,500
1er janvier 1987	10,500
1er janvier 1988	12,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauceville-Est.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Town of Beauceville-East

County of Beauce

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Hilaire Turmel, secretary-treasurer, Town Hall, 624B, 4th St., P.O. Box 516, Beauceville-East, county of Beauce, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, December 19, 1967, for the purchase of an issue of $140,500 of bonds for the town of Beauceville-East, county of Beauce, dated January 1, 1968, and redeemable serially from January 1, 1969 to January 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½% nor more than 7½% payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 205 — $5,731.37 — aqueduct; 218 — $73,203.12 — aqueduct, sewers, roads; 221 — $28,061.20 — filtration plant; 248 — $13,176.32 — aqueduct, sewers; 249 — $20,327.99 — cultural center.

For adjudication only, interest shall be calculated as from January 1, 1968.

Table of redemption — $140,500 — 20 years

Year	*Capital*
January 1, 1969	$ 4,000
January 1, 1970	4,000
January 1, 1971	4,500
January 1, 1972	4,500
January 1, 1973	4,500
January 1, 1974	4,500
January 1, 1975	5,000
January 1, 1976	5,500
January 1, 1977	5,500
January 1, 1978	7,000
January 1, 1979	7,000
January 1, 1980	7,500
January 1, 1981	7,500
January 1, 1982	7,500
January 1, 1983	9,000
January 1, 1984	10,000
January 1, 1985	10,000
January 1, 1986	10,500
January 1, 1987	10,500
January 1, 1988	12,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Beauceville-East.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 19 décembre 1967, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 624B, 4ième Rue, C.P. 516, Beauceville-Est, comté de Beauce.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Beauceville-Est, (Comté de Beauce), ce 24 novembre 1967.

Le secrétaire-trésorier,
HILAIRE TURMEL.

Hôtel de Ville, 624B, 4ième Rue, C.P. 516,
Beauceville-Est, (Beauce), P.Q.
Téléphone: 227-9137, code 418. 22212-o

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Tuesday, December 19, 1967, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 624B, 4th St., P.O. Vox 516, Beauceville-East, county of Beauce.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Beauceville-East, (County of Beauce), November 24, 1967.

HILAIRE TURMEL,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 624B, 4th St., P.O. Box 516,
Beauceville-East, (Beauce), P.Q.
Telephone: 227-9137, code 418. 22212

Ste-Marthe-sur-le-Lac

Comté de Deux-Montagnes

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Yvon Garneau, secrétaire-trésorier, Bureau de la corporation, 3159, Chemin Oka, Ste-Marthe-sur-le-Lac, comté de Deux-Montagnes, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, et par après jusqu'à 8 heures du soir, lundi le 18 décembre 1967, au Sous-sol de l'Église, Ste-Marthe-sur-le-Lac, comté de Deux-Montagnes, pour l'achat de $600,000 d'obligations de Ste-Marthe-sur-le-Lac, comté de Deux-Montagnes, datées du 1er janvier 1968 et remboursables par séries du 1er janvier 1969 au 1er janvier 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuelle les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 75 — $600,000 — aqueduc.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1968.

Tableau d'amortissement — $600,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1969	$ 4,000
1er janvier 1970	4,000
1er janvier 1971	4,000
1er janvier 1972	5,000
1er janvier 1973	5,000
1er janvier 1974	5,000
1er janvier 1975	5,000
1er janvier 1976	6,000
1er janvier 1977	6,000
1er janvier 1978	7,000
1er janvier 1979	7,000
1er janvier 1980	7,000
1er janvier 1981	8,000
1er janvier 1982	8,000
1er janvier 1983	9,000
1er janvier 1984	9,000
1er janvier 1985	10,000
1er janvier 1986	10,000
1er janvier 1987	11,000
1er janvier 1988	470,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération, pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans, avec le solde à fonds d'amortissement 20 ans; en ce cas, au choix, une partie de tel solde pourra être émise à courte échéance 10 ans, et l'autre partie émise à fonds d'amortissement 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $458,000 et si supérieur à ce dernier

Ste-Marthe-sur-le-Lac

County of Two-Mountains

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Yvon Garneau, secretary-treasurer, office of the Corporation, 3159 Oka Road, Ste-Marthe-sur-le-Lac, county of Two-Mountains, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., and thereafter until 8:00 o'clock p.m., Monday, December 18, 1967, in the church basement, Ste-Marthe-sur-le-Lac, county of Two-Mountains, for the purchase of an issue of $600,000 of bonds for Ste-Marthe-sur-le-Lac, county of Two-Mountains, P.Q., dated January 1, 1968, and redeemable serially from January 1, 1969 to January 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on January 1 and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 75 — $600,000 — aqueduct.

For adjudication only, interest shall be calculated as from January 1, 1968.

Table of redemption — $600,000 — 20 years

Year	*Capital*
January 1, 1969	$ 4,000
January 1, 1970	4,000
January 1, 1971	4,000
January 1, 1972	5,000
January 1, 1973	5,000
January 1, 1974	5,000
January 1, 1975	5,000
January 1, 1976	6,000
January 1, 1977	6,000
January 1, 1978	7,000
January 1, 1979	7,000
January 1, 1980	7,000
January 1, 1981	8,000
January 1, 1982	8,000
January 1, 1983	9,000
January 1, 1984	9,000
January 1, 1985	10,000
January 1, 1986	10,000
January 1, 1987	11,000
January 1, 1988	470,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered as ten-year short-term or fifteen-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered as ten-year serial bonds with the balance being sinking fund bonds maturing in twenty years; in such case, at the tenderer's option, a part of such balance may be issued as ten-year short-term, and the other part thereof as twenty-year sinking-fund bonds, provided, however, that the latter part not be for an amount less than $458,000, and, if higher than this amount, would include one or more

montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, tels qu'apparaissant au tableau, en commançant par les dernières année d'échéance. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Eustache.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la Province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries. Toutefois, si elles sont émises à fonds d'amortissement, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er janvier de chaque année, mais seulement pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau ci-haut.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 18 décembre 1967, à 8 heures du soir, Sous-sol de l'Église, Ste-Marthe-sur-le-Lac, comté de Deux-Montagnes, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Marthe-sur-le-Lac, (Comté de Deux-Montagnes), ce 24 novembre 1967.

Le secrétaire-trésorier,
YVON GARNEAU.

3159, Chemin Oka, Ste-Marthe-sur-le-Lac,
(Deux-Montagnes), P.Q.
Téléphone: 473-3105, code 514. 22215-o

complete annual amortizations as appearing on the above table, beginning with the last maturities. However, tenders shall be sent in respect to only one of the modes of issue, and they shall be considered for one of the terms only, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Eustache.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said tenders shall not be redeemable by anticipation if they are issued serially. However, if they are issued as sinking-fund bonds, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on January 1st of each year, but only to the extent of the annual amount required for the purpose of amortizing the issue, purusant to the above table.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, December 18, 1967, at 8:00 o'clock p.m., in the church basement, Ste-Marthe-sur-le-Lac, county of Two-Mountains, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Marthe-sur-le-Lac, (County of Two-Mountains), November 24, 1967.

YVON GARNEAU,
Secretary-Treasurer.

3159 Oka Road, Ste-Marthe-sur-le-Lac,
(Two-Mountains), P.Q.
Telephone: 473-3105, code 514. 22215

Paroisse de Contrecoeur
Comté de Verchères

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Marie Jacques, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Coin Legendre et Jean Ducharme, C.P. 248, Contrecoeur, comté de Verchères, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 19 décembre 1967, pour l'achat de $150,000 d'obligations de la paroisse de Contrecoeur, comté de Verchères, datées du 1er janvier 1968 et remboursables par séries du 1er janvier 1969 au 1er janvier 1988 inclusivement avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échances.

Règlement numéro 191 — $150,000 — aqueduc et égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1968.

Tableau d'amortissement — $150,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1969	$ 2,000
1er janvier 1970	2,000
1er janvier 1971	2,000
1er janvier 1972	2,500
1er janvier 1973	2,500

Parish of Contrecoeur
County of Verchères

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Jean-Marie Jacques, secretary-treasurer, Town Hall, corner of Legendre and Jean Ducharme, P.O. Box 248, Contrecoeur, county of Verchères, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, December 19, 1967, for the purchase of an issue of $150,000 of bonds for the parish of Contrecoeur, county of Verchères, dated January 1, 1968, and redeemable serially from January 1, 1969 to January 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on July 1st and January 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law number 191 — $150,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from January 1, 1968.

Table of redemption — $150,000 — 20 years

Year	*Capital*
January 1, 1969	$ 2,000
January 1, 1970	2,000
January 1, 1971	2,000
January 1, 1972	2,500
January 1, 1973	2,500

1er janvier 1974	$2,500
1er janvier 1975	2,500
1er janvier 1976	3,000
1er janvier 1977	3,000
1er janvier 1978	3,000
1er janvier 1979	3,500
1er janvier 1980	3,500
1er janvier 1981	4,000
1er janvier 1982	4,000
1er janvier 1983	4,500
1er janvier 1984	4,500
1er janvier 1985	*5,000
1er janvier 1986	5,000
1er janvier 1987	5,500
1er janvier 1988	85,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans, avec le solde à fonds d'amortissement 20 ans; en ce cas, au choix, une partie de tel solde pourra être émise à courte échéance 10 ans, et l'autre partie émise à fonds d'amortissement 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $80,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, tels qu'apparaissant au tableau, en commençant par les dernières années d'échéance. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Contrecoeur.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries. Toutefois, si elles sont émises à fonds d'amortissement, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er janvier de chaque année, pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau ci-haut.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 19 décembre 1967, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, Coin Legendre et Jean Ducharme, C.P. 248, Contrecoeur, comté de Verchères, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Contrecoeur, (Comté de Verchères), ce 24 novembre 1967.

Le secrétaire-trésorier,
M. JEAN-MARIE JACQUES.

Hôtel de Ville,
Coin Legendre et Ducharme, C.P. 248
Contrecoeur, (Verchères), P.Q.,
Téléphone: 786-2340, code 514. 22214-o

January 1, 1974	$2,500
January 1, 1975	2,500
January 1, 1976	3,000
January 1, 1977	3,000
January 1, 1978	3,000
January 1, 1979	3,500
January 1, 1980	3,500
January 1, 1981	4,000
January 1, 1982	4,000
January 1, 1983	4,500
January 1, 1984	4,500
January 1, 1985	*5,000
January 1, 1986	5,000
January 1, 1987	5,500
January 1, 1988	85,500

Moreover, tenders may be sent and shall be considered as ten-year short-term or fifteen-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered as ten-year serial bonds with the balance being sinking fund bonds maturing in twenty years; in such case, at the tenderer's option, a part of such balance may be issued as ten-year short-term, and the other part thereof as twenty-year sinking fund bonds, provided, however, that the latter part not be for less than $80,000 and, if higher than this amount, would include one or more complete annual amortizations as appearing on the above table, beginning with the last maturities. However, tenders shall be sent in respect to only one of the modes of issue, and they shall be considered for one of the terms only, save in the case of the exception stipulated herein.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Contrecoeur.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially. However, if they are issued as sinking-fund bonds, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on January 1st of each year, but only to the extent of the annual amount required for the purpose of amortizing the issue, pursuant to the above table.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, December 19, 1967, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, corner of Legendre and Jean Ducharme, P.O. Box 248, Contrecoeur, county of Verchères, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest of any of the tenders.

Contrecoeur, (County of Verchères), November 24, 1967.

MR. JEAN-MARIE JACQUES,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
Corner of Legendre and Ducharme,
P.O. Box 248, Contrecoeur, (Verchères), P.Q.
Telephone: 786-2340, code 514. 22214

Ville de Duberger
Comté de St-Sauveur

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Paul-Henri Gauvin, greffier, Hôtel de Ville, 67, Boulevard Central-Nord, Duberger, (Québec 8), P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 20 décembre 1967, pour l'achat de $120,000 d'obligations de la ville de Duberger, comté de St-Sauveur, datées du 1er janvier 1968 et remboursables par séries du 1er janvier 1969 au 1er janvier 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements nos: 252 — $2,500 — aqueduc, égouts; 263 — $50,000 — aqueduc, égouts, voirie; 263-A — $30,000 — voirie; 273 — $1,500 — aqueduc, égouts, voirie; 301 — $3,000 — hôtel de ville; 303 — $33,000 — achat de terrain.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1968.

Tableau d'amortissement — $120,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1969	$3,500
1er janvier 1970	3,500
1er janvier 1971	3,500
1er janvier 1972	3,500
1er janvier 1973	3,500
1er janvier 1974	4,000
1er janvier 1975	5,000
1er janvier 1976	5,000
1er janvier 1977	5,500
1er janvier 1978	6,000
1er janvier 1979	6,000
1er janvier 1980	6,000
1er janvier 1981	6,500
1er janvier 1982	7,000
1er janvier 1983	7,500
1er janvier 1984	8,000
1er janvier 1985	8,500
1er janvier 1986	8,500
1er janvier 1987	9,500
1er janvier 1988	9,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 20 décembre 1967, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 67, Boul. Central-Nord, Duberger, (Québec 8), P.Q.

Town of Duberger
County of St-Sauveur

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Paul-Henri Gauvin, Town-Clerk, Town Hall, 67 Central-North Boulevard, Duberger, (Quebec 8), P.Q. until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, December 20, 1967, for the purchase of an issue of $120,000 of bonds for the town of Duberger, county of St-Sauveur dated January 1, 1968, and redeemable serially from January 1, 1969 to January 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 252 — $2,500 — aqueduct, sewers; 263 — $50,000 — aqueduct, sewers, roads; 263-A — $30,000 — roads; 273 — $1,500 — aqueduct, sewers, roads; 301 — $3,000 — Town Hall; 303 — $33,000 — purchase of land.

For adjudication only, interest shall be calculated as from January 1, 1968.

Table of redemption — $120,000 — 20 years

Year	*Capital*
January 1, 1969	$3,500
January 1, 1970	3,500
January 1, 1971	3,500
January 1, 1972	3,500
January 1, 1973	3,500
January 1, 1974	4,000
January 1, 1975	5,000
January 1, 1976	5,000
January 1, 1977	5,500
January 1, 1978	6,000
January 1, 1979	6,000
January 1, 1980	6,000
January 1, 1981	6,500
January 1, 1982	7,000
January 1, 1983	7,500
January 1, 1984	8,000
January 1, 1985	8,500
January 1, 1986	8,500
January 1, 1987	9,500
January 1, 1988	9,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Quebec.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, December 20, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 67 Central-North Boulevard, Duberger, (Quebec 8), P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Duberger, (Comté de St-Sauveur), ce 28 novembre 1967.

Le greffier,
PAUL-HENRI GAUVIN.

Hôtel de Ville, 67, Boul. Central-Nord,
Duberger, (Québec 8), P.Q.
Téléphone: 681-6007, code 418. 22228-o

Cité de Magog
Comté de Stanstead

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Paul Lange, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 7 est, rue Principale, C.P. 249, Magog, comté de Stanstead, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 19 décembre 1967, pour l'achat de $748,500 d'obligations de la cité de Magog, comté de Stanstead, datées du 1er janvier 1968 et remboursables par séries du 1er janvier 1969 au 1er janvier 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements numéros 473 — $38,900 — achat de terrains; 474 — $159,700 — hôtel de ville et poste de polices et pompiers; 483 — $7,400 — aqueduc et égouts; 524 — $177,500 — aqueduc et égouts; 525 — $365,000 — voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1968.

Tableau d'amortissement — $748,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1969	$ 16,500
1er janvier 1970	18,000
1er janvier 1971	18,000
1er janvier 1972	21,000
1er janvier 1973	21,000
1er janvier 1974	23,000
1er janvier 1975	24,000
1er janvier 1976	25,000
1er janvier 1977	28,000
1er janvier 1978	31,000
1er janvier 1979	32,000
1er janvier 1980	36,000
1er janvier 1981	36,000
1er janvier 1982	39,000
1er janvier 1983	40,000
1er janvier 1984	40,000
1er janvier 1985	43,000
1er janvier 1986	45,000
1er janvier 1987	48,000
1er janvier 1988	164,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans, avec le solde à fonds d'amortissement 20 ans; en ce cas, au choix, une partie de tel solde pourra être émise à courte échéance 10 ans, et l'autre partie émise à fonds d'amortissement 20 ans; pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $113,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, tels qu'apparaissant au tableau, en commençant par les dernières années d'échéances.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Duberger, (County of St-Sauveur), November 28, 1967.

PAUL-HENRI GAUVIN,
Town Clerk.

Town Hall, 67 Central-North Blvd.,
Duberger, (Quebec 8), P.Q.
Telephone: 681-6007, code 418. 22228

City of Magog
County of Stanstead

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Jean-Paul Lange, secretary-treasurer, Town Hall, 7 Principale Street East, P.O. Box 249, Magog, county of Stanstead, P.Q., untill 8:00 o'clock, p.m., Tuesday, December 19, 1967, for the purchase of an issue of $748,500 of bonds for the city of Magog, county of Stanstead, dated January 1, 1968 and redeemable serially from January 1, 1969 to January 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law numbers 473 — $38,900 — purchasing of land; 474 — $159,700 — town hall and a police and fireman station; 483 — $7,400 — aqueduct and sewers; 524 — $177,500 — aqueduct and sewers; 525 — $365,000 — roads.

For adjudication only, interest shall be calculated as from January 1, 1968.

Table of redemption — $748,500 — 20 years

Year	*Capital*
January 1, 1969	$ 16,500
January 1, 1970	18,000
January 1, 1971	18,000
January 1, 1972	21,000
January 1, 1973	21,000
January 1, 1974	23,000
January 1, 1975	24,000
January 1, 1976	25,000
January 1, 1977	28,000
January 1, 1978	31,000
January 1, 1979	32,000
January 1, 1980	36,000
January 1, 1981	36,000
January 1, 1982	39,000
January 1, 1983	40,000
January 1, 1984	40,000
January 1, 1985	43,000
January 1, 1986	45,000
January 1, 1987	48,000
Januray 1, 1988	164,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered as ten-year short-term or fifteen-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered as ten-year serial bonds with the balance being sinking fund bonds maturing in twenty years; in such case, at the tenderer's option, a part of such balance may be issued as ten-year short-term, and the other part thereof as twenty-year sinking-fund bonds, provided, however, that the latter part not be for an amount less than $113,000 and, if higher than this amount, would include one or more complete annual amortizations as appearing on the above table, beginning with the last maturities. However, tenders shall be sent in respect to only one of the modes of issue, and they

ance. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Magog.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries. Toutefois, si elles sont émises à fonds d'amortissement, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er janvier de chaque année, pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau ci-haut.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 19 décembre 1967, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 7 est, rue Principale, C.P. 249, Magog, comté de Steanstead, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Magog, (Comté de Stanstead), ce 27 novembre 1967.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN-PAUL LANGE.

Hôtel de Ville, 7 est, rue Principale,
C.P. 249, Magog, (Stanstead), P.Q.
Téléphone: 843-6501, code 819. 22229-o

shall be considered for one of the terms only, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Magog.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said tenders shall not be redeemable by anticipation if they are issued serially. However, if they are issued as sinking-fund bonds, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on January 1st of each year, but only to the extent of the annual amount required for the purpose of amortizing the issue, pursuant to the above table.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting if the council to be held on Tuesday, December 19, 1967, at 8:00 o'clock, p.m., at the Town Hall, 7 Principale Street East, P.O. Box 249, Magog, county of Stanstead, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Magog, (County of Stanstead), November 27, 1967.

JEAN-PAUL LANGE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 7 Principale Street East,
P.O. Box 249, Magog, (Stanstead), P.Q.
Telephone: 843-6501, code 819. 22229

Cité du Cap-de-la-Madeleine
Comté de Champlain

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean Beaudin, greffier, Hôtel de Ville, 375, rue Notre-Dame, C.P. 220, Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 18 décembre 1967, pour l'achat de $1,200,000 d'obligations de la cité du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, datées du 1er janvier 1968 et remboursables par séries du 1er janvier 1969 au 1er janvier 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½% payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 448 — $90,000 — services récréatifs et divers; 455 — $224,000 — voirie, aqueduc, égouts; 456 — $45,000 — voirie, aqueduc, égouts; 457 — $95,500 — voirie; 460 — $27,000 — aqueduc; 462 — $24,000 — voirie; 463 — $188,000 — fonds industriels; 464 — $220,000 — fonds de roulement; 466 — $15,000 — fonds industriels; 467 — $118,000 — voirie, aqueduc, égouts; 468 — $13,500 — services récréatifs; 469 — $140,000 — voirie et divers.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1968.

City of Cap-de-la-Madeleine
County of Champlain

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned Jean Beaudin, clerk, Town Hall, 375 Notre-Dame Street, P. O. Box 220, Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday December 18, 1967, for the purchase of $1,200,000 of bonds for the city of Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, dated January 1, 1968, and redeemable serially from January 1, 1969 to January 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law Nos: 448 — $90,000 — recreational and varied services; 455 — $224,000 — roads, aqueduct, sewers; 456 — $45,000 — roads, aqueduct, sewers; 457 — $95,500 — roads; 460 — $27,000 — aqueduct; 462 — $24,000 — roads; 463 — $188,000 — industrial funds; 464 — $220,000 — working capital; 466 — $15,000 — industrial funds; 467 — $118,000 — roads, aqueduct, sewers, sewers; 468 — $13,500 — recreational services; 469 — $140,000 — roads and various works.

For adjudication only, interest shall be calculated as from January 1, 1968.

Tableau d'amortissement — $1,200,000 — 20 ans

Année	Capital
1er janvier 1969	$ 31,000
1er janvier 1970	33,000
1er janvier 1971	35,000
1er janvier 1972	36,000
1er janvier 1973	41,000
1er janvier 1974	43,000
1er janvier 1975	45,000
1er janvier 1976	48,000
1er janvier 1977	51,000
1er janvier 1978	55,000
1er janvier 1979	56,000
1er janvier 1980	61,000
1er janvier 1981	65,000
1er janvier 1982	69,000
1er janvier 1983	75,000
1er janvier 1984	51,000
1er janvier 1985	54,000
1er janvier 1986	58,000
1er janvier 1987	61,000
1er janvier 1988	232,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans, avec le solde à fonds d'amortissement 20 ans; en ce cas, au choix, une partie de tel solde pourra être émise à courte échéance 10 ans, et l'autre partie émise à fonds d'amortissement 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $167,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, tels qu'apparaissant au tableau, en commençant par les dernières années d'échéance. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair au Cap-de-la-Madeleine.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries. Toutefois, si elles sont émises à fonds d'amortissement, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er janvier de chaque année, pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau ci-haut.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 18 décembre 1967, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 375, rue Notre-Dame, C.P. 220, Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, P.Q.

Table of redemption — $1,200,000 — 20 years

Year	Capital
January 1, 1969	$ 31,000
January 1, 1970	33,000
January 1, 1971	35,000
January 1, 1972	36,000
January 1, 1973	41,000
January 1, 1974	43,000
January 1, 1975	45,000
January 1, 1976	48,000
January 1, 1977	51,000
January 1, 1978	55,000
January 1, 1979	56,000
January 1, 1980	61,000
January 1, 1981	65,000
January 1, 1982	69,000
January 1, 1983	75,000
January 1, 1984	51,000
January 1, 1985	54,000
January 1, 1986	58,000
January 1, 1987	61,000
January 1, 1988	232,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year and 15-year short-term bonds. Also, tenders will be received and considered as 10-year serial bonds, with the balance being sinking fund bonds maturing in 20-years; in this case, by choice, a part of such balance may be issued at 10-year short-term and the other part as 20-year sinking funds, provided, however, that this latter part not be for an amount of less than $167,000, and, if higher than this amount, this part must include only one or more entire annual amortizations, as appearing in the table, starting at the last years of maturity. However, tenders must be forwarded for only one of the issuance methods above, and shall include only one of the terms, save in the case of the exception noted.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by a certified cheque payable at par at Cap-de-la-Madeleine.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially. However, if they are issued as a sinking fund, the bonds thus issued will be redeemable by anticipation, at par, on January 1st of each year, but only to the extent of the annual amounts required for the purpose of amortizing this issue, pursuant to the above table.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, December 18, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 375 Notre-Dame Street, P. O. Box 220, Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cap-de-la-Madeleine, (Comté de Champlain), ce 24 novembre 1967.

Le greffier,
JEAN BEAUDIN.

Hôtel de Ville, 375, rue Notre-Dame,
Casier Postal 220,
Cap-de-la-Madeleine, (Champlain), P.Q.
Téléphone: 375-1661, code 819. 22213-o

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Cap-de-la-Madeleine, (County of Champlain), November 24, 1967.

JEAN BEAUDIN,
Clerk.

Town Hall, 375 Notre-Dame Street,
Post Office Box 220,
Cap-de-la-Madeleine, (Champlain), P.Q.
Telephone: 375-1661, code 819. 22213

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3139

Québec, le 22 novembre 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du meuble dans le Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du meuble dans le Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 505 du 7 mai 1952 et amendements, ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 23 septembre 1967;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 505, soit modifié comme suit:

1° Le nom de la partie contractante de deuxième part, « La Fédération des Travailleurs du Bois Ouvré du Canada » est remplacé par « Fédération nationale des Syndicats du Bâtiment et du Bois Inc. (C.S.N.) ».

2° L'article II (Champ d'application territorial) est remplacé par le suivant:

« II. *Champ d'application territorial:* Le champ d'application territorial du présent décret comprend tout le territoire du Québec; il est divisé en trois (3) zones de la façon suivante:

Zone I: L'Ile de Montréal et toutes les municipalités incluses en tout ou en partie dans le territoire compris dans un rayon de vingt (20) milles d'un point situé au croisement du boulevard Décarie et de la rue Jean Talon.

Zone II: Le territoire non compris dans les zones I et III.

Zone III: Les municipalités ayant moins de trois mille (3,000) âmes au dernier recensement du Canada. »

3° La dernière phrase du paragraphe « *i* » de l'article III (Champ d'application industriel) est remplacée par la suivante:

« Nonobstant les dispositions précédentes, le présent décret ne régit pas les établissements déjà assujettis au décret numéro 2684 du 28 septembre 1967, relatif à l'industrie du bois ouvré dans la région de Québec, et ses modifications ultérieures. »

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3139

Quebec, November 22, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Furniture Industry in Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Furniture Industry in Quebec (made binding by Decree number 505 of May 7, 1952, and amendments) have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision:

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette* of September 23, 1967;

WHEREAS, in compliance with the Act, the objections brought forth have been duly considered;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour

THAT said Decree number 505 be amended as follows:

1. The name of *La Fédération des Travailleurs du Bois Ouvré du Canada*, contracting party of the second part, is replaced by *Fédération nationale des Syndicats du Bâtiment et du Bois Inc. (C.S.N.)*.

2. Section II (Territorial jurisdiction) is superseded by the following:

"II. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of this decree encompasses all of Quebec; it is divided into three (3) zones, as follows:

Zone I: The Island of Montreal and all the municipalities partly of wholly located within a 20-mile radius of the intersection of Decarie Boulevard and Jean-Talon Street.

Zone II: The territory not included in zones I and III.

Zone III: Municipalities with a population under three thousand (3,000) at the last Canada census."

3. The last sentence of subsection "*i*", section III (Industrial jurisdiction, is replaced by the following:

"Notwithstanding the foregoing provisions, this decree does not cover establishments already governed by Decree number 2684 of September 28, 1967, and amendments (Woodworking Industry in the Québec region)."

4° Le paragraphe « *j* » suivant est ajouté à l'article III (Champ d'application industriel):

« *j*) Sont exclus du champ d'application du présent décret, les institutions bancaires, les fabriques, les maisons d'enseignement, commissions scolaires, hôpitaux, hospices, hôtels, salles publiques, clubs, restaurants, tavernes; ceci à condition que les articles qui y sont fabriqués ou réparés ne le soient pas dans un but de négoce.»

5° À l'article IV (Taux de salaires), les paragraphes « *a* » et « *b* » des zones I, II et III sont remplacés par les suivants:

« *Zone I*

a) À compter du jour de la publication du présent décret de modification dans la *Gazette officielle de Québec*, le salaire moyen doit être d'au moins $1.65 l'heure. À compter du 21 août 1968, il sera majoré à $1.75 l'heure.

b) Pour établir le salaire moyen, on divise le montant global des salaires gagnés par tous les salariés visés par le présent décret, y compris les salaires des contremaîtres, par le nombre total des heures qu'ils ont effectuées.

Dans le calcul du salaire moyen, on fait entrer les avantages suivants: les congés annuels et tous les jours fériés, chômés et payés.

Aux fins de calcul du salaire moyen, on doit exclure les majorations pour heures supplémentaires reçues par tous les salariés.

Aux fins d'application des présentes, le mot « contremaître » signifie une personne dont la fonction est de surveiller ou de diriger un ou plusieurs salariés et qui, habituellement, ne travaille pas à la production.

c) Le salaire minimum à l'embauchage est établi et doit être payé indépendamment de toute majoration pour heures supplémentaires, de tous avantages et de tout boni ou prime. Le salaire minimum, à l'embauchage, est fixé à $1.15 l'heure; à compter du 21 août 1968, il sera majoré à $1.20 l'heure.

Zone II

a) À compter du jour de la publication du présent décret de modification dans la *Gazette officielle de Québec*, le salaire moyen doit être d'au moins $1.57 l'heure. À compter du 21 août 1968, il sera majoré à $1.68 l'heure.

b) Pour établir le salaire moyen, on divise le montant global des salaires gagnés par tous les salariés visés par le présent décret, y compris les salaires des contremaîtres, par le nombre total des heures qu'ils ont effectuées.

Dans le calcul du salaire moyen, on fait entrer les avantages suivants: les congés annuels et tous les jours fériés, chômés et payés.

Aux fins du calcul du salaire moyen, on doit exclure les majorations pour heures supplémentaires reçues par tous les salariés.

Aux fins d'application des présentes, le mot « contremaître » signifie une personne dont la fonction est de surveiller ou de diriger un ou plusieurs salariés et qui, habituellement, ne travaille pas à la production.

c) Le salaire minimum à l'embauchage est établi et doit être payé indépendamment de toute majoration pour heures supplémentaires, de tous avantages et de tout boni ou prime. Le salaire minimum, à l'embauchage, est fixé à $1.10 l'heure; à compter du 21 août 1968, il sera majoré à $1.15 l'heure.

4. The following subsection "*j*" is added to section III (Industrial jurisdiction):

"(*j*) The following are excluded from the jurisdiction of the present decree: banks, church councils, schools, school boards, hospitals, charitable institutions, hotels, public halls, clubs, restaurants, taverns, provided that the items fabricated or repaired therein are not intended for sale."

5. In section IV (Wage rates), subsections "*a*" and "*b*" of zones I, II and III are superseded by the following:

"*Zone I*

(*a*) From the date this amendment decree is published in the *Quebec Official Gazette*, the average wage shall be at least $1.65 an hour; from August 21, 1968, it shall be increased to $1.75 an hour.

(*b*) To arrive at the average wage, the total wages earned by all employees governed by this decree (including foremen's wages) are divided by the total hours worked.

In computing the average wage, annual vacations and all general holidays with pay shall be taken into account.

Overtime pay received by all employees shall not enter into the calculation of the average wage.

For the purposes of the present decree, the word "foreman" means any one whose occupation consists in supervising or directing one or more employees and who does not usually do production work.

(*c*) The minimum hiring wage is set and shall be paid irrespective of any overtime rates, benefits bonuses or differentials. Minimum hiring wage is set at $1.15 an hour; from August 21, 1968, it shall be increased to $1.20 an hour.

Zone II

(*a*) From the date this amendment decree is published in the *Quebec Official Gazette*, the average wage shall be at least $1.57 an hour; from August 21, 1968, it shall be increased to $1.68 an hour.

(*b*) To arrive at the average wage, the total wages earned by all employees governed by this decree (including foremen's wages) are divided by the total hours worked.

In computing the average wage, annual vacations and all general holidays with pay shall be taken into account.

Overtime pay received by all employees shall not enter into the calculation of the average wage.

For the purposes of the present decree, the word "foreman" means anyone whose occupation consists in supervising or directing one or more employees and who does not usually do production work.

(*c*) The minimum hiring wage is set and shall be paid irrespective of any overtime rates, benefits, bonuses or differentials. Minimum hiring wage is set at $1.10 an hour; from August 21, 1968, it shall be increased to $1.15 an hour.

Zone III

a) À compter du jour de la publication du présent décret de modification dans la *Gazette officielle de Québec*, le salaire moyen doit être d'au moins $1.50 l'heure. À compter du 21 août 1968, il sera majoré à $1.62 l'heure.

b) Pour établir le salaire moyen, on divise le montant global des salaires gagnés par tous les salariés visés par le présent décret, y compris les salaires des contremaîtres, par le nombre total des heures qu'ils ont effectuées.

Dans le calcul du salaire moyen, on fait entrer les avantages suivants: les congés annuels et tous les jours fériés, chômés et payés.

Aux fins du calcul du salaire moyen, on doit exclure les majorations pour heures supplémentaires reçues par tous les salariés.

Aux fins d'application des présentes, le mot « contremaître » signifie une personne dont la fonction est de surveiller ou de diriger un ou plusieurs salariés et qui, habituellement, ne travaille pas à la production.

c) Le salaire minimum à l'embauchage est établi et doit être payé indépendamment de toute majoration pour heures supplémentaires, de tous avantages et de tout boni ou prime. Le salaire minimum, à l'embauchage, est fixé à $1.10 l'heure; à compter du 21 août 1968, il sera majoré à $1.15 l'heure.

Dispositions applicables aux zones I, II et III

Les employeurs qui ont quatre (4) salariés ou moins doivent payer les taux minimaux mais ils ne sont pas tenus de respecter le salaire moyen déterminé au présent article.

Si la Commission du salaire minimum du Québec décide de majorer les taux horaires minimaux présentement établis par son ordonnance générale numéro 4, les salaires minimaux prévus ci-haut seront automatiquement majorés d'un montant identique.

Les augmentations de salaire que tout employeur doit accorder pour atteindre la moyenne de sa zone doivent être réparties également et d'une manière entre tous les salariés.

Si pendant la durée du présent décret, le Comité paritaire de l'industrie du Meuble fait des réclamations de salaires parce que la moyenne minimale n'a pas été observée, il doit distribuer les sommes perçues à tous les salariés mentionnés dans les rapports faits pour cette période, proportionnellement aux heures de travail accomplies durant ladite période par lesdits salariés.

Pour établir la moyenne des salaires prévus au présent article, on ne doit pas tenir compte des salaires des propriétaires des entreprises assujetties aux dispositions du présent décret et, dans le cas d'une compagnie limitée, des salaires des membres du Conseil d'administration et des membres du bureau de la compagnie. »

6° Le paragraphe « *f* » de l'article VI (Durée du travail et heures supplémentaires) est remplacé par le suivant:

« *f*) La semaine normale des gardiens, des chauffeurs de chaudières, des conducteurs (mécaniciens) de machines fixes, des chauffeurs de camion et aides, ne doit pas dépasser cinquante-six (56) heures. Tout travail exécuté après cinquante-six (56) heures doit être rémunéré au taux majoré de cinquante pour cent (50%). Les salariés plus haut mentionnés peuvent faire le ménage et le balayage; cependant, s'ils font quelqu'autre travail productif, ils doivent être payés au taux de salaire majoré pour tout le travail exécuté en sus de quarante-cinq (45) heures par semaine. »

Zone III

(*a*) From the date this amendment decree is published in the *Québec Official Gazette*, the average wage shall be at least $1.50 an hour; from August 21, 1968, it shall be increased to $1.62 an hour.

(*b*) To arrive at the average wage, the total wages earned by all employees governed by this decree (including foremen's wages) are divided by the total hours worked.

Annual vacations and all general holidays with pay shall be taken into account when computing the average wage.

Overtime pay received by all employees shall not enter into the calculation of the average wage.

For the purposes of the decree, the work "foreman" means anyone whose occupation consists in supervising or directing one or more employees and who does not usually do production work.

(*c*) The minimum hiring wage is set and shall be paid irrespective of any overtime rates, benefits, bonuses or differentials. Minimum hiring wage is set at $1.10 an hour; from August 21, 1968, it shall be increased to $1.15 an hour.

Provisions applicable to Zones I, II and III

Employers who have four (4) employees or less shall pay the minimum rates but are not obliged to adhere to the average wage set forth in this section.

Should the Minimum Wage Commission enact an ordinance increasing the hourly wage actually provided for in Ordinance No. 4, the minimum wages stipulated above shall be automatically increased by the same amount.

The wage increases every employer must grant to equal the average wage of his zone shall be equally and uniformly distributed among all the employees.

If, during the term of the present decree, the Joint Committee of the Furniture Industry claims wages because the minimum average was not observed, it shall distribute the collected amounts among all employees reported for such period, in proportion to the hours the said employees worked during the said period.

To arrive at the average of the wages stipulated in this section, the following must not be taken into account: the wages of owners of enterprises subject to this decree's provisions; in the case of a limited company, the wages of the Board of Directors and of the company officers".

6. Subsection "*f*" of section VI (Hours of work and Overtime) if superseded by the following:

"(*f*) Standard working hours for watchmen, boiler firemen, stationary enginemen, truck drivers and helpers shall not exceed fifty-six (56) a week. Time and one half shall be paid for all work performed over and and above such fifty-six (56) hours. The abovementioned employees may do cleaning and sweeping. However, should they perform any other productive work, they shall be paid overtime rates for all work carried out over and above forty-five (45) hours a week."

7° Le paragraphe « *g* » de l'article VI (Durée du travail et heures supplémentaires) est radié.

8° Le paragraphe « *b* » de l'article VII (Dimanches et jours fériés) est remplacé par le suivant:

« *b*) Les jours suivants sont des jours fériés chômés et payés: le vendredi-saint, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le 26 décembre et le 2 janvier.

L'indemnité remise à chaque salarié pour chacun des jours fériés chômés et payés ci-haut mentionnés, doit être l'équivalent du salaire auquel il aurait droit pour une journée de neuf (9) heures de travail au taux normal. Pour bénéficier de ces jours fériés, le salarié doit travailler le jour ouvrable qui précède et le jour ouvrable qui suit immédiatement le jour férié, à moins qu'il n'obtienne, à l'avance, la permission de son employeur. »

9° La première phrase de l'article XIII (Durée du décret) est remplacée par la suivante:

« Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 21 août 1969 ».

Le greffier du Conseil exécutif,

22179-o JACQUES PRÉMONT.

7. Subsection "*g*" of section VI (Hours of work and overtime) is abrogated.

8. Subsection "*b*" of section VII (Sundays and holidays) is superseded by the following:

"(*b*) The following are general holidays with pay: Good Friday, St-John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, December 26th and January 2nd.

Payment for each general holiday with pay mentioned above shall be equivalent to the salary an employee would be entitled to for a 9-hour work day at straight time. To be entitled to such general holidays, the employee shall work the working day before and after the general holiday, unless on authorized leave".

9. The first sentence of section XIII (Term of the decree) is replaced by the following:

"The present decree remains in force until August 21, 1969".

JACQUES PRÉMONT,

22179-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3135

Québec, le 22 novembre 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés de garage dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), le ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil une modification au décret numéro 164 du 6 février 1962 et amendements, relatif aux employés de garage dans la région de Québec;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 26 novembre 1966;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ledit décret numéro 164, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe suivant, ajouté à l'article I-A de la Première partie, par l'arrêté en conseil numéro 219-A du 8 février 1966, est abrogé;

« Sans restreindre la portée générale de la définition ci-dessus, ce terme comprend particulièrement, en outre de tout véhicule qui circule dans les chemins publics, l'épandeur de gravier, la grue mécanique, le tracteur et tout type motorisé de machineries industrielles ou agricoles. »

2° Le paragraphe « e) » suivant est ajouté sous le titre « Exceptions », à l'article 30. (Champ d'application professionnel):

« *e*) Le présent décret ne régit pas les ateliers et magasins de pièces des établissements qui font exclusivement la vente, la réparation et l'entretien de machineries industrielles. »

Le greffier du Conseil exécutif,

22179-o JACQUES PRÉMONT.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3135

Quebec, November 22, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting Garage Employees in the Quebec region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Quebec, 1964, chapter 143), the Minister of Labour has given notice of his intention to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, an amendment to Decree number 164 of February 6, 1962, and amendments, respecting Garage Employees in the Quebec region;

WHEREAS the said notice was published in the *Quebec Official Gazette* of November 26, 1966;

WHEREAS, in conformity with the Act, the objections brought forth have been duly considered;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 164, be amended as follows:

1. The following subsection which was added to section 1-A of Part One by Order in Council number 219-A of February 8, 1966, is abrogated:

"Without limiting the above definition's scope, and besides vehicles on public highways, it especially includes: gravel spreaders, cranes, tractors and all types of motorized farm or industrial equipment."

2. The following subsection "*e*" is added to section 30 (Professional jurisdiction), under the title "Exceptions":

"(*e*) The present decree does not govern shops and parts stores of establishments engaged exclusively in the sale, repair and maintenance of industrial machinery."

JACQUES PRÉMONT.

22179-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3140

Québec, le 22 novembre 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés de garage dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), des parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de garage dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 164 du 6 février 1962 et amendements, ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 14 octobre 1967;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 164, soit modifié comme suit:

« QUATRIÈME PARTIE

Dispositions particulières applicables aux établissements situés dans la ville de La Malbaie et dans un rayon de 30 milles de ses limites

1° L'article 1° « Salaires minimaux » est remplacé par le suivant:

« 1° *Salaires minimaux:* 1.01 Les taux minimaux de salaires sont les suivants:

	1er décembre 1967	*1er juin 1967*	*1er décembre 1968*	*1er juin 1969*
Compagnon — Journeyman:				
« A » — "A"	$ 2.05	$ 2.10	$ 2.15	$ 2.25	$ 2.30
« AB » — "AB"	1.90	1.95	2.00	2.10	2.15
« B » — "B"	1.80	1.85	1.90	2.00	2.05
« C » — "C"	1.70	1.75	1.80	1.90	1.95
Préposé aux accumulateurs, vulcanisateur ou rechapeur, vitrier et graisseur — Battery man, vulcanizer or retreader, glazier and greaser	1.50	1.55	1.60	1.70	1.75
Apprenti — Apprentice:					
1re année — 1st year	1.05	1.10	1.15	1.25	1.30
2e année — 2nd year	1.12	1.17	1.22	1.32	1.37
3e année — 3rd year	1.20	1.25	1.30	1.40	1.45
4e année — 4th year	1.35	1.40	1.45	1.55	1.60
Homme de service — Service man	1.50	1.55	1.60	1.70	1.75
Apprenti — Apprentice:					
1re année — 1st year	1.10	1.15	1.20	1.30	1.35
2e année — 2nd year	1.20	1.25	1.30	1.40	1.45
Laveur d'automobiles et livreur — Automobile washer and delivery man	1.50	1.55	1.60	1.70	1.75 »

2° L'article 4.01 est remplacé par le suivant:

« 4.01 Les jours fériés suivants doivent être chômés:

Le premier jour de l'An, le 2 janvier, le lundi de Pâques, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail, le jour de Noël et à partir de 1968, le 26 décembre. Le dimanche est également chômé ».

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3140

Quebec, November 22, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting Garage Employees in the Quebec region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Quebec, 1964, chapter 143), contracting parities to the collective labour agreement respecting Garage Employees in the Québec region, made obligatory by Decree number 164 of February 6, 1962 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision;

WHEREAS the said petition published in the *Québec Official Gazette* of October 14, 1967;

WHEREAS no objection has been brought forth against the approval of the amendments proposed;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said Decree, number 164, be amended as follows:

"PART FOUR

Special provisions covering establishments located in the town of La Malbaie and a 30-mile radius from its limits

1. Section 1 "Minimum wages" will be replaced by the following:

"1. *Minimum wages:* 1.01 Minimum wage rates are as follows:

	1er décembre 1967	*1er juin 1967*	*1er décembre 1968*	*1er juin 1969*
Compagnon — Journeyman:				
« A » — "A"	$ 2.05	$ 2.10	$ 2.15	$ 2.25	$ 2.30
« AB » — "AB"	1.90	1.95	2.00	2.10	2.15
« B » — "B"	1.80	1.85	1.90	2.00	2.05
« C » — "C"	1.70	1.75	1.80	1.90	1.95
Préposé aux accumulateurs, vulcanisateur ou rechapeur, vitrier et graisseur — Battery man, vulcanizer or retreader, glazier and greaser	1.50	1.55	1.60	1.70	1.75
Apprenti — Apprentice:					
1re année — 1st year	1.05	1.10	1.15	1.25	1.30
2e année — 2nd year	1.12	1.17	1.22	1.32	1.37
3e année — 3rd year	1.20	1.25	1.30	1.40	1.45
4e année — 4th year	1.35	1.40	1.45	1.55	1.60
Homme de service — Service man	1.50	1.55	1.60	1.70	1.75
Apprenti — Apprentice:					
1re année — 1st year	1.10	1.15	1.20	1.30	1.35
2e année — 2nd year	1.20	1.25	1.30	1.40	1.45
Laveur d'automobiles et livreur — Automobile washer and delivery man	1.50	1.55	1.60	1.70	1.75 »

2. Section 4.01 is replaced by the following:

"4.01 The following days shall be observed as holidays:

New Year's Day, January 2nd, Easter Monday, St. John the Baptist Day, Labour Day, Christmas Day, and, from 1968, December 26th. Sunday is also a non-working day.

3° L'article 4.02 est remplacé par le suivant:

« 4.02 À moins qu'ils ne tombent un dimanche, les jours fériés chômés mentionnés à l'article 4.01 doivent être payé comme une journée normale de travail établie à l'article 2.01, à condition que le salarié ait travaillé le jour ouvrable qui précède et le jour ouvrable qui suit le jour férié ».

4° Les articles 7 et 8 sont remplacés par les suivants:

« 7.00 *Congés pour deuil:*

7.01 Tout salarié éprouvé par le décès d'un proche parent, soit le conjoint, son père, sa mère ou un enfant, a droit à un jour de congé payé à son taux de salaire habituel si le jour des funérailles tombe un jour ouvrable ».

« 8.00 *Durée et renouvellement:*

8.01 La présente partie est en vigueur jusqu'au 15 octobre 1969.

Elle se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant le 15 avril de l'année 1967 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail ».

« 9.00 *Disposition spéciale:*

Les dispositions des articles 32, 33, 35, 36 et 37 de la Première partie s'appliquent intégralement à la présente partie. ».

Le greffier du Conseil exécutif,

22179-o JACQUES PRÉMONT.

3. Section 4.02 is replaced by the following:

"4.02 Unless they fall on a Sunday, the holidays mentioned in section 4.01 shall be paid as regular working days as set forth in section 2.01, provided the employee has worked the working day before and the working day after the said holiday."

4. Sections 7 and 8 of the said decree are replaced by the following:

"7.00 *Special leave:*

7.01 Any employee who loses a close relative such as his spouse, father, mother or child is entitled to one day's holiday with pay at his regular wage rate, if the funeral day falls on a working day."

"8.00 *Term and renewal:*

8.01 The present Part shall remain in force until October 15, 1969.

It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary no more than sixty (60) days and no less than thirty (30) days before the 15th of April 1967 or of any subsequent year. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour."

9.00 *Special provision:*

The provisions of sections 32, 33, 35, 36 and 37 of Part One fully apply to the present Part."

JACQUES PRÉMONT,

22179-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3034

Québec, le 15 novembre 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à la fabrication et au commerce de gros de produits de l'alimentation dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à la fabrication et au commerce de gros de produits de l'alimentation dans la ville de Québec et la cité de Lévis et les municipalités totalement ou partiellement incluses dans le territoire compris dans un rayon de cinquante (50) milles de leurs limites, rendue obligatoire par le décret numéro 2347 du 27 juin 1944 et amendements, ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 2 septembre 1967;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2347, soit modifié comme suit:

SECTION I

Denrées alimentaires, commerce et entreposage

1° L'article 3 est remplacé par le suivant:

« 3° Le terme « service de salaison » ou « service de charcuterie » désigne un établissement ou

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3034

Quebec, November 15, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Food Products Manufacturing and Wholesale Trade in the Quebec Region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Quebec, 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Food Products Manufacturing and Wholesale Trade in the cities of Quebec and Lévis and the municipalities wholly or partly located within a 50-mile radius of their limits, made obligatory by Decree number 2347 of June 27, 1944, and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette* of September 2, 1967;

WHEREAS, in conformity with the Act, the objection brought forth has been duly considered;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour;

THAT the said Decree, number 2347, be amended as follows:

DIVISION I

Food products, trade and warehousing

1. Section 3 is superseded by the following:

"3. Packing house service" or "delicatessen service" means any establishment or part thereof

une partie d'établissement où se fabriquent ou se transforment des produits destinés à la consommation humaine. »

2° L'article 4 est remplacé par le suivant:

« 4° Le terme « abatteur de bestiaux » désigne tout salarié qui fait l'abattage des animaux. »

3° L'article 5 est remplacé par le suivant:

« 5° Le terme « apprenti » désigne tout salarié qui emploie un minimum de soixante-quinze pour cent (75%) de son temps au travail à apprendre le métier de préposé à la salaison, de boucher-désosseur ou de charcutier ou d'autres métiers connexes à l'industrie. »

4° Les article 6, 9, 10 et 11 sont radiés.

5° L'article 13 est remplacé par le suivant:

« 13° Le terme « commis-vendeur » désigne tout salarié préposé principalement à la vente des marchandises, soit au comptoir, soit dans l'entrepôt, soit au téléphone. »

6° L'article 15 est remplacé par le suivant:

« 15° Le terme « camionneur » désigne un salarié affecté principalement au chargement, au déchargement des marchandises et à la conduite de véhicules considérés comme véhicules automobiles au sens du Code de la route (S.R.Q. 1964, chapitre 231). »

7° L'article 16 est radié et le nouvel article 16 suivant est ajouté:

« 16° Le terme « aide-camionneur » désigne tout salarié qui accomplit les mêmes fonctions que le camionneur sans avoir la responsabilité de la conduite du véhicule. »

8° L'article 17 est remplacé par le suivant:

« 17° Le terme « coupeur de beurre ou d'autres succédanés » désigne tout salarié qui coupe le beurre ou autres succédanés; ce terme exclut celui de « garçon » défini à l'article 21. »

9° L'article 19 est remplacé par le suivant:

« 19° Le terme « emballeur de beurre ou d'autres succédanés » désigne tout salarié qui enveloppe et empaquette le beurre ou autres succédanés à la main ou fait l'une ou l'autre desdites opérations, selon le cas: ce terme exclut celui de « garçon » défini à l'article 21. »

10° L'article 20 est remplacé par le suivant:

« 20° Le terme « gardien-concierge » désigne tout salarié qui exécute, généralement le soir et la nuit, un travail de surveillance, d'entretien et de nettoyage général. »

11° L'article 21 est remplacé par le suivant:

« 21° Le terme « garçon » ou « fille » désigne un salarié âgé de moins de 18 ans et employé à des travaux non classifiés: en aucun temps, le nombre de salariés compris dans cette catégorie (garçon ou fille) et au service des établissements assujettis ne peut dépasser 10% du nombre total des salariés des diverses catégories du même établissement. »

12° L'article 22 est radié.

13° L'article 23 est remplacé par le suivant:

« 23° Le terme « manoeuvre » désigne tout salarié qui exécute principalement du travail manuel non autrement classifié. »

14° L'article 24 est remplacé par le suivant:

« 24° Le terme « réceptionnaire » désigne le salarié qui est changé de la réception et du placement de la marchandise manuellement ou à l'aide d'un chariot gerbeur et qui a la responsabilité et la surveillance de l'expédition des commandes. »

15° L'article 27 est radié.

16° L'article 28 est remplacé par le suivant:

« 28° Le terme « personnel féminin d'entrepôt » désigne toute salariée qui exécute tout travail d'entrepôt non autrement classifié. »

17° Les articles 29 et 30 sont radiés.

where products for human consumption are manufactured or processed."

2. Section 4 is replaced by the following:

"4. "Slaughterer" means any employee who slaughters animals."

3. Section 5 is superseded by the following:

"5. "Apprentice" means any employee who spends at least seventy-five per cent (75%) of his working time learning the trade of packer, butcher and meat-boner, meat-processor or other related trades in the industry."

4. Sections 6, 9, 10 and 11 is abrogated.

5. Section 13 is replaced by the following:

"13. "Sales clerk" means any employee whose work consists mainly in selling merchandise at the counter, in the warehouse or by telephone."

6. Section 15 is superseded by the following:

"15. "Truck driver" means any employee whose work consists mainly in loading, unloading and driving motor vehicles as defined in the Highway Code (R.S.Q., 1964, c. 231)."

7. Section 16 is abrogated and replaced by the new section 16, as follows:

"16. "Truck driver's helper" means any employee who does the same work as a truck driver, without having to drive the vehicle."

8. Section 17 is replaced by the following:

"17. "Cutter, butter or substitutes" means any employee who cuts butter or substitutes. This term excludes "junior employees" defined in section 21 below."

9. Section 19 is superseded by the following:

"19. "Wrapper and packer, butter or substitutes" means any employee who wraps and packs butter or other substitutes by hand or carries out one of these operations, as the case may be. This term excludes "junior employees" defined in section 21 below."

10. Section 20 is replaced by the following:

"20. "Watchman-janitor" means any employee who acts as watchman and does general maintenance and cleaning work, especially at night."

11. Section 21 is superseded by the following:

"21. "Junior employee (male or female)" means any employee under age 18 who performs unclassified work. The number of employees in this category (male or female) and working in establishments subject to the decree may never exceed 10% of the total number of employees of the different categories in the same establishments."

12. Section 22 is deleted.

13. Section 23 is replaced by the following:

"23. "General hand" means any employee mainly employed in manual work not otherwise classified."

14. Section 24 is replaced by the following:

"24. "Shipping and receiving clerk" means any employee who is responsible for receiving and storing merchandise either manually or by means of a fork-lift truck and is also responsible for supervising the shipment of orders."

15. Section 27 is abrogated.

16. Section 28 is superseded by the following:

"28. "Warehouse employee (female)" means any female employee who does warehouse work not otherwise classified."

17. Sections 29 and 30 are abrogated.

18° L'article 31 est remplacé par le suivant:

« 31° Le terme « employé surnuméraire masculin d'entrepôt » désigne tout employé occasionnel ou saisonnier embauché sur une base hebdomadaire ou horaire; toutefois, il ne doit jamais y avoir plus de 50% d'employés surnuméraires. »

19° Le nouvel article 31-A suivant est ajouté:

« 31-A. Le terme « commis de bureau » désigne tout salarié de bureau masculin non autrement classifié. »

20° Les articles 33, 34, 35, 36 et 37 sont radiés.

21° L'article 38 est remplacé par le suivant:

« 38° Le terme « personnel de maîtrise » désigne les salariés de l'établissement ayant un rang égal ou supérieur à celui de contremaître et touchant un salaire égal ou supérieur à $100.00 par semaine. Ce terme comprend en particulier les cadres supérieurs des services de la vente, de la production et de l'administration soit: le directeur de la mise en marché; le gérant des ventes, le directeur de production, surintendant ou contremaître, chef de bureau, acheteur ou tout membre de profession libérale à la tête d'un service, tel que le service du personnel, les techniciens en alimentation (merchandisers), dessinateurs, publicistes, etc. Ces salariés sont automatiquement exclus du champ d'application du présent décret. »

22° L'article 39 est remplacé par le suivant:

« 39° Le terme « personnel féminin du bureau » désigne toute salariée non autrement classifiée. »

23° L'article 40 est remplacé par le suivant:

« 40° Le terme « sténo-dactylo » désigne tout salarié dont l'occupation principale est la sténographie et la dactylographie. »

24° Le nouvel article 40-A suivant est ajouté:

« 40-A. Le terme « opératrice au centre de la mécanographie » désigne toute salariée qui exécute du travail dans ce département. »

25° Les articles 41 et 42 sont radiés et les nouveaux articles 41, 41-A, 42 et 42-A sont les suivants:

« 41° Le terme « réceptionniste » désigne toute salariée qui occupe la majeure partie de son temps à répondre au téléphone et à diriger les clients.

41-A. Le terme « étudiant » désigne toute personne qui loue ses services pendant ses vacances.

42° Le terme « chef de groupe » désigne tout salarié de sexe masculin ou féminin ayant la responsabilité de surveiller, à la demande de l'employeur, les opérations effectuées par le personnel, tout en vaquant lui-même à son emploi habituel.

42-A. Le chef de groupe a droit au moins au salaire horaire du manoeuvre, homme ou femme selon le cas, majoré de $0.10. »

26° L'article 48 est remplacé par le suivant:

Champ d'application territorial

« 48° Le présent décret s'applique à la ville de Québec et à la cité de Lévis et aux municipalités totalement ou partiellement incluses dans le territoire compris dans un rayon de cinquante (50) milles de leurs limites.

Aux fins d'application du présent décret, le champ d'application territorial est divisé en deux (2) zones de la façon suivante:

Zone I: Les municipalités totalement ou partiellement incluses dans un rayon de vingt-cinq (25) milles des limites de la ville de Québec et de la cité de Lévis, y compris toute l'Ile d'Orléans.

18. Section 31 is replaced by the following:

"31. "Supernumerary warehouse employee (male) » means any occasional or seasonal employee hired on a weekly or hourly basis. However, there may never be more than 50% of supernumerary warehouse employees throughout the year."

19. The following new section 31-A is added:

"31-A. "Office clerk" means any male office employee not otherwise classified".

20. Sections 33, 34, 35, 36 and 37 is abrogated.

21. Section 38 is superseded by the following:

"38. "Executive personnel" means the establishment's employees who are equal or above the classification of foreman and who earn $100.00 a week or more. This term designates and includes all senior officers of the sales, production and administration departments, to wit: the marketing director, sales manager, production manager, general foreman or superintendent, office head, buyers or any professional in charge of a service such as the personnel department, food technicians (merchandisers), draughtsmen, advertising men and so on. Such employees are automatically excluded from this decree's jurisdiction."

22. Section 39 is replaced by the following:

"39. "Office employee (female)" means any female employee not otherwise classified."

23. Section 40 is superseded by the following:

"40. "Stenographer-typist" means any employee whose work consists mainly in taking shorthand and in typing."

24. The following new section 40-A is added:

"40-A. "Operator, data-processing centre" means any female employee working in such department."

25. Sections 41 and 42 are abrogated and the following new sections 41, 41-A, 42 and 42-A are added:

"41. "Receptionist" means any female employee who spends most of her time answering the telephone and directing customers.

41-A. "Student" means any person who hires out his services during vacation time.

42. "Crew leader" means any employee who, at the employer's request, is responsible for the supervision of operations carried out by the employees while going about his regular occupation.

42-A. The crew leader is entitled to a 10¢-an-hour bonus over and above the general hand's (male or female) wage rate."

26. Section 48 is superseded by the following:

Territorial Jurisdiction

"48. This decree encompasses the cities of Quebec and Lévis and the municipalities wholly or partly located within a 50-mile radius of their limits.

For enforcement purposes, the territorial jurisdictions of this decree is divided into two (2) zones, as follows:

Zone I: The municipalities wholly or partly located within a 25-mile radius from the limits of the cities of Quebec and Lévis, including the entire Isle of Orleans.

Zone II: Toutes les autres municipalités situées en tout ou en partie dans un rayon de vingt-cinq (25) à cinquante (50) milles de la ville de Québec et de la cité de Lévis ainsi que les municipalités de Gentilly, Saint-Georges Ouest et Saint-Georges Est. »

27° L'article 49 est remplacé par le suivant:

Durée du Travail

« 49° *a*) La semaine normale de travail des employés de bureau de la zone I est de quarante (40) heures, réparties du lundi au samedi inclusivement, avec un minimum d'une (1) heure pour le repas pour les entreprises fonctionnant avec une seule équipe et un minimum d'une demi-heure (½) pour les entreprises fonctionnant avec deux (2) ou plusieurs équipes.

b) La semaine normale de travail des employés de bureau de la zone II est de quarante-quatre (44) heures, réparties du lundi au samedi inclusivement, avec un minumum d'une (1) heure pour le repas pour les entreprises fonctionnant avec une seule équipe et un minimum d'une demi-heure (½) pour les entreprises fonctionnant avec deux (2) ou plusieurs équipes.

c) La semaine normale de travail des gardiens-concierges des conducteurs (mécaniciens) de machines fixes est de cinquante-quatre (54) heures dans les zones I et II.

d) La semaine normale de travail des autres employés est de quarante-cinq heures et demie (45½) dans la zone I et de quarante-huit (48) heures dans la zone II, réparties du lundi au samedi inclusivement.

e) Tous les salariés, à l'exception de ceux mentionnés au paragraphe c, ont droit à une prime de $0.10 l'heure pour la totalité des heures normales travaillées entre 19 h. et 6 h. du matin.

f) Les employeurs qui réduisent de 10% la semaine normale de travail de l'équipe de soir ou de nuit et qui versent le salaire hebdomadaire minimum prévu par le présent décret ou celui qui est prévu pour l'équipe de jour ne sont pas obligés de verser la prime de $0.10, pourvu que la réduction des heures équivalle ou soit supérieure à ces montants. »

28° L'article 50 est radié.

29° L'article 51 est remplacé par le suivant:

Heures supplémentaires

« 51° Tout travail exécuté en sus de dix (10) heures dans une même journée de travail ou en sus de la semaine normale de travail, entraîne le paiement du salaire normal majoré de 50%. »

30° Les articles 52, 53, 54, 55, 56, 57 et 59 sont radiés.

31° L'article 60 est remplacé par le suivant:

« *Jours fériés chômés*

60° *a*) Tout salarié permanent qui a travaillé au minimum la moitié des heures ouvrables dans une semaine où il y a un jour férié chômé, doit être rémunéré sur la base de son salaire normal pour une journée ou une demi-journée complète de travail selon le cas pour un total de huit jours fériés et demi (8½), dont le Premier de l'An, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail et Noël; si l'un ou l'autre de ces jours fériés tombe un samedi ou un dimanche, ledit jour férié est reporté au premier jour ouvrable suivant. Le choix des 3½ autres jours fériés doit être fait par entente entre l'employeur et la majorité de ses salariés, au cours du mois de décembre pour l'année suivante et le comité paritaire doit en

Zone II: All other municipalities wholly or partly located within a 25-mile to 50-mile radius from the limits of the cities of Quebec and Levis, as well as the municipalities of Gentilly, Saint Georges West and Saint Georges East."

27. Section 49 is replaced by the following:

Hours of Work

"49. (*a*) Standard hours of work for office employees in zone I shall not exceed forty (40) a week, scheduled Monday through Saturday with at least one (1) hour off for meals in firms operating on a single shift and at least one-half hour in firms operating on two (2) or more shifts.

(*b*) Standard hours of work for office employees in Zone II shall not exceed forty-four (44) a week, scheduled Monday through Saturday with at least one (1) hour off for meals in firms operating on a single shift and at least-one-half (½) hour in firms operating on two (2) or more shifts.

(*c*) Standard hours of work for watchmen-janitors and stationary enginemen in zones I and II shall not exceed fifty-hour (54) a week.

(*d*) Standard hours of work for other employees shall not exceed forty-five and one-half (45½) a week in Zone I and forty-eight (48) a week in zone II, scheduled Monday through Saturday.

(*e*) Except employees mentioned in subsection "*c*" above, a 10¢-an-hour bonus shall be paid to all employees for all standard hours worked between 7:00 p.m. and 6:00 a.m.

(*f*) Employers who reduce the standard work week for evening or night shift workers while maintaining the minimum weekly wages, stipulated herein or set forth for the day shift shall not be compelled to pay the 10¢ bonus, provided that the reduction in hours be equal or superior to such amounts."

28. Section 50 is abrogated.

29. Section 51 is superseded by the following:

Overtime

"51. Time and one half shall be paid for all work performed in excess of ten (10) hours on any working day of over and above the standard work week."

30. Sections 52, 53, 54, 55, 56, 57 and 59 are abrogated.

31. Section 60 is replaced by the following:

"*General Holidays*

60. (*a*) Every regular employee who has worked at least half the working hours in a week where there is a general holiday shall be paid for one or one-half day's work, as the case may be, up to a total of eight and one-half (8½) general holidays per year (mandatory for New Year's Day, St. John the Baptist Day, Labour Day and Christmas Day). Should one of the general holidays fall on a Saturday or a Sunday, it shall be transferred to the next working day. The remaining 3½ general holidays shall be chosen after agreement between the employer and the majority of his employees during December for the ensuing year. The Parity Committee shall be advised thereof by at least December

être informé au plus tard le 31 décembre. Par entente mutuelle, l'un ou l'autre de ces jours fériés chômés peut être déplacé mais le comité paritaire doit en être avisé par écrit au moins cinq (5) jours ouvrables à l'avance.

b) Tout salarié permanent dont les services sont requis les jours fériés chômés mentionnés à l'article 60, doit être rémunéré au taux de salaire normal en plus de toucher l'indemnité du jour férié. »

32° Les articles 61 et 62 sont radiés.

33° L'article 63 est remplacé par le suivant:

Congés payés annuels

63° *a*) *Période de référence:* La période pendant laquelle un salarié acquiert progressivement le droit au congé intégral, s'étend du 1er mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours.

b) Tout salarié qui, le 1er mai de l'année courante, justifie de moins d'un an de service continu chez le même employeur ou dans le même établissement, doit recevoir un congé dont la durée est d'autant de demi-jours qu'il a de mois de service. L'indemnité afférente audit congé est égale à 2% de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence.

c) Tout salarié qui, le 1er mai de l'année courante, justifie d'un an de service continu chez le même employeur ou dans le même établissement, doit recevoir un congé dont la durée est égale à une semaine normale de travail. L'indemnité afférente audit congé est égale à 2% de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence.

d) Tout salarié qui, le 1er mai de l'année courante, justifie de quatre ans de service continu chez le même employeur ou dans le même établissement, doit recevoir un congé dont la durée est égale à deux semaines normales de travail. L'indemnité afférente audit congé est égale à 4% de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence.

e) *Période des congés:* Le choix de la période des congés doit être fait en tenant compte des besoins de la production et des services.

f) *Indemnité compensatrice de congés payés:* Lorsqu'un contrat de travail est résilié avant que le salarié ait pu bénéficier de la totalité du congé auquel il avait droit, il doit recevoir, pour la fraction de congé dont il n'a pas bénéficié, une indemnité compensatrice déterminée d'après les dispositions des alinéas « *b* », « *c* » et « *d* ».

34° Les articles 64, 65, 66, 67, 68, 69 et 70 sont radiés.

35° L'article 71 est remplacé par le suivant:

Tableau des emplois et des salaires

71° Les taux de salaires minimaux suivants doivent être payés aux salariés des emplois énumérés ci-après pour la semaine normale de travail:

31st. Any general holiday may be transferred after agreement between the parties but the Parity Committee shall be notified thereof at least five (5) working days beforehand.

(*b*) Any regular employee who is required to work on any of the general holidays mentioned in section 60 shall be paid straight time, plus holiday pay."

32. Section 61 and 62 is abrogated.

33. Section 63 is replaced by the following:

Annual Vacation with Pay

63. (*a*) *Qualifying period:* The period during which an employee gradually become entitled to the full vacation period extends from May 1st of the previous year to April 30th of the current year.

(*b*) Any employee who has less than one (1) year's service on May 1st of the current year shall be granted one half-day's vacation for each month worked with the same employer or in the same firm. Vacation pay equals 2% of wages earned during qualifying period.

(*c*) Any employee who, on May 1st of the current year, has one year's continuous service with the same employer or firm shall be granted one working week's vacation. Vacation pay equals 2% of total wages earned by the employee during the qualifying period.

(*d*) Any employee who, on May 1st of the current year, has four (4) years' continuous service with the same employer or firm shall be granted two (2) working week's vacation. Vacation pay equals 4% of total wages earned by the employee during the qualifying period.

(*e*) *Vacation date:* Vacation dates shall be chosen while taking into account production needs and the requirements of the various services.

(*f*) *Monetary compensation:* When a work contract is cancelled before the employee has been able to take his full entitled vacation, he shall be granted, for the unused protion of his vacation, a monetary compensation according to the provisions of paragraphs "*b*", "*c*" and "*d*" above.

34. Sections 64, 65, 66, 67, 68, 69 and 70 are abrogated.

35. Section 71 is superseded by the following:

Occupation and wage schedule

71. The following minimum wage rates shall be paid to employees in the categories listed hereunder for a standar week's work:

	Zones I	II
Abatteur de bestiaux — Slaughterer	$75.00	$67.50
Aide-camionneur — Truck driver's helper	73.50	66.00
Apprenti — Apprentice:		
1re année — 1st year	55.00	50.00
2e année — 2nd year	59.00	54.00
3e année — 3rd year	63.00	58.00
4e année — 4th year	67.00	62.00
Assistant-comptable — Assistant accountant	80.00	72.00
Beurrier et fromager — Buttermaker and cheese-maker	75.00	67.50

	Zones I	Zones II
Boucher-désosseur — Butcher and meat boner	$ 80.00	72.00
Camionneur — Truck driver	75.50	67.50
Charcutier — Delicatessen worker	80.00	72.00
Commis de bureau — Office clerk:		
1re année — 1st year	50.00	45.00
2e année — 2nd year	53.00	47.00
3e année — 3rd year	57.00	50.00
4e année — 4th year	62.00	54.00
5e année — 5th year	68.00	60.00
Commis-vendeur — Sales clerk:		
1re année — 1st year	60.00	54.00
2e année — 2nd year	65.00	59.00
3e année — 3rd year	70.00	64.00
4e année — 4th year	75.00	69.00
Coupeur de beurre ou d'autres succédanés — Cutter butter or substitutes	67.00	60.00
Emballeur de beurre ou d'autres succédanés — Wrapper, butter or substitutes	62.00	55.00
Employé surnuméraire (par heure) — Supernumerary employee (per hour)	1.65	1.50
Étudiant (par heure) — Student (per hour)	1.00	1.00
Garçon ou fille — Junior employee	68.50	61.00
Gardien-concierge (per heure) — Watchman-janitor (per hour)	1.25	1.15
Home de plancher — Shipping and receiving clerk	75.50	67.50
Manoeuvre — General hand	73.50	66.00
Opératrice au centre de la mécanographie — Operator, data processing centre:		
1re année — 1st year	45.00	44.00
2e année — 2nd year	47.00	46.00
3e année — 3rd year	50.00	48.00
Personnel féminin d'entrepôt — Warehouse employee (female)	52.00	48.00
Personnel féminin de bureau — Office employee (female)		
1re année — 1st year	48.00	44.00
2e année — 2nd year	52.00	48.00
3e année — 3rd year	56.00	52.00
Réceptionnaire — Receiving clerk	75.50	67.50
Réceptionniste — Receptionist	48.00	44.00
Salaisonnier — Curer	80.00	72.00
Sténo-dactylo — Stenographer-typist:		
1re année — 1st year	51.00	47.00
2e année — 2nd year	55.00	51.00
3e année — 3rd year	59.00	55.00
Trieur d'oeufs — Egg grader:		
1re année — 1st year	68.00	60.00
2e année — 2nd year	73.00	65.00

Note explicative: Les appellations de certains métiers, emplois, *produits, engins et parties d'équipement* ont été modifiées dans le texte français du présent arrêté pour les rendre conformes à la terminologie française internationale, bien que les appellations en langue anglaise soient demeurées les mêmes.

La substitution des nouvelles appellations aux appellations antérieures n'a pas pour effet d'affecter les droits acquis et les intérêts en cours *ou d'empêcher l'application d'une disposition du présent décret* ni, en particulier, d'empêcher l'application des nouveaux taux de salaires pour lesdits métiers et emplois qui ont une autre appellation dans le présent décret, ni d'entamer la validité des certificats de qualification, des certificats d'apprentis et des certificats d'aptitudes restreintes émis selon les appellations antérieures, *ni de faire obstacle à l'application d'une description de métier ou d'emploi contenue dans le présent décret.*

Explanatory note: The names of certain trades, occupations, *products, machinery and equipment parts* have been modified in the French text of this other in council, solely to make them consistent with the internationally accepted French terminology. The English monenclature remains unchanged.

Substitution of such new terms for the old does not affect any vested rights or current interests *nor does it prevent the application of any provision of this decree.* In particular, it does not prevent the applicatin of new wage rates for such trades and occupations which have another name in this decree; nor does it alter the validity of competency certificates, apprentice certificates and certificates for handicapped workers issue in accordance with the terms previously in sue, *nor does it hinder the application of the description of any trade or occupation mentioned in this decree.*

36° L'article 72 est radié.

37° L'article 73 est remplacé par le suivant:

« 73° Tout salarié doit recevoir avec sa paie un bulletin de paie contenant les mentions suivantes:

1. ses nom et prénom;
2. le salaire normal;
3. le salaire pour heures supplémentaires;
4. la date du paiement et la période de travail qui correspond au paiement;
5. le montant du salaire brut;

36. Section 72 is abrogated.

37. Section 73 is superseded by the following:

"73. With each payment of wages, each employee shall be given an earnings statement listing:

1. his first name and family name;
2. regular wages earned;
3. overtime wages earned;
4. date of payment and work period corresponding thereto;
5. gross amount of earnings;

6. la nature et le montant des retenues opérées;
7. le montant du salaire net. »

38° L'article 74 est radié.

39° L'article 75 est remplacé par le suivant:

« 75° Les taux de salaires supérieurs à ceux actuellement payés aux salariés régis par le présent décret ne peuvent être réduits pendant sa durée, à condition que le salarié occupe encore la ou les même (s) fonction (s) pour laquelle ou lesquelles ce taux de salaire lui avait été versé. »

40° L'article 76 est radié.

41° L'article 77 est remplacé par le suivant:

« 77° Le comité paritaire a le pouvoir de classifier tous les salariés dans les catégories d'emplois déterminés dans le présent décret suivant le travail qu'ils exécutent. En cas de litige entre l'employeur et l'intéressé au sujet de la classification de celui-ci, la décision du comité paritaire est sans appel. »

42° L'article 78 est radié.

43° L'article 81 est remplacé par le suivant:

« 81° La répartition des charcutiers est établie de la façon suivante: »

Nombre de salariés No. of employees	*Compétent Skilled*	*Apprenti au salaire homme général Apprentices (paid as general hand)*	*Apprenti au salaire d'apprenti Apprentices (paid the apprentice rate)*
1	1	—	—
2	1	—	1
3	1	1	1
4	1	1	2
5	1	2	2
6	2	2	2
7	2	2	3
8	2	2	3
9	3	3	3
10	3	3	4
11	3	4	4
12	4	4	4
13	4	4	5
14	4	5	5
15	5	5	5
16	5	5	6
17	5	6	6
18	6	6	6
19	6	6	7
20	6	7	7
21	7	7	7
22	7	7	8
23	7	8	8
24	8	8	8

(au-delà de 24, recommencer à 1 comme s'il s'agissait d'une nouvelle équipe de 24).

Dans le calcul de la répartition des salariés mentionnés dans le tableau ci-dessus, on ne doit pas tenir compte des apprentis qui n'ont pas trois (3) mois de service.

44° Les articles 82, 83, 84, 85, 86, 87, 90 et 93 sont radiés.

45° L'article 94 suivant est ajouté:

« 94° *Durée:* La présente section est valable à compter de sa publication dans la *Gazette Officielle de Québec* et demeure en vigueur pour une durée d'un (1) an. Elle se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant la date de son renouvellement. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail. »

46° La section III est remplacée par la suivante:

6. nature and amount of deductions made;
7. take-home pay."

38. Section 74 is abrogated.

39. Section 75 is superseded by the following:

"75. Wage rates higher than those now paid to employees governed by the decree cannot be reduced throughout its term, provided that the employee holds the same position (s) for which such wage rate was paid to him."

40. Section 76 is abrogated.

41. Section 77 is superseded by the following:

"77. For all categories of employees, the Parity Committee has the authority to classify employees in the occupational categories set forth in this decree according to the work they perform. Whenever the employer and employee disagree as to an employee's classification, the Parity Committee's decision shall be final."

42. Section 78 is abrogated.

43. Section 81 is replaced by the following:

"81. The distribution of delicatessen employees is as follows:

(over 24, start over at 1 just as if it was a new crew of 24).

In calculating the distribution of the employees mentioned in the above table, apprentices not having three (3) months' service shall not be taken into account.

44. Sections 82, 83, 84, 85, 86, 87, 90 and 93 are abrogated.

45. The following section 94 is added:

"94. *Term:* The present division becomes effective from its publication date in the *Quebec Official Gazette* and remains in force for a one (1) year period. It automatically renews itself from year to year thereafter unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days before its renewal date. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour."

46. Division III is replaced by the following:

« SECTION III

Fabricants et commerçants de produits d'alimentation animale

Définitions

1° Le terme « fabricants et commerçants de produits d'alimentation animale » désigne les établissements qui font le commerce au gros ou au demi-gros du foin, de la farine, des grains ou des aliments du bétail ainsi que des produits connexes et des moulées de viande pour les renards et autres produits d'alimentation animale ainsi que les établissements qui, comme activité principale ou accessoire d'un commerce d'animaux, fabriquent et transforment les produits de l'alimentation animale et en particulier les aliments du bétail.

2° Le terme « aliment du bétail » ou « aliment » signifie tout produit destiné à la consommation par les animaux de ferme qui ont pour effet de procurer des protéines, hydrates de carbone, matières grasses, substances minérales, condiments ou vitamines; il comprend aussi tout produit préparé pour prévenir ou guérir les désordres de nutrition.

3° Le terme « cuiseur ou presseur » désigne tout salarié qui fait la cuisson ou le pressage de la viande du bétail.

4° Le terme « meunier ou conducteur de malaxeur » désigne le salarié qui a la responsabilité de la préparation des moulées de grain, viande et produits connexes ou tout salarié qui est responsable de la bonne marche des malaxeurs.

5° Le terme « garçon » ou « fille » désigne un salarié de moins de 18 ans et employé à des travaux non classifiés; en aucun temps, le nombre de salarié compris dans cette catégorie (garçon ou fille) ne peut dépasser 10% du nombre total des salariés des diverses catégories du même établissement.

6° Le terme « manoeuvre » désigne un salarié qui exécute principalement du travail manuel non autrement classifié.

7° Le terme « homme de plancher » désigne tout salarié qui assume la responsabilité de la réception et du placement de la marchandise manuellement ou à l'aide d'un chariot gerbeur et qui a la responsabilité et la surveillance de l'expédition des commandes.

8° Le terme « gardien-concierge » désigne tout salarié qui exécute, généralement le soir et la nuit, un travail de surveillance, d'entretien et de nettoyage général.

9° Le terme « camionneur » désigne tout salarié affecté principalement au chargement, déchargement des marchandises et à la conduite de véhicules à moteur.

10° Le terme « chef de groupe » désigne tout salarié de sexe masculin ou féminin ayant la responsabilité de surveiller, à la demande de l'employeur, les opérations effectuées par un groupe de salariés tout en vaquant lui-même à son emploi habituel; le chef de groupe a droit au moins au salaire horaire du manoeuvre, homme ou femme, selon le cas, majoré de $0.10.

11° Le terme « commis-vendeur » désigne tout salarié préposé principalement à la vente des marchandises, soit au comptoir, soit à l'entrepôt, soit au téléphone.

12° Le terme « assistant-comptable » désigne tout salarié qui assiste le comptable dans ses fonctions et le remplace au besoin.

"DIVISION III

Feed manufacturers and merchants

Definitions

1. "Feed manufactuers and merchants" means firms that handle (on a wholesale or semi-wholesale basis) fodder, flour, grain or feed as well as nutritional supplements, bone meal for fozes and other feed products. It also means other establishments that manufacture, process or condition feed products especially for livestock on a full-time or part-time basis.

2. "Livestock feed" or "feed" means any product to be consumed by farm animals for the purpose of supplying proteins, carbohydrates, fats, minerals, condiments or vitamins and includes any product prepared in view of preventing or curing nutritional deficiencies.

3. "Cook and presser" means any employee who cooks and presses livestock meat.

4. "Miller or mixer operator" means any employee who is responsible for mixing grain and meat feeds as well as other related products. It also means any employee who is in charge of mixers.

5. "Junior employee (male or female)" means any employee under age 18 who performs unclassified work. The number of employees in this category (male or female) may never exceed 10% of the total number of employees of the different categories in the same establishment.

6. "General hand" means any employee mainly employed in manual work not otherwise classified.

7. "Shipping and receiving clerk" means any employee who is responsible for receiving and storing merchandise either manually or by means of a fork-lift truck and is also responsible for supervising the shipment of orders.

8. "Watchman-janitor" means any employee who acts as watchman and does general maintenance and cleaning especially at night.

9. "Truck driver" means any employee whose work consists mainly in loading, unloading and driving motor vehicles.

10. "Crew leader" means any male or female who, at the employer's request, is responsible for the supervision of operations carried out by a group of employees while going about his regular occupation. The crew leader is at least entitled to a 10¢-an-hour bonus over and above the general hand's (male or female) wage rate.

11. "Sales clerk" means any employee whose work consists mainly in selling merchandise at the counter, in the warehouse or by telephone.

12. "Assistant-accountant" means any employee who assists the accountant in his work and replaces him when required.

13° Le terme « employé surnuméraire » désigne toute personne du sexe masculin ou féminin embauchée occasionnellement ou de façon saisonnière sur une base hebdomadaire ou horaire; toutefois, il ne doit jamais y avoir plus de 50% d'employés surnuméraires.

14° Le terme « commis de bureau » désigne tout salarié de bureau de sexe masculin non autrement classifié.

15° Le terme « personnel de maîtrise » désigne toute personne autre qu'un « salarié », au sens de l'article 1, section « *m* » du Code du Travail. Ce personnel est exclu du champ d'application du présent décret.

16° Le terme « sténo-dactylo » désigne tout salarié dont l'occupation principale est la sténographie et la dactylographie.

17° Le terme « personnel féminin de bureau » désigne toute salariée de bureau non autrement classifiée.

18° Le terme « aide-camionneur » désigne tout salarié, qui accomplit les mêmes fonctions que le camionneur sans avoir la responsabilité de la conduite du véhicule.

19° Le terme « étudiant » désigne toute personne qui loue ses services pendant ses vacances.

Champ d'application territorial

20° Le présent décret s'applique à la ville de Québec, à la cité de Lévis et aux municipalités totalement ou partiellement incluses dans le territoire compris dans un rayon de cinquante (50) milles de leurs limites.

Aux fins d'application du présent décret, le champ d'application territorial est divisé en deux (2) zones comme suit:

Zone I: Les municipalités totalement ou partiellement incluses dans un rayon de vingt-cinq (25) milles des limites de la ville de Québec et de la cité de Lévis, incluant toute l'Ile d'Orléans.

Zone II: Toutes les autres municipalités situées en tout ou en partie dans un rayon de cinquante (50) milles de la ville de Québec et de la cité de Lévis, ainsi que les municipalités de Gentilly, Saint-Georges Ouest et Saint-Georges Est.

Durée du travail

21° *a*) La semaine normale de travail des employés de bureau de la Zone I est de quarante (40) heures, réparties du lundi au samedi inclusivement, avec un minimum d'une (1) heure pour le repas dans les entreprises fonctionnant avec une seule équipe et un minimum d'une demi-heure (½) pour les entreprises fonctionnant avec deux (2) ou plusieurs équipes.

b) La semaine normale de travail des employés de bureau de la Zone II est de quarante-quatre (44) heures, réparties du lundi au samedi inclusivement, avec un minimum d'une (1) heure pour le repas pour les entreprises fonctionnant avec une seule équipe et un minimum d'une demi-heure (½) pour les entreprises fonctionnant avec deux (2) ou plusieurs équipes.

c) La semaine normale de travail des gardiens-concierges et conducteurs (mécaniciens) de machines fixes est de cinquante-quatre (54) heures dans les Zones I et II.

d) La semaine normale de travail des autres salariés est de quarante-cinq (45) heures dans la Zone I et de quarante-huit (48) heures dans la Zone II, réparties du lundi au samedi inclusivement.

13. "Supernumerary employee" means any occasional or seasonal employee hired on a weekly or hourly basis. However, there may never be more than 50% of supernumerary employees throughout the year.

14. "Office clerk" means any male office employee not otherwise classified.

15. "Executive personnel" means anyone to whom the definition of "employee" in the Labour Code (section 1, subsection "*m*" or amendments) does not apply. Such personnel does not come under the decree's jurisdiction.

16. "Stenographer-typist" means any employee whose work consists mainly in taking shorthand and in typing.

17. "Office employee (female)" means any female office employee not otherwise classified.

18. "Truck driver's helper" means any employee who does the same work as a truck driver, without having to drive the vehicle.

19. "Student" means anyone who hires out his services during vacation time.

Territorial Jurisdiction

20. This decree encompasses the cities of Quebec and Levis and the municipalities wholly or partly located within a 50-mile radius of their limits.

For enforcement purposes, the territorial jurisdiction is divided into two (2) zones, as follows:

Zone I: The municipalities wholly or partly located within a 25-mile radius from the limits of the cities of Quebec and Levis, including the entire Isle of Orleans.

Zone II: All other municipalities wholly or partly located within 50-mile radius from the limits of the cities of Quebec and Levis, as well as the municipalities of Gentilly, Saint Georges West and Saint Georges East.

Hours of Work

21. (*a*) Standard hours of work for office employees in zone I shall not exceed forty (40) a week, scheduled Monday through Saturday with at least one (1) hour off for meals in firms operating on a single shift and at least one-half hour in firms operating on two (2) or more shifts.

(*b*) Standard hours of work for office employees in Zone II shall not exceed forty-four (44) a week, scheduled Monday through Saturday with at least one (1, hour off for meals in firms operating on a single shift and at least one-half (½) hour in firms operating on two (2) or more shifts.

(*c*) Standard hours of work for watchmen-janitors and stationary enginemen in zones I and II shall not exceed fifty-four (54) a week.

(*d*) Standard hours of work for other employees shall not exceed forty-five (45) a week in zone I and forty-eight (48) a week in zone II, scheduled Monday through Saturday.

c) Tous les salariés à l'exception de ceux mentionnés au paragraphe « *c* » ont droit à une prime de $0.10 l'heure pour la totalité des heures normales travaillées entre 19h et 6h du matin.

Heures supplémentaires

22° Tout travail exécuté en sus de dix (10) heures dans une même journée de travail ou en sus de la semaine normale de travail entraîne le paiement du salaire normal majoré de 50%.

Jours fériés chômés

23° *a*) Tout salarié permanent qui a travaillé au minimum la moitié des heures ouvrables dans une semaine où il y a un jour férié chômé, doit être rémunéré sur la base de son salaire normal pour une journée ou une demi-journée complète de travail selon le cas pour un total de huit jours fériés et demi (8½), dont le Premier de l'An, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail et Noël; si l'un ou l'autre de ces jours fériés tombe un samedi ou un dimanche, ledit jour férié est reporté au premier jour ouvrable suivant. Le choix des 3½ autres jours fériés doit être fait par entente entre l'employeur et la majorité de ses salariés, au cours du mois de décembre pour l'année suivante et le comité paritaire doit en être informé au plus tard le 31 décembre. Par entente mutuelle, l'un ou l'autre de ces jours fériés chômés peut être déplacé mais le comité paritaire doit en être avisé par écrit au moins cinq (5) jours ouvrables à l'avance.

b) Tout salarié permanent dont les services sont requis les jours fériés chômés mentionnés à l'article 23° *a*), doit être rémunéré au taux de salaire normal en plus de toucher l'indemnité du jour férié.

Congés payés annuels

24° *a*) *Période de référence:* La période pendant laquelle un salarié acquiert progressivement le droit au congé intégral, s'étend du 1er mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours.

b) Tout salarié qui, le 1er mai de l'année courante, justifie de moins d'un an de service continu chez le même employeur ou dans le même établissement, doit recevoir un congé dont la durée est d'autant de demi-jours qu'il a de mois de service. L'indemnité afférente audit congé est égale à 2% de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence.

c) Tout salarié qui, le 1er mai de l'année courante, justifie d'un an de service continu chez le même employeur ou dans le même établissement, doit recevoir un congé dont la durée est égale à une semaine normale de travail. L'indemnité afférente audit congé est égale à 2% de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence.

d) Tout salarié qui, le 1er mai de l'année courante, justifie de quatre ans de service continu chez le même employeur ou dans le même établissement, doit recevoir un congé dont la durée est égale à deux semaines normales de travail. L'indemnité afférente audit congé est égale à 4% de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence.

e) *Période des congés:* Le choix de la période des congés doit être fait en tenant compte des besoins de la production et des services.

(*e*) Except employees mentioned in subsection "*c*" above, a 10¢-an-hour bonus shall be paid to all employees for all standard hours worked between 7:00 p.m. and 6:00 a.m.

Overtime

22. Time and one half shall be paid for all work performed in excess of ten (10) hours a day or over and above the standard work week.

General Holidays

23. (*a*) Every regular employee who has worked at least half the working hours in a week in which there is a general holiday shall be paid for one or one-half day's work, up to a total of eight and one-half (8½) general holidays per year (mandatory for New Year's Day, St. John the Baptist Day, Labour Day and Christmas Day). Should one of the general holidays fall on a Saturday or a Sunday, it shall be transferred to the next working day. The remaining 4½ general holidays shall be chosen after agreement between the employer and the majority of his employees during December for the ensuing year. The Parity Committee shall be advised thereof by at least December 31st. Any general holiday may be transferred after agreement between the parties but the Parity Committee shall be notified thereof, at least five (5) working days beforehand.

(*b*) Every regular employee who is required to work on any of the general holidays mentioned in subsection "*a*" above shall be paid straight time, plus holiday pay.

Annual Vacation with Pay

24. (*a*) *Qualifiying period:* The period during which an employee gradually becomes entitled to the full vacation period extends from May 1st of the previous year to April 30th of the current year.

(*b*) Every employee who has less than one (1) year's service on May 1st of the current year shall be granted one half-day's vacation for each month worked with the same employer or in the same firm. Vacation pay equals 2% of total wages earned during the qualifiying period.

(*c*) Every employee who, on May 1st of the current year, has one year's continuous service with the same employer or firm shall be granted one working week's vacation. Vacation pay equals 2% of total wages earned by the employee during the qualifiying period.

(*d*) Every employee who, on May 1st of the current year, has four years' continuous service with the same employer or firm shall be granted two working weeks' vacation. Vacation pay equals 4% of total wages earned by the employee during the qualifying period.

(*e*) Vacation dates shall be chosen while taking into account the production needs and the requirements of the various services.

f) Indemnité compensatrice: Lorsqu'un contrat de travail est résilié avant que le salarié ait pu bénéficier de la totalité du congé auquel il avait droit, il doit recevoir, pour la fraction de congé dont il n'a pas bénéficié, une indemnité compensatrice déterminée d'après les dispositions des alinéas « *a* », « *b* », « *c* » et « *d* ».

Paiement du salaire

25° Tout salarié doit recevoir avec sa paie un bulletin de paie contenant les mentions suivantes:

1. ses nom et prénom;
2. le salaire normal;
3. le salaire pour heures supplémentaires;
4. la date du paiement et la période de travail qui correspond au paiement;
5. le montant du salaire brut;
6. la nature et le montant des retenues opérées;
7. le montant du salaire net.

Tableau des emplois et des salaires

26° Les taux de salaire minimaux suivants doivent être payés aux salariés des emplois énumérés ci-après:

(f) Monetary compensation: When a work contract is cancelled before the employee has been able to take his full entitled vacation, he shall be granted, for the unused portion of his vacation, a monetary compensation according to the provisions of paragraphs "*a*", "*b*", "*c*" and "*d*" above.

Payment of Wages

25. With each payment of wages, each employee shall be given an earnings statement listing:

1. his given name and family name;
2. the regular wage rate;
3. the overtime wage rate;
4. the payment date and work period corresponding thereto;
5. gross amount of wages;
6. type and amount of deductions made;
7. take-home pay.

Occupation and Wage Schedule

26. The following minimum wage rates shall be paid to employees in the categories listed hereunder:

	Zones *I*	*II*
Aide-camionneur — Truck driver's helper	$ 1.45	$ 1.30
	Par semaine *Per week*	
Assistant-compêable — Assistant-accountant	80.00	72.00
Camionneur — Truck driver (*Par heure–Per hour*)	1.60	1.45
Commis de bureau — Office clerk:		
1re année — 1st year	50.00	45.00
2e année — 2nd year	53.00	47.00
3e année — 3rd year	57.00	50.00
4e année — 4th year	62.00	54.00
5e année — 5th year	68.00	60.00
Commis-vendeur — Sales clerk:		
1re année — 1st year	60.00	54.00
2e année — 2nd year	65.00	59.00
3e année — 3rd year	70.00	64.00
4e année — 4th year	75.00	69.00
	Par heure *Per hour*	
Cuiseur ou presseur — Cook or presser	1.65	1.50
Employé surnuméraire — Supernumerary employee	1.35	1.25
Étudiant — Student	1.00	1.00
Garçon ou fille — Junior employee	1.25	1.20
Gardien-concierge — Watchman-janitor	1.20	1.15
Manoeuvre — General hand	1.45	1.30
Homme de plancher — Shipping and receiving clerk	1.55	1.40
Meunier ou conducteur de malaxeurs — Miller or mixer operator	1.55	1.40
	Par semaine *Per week*	
Personnel féminin de bureau — Office employee (female):		
1re année — 1st year	48.00	44.00
2e année — 2nd year	52.00	48.00
3e année — 3rd year	56.00	52.00
Sténo-dactylo — Stenographer-typist:		
1re année — 1st year	51.00	47.00
2e année — 2nd year	55.00	5.00
3e année — 3rd year	59.00	55.00

Uniformes

27° Les frais d'achat et l'entretien de tout costume, uniforme ou partie d'uniforme exigé par l'employeur pour l'exécution d'un travail, sont à la charge de celui-ci.

Uniforms

27. The cost and maintenance of uniforms or part thereof requested by the employer for work shall be paid by him.

28° Les taux de salaires supérieurs à ceux actuellement payés aux salariés régis par le présent décret ne peuvent être réduits pendant sa durée, à condition que le salarié occupe encore la ou les même(s) fonction(s) pour laquelle ou lesquelles ce taux de salaire lui avait été versé.

29° Pour toutes les catégories de salariés, le comité paritaire a le pouvoir de classifier les employés dans les catégories d'emplois déterminés dans le présent décret suivant le travail qu'ils exécutent. En cas de litige entre l'employeur et le salarié au sujet de la classification de celui-ci, la décision du Comité paritaire est sans appel.

Contestations

30° Le Comité paritaire a autorité dans les limites de sa compétence pour trancher toute contestation qui porte sur la question de savoir dans quelle section du présent décret, tombe un établissement assujetti au présent décret.

31° *Durée:* La présente section est valable à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur pour une durée d'un (1) an. Elle se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant la date de son renouvellement. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail.

47° La section IV est radiée.

48° La section V est remplacée par la suivante:

« SECTION V

Dispositions relatives aux fabricants de denrées alimentaires

Définitions

Aux fins d'application de la présente section, les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

1° Le terme « fabricant de denrées alimentaires » désigne l'entreprise dont l'opération principale consiste à fabriquer, transformer ou conditionner les produits d'alimentation humaine suivants: amandes, consommés pour potage, beurre de sucre, café, confitures, épices, essences, chips, gelée en poudre, marinades, miel, noix, pourdre à pain, produits d'arachides, sirop, thé et pomme de terre.

2° Le terme « conducteur (mécanicien) de machines fixes » désigne toute personne qui détient un certificat en règle et dont l'occupation principale est de diriger le fonctionnement d'une machine fixe et de voir à son entretien ou à sa vérification.

3° Le terme « confiseur » désigne tout salarié chargé de la préparation des ingrédients qui entrent dans la fabrication des confitures, beurre de sucre et sirop.

4° Le terme « expéditionnaire-réceptionnaire » désigne le salarié compétent qui a la charge et la responsabilité de l'expédition et ou de la réception de la marchandise ou des deux opérations à la fois.

5° Le terme « grilleur » désigne tout salarié qui conduit un torréfacteur destiné à griller le café, les cacahuètes, les fèves de cacao, les amandes ou les chips.

6° Le terme « personnel féminin » désigne toute salariée exécutant du travail d'empaquetage ou tout autre travail de production non autrement classifié.

28. Wage rates higher than those now paid to employees governed by the decree cannot be reduced throughout its term, provided that the employee holds the same position(s) for which such wage rate was paid to him.

29. For all categories of employees, the Parity Committee has the authority to classify employees in the occupational categories set forth in this decree according to the work they perform. In doubtful cases, the Parity Committee's decision shall be final.

Disputes

30. Whenever a dispute arises as to whether or not a given establishment subject to this decree is governed by the stipulations of a particular division, the Parity Committee has the authority to solve the dispute within the limits of its authority.

31. *Term:* This division becomes effective from its publication date in the *Québec Official Gazette* and remains in force for a one (1) year period. It automatically renews itself from year to year thereafter unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary, no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days before its renewal date. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour."

47. Division IV is abrogated.

48. Division V is superseded by the following:

"DIVISION V

Food Products Manufacturers

Definitions

In this division,

1. "Food products manufacturer" means a firm mainly concerned with the fabrication, processing and conditioning of the following products for human consumption: nuts, soup bases, sugar butter, coffee, jams, spices, flavouring extracts, potato chips, jelly powders, pickles, honey, nuts, baking powder, peanut products, syrups, tea and potatoes.

2. "Stationary engineman" means anyone who holds a valid certificate and whose work consists mainly in directing the operation of a stationary engine and in seeing to its maintenance and verification.

3. "Confectioner" means any employee who is responsible for preparing the ingredients that enter into the manufacture of jams, sugar butter and syrup.

4. "Shipping and receiving clerk" means the competent employee who is in charge of and is responsible for shipping and (or) receiving merchandise.

5. "Cook roaster" means any employee who is responsible for the supervision of a machine used for roasting coffee, peanuts, coconut, nuts or potato chips.

6. "Female employee" means any female employee who does packing or any other production work not otherwise classified.

7° Le terme « gardien-concierge » désigne tout salarié qui exécute, généralement le soir et la nuit, un travail de surveillance, d'entretien et de nettoyage général.

8° Le terme « garçon » désigne tout salarié de moins de 18 ans employé à des travaux non autrement classifiés.

9° Le terme « manoeuvre » désigne un salarié qui exécute principalement du travail manuel non autrement classifié.

10° Le terme « camionneur » désigne un salarié qui conduit un véhicule considéré comme véhicule automobile au sens du Code de la route (S.R.Q. 1964, chap. 231).

11° Le terme « mécanicien d'entretien » désigne la personne dont l'occupation principale est la réparation ou l'entretien mécanique des machines servant à la production ou à la transformation de la marchandise.

12° Le terme « employé surnuméraire » désigne tout employé occasionnel ou saisonnier de sexe masculin ou féminin embauché sur une base hebdomadaire ou horaire; toutefois, il ne doit jamais y avoir plus de 50% d'employés surnuméraires.

13° Le terme « commis de bureau » désigne tout salarié de bureau non autrement classifié.

14° Le terme « sténo-dactylo » désigne tout salarié dont l'occupation principale est la sténographie et la dactylographie.

15° Le terme « chef de groupe » désigne tout salarié de sexe masculin ou féminin ayant la responsabilité de surveiller, à la demande de l'employeur, les opérations effectuées par un groupe de salariés, tout en vaquant lui-même à son emploi habituel.

Le chef de groupe a droit au moins au salaire horaire du manoeuvre, homme ou femme, selon le cas, majoré de $0.10.

16° Le personnel dit « personnel de maîtrise » désigne toute personne autre qu'un « salarié » au sens de l'article 1, section (*m*) du Code du travail. Ce personnel est exclu du champ d'application du présent décret.

17° Le terme « vendeur-livreur » désigne un commis de bureau au sens de l'article 13 de la présente section, qui, en plus d'exercer son emploi, vend et livre la marchandise.

Champ d'application industriel

18° La présente section régit (à l'exclusion de tout autre service, à moins qu'il ne relève de la présente section V) les employeurs et les salariés au sens du Code du travail, des établissements de produits alimentaires décrits à l'article 1 de la présente section.

Champ d'application territorial

19° Le champ d'application territorial du présent décret comprend la ville de Québec, la cité de Lévis et les municipalités totalement ou partiellement incluses dans un rayon de cinquante (50) milles de leurs limites.

Durée du travail

20° La semaine normale de travail des employés de l'équipe de jour est la suivante:

a) Employés de bureau des deux sexes:

Quarante heures (40) étalées de 8 h à 18 h du lundi, au vendredi, avec une interruption minimale d'une (1) heure pour le repas du midi, et de 8 h à midi le samedi.

7. "Watchman-janitor" means any employee who acts as watchman and does general maintenance and cleaning, especially at night.

8. "Junior employee" means male employees under age 18 performing unclassified work.

9. "General hand" means any employee mainly employed in manual work not otherwise classified.

10. "Truck driver" means any employee whose work consists mainly in loading, unloading and driving motor vehicles, as defined in the Highway Code, (RSQ 1964, c. 231).

11. "Machine operator" means anyone whose work consists mainly in repairing and in doing mechanical maintenance on machines used to produce or process merchandise.

12. "Supernumerary employee" means any occasional or seasonal employee (male or female) hired on a weekly or hourly basis. However, there may never be more than 50% of supernumerary employees throughout the year.

13. "Office clerk" means any office employee not otherwise classified.

14. "Stenographer-typist" means any employee whose work consists mainly in taking shorthand and in typing.

15. "Crew leader" means any employee who, at the employer's request, is responsible for the supervision of operations carried out by a group of employees while going about his regular occupation. The crew leader is entitled to at least a 10¢-an-hour bonus over and above the general hand's (male or female) wage rate.

16. "Executive personnel" means anyone to whom the definition of "employee" in the Labour Code (section 1, subsection (*m*) does not apply. Such personnel does not come under the decree's jurisdiction.

17. "Route salesman" means any employee who, besides the definition given in section 13 above, sells and delivers merchandise.

Industrial Jurisdiction

18. Except for all other services that are not concerned in the present Division V, this division covers all employers and employees (as defined in the Labour Code) in food product establishments described in section 1 of this division.

Territorial Jurisdiction

19. The territorial jurisdiction of this decree encompasses the cities of Quebec and Levis and the municipalities wholly or partly located within a 50-mile radius of their limits.

Hours of Work

20. Standard hours of work in a week for day-shift employees are as follows:

(*a*) Office employees (male and female):

Forty (40), scheduled between 8:00 a.m. and 6:00 p.m., Monday through Friday, with at least one (1) hour off for the noon meal and between 8:00 a.m. and noon on Saturdays.

b) Tous les autres salariés à l'exception des catégories mentionnées aux paragraphes « *c* » et « *d* » du présent article:

Quarante-huit (48) heures étalées de 7 h à 18 h du lundi au vendredi, avec une interruption minimale d'une (1) heure pour le repas du midi, et de 7 h à midi le samedi.

c) Surnuméraires et conducteurs (mécaniciens) de machines fixes: quarante-huit (48) heures.

d) Gardiens-concierges: cinquante-quatre (54) heures. . . . . .

e) Chauffeurs de camion longue distance faisant le transport de marchandises au delà d'un rayon de cinquante (50) milles de la place d'affaire de l'employeur: quarante-huit (48) heures.

Autres équipes de travail: toute autre équipe dont les heures de travail tombent en dehors de l'horaire prévu à l'article 20.

Heures supplémentaires

21° Tout travail exécuté en dehors de l'horaire quotidien établi ci-dessus ou en sus de quarante (40), quarante-huit (48) ou cinquante-quatre (54) heures, par semaine, selon le cas est considéré comme du travail supplémentaire et entraîne le paiement d'une majoration de 50% du salaire normal. Il y a lieu au paiement des heures supplémentaires suivant le cas, ou en sus de la journée de travail, ou en sus de la semaine de travail de tel salarié et à toute fin pratique, suivant le mode de calcul le plus avantageux pour l'intéressé.

22° Les fabricants ont le droit d'organiser en équipes leurs salariés visés par les paragraphes « *b* », « *c* », « *d* » et « *e* » de l'article 20 pourvu que la durée normale de travail des salariés de chacune de ces équipes n'excède pas celle qui est déterinée à l'article 20 pour la journée ou la semaine normale.

23° Les salariés d'une faction dont la majorité des heures est comprise entre 18 h et 7 h du matin ont droit à une prime de $0.10 l'heure, à l'exception des gardiens-concierges et des chauffeurs de chaudières.

Jours fériés chômés

24° Tout salarié permanent qui a travaillé au minimum la moitié des heures ouvrables dans une semaine où il y a un jour férié chômé, doit être rémunéré sur la base de son salaire normal pour une journée ou une demi-journée complète de travail selon le cas pour un total de huit jours fériés et demi (8½), dont le Premier de l'An, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail et Noël; si l'un ou l'autre de ces jours fériés tombe un samedi ou un dimanche, ledit jour férié est reporté au premier jour ouvrable suivant. Le choix des 3½ autres jours fériés doit être fait par entente entre l'employeur et la majorité de ses salariés, au cours du mois de décembre pour l'année suivante et le comité paritaire doit en être informé au plus tard le 31 décembre. Par entente mutuelle, l'un ou l'autre de ces jours fériés chômés peut être déplacé mais le comité paritaire doit en être avisé par écrit au moins cinq (5) jours ouvrables à l'avance.

25° Tout salarié permanent dont les services sont requis les jours fériés chômés mentionnés à l'article 24, doit être rémunéré au taux de salaire normal en plus de toucher l'indemnité du jour férié.

Congés payés annuels

Période de référence: La période pendant laquelle un salarié acquiert progressivement le droit au congé intégral, s'étend du 1er mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours.

(*b*) All other employees hereby covered, except the categories mentioned in subsections "*c*" and "*d*" of this section:

Forty-eight (48), scheduled between 7:00 a.m. and 6:00 p.m., Monday through Friday, with at least one (1) hour off for the noon meal and between 7:00 a.m. and noon on Saturdays.

(*c*) Supernumerary employees and stationary enginemen: forty-eight (48).

(*d*) Watchmen-janitors: fifty-four (54). . . . . .

(*e*) Long distance truck drivers who transport merchandise beyond a 50-mile radius from the place of business: forty-eight (48).

Other work crews: all other crews whose hours of work fall outside the working hours stipulated in section 20.

Overtime Work

21. All work performed outside the daily schedule set forth above or over and above forty (40), forty-eight (48) or fifty-four (54) hours in a week shall be considered as overtime work and shall be paid for at time and one half. Overtime work shall be paid on a daily or weekly basis of an employee's standard hours of work and according to the calculation method that favours the employee most.

22. Manufacturers may set up shifts for employees mentioned in subsections "*b*", "*c*", "*d*" and "*e*" of section 20 provided that daily or weekly working hours of such shifts do not exceed the standard hours of work specified in section 20.

23. Except for watchmen-janitors and boiler firemen, a 10¢-an-hour bonus shall be paid to employees of a group whose greater number of working hours take place between 6:00 p.m. and 7:00 a.m.

General Holidays

24. Every regular employee who has worked at least half the working hours in a week in which there is a general holiday shall be paid for one or one-half day's work, up to a total of eight and one-half (8½) general holidays per year (mandatory for New Year's Day, St. John the Baptist Day, Labour Day and Christmas Day). Should one of the general holidays fall on a Saturday or a Sunday, it shall be transferred to the next working day. The remaining 3½ general holidays shall be chosen after agreement between the employer and the majority of his employees during December for the ensuing year. The Parity Committee shall be advised thereof by at least December 31st. Any general holiday may be transferred after agreement between the parties but the Parity Committee shall be notified thereof, at least five (5) working days beforehand.

25. Every regular employee who is required to work on any of the general holidays mentioned in subsection "*a*" above shall be paid straight time, plus holiday pay.

Annual Vacation with Pay

Qualifying period: The period during which an employee gradually becomes entitled to the full vacation period extends from May 1st of the previous year to April 30th of the current year.

26° Tout salarié qui, le 1er mai de l'année courante justifie de moins d'un an de service continu chez le même employeur ou dans le même établissement, doit recevoir un congé dont la durée est d'autant de demi-jours qu'il a de mois de service. L'indemnité afférente audit congé est égale à 2% de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence.

27° Tout salarié qui, le 1er mai de l'année courante justifie d'un an de service continu chez le même employeur ou dans le même établissement, doit recevoir un congé dont la durée est égale à une semaine normale de travail. L'indemnité afférente audit congé est égale à 2% de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence.

28° Tout salarié qui, le 1er mai de l'année courante, justifie de quatre ans de service continu chez le même employeur ou dans le même établissement, doit recevoir un congé dont la durée est égale à deux semaines normales de travail. L'indemnité afférente audit congé est égale à 4% de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence.

29° Le choix de la période des congés doit être fait en tenant compte des besoins de la production ou des services. La première semaine de congés doit être prise entre le 15 mai et le 15 octobre, à moins d'entente à ce contraire entre l'employeur et l'intéressé. La deuxième semaine de congés doit être prise en dehors de cette période, à moins d'entente au contraire entre l'employeur et l'intéressé. Les congés payés ne peuvent être reportés à une autre année.

Tableau des emplois et des salaires

30° Les taux de salaires minimaux suivants doivent être payés aux salariés des emplois énumérés ci-dessous:

26. Every employee who has less than one (1) year's service on May 1st of the current year shall be granted one half-day's vacation for each month worked with the same employer or in the same firm. Vacation pay equals 2% of total wages earned qualifying period.

27. Every employee who, on May 1st of the current year, has one year's continuous service with the same employer or firm shall be granted one working week's vacation. Vacation pay equals 2% of total wages earned by the employee during the qualifying period.

28. Every employee who, on May 1st of the current year, has four years' continuous service with the same employer or firm shall be granted two working weeks' vacation. Vacation pay equals 4% of total wages earned by the employee during the qualifying period.

29. Vacation dates shall be chosen while taking into account the production needs and the requirements of the various services. The first week's vacation shall be taken between May 15th and October 15th, unless otherwise agreed between employer and employee. The second week's vacation shall be taken outside this period, unless otherwise agreed between employer and employee. No vacation time may be cumulative from year to year.

Occupation and Wage Schedule

30. *Wage rates:* The following minimum wage rates shall be paid to employees in the categories listed hereunder:

	1 an après entrée en vigueur *1 year after effective date*	
	Par heure *Per hour*	
Camionneur — Truck driver	$ 1.45	$ 1.55
	Par semaine *Per week*	
Commis de bureau — Office clerk:		
1re année — 1st year	$40.00	$44.00
2e année — 2nd year	45.00	49.00
3e année — 3rd year	50.00	54.00
	Par heure *Per hour*	
Conducteur (mécanicien) de machines fixes — Stationary engineman	1.40	1.50
Confiseur — Confectioner	1.45	1.55
Employé surnuméraire — Supernumerary employee	1.00	1.10
Expéditionnaire — réceptionnaire — Shipping and receiving clerk	1.45	1.55
Garçon — Junior employee	1.15	1.25
Grilleur — Cook roaster	1.45	1.55
Livreur-vendeur (Revenu hebdomadaire calculé sur une base annuelle non inférieure à ($70.00) — Route salesman (weekly wages calculated on an annual basis not under $70.00):		
Manoeuvre — General hand	1.27	1.37
Mécanicien d'entretien — Machine operator	1.45	1.55
Personnel féminin — Female employee	1.00	1.10
	Par semaine *Per week*	
Sténo-dactylo — Stenographer-typist:		
1re année — 1st year	45.00	49.00
2e année — 2nd year	50.00	54.00
3e année — 3rd year	55.00	59.00

31° Les taux de salaires supérieurs au présent décret déjà accordés aux salariés ne peuvent pas être réduits pendant sa durée, à condition que le salarié occupe encore la ou les fonctions pour laquelle ou lesquelles ce salaire lui avait été versé.

32° Pour toutes les catégories de salariés, le Comité paritaire a le pouvoir de classifier les employés dans les catégories d'emplois déterminées dans le présent décret suivant le travail qu'ils exécutent. Au cas de litige entre l'employeur et le salarié au sujet de la classification de celui-ci, la décision du Comité paritaire est sans appel.

33° *Durée:* La présente section est valable à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur pour une durée de deux (2) ans. Elle se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant la date de son renouvellement. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail.

Le greffier du Conseil exécutif,
22179-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3141

Québec, le 22 novembre 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), le décret numéro 922 du 4 mai 1965 et amendements, relatif à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Québec, soit prolongé jusqu'au 31 mars 1968.

Le greffier du Conseil exécutif,
22179-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3181

Québec, le 22 novembre 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les règlements de la Société d'habitation du Québec.

ATTENDU QU'en vertu des articles 27, 30, 32, 33, 44 et 67 de la Loi de la Société d'habitation du Québec (15-16 Elizabeth II, chapitre 55), la Société d'habitation du Québec peut édicter les règlements qu'elle juge nécessaires à la mise en application de ladite loi en matière de rénovation du territoire d'une municipalité;

ATTENDU QUE lors d'une réunion qu'elle a tenue, le 16 novembre 1967, la Société d'habitation du Québec a édicté le règlement numéro un (1) ci-annexé;

ATTENDU QUE ce règlement doit être approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil et entrer en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est déterminée;

31. Higher wage rates provided for in 4th actual decree and already paid to employees cannot be reduced throughout its term, provided that the employee holds the same position(s) for which such wage rate was paid to him.

32. For all categories of employees, the Parity Committee has the authority to classify employees in the occupational categories set forth in this decree according to the work they perform. In doubtful cases, the Parity Committee's decision shall be final.

33. *Term:* The present division becomes effective from its publication date in the *Quebec Official Gazette* and remains in force for a two (2) year period. It automatically renews itself from year to year thereafter unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days before its renewal date. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour."

JACQUES PRÉMONT,
22179-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3141

Quebec, November 22, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the decree respecting the Printing Industry in the Quebec region.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), Decree number 922 of May 4, 1965, and amendments (Printing Industry in the Quebec region) be extended until March 31, 1968.

JACQUES PRÉMONT,
22179-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3181

Quebec, November 22, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the by-laws of the Quebec Housing Corporation.

WHEREAS in virtue of articles 27, 30, 32, 33, 44 and 67 of the Quebec Housing Corporation Act (15-16 Elizabeth II, chapter 55), the Quebec Housing Corporation may adopt the by-laws which it deems necessary for the carrying out of the said act with respect to renewal of the territory of a municipality;

WHEREAS at a meeting held on November 16, 1967, the Quebec Housing Corporation adopted the by-law number one (1) hereto annexed;

WHEREAS this by-law must be approved by the Lieutenant-Governor in Council and shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* or on such later date as is determined therein;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre des affaires municipales, ce qui suit:

Le règlement numéro un (1) concernant la rénovation du territoire d'une municipalité, édicté par la Société d'habitation du Québec le 16 novembre 1967 en vertu des articles 27, 30, 32, 33, 44 et 67 de la Loi de la Société d'habitation du Québec (15-16 Elizabeth II, chapitre 55) et reproduit en annexe au présent arrêté, est approuvé et entrera en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

IT IS ORDERED, upon the recommandation of the Honourable Minister of Municipal Affairs, the following:

The by-law number one (1) concerning the renewal of the territory of a municipality, adopted by the Quebec Housing Corporation on November 16, 1967 in virtue of articles 27, 30, 32, 33, 44 and 67 of the Quebec Housing Corporation Act (15-16 Elizabeth II, chapter 55) and reproduced as an annex to the present Order in Council, is hereby approved and will come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

RÈGLEMENT NUMÉRO UN

Concernant la rénovation du territoire d'une municipalité en vertu de la Loi de la Société d'habitation du Québec (15-16 Elizabeth II, chapitre 55).

BY-LAW NUMBER ONE

CONCERNING the renewal of the territory of a municipality under the Quebec Housing Corporation Act (15-16 Elizabeth II, chapter 55).

SOMMAIRE

Section I:
Définitions et dispositions générales: Articles 1 à 4

Section II:
Subventions pour les études et recherches sur la rénovation: Article 5

Section III:
Préparation de programmes détaillés de rénovation: Articles 6 à 8

Section IV:
Mise en application de programmes de rénovation Articles 9 à 14

Section V:
Subventions aux propriétaires d'édifices résidentiels: Articles 15 à 20

Section VI:
Prêts pour la mise en application de programmes de rénovation: Articles 21 à 24

SUMMARY

Section I:
Definitions and general provisions: Articles 1 to 4

Section II:
Grants for renewal studies and research: Article 5

Section III:
Preparation of detailed renewal programs: Articles 6 to 8

Section IV:
Carrying out of renewal programs: Articles 9 to 14

Section V:
Grants to owners of residential buildings: Articles 15 to 20

Section VI:
Loans for the carrying out of renewal programs: Articles 21 to 24

SECTION I

Définitions et dispositions générales

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions suivantes signifient;

a) « Loi »: la loi de la Société d'habitation du Québec; 15-16 Elizabeth II, chapitre 55;

b) « Municipalité »: toute corporation municipale quelle que soit la loi qui la régit;

c) « Société »: la Société d'habitation du Québec.

2. Toute demande de subvention ou de prêt doit se faire sur des formules fournies à cet effet par la Société.

3. Les conventions visées aux articles 5, 8, 12 et 15 du présent règlement doivent déterminer les modalités du versement des subventions par la Société et celles du paiement des recouvrements par la municipalité à la Société dans le cas de l'article 13 du présent règlement ainsi que les normes de contrôle et de vérification de la Société ou de la municipalité, selon le cas.

SECTION I

Definitions and general provisions

1. In the present by-law, unless the context indicates another meaning, the following terms mean:

(*a*) "Act": The Quebec Housing Corporation Act; (15-16 Elizabeth II, Chapter 55);

(*b*) "Municipality": Any municipal corporation whatever be the law by which it is governed;

(*c*) "Corporation": The Quebec Housing Corporation.

2. Any application for a grant or a loan must be submitted on the form supplied by the Corporation for such purposes.

3. The agreements mentioned in articles 5, 8, 12 and 15 of the present by-law must determine the methods of payment of grants by the Corporation and those related to the payment of the recoveries to the Corporation by the municipality as indicated in article 13 of the present by-law as well as the norms of control and verification by the Corporation or the municipality, as the case may be.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil et la Société peuvent exiger tout document ou renseignement qu'ils jugent nécessaire au sujet de toute demande de subvention ou de prêt en vertu de la Loi.

SECTION II

Subventions pour les études et recherches sur la rénovation

5. La Société, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, peut conclure une convention avec une municipalité pour s'engager à lui verser une subvention jusqu'à concurrence de quatre-vingt-sept et demi pour cent (87½%) du coût accepté par la Société pour les études et recherches sur la rénovation à être entreprises par la municipalité ou pour le compte de celle-ci.

SECTION III

Préparation de programmes détaillés de rénovation

6. Toute demande d'autorisation, en vertu de l'article 27 de la loi, doit être accompagnée des données suivantes:

a) un plan de localisation et de délimitation de la partie du territoire de la municipalité qui doit faire l'objet de la préparation du programme détaillé de rénovation;

b) un devis descriptif des enquêtes, relevés, analyses, plans, esquisses et autres travaux à exécuter;

c) une liste des documents déjà disponibles pouvant être utilisés durant la préparation du programme détaillé de rénovation;

d) une estimation détaillée du coût des travaux à exécuter;

e) un projet de contrat à intervenir, s'il y a lieu, entre la municipalité et la personne ou l'organisme chargé d'exécuter les travaux.

7. L'avis prévu par l'article 30 de la loi doit contenir les informations suivantes:

a) la mention de l'adoption d'une résolution et de sa date;

b) la nature de la résolution consistant en une demande d'autorisation à la Société, conformément à l'article 27 de la loi, pour entreprendre ou faire entreprendre la préparation d'un programme détaillé de rénovation;

c) les limites du territoire qui doit en faire l'objet;

d) le résumé des études et recherches projetées;

e) la mention qu'à compter de la date de la résolution, les dispositions de l'article 28 de la loi s'appliquent.

8. La Société, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, peut conclure une convention avec une municipalité pour s'engager à lui verser une subvention jusqu'à concurrence de soixante quinze pour cent (75%) du coût accepté par la Société pour les travaux à exécuter pour la préparation d'un programme détaillé de rénovation de toute partie du territoire de la municipalité, entrepris par elle-même ou pour son compte avec l'autorisation de la Société.

SECTION IV

Mise en application de programmes de rénovation

9. Toute municipalité qui, par règlement, adopte un programme détaillé de rénovation, doit transmettre à la Société copies de l'avis de sa présentation et de ce règlement en même

4. The Lieutenant-Governor in Council and the Corporation may require any document or information found necessary, concerning any application for a grant or a loan pursuant to the act.

SECTION II

Grants for renewal studies and research

5. The Corporation may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, enter into an agreement with a municipality providing for the payment of a grant up to eighty seven and a half per cent (87½%) of the cost accepted by the Corporation for renewal studies and research to be undertaken by the municipality or on its behalf.

SECTION III

Preparation of detailed renewal programs

6. Any application for authorization, pursuant to article 27 of the act must be accompagnied by the following data;

(*a*) a plan locating and delimiting the part of the territory of the municipality which will be the subject of the preparation of a detailed renewal program;

(*b*) a narrative list of surveys, analysis, plans, sketches and other works to be undertaken;

(*c*) a list of the documents already available and useful for the preparation of the detailed renewal program;

(*d*) a detailed cost estimate of the works to be undertaken;

(*e*) a proposed agreement to be entered into, if necessary, by the municipality and the person or group of persons responsible for the preparation of the detailed renewal program.

7. The notice mentioned in article 30 of the act must contain the following information:

(*a*) a reference to the adoption of a resolution and its date;

(*b*) the nature of the resolution constituting an application to the Corporation for authorization, pursuant to article 27 of the act for the preparation of a detailed renewal program;

(*c*) the boundaries of the area concerned;

(*d*) a summary of the proposed studies and research;

(*e*) a reference to the fact that upon and after the date of the resolution, the provisions of article 28 of the act are in force.

8. The Corporation may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council enter into an agreement with a municipality providing for the payment of a grant up to seventy-five per cent (75%) of the cost accepted by the Corporation for the preparation of a detailed renewal program for any part of the territory of a municipality, undertaken on its own or on its behalf with the authorization of the Corporation.

SECTION IV

Carrying out of renewal programs

9. Any municipality that adopts, by by-law, a detailed renewal program, shall transmit to the Corporation copies of the notice of its presentation and of the said by-law at the same

temps que les copies du programme transmises en vertu de l'article 35 de la loi; elle doit également transmettre à la Société un exemplaire des avis publics donnés en vertu de l'article 33 de la loi.

10. Les avis prévus à l'article 33 de la loi doivent contenir, outre ce qui est prévu à l'article 34 de la loi, les informations suivantes:

a) la mention de l'adoption, par règlement, d'un programme de rénovation et la date de ce règlement;

b) les limites du territoire qui en fait l'objet;

c) un sommaire des principaux travaux à être exécutés;

d) une liste de toute nouvelle règlementation et de toute modification aux règlements existants;

e) l'endroit où les documents constituant le programme de rénovation peuvent être consultés par les intéressés;

f) l'endroit où les intéressés peuvent se procurer une ou des copies du programme de rénovation ainsi que le prix par copie fixé par la municipalité;

g) l'adresse du bureau de la Société où les intéressés peuvent faire parvenir par écrit leurs objections au programme de rénovation.

11. Le prix maximum que peut exiger une municipalité pour la remise à un intéressé de copies d'un programme de rénovation adopté par elle ne peut excéder le coût unitaire réel de publication des documents constituant le programme de rénovation, ni excéder vingt-cinq dollars ($25.00) par copie.

12. La Société, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, peut conclure une convention avec une municipalité pour s'engager à lui verser pour la mise en application d'un programme de rénovation une subvention pouvant s'élever jusqu'à concurrence de soixante-quinze pour cent (75%) des coûts reconnus par la Société pour:

a) l'acquisition et le déblaiement des immeubles;

b) l'installation des services et ouvrages municipaux, à l'exclusion des bâtiments publics;

c) l'emploi de toute personne affectée à l'exécution des travaux.

13. Toute convention visée à l'article 12 du présent règlement doit prévoir que la municipalité remettra à la Société un pourcentage des recouvrements jusqu'à concurrence de soixante-quinze pour cent (75%) de ceux-ci, et correspondant au pourcentage de la subvention accordée par la Société.

14. Les recouvrements mentionnés à l'article 13 du présent règlement comprennent toute somme constituant le produit de la cession ou de l'aliénation des immeubles par la municipalité ainsi que tout revenu net découlant de l'exploitation de ceux-ci avant leur aliénation.

Section V

Subventions aux propriétaires d'édifices résidentiels

15. La Société, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, peut conclure une convention avec une municipalité pour s'engager à verser conjointement avec celle-ci des subventions aux propriétaires d'édifices visés par le programme de rénovation pour la démolition, la reconstruction et la restauration de ces édifices selon les normes et barèmes établis par les présents règlements. Le montant de la contribution de la Société ne devra pas excéder 50% de la subvention conjointe.

time when copies of the program are transmitted pursuant to article 35 of the act; the municipality shall also transmit to the Corporation a copy of the public notices published pursuant to article 33 of the act.

10. Notices required by article 33 of the act shall contain, besides what is provided for by article 34 of the act, the following information:

(*a*) the mention of the adoption, by by-law, of the renewal program and the date it was adopted;

(*b*) the boundaries of the territory concerned;

(*c*) a summary of the main works to be carried out;

(*d*) a list of any new by-law and of each modification to existing by-laws;

(*e*) the place where documents which contitute the renewal program may be examined by all interested parties;

(*f*) the place where interested parties may obtain one or more copies of the renewal program and also the price per copy as determined by the municipality;

(*g*) the address of the Corporation's office where interested parties may forward in writing their objections to the renewal program.

11. The maximum price that a municipality may charge to an interested party for each copy of the renewal program which it has adopted shall not exceed the actual printing cost per copy of the documents constituting the renewal program, nor exceed twenty-five dollars ($25.00) per copy.

12. The Corporation may, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, enter into an agreement with any municipality providing for the payment of grants up to seventy-five per cent (75%) of the costs accepted by the Corporation for the carrying out of a renewal program for:

(*a*) the acquisition and clearance of immovables;

(*b*) the installation of municipal services and works, other than public buildings.

(*c*) the employment of any person in connection with the execution of works.

13. Any agreement pursuant to article 12 of the present by-law must provide that the municipality shall remit to the Corporation a percentage of the recoveries up to seventy-five per cent (75%) of these and corresponding to the percentage of the contribution made by the Corporation.

14. The recoveries mentioned in article 13 of the present by-law shall comprise any amount deriving from the sale or disposal of immovables by the municipality as well as any net revenue derived from their exploitation prior to their disposal.

Section V

Grants to owners of residential buildings

15. The Corporation may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, enter into an agreement with a municipality providing for the payment of grants, jointly by the Corporation and the municipality, to the owners of buildings affected by the renewal program for the demolition, the reconstruction and restoration of such buildings in accordance with the standards and rates established by the present by-law. The amount of the Corporation's contribution shall not exceed fifty per cent (50%) of the joint grant.

16. Toute municipalité qui a conclu une convention prévue à l'article 15 du présent règlement doit en informer par écrit tout propriétaire d'un édifice situé dans la zone de rénovation et pour lequel le programme prévoit des travaux de démolition, de reconstruction et de restauration.

17. Lorsqu'une convention a été conclue conformément à l'article 15 du présent règlement, tout propriétaire d'un édifice visé par la mise en application d'un programme de rénovation et situé dans une zone de rénovation peut se prévaloir des dispositions du présent règlement et présenter à la municipalité une demande de subvention, soit pour la démolition de cet édifice, soit pour la démolition de cet édifice et son remplacement par un édifice résidentiel, soit pour la restauration de cet édifice ou de la partie résidentielle de cet édifice, sur la formule déterminée par la Société et accompagnée des documents suivants:

a) une preuve démontrant qu'il est le dernier propriétaire enregistré de l'édifice;

b) une demande pour tout permis qui peut être requis par tout règlement de la municipalité pour entreprendre les travaux requis;

c) une estimation du coût des divers travaux à être entrepris;

d) une estimation du montant de la subvention demandée;

e) une preuve de capacité financière d'exécuter les travaux de reconstruction et de restauration.

18. Toute subvention aux propriétaires pour la démolition de leurs édifices visés par la mise en application d'un programme de rénovation est sujette aux conditions suivantes:

a) le montant de la subvention ne doit pas excéder 50% du coût réel des travaux de démolition ni excéder deux cent cinquante dollars ($250.00);

b) la subvention peut être accordée pour la démolition de tout bâtiment résidentiel ou de tout bâtiment accessoire à celui-ci, non conformes aux règlements de la municipalité.

19. Toute subvention aux propriétaires pour la démolition de leurs édifices visés par la mise en application d'un programme de rénovation pourvu qu'ils les remplacent par la reconstruction de nouveaux bâtiments résidentiels, est sujette aux conditions suivantes:

a) le montant de la subvention ne doit pas excéder la moitié de la valeur du bâtiment à démolir inscrite au rôle d'évaluation foncière au moment de la présentation de la demande de subvention, ni excéder le sixième (1/6) de la valeur réelle du nouveau bâtiment résidentiel reconstruit, tel qu'inscrite pour la première fois au rôle d'évaluation foncière;

b) la subvention peut être accordée pour la démolition de tout bâtiment résidentiel non conforme aux règlements de la municipalité pourvu qu'il soit remplacé par un nouveau bâtiment résidentiel construit par le propriétaire et situé à l'intérieur de la « zone de rénovation »;

c) lorsque le nouveau bâtiment résidentiel est reconstruit sur un emplacement autre que celui où se situait le bâtiment démoli, le propriétaire est tenu de procéder sans délai au déblaiement complet de l'ancien emplacement;

d) la démolition totale du bâtiment résidentiel en cause n'est pas absolument nécessaire et toutes parties des fondations dudit bâtiment jugées en état satisfaisant pour être réutilisées dans le nouveau bâtiment peuvent être conservées.

16. Any municipality that has entered into an agreement under the terms of article 15 of the present by-law shall inform in writing every owner of a building located in the renewal zone and for which building the program provides for demolition, reconstruction and restoration works.

17. When an agreement has been entered into under the terms of article 15 of the present by-law, each owner of a building affected by the carrying out of a renewal program and located within a renewal zone may take advantage of the provisions of the present by-law and submit to the municipality a request for a grant, either for the demolition of the said building, either for the demolition of the said building and its replacement by the construction of a residential building, either for the restoration of the said building or its residential part; such request must be made on the form supplied by the Corporation together with the following documents:

(*a*) a proof that the applicant is the last registered owner of the building;

(*b*) an application for any permit required by municipal by-laws in force to undertake the proposed works;

(*c*) a cost estimate of the works to be undertaken;

(*d*) an estimate of the amount of the grant requested;

(*e*) a proof of financial ability to carry out the reconstruction and restoration works.

18. Each grant to the owners for the demolition of their buildings affected by the carrying out of a renewal program is subject to the following terms:

(*a*) the amount of the grant must not exceed fifty per cent (50%) of the actual cost of the demolition works nor two hundred and fifty dollars ($250);

(*b*) the grant may be made for the demolition of any residential building or its accessory buildings which are not in compliance with the municipal by-laws in force.

19. Any grant to owners for the demolition of their buildings affected by the carrying out of a renewal program provided that such buildings are replaced by the reconstruction of new residential buildings, is subject to the following terms:

(*a*) the amount of the grant must not exceed one-half of the value of the building to be demolished as inscribed on the real estate valuation roll at the time the request is made, nor one-sixth (1/6) of the actual value of the new residential building reconstructed as inscribed for the first time on the real estate valuation roll;

(*b*) the grant may be made for the demolition of any residential building which is not in compliance with the municipal by-laws in force provided that it be replace by a new residential building reconstructed by the owner and located within the renewal zone;

(*c*) should the new residential building be reconstructed on a site other than the one where the demolished building was located, the owner shall without delay carry out a complete clearance of the former site;

(*d*) the complete demolition of the residential building involved is not absolutely necessary and any portion of the foundations of the said building considered to be in a satisfactory condition for reuse in the new building may be conserved.

20. Toute subvention aux propriétaires pour la restauration de leurs bâtiments résidentiels visés par la mise en application d'un programme de rénovation est sujette aux conditions suivantes:

a) le montant de la subvention ne doit pas excéder 25% du coût réel des travaux de restauration, ni excéder le sixième (1/6) de la valeur réelle du bâtiment restauré tel qu'inscrite pour la première fois au rôle d'évaluation foncière après l'exécution des travaux de restauration;

b) la subvention peut être accordée pour la restauration de tout bâtiment principal utilisé à des fins résidentielles et jugé non conforme aux règlement de la municipalité;

c) lorsque la demande de subvention porte sur un immeuble dans lequel une occupation mixte est permise, seule la partie résidentielle du bâtiment au moment de la demande peut faire l'objet d'une subvention à la restauration à condition d'être occupée aux mêmes fins après l'exécution des travaux de restauration;

d) le coût des travaux de restauration ne doit pas être inférieur à mille dollars ($1,000.00), ni excéder, pour fin de calcul de la subvention, huit milles dollars ($8,000.00);

e) les travaux de restauration comprendront tous les travaux exigés par les règlements en vigueur à cet égard par la municipalité et acceptés par la Société à l'exclusion des travaux d'entretien requis par l'usure normale.

SECTION VI

Prêts pour la mise en application de programmes de rénovation

21. La Société, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, peut conclure une convention avec une municipalité s'engageant à lui consentir un prêt pour financer, en totalité ou en partie, les coûts réels assumés par la municipalité pour les travaux exécutés par elle dans la mise en application d'un programme de rénovation et auxquels la Société contribue en vertu de l'article 49 *c*) de la loi et selon les dispositions de l'article 12 du présent règlement.

22. Tout prêt consenti par la Société à une municipalité pour la mise en application d'un programme de rénovation doit être garanti par émission d'obligations de la municipalité dont la forme et la teneur doivent être approuvées par la Société.

23. Le prêt consenti à une municipalité par la Société est remboursable sur une période n'excédant pas quinze (15) années par versements semi-annuels selon que le détermine la Société et comprenant le capital et les intérêts. Cependant, la part de la municipalité des recouvrements constitués par le produit de la cession ou de l'aliénation des immeubles doit être affectée, dès sa réception, au remboursement du prêt en outre des versements prévus au présent article.

24. Le prêt consenti à une municipalité pourra être déboursé par la Société au moyen d'avances progressives correspondant au coût des travaux éligibles et complétés par la municipalité au moment de chaque avance. La dernière avance ne pourra être versée par la Société que dans les trente (30) jours de la fin de tous les travaux exécutés par la municipalité et après l'acceptation par la Société d'un état détaillé dûment certifié et indiquant le coût réel de ces travaux.

20. Any grant to owners for the restoration of their residential buildings affected by the carrying out of the renewal program is subject to the following terms:

(*a*) the amount of the grant must not exceed twenty-five per cent (25%) of the actual cost of restoration works nor exceed one-sixth (1/6) of the actual value of the restored building as inscribed for the first time on the real estate valuation roll after the execution of restoration works;

(*b*) the grant may be made for the restoration of any main building used for residential purposes and which is not in compliance with the municipal by-laws in force;

(*c*) when the request for a grant applies to a building in which a mixed occupancy is permitted, only the residential part of the said building at the time of the request may be eligible for a restoration grant provided that it be occupied for the same purposes after the execution of restoration works;

(*d*) the cost of restoration works shall not be less than one thousand dollars ($1,000) nor exceed, for grant calculation purposes eight thousand dollars ($8,000);

(*e*) the restoration works shall comprise all the works required by the municipal by-laws in force to this end and acceptable to the Corporation excluding all maintenance works required for normal wear and tear.

SECTION VI

Loans for the carrying out of renewal programs

21. The Corporation may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, enter into an agreement with a municipality for the purpose of making a loan to the said municipality to finance in whole or in part the actual costs borne by the municipality for the works it has executed in the carrying out of a renewal program and towards which the corporation makes a contribution pursuant to article 49 (*c*) of the act and in accordance with the provisions of article 12 of the present by-law.

22. Any loan made by the Corporation to a municipality for the carrying out of a renewal program must be guaranteed by municipal bonds issued by the municipality in the form and content approved by the Corporation.

23. The loan made by the Corporation to a municipality shall be reimbursed over a period not exceeding 15 years by annual or semi-annual repayments as determined by the Corporation and covering both principal and interest. However, the municipal share of recoveries deriving from the sale or disposal of immovables shall be applied, upon receipt, to the reimbursement of the loan over and above the repayments mentioned in the present article.

24. The loan made to a municipality may be disbursed by the Corporation through progressive advances corresponding to the cost of eligible works completed by the municipality at the time of each advance. The last loan advance can be made by the Corporation only during the thirty (30) day period following completion of all the works executed by the municipality and following acceptance by the Corporation of the duly detailed and certified statement indicating the actual cost of these works.

22208-o

22208-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3182

Québec, le 22 novembre 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les règlements de la Société d'habitation du Québec.

ATTENDU QU'en vertu des articles 51, 58, 62 et 67 de la Loi de la Société d'habitation du Québec (15-16 Elizabeth II, chapitre 55), la Société d'habitation du Québec peut édicter les règlements qu'elle juge nécessaires à la mise en application de ladite loi en matière de logement à loyer modique;

ATTENDU QUE lors d'une réunion qu'elle a tenue, le 16 novembre 1967, la Société d'habitation du Québec a édicté le règlement numéro deux (2) ci-annexé;

ATTENDU QUE ce règlement doit être approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil et entrer en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est déterminée;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre des affaires municipales, ce qui suit:

Le règlement numéro deux (2) concernant le logement à loyer modique, édicté par la Société d'habitation du Québec le 16 novembre 1967 en vertu des articles 51, 58, 62 et 67 de la Loi de la Société d'habitation du Québec (15-16 Elizabeth II, chapitre 55) et reproduit en annexe au présent arrêté, est approuvé et entrera en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

RÈGLEMENT NUMÉRO DEUX

Concernant le logement à loyer modique, en vertu de la Loi de la Société d'habitation du Québec, (15-16 Elizabeth II, chapitre 55)

SOMMAIRE

Section I
Définitions: Article 1

Section II
Approbation de programmes de logements à loyer modique: Articles 2 à 5

Section III
Prêts pour la construction ou l'acquisition et la transformation d'un projet de logements à loyer modique: Articles 6 à 26

Section IV
Administration de projets de logements à loyer modique: Articles 27 à 28

Section V
Subventions pour l'exploitation de projets municipaux de logements à loyer modique: Articles 29 à 31

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3182

Quebec, November 22, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the by-laws of the Quebec Housing Corporation.

WHEREAS in virtue of articles 51, 58, 62 and 67 of the Quebec Housing Corporation Act (15-16 Elizabeth II, chapter 55), the Quebec Housing Corporation may adopt the by-laws which it deems necessary for the carrying out of the said act with respect to low rental housing;

WHEREAS at a meeting held on November 16, 1967, the Quebec Housing Corporation adopted the by-law number two (2) hereto annexed;

WHEREAS this by-law must be approved by the Lieutenant-Governor in Council and shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* or on such later date as is determined therein;

IT IS ORDERED, upon the recommandation of the Honourable Minister of Municipal Affairs, the following:

The by-law number two (2) concerning low rental housing, adopted by the Quebec Housing Corporation on November 16, 1967, in virute of articles 51, 58, 62 and 67 of the Quebec Housing Corporation Act (15-16 Elizabeth II, Chapter 55) and reproduced as an annex to the present order in council, is hereby approved and will come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

BY-LAW NUMBER TWO

CONCERNING Low Rental Housing under The Quebec Housing Corporation Act (15-16 Elizabeth II, Chapter 55).

SUMMARY

Section I:
Definitions Article 1

Section II:
Approval of low rental housing programs. Articles 2 to 5

Section III:
Loans for the construction or the acquisition and conversion of a low rental housing project. Articles 6 to 26

Section IV:
Administration of a low rental housing project. Articles 27 to 28

Section V:
Grants for the administration of municipal low rental housing projects. Articles 29 to 31

Section VI

Subventions pour études et recherches sur l'habitation: Articles 32 à 34

Section VII

Allocation-logement: Articles 35 à 41

SECTION I

Définitions

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions suivantes signifient:

a) « loi »: la Loi de la Société d'habitation du Québec, (15-16 Elizabeth II, chapitre 55);

b) « municipalité »: toute corporation municipale quelle que soit la loi qui la régit;

c) « Société »: la Société d'habitation du Québec;

d) « personne à faible revenu »: une personne dont le revenu familial, selon les normes établies par la Société, ne lui permet pas de louer un logement convenable et correspondant à ses besoins au taux moyen des loyers reconnu par la Société pour le district où cette personne habitera;

e) « logement à loyer modique »: logement construit ou acquis par une municipalité ou un organisme sans but lucratif et administré par ceux-ci et mis à la disposition des personnes à faible revenu.

SECTION II

Approbation de programmes de logements à loyer modique

2. Toute demande d'approbation d'un programme de construction ou d'acquisition de logements à loyer modique doit comprendre les données énumérées au second paragraphe de l'article 51 de la loi ainsi que les données suivantes:

a) une preuve de besoin de logements à loyer modique;

b) un relevé des taux moyens actuels de loyer dans le district où il est projeté de réaliser le programme;

c) tout autre document que la Société pourra exiger.

3. Toute demande d'approbation d'un programme comportant des logements pour étudiants doit inclure un certificat d'approbation du ministère de l'éducation.

4. Tout programme de logements à loyer modique soumis par un organisme sans but lucratif, conformément à l'article 62 de la loi, doit inclure, en plus des documents mentionnés aux articles 2 et 3 précédents, les documents suivants:

a) une copie de la charte ou des lettres patentes constituant en corporation l'organisme sans but lucratif;

b) une copie des règlements de la corporation;

c) le nom, l'occupation et l'adresse des administrateurs et des membres de l'organisme;

d) un rapport sur les activités financières de la corporation accompagnée d'un état financier dûment certifié par un comptable membre d'une association reconnue;

e) les dispositions prises pour assurer la mise de fonds nécessaire à la réalisation du programme et le financement temporaire de celui-ci.

Section VI:

Grants for housing studies and research. Articles 32 to 34

Section VII:

Rental allowances. Articles 35 to 41

SECTION I

Definitions

1. In the present by-law, unless the context indicates otherwise, the following expressions shall mean:

(*a*) "Act": The Quebec Housing Corporation Act. (15-16 Elizabeth II, chapter 55);

(*b*) "Municipality": Any municipal corporation whatever be the law by which it is governed;

(*c*) "Corporation": The Quebec Housing Corporation;

(*d*) "Low income person": A person whose family income, according to standards established by the Corporation, is insufficient to permit it to rent satisfactory housing accomodation adequate for its needs at the average rental rate accepted by the Corporation for the district in which this person will live;

(*e*) "Low rental housing": Housing built or acquired by a municipality or a non-profit corporation and administered by them and available to low income persons.

SECTION II

Approval of low rental housin programs

2. Any application for the approval of a program for the construction or the acquisition of low rental housing, must include the data listed in the second paragraph of article 51 of the act as well as the following data:

(*a*) a proof of the need for low rental housing;

(*b*) a survey of the actual average rates of rent in the district where it is proposed to realize the program;

(*c*) any other document required by the Corporation.

3. Any application for the approval of students housing accomodation programs must include a certificate of approval by the Department of Education.

4. Any low rental housing program submitted by a non-profit corporation pursuant to article 62 of the act, must include, in addition to the documents mentioned in articles 2 and 3 of the present by-law, the following documents:

(*a*) a copy of the charter or letters patent incorporating the non-profit corporation;

(*b*) a copy of the rules and regulations of the non-profit corporation;

(*c*) the name, occupation and address of the administrators and members of the non-profit corporation;

(*d*) a report on the financial activities of the non-profit corporation together with a financial statement duly certified by an accountant who is a member of a recognized association;

(*e*) the arrangments made to ensure the availability of the necessary equity for the realization of the program and its iterim financing.

5. Pour les fins de l'application de la loi, la Société peut reconnaître comme organisme sans but lucratif toute corporation dont aucune partie du revenu ou du trop perçu n'est payable à quelque propriétaire, membre ou actionnaire de ladite corporation ou mise à sa disposition pour son avantage personnel.

SECTION III

Prêts pour la construction ou l'acquisition et la transformation de logements à loyer modique
Demande de prêt

6. Toute demande de prêt à la Société pour le financement de la construction ou de l'acquisition et de la transformation d'un édifice existant dans le but de réaliser un programme de logements à loyer modique, selon les dispositions du paragraphe *c*) de l'article 58 ou de l'article 62 de la loi, doit être produite sur la formule fournie à cet effet par la Société et comprendre les données exigées par les articles 2 à 4 du présent règlement.

7. Toute demande de prêt par un organisme sans but lucratif doit être accompagnée d'un honoraire, payable à la Société, de trente dollars ($30.00) par logement ou de vingt dollars ($20.00) par lit lorsqu'il s'agit de logements du type foyer ou pension. Lorsque le prêt est consenti, cet honoraire fait partie du coût de construction ou du coût d'acquisition et de transformation. Cet honoraire est remboursé à l'emprunteur si le prêt n'est pas accordé par la Société. Cependant, il est forfait si l'emprunteur refuse le prêt subséquemment à tout engagement écrit de la Société d'accorder celui-ci ou si le prêt est annulé conformément à l'article 8 ci-après.

8. Tout engagement écrit de la Société de consentir un prêt à un emprunteur peut être annulé par la Société si celui-ci n'a pas commencé la réalisation du programme de logement dans un délai de 90 jours de la date de cet engagement.

Montant du prêt

9. Le montant de tout prêt que la Société peut consentir, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, pour la construction ou l'acquisition et la transformation de logements à loyer modique, ne doit pas excéder quatre-vingt-quinze pour cent (95%) du coût accepté par la Société lorsqu'il s'agit d'un prêt consenti à une municipalité ou à un office municipal d'habitation ni excéder le coût accepté par la Société lorsqu'il s'agit d'un prêt consenti à un organisme sans but lucratif.

10. Les coûts de construction ou d'acquisition et de transformation pour les fins du présent règlement comprennent:

a) le prix d'acquisition du terrain ou de l'immeuble ou la valeur réelle de ceux-ci telle que déterminée par la Société, soit le montant le moins élevé, ainsi que les honoraires et frais pour l'examen des titres, l'obtention des documents légaux, la passation et l'enregistrement de tout acte d'acquisition;

b) le coût d'acquisition de toute servitude pour les fins du programme de logements, y compris les honoraires et frais légaux pour l'établissement de celle-ci;

c) les dépenses réelles de construction ou de transformation, d'aménagement du terrain et d'installation ou de réparation des services d'eau, d'égouts et autres;

5. For the purpose of the act, the Corporation may recognize as a non-profit corporation, any corporation no part of revenues or excess revenues of which are payable to an owner, member or shareholder of the said non-profit corporation or put at his disposal for his personal benefit.

SECTION III

Loans for the construction or the acquisition and conversion of low rental housing
Application for loan

6. Any application for loan to the Corporation for the financing of the construction or the acquisition and the conversion of an existing building for the realization of a low rental housing program, according to the provisions of paragraph (*c*) of article 58 or of article 62 of the act, must be submitted on the form supplied to that effect by the Corporation and include all data required by articles 2 to 4 of the present by-law.

7. Any application for a loan by a non-profit corporation must be submitted together with a fee, payable to the Corporation, in the amount of thirty dollars ($30) per housing unit or of twenty dollars ($20) per hostel bed in the case of hostelry housing type. When the loan is granted, this fee is part of the cost of construction or the cost of acquisition and conversion. This fee is reimbursed to the borrower if the loan is not granted by the Corporation. However, it is forfeited if the borrower refuses the loan subsequent to a written commitment by the Corporation to make the loan or if the loan is cancelled according to article 8 of the present by-law.

8. Any written commitment by the Corporation to make a loan to a borrower may be cancelled by the Corporation if the former has not started the realization of the housing program within a delay of 90 days from the date of the said commitment.

Amount of loan

9. The amount of any loan that the Corporation may make, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, for the construction or the acquisition and conversion of low rental housing accommodation, must not exceed ninety-five per cent (95%) of the cost accepted by the Corporation in the case of a loan made to a municipality or to a municipal housing bureau nor exceed the cost accepted by the Corporation in the case of a loan made to a non-profit corporation.

10. The costs of construction or of acquisition and conversion for the purpose of the present by-law comprise:

(*a*) The price for the acquisition of the land or the building or their real value as determined by the Corporation, whichever is the lesser, and the fees and costs for title examination, legal documents, the execution and registration of any deeds of acquisition;

(*b*) The cost of acquisition of any servitude for the purpose of the housing program, including the legal fees and costs for establishing it;

(*c*) The actual costs of the construction or conversion, of landscaping and for installing or repairing water, sewer services an others;

d) les honoraires et frais pour services d'architecte, d'arpenteur-géomètre, d'ingénieur, de notaire et autres;

e) les frais d'administration relatifs à la construction ou à la transformation des logements;

f) les frais de financement pour l'acquisition du terrain ou de l'immeuble, la construction ou la transformation, jusqu'à la date de parachèvement des travaux;

g) les honoraires prévus en vertu de l'article 7 du présent règlement, les primes d'assurance et les taxes dues pendant la période de construction ou de transformation.

Garantie et terme du prêt

11. Tout prêt pour la construction ou l'acquisition et la transformation de logements doit être garanti par une première hypothèque sur l'immeuble faisant l'objet du prêt.

Dans le cas d'un prêt à un organisme sans but lucratif, la Société peut exiger toute garantie additionnelle qu'elle estime nécessaire.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser la Société à consentir un prêt pour fins de logement pour étudiants sans la garantie hypothécaire.

12. Le terme du prêt ne peut excéder 50 années à compter de la date d'ajustement des intérêts.

Acte de prêt

13. Tout emprunteur est tenu de signer devant un notaire un acte de prêt, en la forme et teneur approuvées par la Société, et il doit fournir, à ses frais, à la Société, une copie certifiée de cet acte.

14. Si le prêt est garanti par hypothèque, l'emprunteur doit établir qu'il a un bon titre sur la propriété et que celle-ci est libre de tout privilège, hypothèque ou autre droit pouvant affecter la créance de la Société.

15. Lorsque le prêt est garanti par hypothèque, l'emprunteur doit fournir à la Société, avant la signature de l'acte de prêt, une liste certifiée, en la manière déterminée par la Société, de tous les constructeurs, sous-entrepreneurs, fournisseurs de matériaux participant à la construction ou à des travaux de transformation de logements ainsi que de chacun d'eux des consentements à priorité d'hypothèque.

Déboursé du prêt

16. Aucun déboursé sur le prêt ne peut être fait à moins que l'acte de prêt ainsi que le contrat d'exploitation prévu par l'article 27 du présent règlement n'aient été signés par les parties et dûment enregistrés et que la propriété ne soit assurée contre les risques d'incendie et autres hasards.

17. Le prêt pourra être déboursé au moyen d'avances progressives correspondant à la valeur des travaux complétés. Il pourra être retenu sur chaque avance une somme équivalente à 15% de la valeur des travaux complétés. La dernière avance ne pourra être faite qu'après un délai de 31 jours de la fin des travaux.

18. La Société pourra de plus retenir sur toute avance un montant suffisant, selon son estimation, pour couvrir le coût de la correction requise par suite d'infractions notées dans la construc-

(*d*) The fees and costs for the services of architects, land surveyors, engineers, notaries and others;

(*e*) The administration costs relating to the construction or the conversion of the housing units;

(*f*) The costs for financing the acquisition of land or building, the construction or the conversion, until the date of completion of the works;

(*g*) The fees provided for in article 7 of the present by-law, the insurance premiums and the taxes due during the period of construction or conversion.

Security and term of the loan

11. Any loan for the construction or acquisition and conversion of housing units must be secured by a first hypothec on the immovable for which the loan is made.

In the case of a loan to a non-profit corporation, the Corporation may require any additionnal security it deems appropriate.

The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Corporation to make a loan for the purpose of student housing accommodation without the hypothecary security.

12. The term of the loan shall not exceed fifty (50) years from the interest adjustment date.

Deed of loan

13. Any borrower must execute before a notary, a deed of loan in the form and content as approved by the Corporation and he must, at his expense, supply to the Corporation a certified copy of the deed.

14. If the loan is secured by an hypothec, the borrower must establish that he has a good title on the property and that the latter is free and clear of any privilege, hypothec or other rights that could affect the security of the Corporation.

15. When the loan is secured by hypothec, the borrower must supply to the Corporation, prior to the execution of the deed of loan, a certified list as determined by the Corporation of all the contractors, subcontractors, suppliers of materials, participating in the construction or in the conversion of the housing units as well as from each of them consents to hypothec priority.

Loan disbursement

16. No loan disbursement shall be made unless the deed of loan as well as the operating agreement provided for in article 27 of the present by-law have been executed by all parties and duly registered and unless the property has been insured against fire risks and other hazards.

17. The loan may be disbursed through progressive advances corresponding to the value of the work completed. On each advance an amount equal to fifteen per cent (15%) of the value of the completed work may be retained. The last loan advance shall not be made before the expiry of a thirty-one day period from the date of completion of the work.

18. The Corporation may also retain on each loan advance a sufficient amount in its own estimate to cover the cost of any corrections required following violations noted in the

tion. Elle pourra également suspendre le versement de toute avance ou annuler le prêt si l'emprunteur refuse d'effectuer les corrections requises.

19. La Société ne sera pas tenue de faire plus de cinq avances au cours de la construction à des stades qu'elle déterminera de temps à autre.

20. La Société ne sera pas tenue d'effectuer d'avances si la propriété n'est pas libre d'hypothèques ou de privilèges en faveur de tierces personnes.

Normes de construction et inspection

21. L'aménagement, la construction, les transformations de logements doivent être exécutés selon des normes acceptés par la Société et des plans et devis approuvés par celle-ci.

22. La Société peut inspecter les travaux en tout temps pour s'assurer que les normes sont respectées et qu'ils sont effectués conformément aux plans et devis approuvés par la Société. Cependant, la Société ne sera pas tenue de faire plus de six inspections dans le cas de travaux de construction et de trois inspections dans le cas de travaux de transformation. L'emprunteur ne pourra, par ailleurs, procéder à la construction au delà de chacun des stades énumérés ci-après, à moins que la Société n'ait procédé à une inspection. Ces stades sont les suivants: excavation, fondation, charpente ou structure, isolation.

23. Tout contrat de travaux de construction ou de transformation doit être octroyé à la suite d'un appel d'offres publiques. Si l'emprunteur désire exécuter les travaux en régie, il doit soumettre à l'approbation de la Société une estimation détaillée de ce qu'il lui en coûtera.

Administration du prêt

24. La Société peut fixer la date d'ajustement des intérêts au premier mois qui suit la date à laquelle, selon son opinion, les logements sont substantiellement parachevés ou occupés.

25. Le premier versement sur le prêt, comprenant le capital et les intérêts, deviendra dû un mois, trois mois, six mois ou douze mois après la date d'ajustement des intérêts selon que le prêt est remboursable en versements mensuels, trimestriels, semi-annuels ou annuels.

26. L'emprunteur doit assurer les logements contre l'incendie et autres hasards dans une compagnie d'assurance dûment reconnue par le surintendant des assurances de la province de Québec pour le montant spécifié par la Société. La Société n'est pas tenue d'accepter tout contrat d'assurance comportant des clauses de coassurance ou de garantie quelconque.

SECTION IV

Administration de logements à loyer modique

27. La Société et l'emprunteur doivent conclure un contrat d'exploitation déterminant les conditions de location, les modalités financières et administratives, les conditions d'entretien ainsi que toute autre matière de nature à sauvegarder la destination des logements.

Cet article ne s'applique pas lorsque les logements à loyer modique doivent faire l'objet d'une convention en vertu de l'article 30 du présent règlement.

construction. The Corporation may also suspend the payment of any loan advance or cancel the loan if the borrower refuses to make the necessary corrections.

19. The Corporation shall not be required to make more than five loan advances during the construction period at various intervals it shall determine from time to time.

20. The Corporation shall not have to make any loan advances if the property is not free and clear of hypothecs and privileges in favour of third parties.

Standards of construction and inspections

21. The site development plan, the construction, the alterations to dwellings must be carried out in accordance with standards acceptable to the Corporation as well as with the approved plans and specifications.

22. The Corporation may at any time inspect the works to ensure that the standards are met and that they are carried out in accordance with the plans and specifications approved by the Corporation. However the Corporation shall not be required to make more than six inspections in the case of construction and three inspections in the case of alterations. The borrower shall not, on the other hand, proceed with the construction beyond each of the stages mentioned hereafter unless the Corporation has carried out an inspection. These stages are the following: excavation, foundations, framework or structure, insulation.

23. Any contract for construction or alteration works shall be granted following a call for public tenders. If the borrower wishes to carry out the works with his own forces, he must submit to the Corporation, for approval, a detailed estimate of the costs involved.

Administration of the loan

24. The Corporation may set the interest adjustment date at the first of the month following the date at which, in its opinion, the dwellings are substantially completed or occupied.

25. The first repayment on the loan, comprising principal and interest, shall become due one month, three months, six months or twelve months following the interest adjustment date depending if the loan is to be reimbursed by monthly, quarterly, simi-annual or annual repayments.

26. The borrower shall insure, for the amount specified by the Corporation, the dwellings against fire and other hazards with an insurance company duly recognized by the superintendent of insurance for the Province of Quebec. The Corporation shall not be obliged to accept any insurance contract comprising co-insurance or other forms of guarantee.

SECTION IV

Administration of low rental housing

27. The Corporation and the borrower must enter into an operating agreement determining the rental conditions, the financial and administrative measures, the conditions of maintenance as well as any other matter in order to safeguard the original character of the low rental housing units.

This article does not apply when the low rental housing units are subject to an agreement pursuant to article 30 of the present by-law.

28. Tout logement acquis ou construit en vertu d'un programme municipal d'habitations à loyer modique doit être loué aux personnes à faible revenu en tenant compte des normes établies par la Société et selon l'ordre de priorité suivant:

a) toute personne recevant l'allocation-logement aux termes de la loi;

b) toute personne délogée par suite de la mise en application d'un programme de rénovation ou d'habitation;

c) toute personne délogée par suite d'expropriation par un organisme public.

SECTION V

Subventions pour l'exploitation de logements municipaux à loyer modique

29. Toute demande d'une municipalité requérant une subvention pour aider à défrayer le coût d'exploitation de logement municipaux à loyer modique doit être présentée sur la formule fournie à cet effet par la Société et être accompagnée des données exigées par l'article 2 du présent règlement si ces dernières n'ont déjà été produites lors d'une demande de prêt.

30. Lorsque dûment autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil, la Société peut conclure avec une municipalité ou conjointement avec celle-ci et un office municipal d'habitation une convention dont la durée ne peut excéder 50 années et prévoyant le paiement par la Société de subventions, dans une proportion n'excédant pas soixante-quinze pour cent (75%) du déficit annuel d'exploitation.

31. La convention visée à l'article 30 du présent règlement doit déterminer les modalités du versement de la subvention, les conditions et modalités énumérées à l'article 27 du présent règlement, ainsi que les normes de contrôle et de vérification de la Société.

SECTION VI

Subventions pour les études et recherches sur l'habitation

32. Toute demande de subvention par une municipalité qui entreprend ou fait entreprendre des études et recherches sur l'habitation doit être présentée à la Société sur la formule fournie à cet effet par celle-ci et être accompagnée de tous les documents et renseignements que la Société peut exiger.

33. La Société, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, peut conclure une convention avec une municipalité pour s'engager à lui verser une subvention jusqu'à concurrence de quatre-vingt-sept et demi pour cent (87½%) du coût accepté par la Société pour les études et recherches sur l'habitation à être entreprises par la municipalité ou pour le compte de celle-ci.

34. La convention visée à l'article 33 du présent règlement doit déterminer les modalités du versement de la subvention de même que les normes de contrôle et de vérification de la Société.

SECTION VII

Allocation — logement

35. La Société, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, peut conclure une convention avec une municipalité pour s'engager à verser conjointement avec celle-ci, pour une période n'excédant pas 12 mois, des allocations-

28. Any housing unit acquired or built in virtue of a municipal low rental housing program must be leased to persons of low income in accordance with the norms established by the Corporation and the following order of priority:

(*a*) Any person receiving a rental allowance under the terms of the act;

(*b*) Any person evicted from a dwelling unit due to the carrying out of a renewal or a low rental housing program;

(*c*) Any person evicted through expropriation by a public body.

SECTION V

Grants for the administration of municipal low rental housing projects

29. Any application from a municipality for grants as contributions to the cost of operating a municipal low rental housing project must be presented on a form supplied for this purpose by the Corporation together with the data required pursuant to article two of the present by-law if this information has not already been supplied with the application for a loan.

30. The Corporation may, when duly authorized by the Lieutenant-Governor in Council, enter into an agreement with a municipality or jointly with a municipality and a municipal housing bureau for a period not exceeding fifty years, and providing for the payment by the Corporation of grants not exceeding seventy-five per cent (75%) of the annual operating deficit.

31. The agreement provided for in article 30 of the present by-law must determine the particulars of the payment of the grant, the conditions and particulars mentioned in article 27 of the present by-law as well as the norms of control and verification by the Corporation.

SECTION VI

Grants for housing studies and research

32. Any application for grants by a municipality which undertakes or causes to be undertaken housing studies and research must be filed on a form supplied by the Corporation for this purpose together with the documents and information which the Corporation may request.

33. The Corporation may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, enter into an agreement with a municipality providing for the payment of a grant up to eighty-seven and a half per cent (87½%) of the cost accepted by the Corporation for the housing studies and research to be undertaken by the municipality or on its behalf.

34. The agreement provided for in article 33 of the present by-law must determine the particulars of the payment of the grant as well as the norms of control and verification by the Corporation.

SECTION VII

Rental allowances

35. The Corporation may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, enter into an agreement with a municipality providing for the payment of rental allowances, jointly by the Corporation and the municipality,

logements pour l'occupation d'un logement convenable par des personnes à faible revenu évincées de leur logement à l'occasion de la démolition d'un immeuble en raison de la mise en application d'un programme de rénovation ou d'un programme d'habitations à loyer modique. Le montant de la contribution de la Société ne devra pas excéder 50% de l'allocation-logement conjointe.

36. Le montant de l'allocation-logement ne doit pas excéder la différence entre le taux de loyer prévu à l'échelle de loyer déterminée par la Société et le taux moyen des loyers reconnu par elle pour le district dans lequel est situé le logement qui sera occupé par le locataire déplacé ou le taux accepté par la municipalité, si ce dernier est inférieur au taux moyen.

37. Toute demande d'une municipalité pour verser conjointement avec la Société les subventions prévues à l'article 35 du présent règlement, doit être présentée sur la formule fournie à cet effet par celle-ci et être accompagnée de tous les documents et renseignements que la Société peut exiger.

38. Toute convention visée à l'article 35 du présent règlement doit déterminer les modalités du versement des subventions qui en font l'objet ainsi que les normes de contrôle et de vérification de la Société et de la municipalité.

39. Le paiement d'une allocation-logement doit cesser lorsque:

a) la convention prévue à l'article 35 du présent règlement est expirée;

b) le locataire recevant l'allocation-logement refuse d'occuper un logement municipal à loyer modique offert par la municipalité ou un office municipal d'habitation;

c) le locataire quitte son logement sans autorisation de la municipalité;

d) le locataire est évincé de son logement pour avoir violé les conditions du bail;

e) les dispositions du présent règlement ne sont pas respectées.

Tout logement occupé par un locataire qui bénéficie de l'allocation-logement en vertu de la présente section doit répondre aux normes acceptées par la Société.

40. La Société peut refuser de contribuer à l'allocation-logement lorsqu'elle estime que le loyer est trop élevé par rapport au taux moyen des loyers reconnu par la Société pour le district.

41. Toute municipalité qui désire renouveler une convention existante aux termes de la présente section doit établir au préalable, à la satisfaction de la Société, qu'elle n'est pas en mesure de réaliser un programme municipal d'habitations à loyer modique. 22208-o

for a period not exceeding twelve months, for the occupancy of a decent dwelling unit by persons of low income evicted from their dwelling unit upon the demolition of a building through the carrying out of renewal or a low rental housing program. The amount of the Corporation's contribution shall not exceed fifty per cent (50%) of the joint rental allowance.

36. The amount of the rental allowance must not exceed the difference between the rental rate set in the rental scale determined by the Corporation and the average rental rate accepted by the Corporation for the district in which the dwelling unit to be occupied by the tenant evicted is located or the rate accepted by the municipality, should this latter rate be lower than the average rental rate.

37. Any application from a municipality for paying jointly with the Corporation the rental allowances provided for in article 35 of the present by-law, must be filed on the form supplied for this purpose by the Corporation together with all other documents and information that the Corporation may request.

38. Any agreement made pursuant to article 35 of the present by-law must determine the particulars of the payments of the rental allowances provided for in such an agreement as well as the norms of control and verification by the Corporation and the municipality.

39. The payment of a rental allowance must be discontinued when:

(*a*) the agreement provided for in article 35 of the present by-law has expired;

(*b*) the tenant receiving the rental allowance refuses to occupy a municipal low rental housing unit by the municipality or a municipal housing bureau;

(*c*) the tenant vacates his dwelling unit without authorization from the municipality;

(*d*) the tenant is evicted from his dwelling unit for a breach of contract of his lease;

(*e*) the requirements of the present by-law are not being adhered to.

Any dwelling unit occupied by a tenant who is receiving a rental allowance under the present section must comply with the standards accepted by the Corporation.

40. The Corporation may refuse to contribute to the payment of rental allowances when the rental rate, in its opinion, is too high in comparison with the average rental rate accepted by the Corporation for the district.

41. Any municipality wishing to renew an agreement executed pursuant to this section of the present by-law must first establish to the Corporation's satisfaction that it cannot realize a municipal low rental housing program. 22208-o

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Projet de plan conjoint des propriétaires de porcs du Québec

Avis

Prenez avis que la Fédération des propriétaires de porcs du Québec, incorporée sous la Loi des Syndicats Professionnels et ayant sa principale place d'affaires à Montréal, province de Québec, a adressé à la Régie des marchés agricoles du Québec une demande d'approbation d'un plan conjoint.

Quebec Agricultural Marketing Board

Draught of the joint plan of Quebec hog proprietors

Notice

Notice is hereby given that the Federation of hog proprietors of Quebec, incorporated under the Professional Syndicates Act, and having its head office in Montreal, Province of Quebec, applied to the Quebec Agricultural Marketing Board for approval of a joint plan.

Le produit agricole visé par cette demande est le porc vivant mis en marché pour fins d'abattage ou pour fins d'élevage en vue de la reproduction ou de l'abattage; le porc abattu et les produits du porc appartenant au propriétaire. Pour les fins de ce projet de plan conjoint, l'expression « produit du porc » signifie tout ce qui peut être mis en marché provenant du porc, l'expression « propriétaire » a la même signification que producteur « dans la Loi des marchés agricoles », et le producteur intéressé est toute personne, propriétaire de porcs, qui met en marché ou qui produit et met en marché le produit visé dans la province de Québec.

Montréal, ce 23 novembre 1967.

Le secrétaire intérimaire,

22230-o ROCH MORIN.

The farm product mentioned in this request is living hogs marketed in the Province of Quebec for slaughtering or for breeding purposes in view of reproduction or slaughtering, the slaughtered hog and the hog products belonging to the proprietor. For the purposes of this draught of a joint plan, the expression "hog product" means anything that comes from hogs and which may be marketed, the expression "proprietor" has the same meaning as the producer in the "Agricultural Marketing Act", and the interested producer is any person, hog proprietor, who markets or produces and markets the product mentioned in the Province of Quebec.

Montreal, November 23, 1967.

ROCH MORIN,

Interim Secretary.

22230

Proclamation

Canada,
Province de Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général,
JULIEN CHOUINARD.

ATTENDU que, sous l'autorité des dispositions de l'article 2 de la Loi relative aux titres de propriété dans certains districts électoraux de la Province (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 321), le ministre des Terres et Forêts a fait dresser des plans et livres de renvoi revisés dans les districts électoraux de Gaspé-Sud et de Gaspé-Nord d'une partie des cadastres officiels du canton de York, municipalité de York, et de la Seigneurie de Grande-Vallée des Monts-Notre-Dame, municipalité de Grande-Vallée;

ATTENDU que les dispositions de ladite loi s'appliqueront, 1° à une partie du canton de York (comprenant le Bloc C, les rangs I et Rivière-York, les îles de la rivière York et les lots en eau profonde des bassins extérieur et intérieur de la baie de Gaspé), municipalité de York, division d'enregistrement de Gaspé, dans le district électoral de Gaspé-Sud; 2° à une partie de la Seigneurie de Grande-Vallée des Monts-Notre-Dame (comprenant les rangs A, ouest de la Rivière, est de la Rivière et I Rivière Grande-Vallée), municipalité de Grande-Vallée, division d'enregistrement de Gaspé dans le district électoral de Gaspé-Nord; 3° à une partie du canton de Cap-des-Rosiers (comprenant les rangs I est, sauf le lot A; I nord, I sud de l'Anse-au-Griffon, I nord de l'Anse-au-Griffon et II nord de l'Anse-au-Griffon), municipalité de Saint-Alban-du-Cap-des-Rosiers et de l'Anse-au-Griffon, division d'enregistrement de Gaspé, dans le district électoral de Gaspé-Sud;

ATTENDU que, conformément aux dispositions des articles 2 et 3 de ladite loi, il a fait déposer

Proclamation

Canada,
Province of Quebec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JULIEN CHOUINARD,
Deputy Attorney General.

WHEREAS, under the authority of the provisions of section 2 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Revised Statutes of Quebec, 1964, chapter 321), the Minister of Lands and Forests has had drawn up revised plans and books of reference in the electoral districts of Gaspé-South and Gaspé-North of a part of the official cadastres of the township of York, municipality of York, and of the Seigniory of Grande-Vallée des Monts-Notre-Dame, municipality of Grande-Vallée;

WHEREAS the provisions of the said Act will apply: (1) to a part of the township of York (comprising Block C, I and York-River ranges, the islands of the York River and the lots in deep water of the exterior and interior basins of the Bay of Gaspé), municipality of York, registration division of Gaspé, in the electoral district of Gaspé-South; (2) to a part of the Seigniory of Grande-Vallée des Monts-Notre-Dame (comprising Ranges A, west of the River, east of the River and I Grande-Vallée River), municipality of Grande-Vallée, registration division of Gaspé, in the electoral district of Gaspé-North; (3) to a part of the township of Cap-des-Rosiers (comprising ranges I east, save lot A; I north, I south of l'Anse-au-Griffon, I north of l'Anse-au-Griffon and II north of l'Anse-au-Griffon), municipality of Saint-Alban-du-Cap-des-Rosiers and of l'Anse-au-Griffon, registration division of Gaspé, in the electoral district of Gaspé-South;

WHEREAS, pursuant to the provisions of sections 2 and 3 of the said Act, he has had filed

1° Les originaux des plans et livres de renvoi, aux archives du ministère des Terres et Forêts le 29 mai 1961, pour la partie du canton York et la partie de la Seigneurie de Grande-Vallée.

2° Une copie certifiée de ces plans et livres et renvoi,

a) au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé, le 8 juin 1961;

b) au bureau du secrétaire-trésorier de la municipalité de York, le 12 juin 1961;

c) au bureau du secrétaire-trésorier de la municipalité de Grande-Vallée, le 7 juin 1961.

3° Les originaux des plans et livres de renvoi, aux archives du ministère des Terres et Forêts le 5 janvier 1962 pour la partie du canton de Cap-des-Rosiers.

4° Une copie certifiée de ces plans et livres de renvoi,

a) au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé, le 15 janvier 1962;

b) au bureau des secrétaires-trésoriers des municipalités de Saint-Alban-du-Cap-des-Rosiers et de l'Anse-au-Griffon, le 15 janvier 1962.

ATTENDU qu'il y a maintenant lieu d'émettre la proclamation prévue à l'article 4 de ladite loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3152, en date du 22 novembre 1967, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons qu'une proclamation soit émise:

a) fixant au 1er décembre 1967, la date de l'entrée en vigueur des plans et livres de renvoi revisés pour les parties ci-haut décrites dans le canton de York, municipalité de York; dans la Seigneurie Grande-Vallée des Monts-Notre-Dame, municipalité de Grande-Vallée, et dans le canton de Cap-des-Rosiers, municipalités de Saint-Alban-du-Cap-des-Rosiers et de l'Anse-au-Griffon;

b) indiquant qu'une copie certifiée de ces plans et livres de renvoi revisés ont été déposés: au bureau d'enregistrement de Gaspé, à Percé, au bureau des secrétaires-trésoriers des municipalités de York, de Grande-Vallée, de Saint-Alban-du-Cap-des-Rosiers et de l'Anse-au-Griffon;

c) informant le public que, pendant les huit mois qui suivront la deuxième et dernière publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, tout intéressé pourra consulter gratuitement lesdits plans et livres de renvoi revisés;

d) portant notification que, à l'expiration de ce délai, et à moins d'opposition écrite d'un intéressé, le ministre des Terres et Forêts délivrera un certificat de propriété à tout occupant d'un immeuble inscrit aux plans et livres de renvoi revisés de ces parties du canton de York, de la Seigneurie de Grande-Vallée des Monts-Notre-Dame et du canton de Cap-des-Rosiers, ci-haut décrites;

e) ordonnant que tout droit réel affectant un lot compris dans les cadastres ci-haut mentionnés, pour lesquels des plans et livres de renvoi revisés ont été déposés, soit renouvelé dans le même délai en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172A du Code civil;

1. The original plans and books of reference in the archives of the Department of Lands and Forests on May 29, 1961, for the part of the township of York and the part of the Seigniory of Grande-Vallée.

2. A certified copy of these plans and books of reference,

(*a*) in the office on the registration division of Gaspé on June 8, 1961;

(*b*) in the office of the secretary-treasurer of the municipality of York, on June 12, 1961;

(*c*) in the office of the secretary-treasurer of the municipality of Grande-Vallée on June 7, 1961;

3. The original plans and books of reference in the archives of the Department of Lands and Forests on January 5, 1962, for the part of the township of Cap-des-Rosiers.

4. A certified copy of these plans and books of reference,

(*a*) in the office of the registration division of Gaspé on January 15, 1962.

(*b*) in the office of the secretaries-treasurers of the municipalities of Saint-Alban-du-Cap-des-Rosiers and of l'Anse-au-Griffon on January 15, 1962.

WHEREAS it is now expedient to issue the proclamation mentioned in section 4 of the said Act.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3152, dated November 22, 1967, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that a proclamation be issued:

(*a*) fixing December 1, 1967, as the date of the coming into force of the revised plans and books of reference for the parts hereabove described in the township of York, municipality of York; in the Grande-Vallée des Monts-Notre-Dame Seigniorial, municipality of Grande-Vallée, and in the township of Cap-des-Rosiers, municipalities of Saint-Alban-du-Cap-des-Rosiers and Anse-au-Griffon;

(*b*) indicating that a certified copy of these revised plans and books of reference were deposited at the registry office of Gaspé, at Percé, at the office of the secretary-treasurers of the municipalities of York, Grande-Vallée, Saint-Alban-du-Cap-des-Rosiers and Anse-au-Griffon;

(*c*) informing the public that, during the eight months following the second and last publication of this proclamation in the *Quebec Official Gazette*, anyone interested will be allowed to consult, free of charge, the said plans and revised books of reference;

(*d*) notifying that, at the expiration of this delay, and unless they receive written opposition from an interested party, the Minister of Lands and Forests will grant a certificate of ownership to any occupant of an immovable enrolled on the revised plans and books of reference of these parts of the township of York, of Grande-Vallée des Monts-Notre-Dame Seigniorial and of the township of Cap-des-Rosiers, hereabove described;

(*e*) ordering that any real right affecting a lot included in the cadastres hereabove mentioned, for which revised plans and books of reference were deposited, be renewed within the same delay and the manner prescribed in sections 2172 and 2172A of the Civil Code;

f) informant aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'auront aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits seront régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-neuvième jour de novembre en l'année mil neuf cent soixante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la seizième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

22137-48-2-o RAYMOND DOUVILLE.

(*f*) also informing the public that, failing such renewal, the real rights preserved by the first registration shall have no effect as regards other creditors or subsequent purchasers whose rights will be regularly registered.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-ninth day of November, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and sixty-seven and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,

22137-48-2 *Assistant Secretary of the Province.*

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Fieri Facias de Terris
District d'Abitibi

Cour Provinciale, No 10,043. { SNAP ON TOOLS OF CANADA LIMITED, corporation légalement constituée ayant une place d'affaires et son siège social à Toronto, demandeur, *vs* NELSON LAPLANTE résidant à Val d'Or, P.Q.

« Le lot No 61-117, rang VII, Canton Dubuisson, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ».

Pour être vendu, au bureau du régistrateur au Palais de Justice d'Amos, le ONZIÈME jour de JANVIER 1968, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du Snérif, DIANIS LAFRENIÈRE.
Amos, ce 23 novembre 1967. 22181-o

Fieri Facias de Terris et de Bonis
District d'Abitibi

Cour Provinciale No V-1011. { TÉLÉPHONE DU NORD DU QUÉBEC LTÉE, corps politique et incorporé, légalement constitué, et ayant siège social à 536, 3e avenue, Val d'Or, district d'Abitibi, P. Qué. demandeur; *vs* JOS BRIDEAU, domicilié à Charlton, Ontario, journalier.

« Maison située à 128, Boulevard Miljours, Lac Lemoyne, sur le terrain No 45-A-1, Rang 8, Canton Dubuisson, Abitibi.

Pour être vendu, au bureau du régistrateur au Palais de Justice d'Amos, le DIXIÈME jour de JANVIER 1968, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, DIANIS LAFRENIÈRE.
Amos, ce 23 novembre 1967. 22182-o

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Fieri Facias de Terris
District of Abitibi

Provincial Court, No. 10,043. { SNAP ON TOOLS OF CANADA LIMITED, body legally incorporated, having a place of business and its head office in Toronto, plaintiff, *vs* NELSON LAPLANTE, residingat Val d'Or, P.Q.

"Lot No. 61-117, Range VII township of Dubuisson, with the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies".

To be sold in the Registrar's office in the Amos Court House, on the ELEVENTH day of JANUARY, 1968, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

DIANIS LAFRENIÈRE,
Sheriff.

Sheriff's Office, Amos, November 23, 1967. 22181

Fieri Facias de Terris et de Bonis
District of Atibiti

Provincial Court, No. V-1011. { TÉLÉPHONE DU NORD DU QUÉBEC LTÉE, body politic and corporate, legally incorporated, and having its head office at 536, 3rd Ave., Val d'Or, district of Abitibi, P.Q., plaintiff, *vs* JOS. BRIDEAU, domiciled at Charlton, Ontario, labourer.

"A house situated at 129 Miljours Blvd., Lac Lemoyne, on lot No. 45-A-1, Range 8, Township of Dubuisson, Abitibi.

To be sold in the Registrar's office in the Amos Court House, on the TENTH day of JANUARY, 1968, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

DIANIS LAFRENIÈRE,
Sheriff.

Sheriffi's Office, Amos, November 23, 1967. 22182

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, No 1552. { PROVINCIAL FRUIT COMPANY LTD., corporation légalement constituée ayant sa place d'affaires à Noranda, P.Q., demanderesse, *vs* MARTIN NAGLISH, homme d'affaires faisant affaires autrefois sous le nom de Lamaque Provisions à Bourlamaque, Abitibi, défendeur. • • •

Les lots 124-125-126 de la ville de Bourlamaque, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, ainsi qu'il appert aux plan et livre de renvoi officiels de la cité de Bourlamaque.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, au Palais de Justice, à Amos, le ONZIÈME jour de JANVIER 1968, à TROIS heures et TRENTE de l'après-midi.

Le shérif,
DIANIS LAFRENIÈRE.

Bureau du Shérif,
Amos, le 27 novembre 1967. 22180-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, No. 1552. { PROVINCIAL FRUIT COMPANY LTD., a corporation legally incorporated having its place of business in Noranda, P.Q., plaintiff, *vs* MARTIN NAGLISH, businessman, formerly carrying on business under the name of Lamaque Provisions in Bourlamaque, Abitibi, defendant. • •

Lots 124-125-126 of the town of Bourlamaque, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, as it appears on the official plan and book of reference of the city of Bourlamaque.

To be sold at the registry office, at the Court House at Amos, on the ELEVENTH day of JANUARY, 1968, at THREE THIRTY o'clock in the afternoon.

DIANIS LAFRENIÈRE,
Sheriff.

Sheriff's office,
Amos, November 27, 1967. 22180-o

BEAUCE

Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Provinciale, No 1721. { JULIEN GRÉGOIRE, négociant, ville St-Georges, comté de Beauce, demandeur, *vs* DAME JULIENNE JOBIN, épouse contractuellement séparée de biens de Victor Dostie avec lequel elle demeure à St-Honoré de Shenley, Beauce, défenderesse.

L'immeuble ci-après décrit, pour être vendu « en bloc »:

« Un emplacement de terrain à St-Honoré de Beauce, connu et désigné comme étant partie des lots seize-K et partie dix-sept A (P 16-K, 17-A) du cadastre pour le rang huit (R VIII) du canton de Shenley-Sud, comté de Beauce, de figure irrégulière, mesurant soixante-dix-huit pieds de largeur en front vers l'est, sur la route Jobin et conservant cette largeur sur une profondeur de cent huit pieds, pour alors élargir de cinquante pieds dans la ligne sud et se continuer sur une nouvelle profondeur de cent vingt-trois pieds la ligne de profondeur ayant une largeur de cent trente-six pieds, et la ligne du côté nord ayant une profondeur de deux cent trente et un pieds environ; le tout borné en front vers l'est partie par la rue et partie par l'emplacement de M. Adélard Nadeau, à la profondeur vers l'ouest par un chemin privé d'un côté vers le sud partie par l'emplacement de M. Adélard Nadeau et partie par un autre chemin, et de l'autre côté vers le nord partie par l'emplacement de R. Pelchat, et partie par l'emplacement de Ernest Mathieu ou représentants, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Beauceville, comté de Beauce, le NEUVIÈME jour de JANVIER 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
ADALBERT LESSARD.

Bureau du Shérif,
St-Joseph de Beauce
Le 21 novembre 1967. 22183-o

BEAUCE

Canada — Province of Quebec
District of Beauce

Provincial Court, No. 1721. { JULIEN GRÉGOIRE, trader, town of St-Georges, county of Beauce, plaintiff, *vs* DAME JULIENNE JOBIN, wife contractually separate as to property of Victor Dostie with whom she lives at St-Honoré de Shenley, Beauce, defendant.

The immovable hereinafter described, to be sold "en bloc":

"An emplacement of land at St-Honoré de Beauce, known and designated as being part of lots sixteen-K and part of seventeen-A (P. 16-K, 17-A) in the cadastre of the eighth range (R. VIII) in the township of Shenley-South, county of Beauce, of irregular shape, measuring seventy-eight feet in width in front on the east, on Jobin Road, and keeping this width to a depth of one hundred and eight feet, and then widening by fifty feet on its south line and continuing to a new depth of one hundred and twenty-three feet, the depth line being one hundred and thirty-six feet wide, and the north side being two hundred and thirty-one feet deep, approximately; the whole is bounded in front, on the east, partly by the street and partly by the emplacement of Mr. Adélard Nadeau, in depth, on the west, by a private road, on one side, on the south, partly by the emplacement of Mr. Adélard Nadeau, and partly by another road, and on the other side, on the north, partly by the emplacement of R. Pelchat, and partly by the emplacement of Ernest Mathieu or representatives, with the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold in the registry office of the division of Beauceville, county of Beauce, on the NINTH day of JANUARY, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

ADALBERT LESSARD,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Joseph de Beauce,
November 21, 1967. 22183

HAUTERIVE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Hauterive

Cour Supérieure, No 3207. (Baie Comeau) } THE MANUFACTURERS LIFE INSURANCE COMPANY, ayant une place d'affaires à Montréal, demandeur, *vs* NELSON ROSS, 815 Giasson, Sept-Iles, district de Hauterive, défendeur, et H.-A. MARTIN, syndic, Rimouski, mis-en-cause.

« Un emplacement ayant front sur la Troisième Rue en la ville de Port-Cartier, connu et désigné comme étant la subdivision deux de la subdivision du lot numéro quatre cent onze du lot originaire bloc G. (Bloc G 411-2) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton de Babel, avec les bâtisses dessus construites portant numéro civique 101, Troisième Rue, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, palais de justice, Baie Comeau, le DIXIÈME jour de JANVIER 1968, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif-adjoint,
JEAN TRUCHON.

Bureau du shérif,
Sept-Iles, le 24 novembre 1967. 22231-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Hauterive

Cour Supérieure, No 3206, Baie Comeau. } THE MANUFACTURERS LIFE INSURANCE COMPANY, place d'affaires, Montréal, demandeur, *vs* NELSON ROSS, 815 Giasson, Sept-Iles, district de Hauterive, défendeur, et H. A. MARTIN, syndic, Rimouski, mis-en-cause.

« Un emplacement ayant front sur le boulevard Des Rochelois, en la ville de Port-Cartier, connu et désigné comme étant la subdivision un de la subdivision du lot numéro quatre cent onze du lot originaire bloc G (Bloc G 411-1) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton Babel, (comté de Saguenay, ville de Port-Cartier); avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, Palais de Justice, Baie Comeau, le DIXIÈME jour de JANVIER 1968, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif-adjoint,
JEAN TRUCHON.

Bureau du Shérif,
Sept-Iles, le 24 novembre 1967. 22232-o

IBERVILLE

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure, Saint-Jean, P.Q.
District d'Iberville

No 15,592. } PREGER INTERNATIONAL LTD., une corporation dûment constituée, ayant son siège social et sa principale place d'affaires à Lansdowne, province d'Ontario, demandeur, *vs* INTERNATIONAL RESORT FACILITIES LIMITED, une corporation dûment constituée et ayant son siège social et sa principale place d'affaires à Hiss Island, Lansdowne, province d'Ontario, et possédant une propriété immobilière dans la paroisse de Lacolle, dans le comté de Saint-Jean, province de Québec, défendeur.

HAUTERIVE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Hauterive

Superior Court, No. 3207. (Baie Comeau) } THE MANUFACTURERS LIFE INSURANCE COMPANY, having its business place in Montreal, plaintiff, *vs* NELSON ROSS, 815 Giasson, Sept-Iles, district of Hauterive, defendant, and H.-A. MARTIN, trustee, Rimouski, mis-en-cause.

"An emplacement fronting on the Third Street in the town of Port-Cartier, known and designated as being subdivision two of the subdivision of lot number four hundred and eleven of original lot block G. (Block G. 411-2) on the official plan and book of reference of the township of Babel, with buildings constructed thereon bearing civic number 101 Third Street, circumstances and dependencies."

To be sold at the registry office, Court House of Baie Comeau, on the TENTH day of JANUARY, 1968, at TWO o'clock in the afternoon.

JEAN TRUCHON,
Associate-Sheriff.

Sheriff's Office,
Sept-Iles, November 24, 1967. 22231

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Hauterive

Superior Court, No. 3206, Baie Comeau. } THE MANUFACTURERS LIFE INSURANCE COMPANY, having its business place in Montreal, plaintiff, *vs* NELSON ROSS, 815 Giasson, Sept-Iles, district of Hauterive, defendant, et H. A. MARTIN, trustee, Rimouski, mis-en-cause.

"An emplacement fronting on Des Rochelois Boulevard, in the town of Port-Cartier, known and designated as being subdivision one of the subdivision of lot number four hundred and eleven of original lot block G (Block G. 411-1) on the official plan and book of reference of the township of Babel, (county of Saguenay, town of Port-Cartier); with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office, Court House of Baie Comeau, on the TENTH day of JANUARY, 1968, at THREE o'clock in the afternoon.

JEAN TRUCHON,
Associate-Sheriff.

Sheriff's Office,
Sept-Iles, November 24, 1967. 22232

IBERVILLE

Fieri Facias de Terris
Superior Court, St. John's, P.Q.
District of Iberville

No. 15,592. } PREGER INTERNATIONAL LTD., a corporation duly incorporated with head office and principal place of business in Lansdowne, Province of Ontario, plaintiff, *vs* INTERNATIONAL RESORT FACILITIES LIMITED, a corporation duly incorporated and having its head office and principal place of business in Hiss Island, Lansdowne, Province of Ontario, and possessing immovable property in the parish of Lacolle, in the county of Saint John's Province of Québec, defendant.

« Un emplacement situé dans la paroisse de Lacolle, dans le comté de Saint-Jean, province de Québec, composé comme suit:

a) Le lot numéro cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro sept cent vingt-quatre (724-5) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lacolle; et

b) Les lots quarante-cinq et quarante-six de la subdivision officielle du lot originaire sept cent vingt-cinq (725-45 et 46) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Lacolle.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte de la part de ladite compagnie « International Resort Facilities Limited ».

Pour être vendus « en bloc » au bureau d'enregistrement du comté de Saint-Jean, à Saint-Jean, JEUDI, le QUATRIÈME jour de JANVIER 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif intérimaire,
DONAT JACQUES.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice
Saint-Jean, ce 23 november 1967. 22185

"An emplacement situated in the parish of Lacolle, in the county of Saint-John's Province of Quebec, composed as follows:

(*a*) Lot number five of the official subdivision of original lot number seven hundred and twenty-four (724-5) on the official plan and in the book of reference of the parish of Lacolle; and

(*b*) Lots numbers forty-five and forty-six of the official subdivision of original lot seven hundred and twenty-five (725-45 and 46) on the official plan and in the book of reference of the said parish of Lacolle;

As the whole presently subsists with all of its rights members and appurtenances without exception or reserve of any kind on the part of said "International Resort Facilities Limited".

To be sold "en bloc" at the Registration office of the county of St. John's in St. John's THURSDAY, the FOURTH day of JANUARY 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,
Interim Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House,
Saint-John's, November 23, 1967. 22185-o

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, Kamouraska, No 25-788. J. B. LAVOIE, avocat, de la cité de Rivière-du-Loup, demandeur, *vs* JOSEPH LOUIS DIONNE, de la paroisse de Ste-Anne de la Pocatière, défendeur.

« Une terre, située sur le deuxième rang, connue et désignée comme les lots numéros six cent cinquante-huit, six cent cinquante-neuf, six cent soixante et un, six cent soixante-deux, six cent soixante-trois, six cent soixante-neuf, six cent soixante-dix, six cent soixante et onze, six cent soixante et seize et six cent soixante et dix-sept, tous du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Anne de la Pocatière (658, 659, 661, 662, 663, 669, 670, 671, 676 et 677); avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

Sauf et à distraire dudit lot six cent soixante et onze les parties vendues pour fins d'aqueduc, comprises dans un acte de vente par Amable Bérubé à Luc Pelletier *et al.*, devant Me L. J. Bérubé le 23 juin 1911, enregistré sous le no 35 884, et dans un autre acte de vente par le même Amable Bérubé à Arthur Dionne *et al.*, devant Me L. A. Dupuis, le 18 novembre 1925, enregistré sous le no 45 612; dudit lot six cent soixante-dix (670) une lisière de terrain et desdits lots six cent soixante-dix et six cent soixante-onze (670 et 671) une autre lisière, toutes deux expropriées par le Ministère de la Voirie suivant acte enregistré le 28 août 1960 sous le numéro 79 662;

Le tout à charge de servitude en faveur de la Compagnie Bell téléphone du Canada suivant acte enregistré numéro 73 414 sur lesdits lots 658 et 671 et en faveur de la Compagnie Québec Power suivant acte enregistré numéro 61 879 sur lesdits lots 670 et 671. »

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, Kamouraska, No. 25-788. J. B. LAVOIE, advocate, of the city of Rivière-du-Loup, plaintiff, *vs* JOSEPH LOUIS DIONNE, of the parish of Ste-Anne de la Pocatière, defendant.

"A farm situated on the second range, known and designated as lots numbers six hundred and fifty-eight, six hundred and fifty-nine, six hundred and sixty-one, six hundred and sixty-two, six hundred and sixty-three, six hundred and sixty-nine, six hundred and seventy, six hundred and seventy-one, six hundred and seventy-six and six hundred and seventy-seven, all in the official cadastre of the parish of Ste-Anne de la Pocatière (658, 659, 661, 662, 663, 669, 670, 671, 676 and 677), with the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies;

Save and to be withdrawn from said lot six hundred and seventy-one are the parts sold for the purposes of an aqueduct, included in a deed of sale by Amable Bérubé to Luc Pelletier *et al.*, before Me L. J. Bérubé on June 23, 1911, registered under number 35 884, and in another deed of sale by the same Amable Bérubé to Arthur Dionne *et al*, before Me L. A. Dupuis on November 18, 1925, registered under number 45 612; from said lot six hundred and seventy (670) is a strip of land and from said lots six hundred and seventy and six hundred and seventy-one (670 and 671) another strip, both expropriated by the Department of Roads according to the deed registered on August 28, 1960 under number 79 662;

The whole is subject to a servitude in favour of the Bell Telephone Company of Canada according to the deed registered under number 73 414 on said lots 658 and 671, and in favour of the Quebec Power Company according to the deed registered under number 61 879 on said lots 670 and 671."

Pour être vendus au bureau d'enregistrement de St-Pascal, comté de Kamouraska, le DIX-NEUVIÈME jour de JANVIER 1968, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup,
ce 27 novembre 1967.
22233-o

To be sold in the registry office of St-Pascal, county of Kamouraska, on the NINETEENTH day of JANUARY, 1968, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup,
November 27, 1967.

MAURICE MORIN,
Sheriff.
22233

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 737 287. A. RACANELLI, demandeur, *vs* MARCEL FOURNIER, défendeur.

« Un certain emplacement ayant front sur la rue Shaughnessy, coin de la rue Dickens, en la cité de St. Michel, connu et désigné, sous le numéro trois cent cinq, de la subdivision officielle du lot quatre cent quarante trois (443-305) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet.

Avec une maison y élevée portant le numéro 7645 de ladite rue Shaughnessy, dont le mur nord-ouest est mitoyen, comprenant seize logements.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes constituées sur ledit immeuble. »

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIÈME jour du mois de JANVIER 1968, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
BERNARD SARRAZIN, C.R.

Bureau du shérif,
Montréal, le 27 novembre 1967.
22234-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 737 287. A. RACANELLI, plaintiff, *vs* MARCEL FOURNIER, defendant.

"A certain emplacement fronting on Shaughnessy Street, corner of Dickens Street, in the city of St. Michel, known and designated under number three hundred and five, of the official subdivision of lot number four hundred and forty-three (443-305) on the official plan and book of reference of the Parish of Sault au Récollet.

With a house elevated thereon bearing number 7645 of said Shaughnessy Street, whose north-west line is mitoyen, including sixteen apartments.

Such as the whole is presently found with all servitudes constituted on the said immovable."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of the month of JANUARY, 1968, at ELEVEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, November 27, 1967.
22234

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 735 523. SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, demanderesse; *vs* MARCEL LACROIX, défendeur.

Un emplacement situé en la ville de Duvernay (aujourd'hui Laval), ayant front sur la rue Lachance, connu et désigné de la façon suivante, savoir:

a) le numéro deux cent dix-sept de la subdivision du lot originaire numéro trois cent cinquante (350-217) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Vincent de Paul;

b) le numéro un de la subdivision du lot originaire numéro cinq cent cinquante-six (556-1) desdits plan et livre de renvoi officiels;

Avec toutes les bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 7445, rue Lachance, Duvernay Est, Ville de Laval.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, sans aucune exception ni réserve.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, en la Ville de Laval, le QUATRIÈME jour du mois de JANVIER 1968, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
BERNARD SARRAZIN, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 27 novembre 1967.
22235-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 735 523. THE CENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION, plaintiff, *vs* MARCEL LACROIX, defendant.

An emplacement situated in the Town of Duvernay (now Laval), fronting on Lachance Street, known and designated in the following manner, to wit:

(*a*) number two hundred and seventeen of the subdivision of original lot number three hundred and fifty (350-217) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Vincent de Paul;

(*b*) number one of the subdivision of original lot number five hundred and fifty-six (556-1) on the said official plan and in the said book of reference;

With all the buildings erected thereon, bearing civic number 7445 Lachance Street, Duvernay East, Town of Laval.

The whole as it is presently to be found, with all the active and passive servitudes, apparent or unapparent attached to the said immovable, without exception nor reservation.

To be sold in the registry office of the county of Laval, in the Town of Laval, on the FOURTH day of the month of JANUARY, 1968, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, November 27, 1967.
22235

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 532 186. { DAME ROSA WICHROW, épouse commune en biens de Antonio Wichrow, ménagère, dûment autorisée aux fins des présentes par son époux Antonio Wichrow en tant que besoin est, demanderesse, *vs* LES HÉRITIERS DE FEU LÉO ST-AMANT, défendeurs.

Ce certain emplacement ayant front sur la rue Rivard, en la ville de Montréal, mesurant vingt-deux pieds de largeur sur soixante-neuf pieds et deux pouces et demi de profondeur sur sa ligne sud-est et soixante-huit pieds et onze pouces de profondeur sur sa ligne nord-ouest, mesure anglaise et plus ou moins, avec bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 3933 et 3935 de ladite rue Rivard, les murs des deux côtés sont mitoyens, et composé de:

1° La subdivision numéro cent six de la subdivision officielle du lot originaire numéro douze cent deux (1202-106) aux plan et livre renvoi officiels du quartier St-Jacques; et

2° La partie nord-ouest de la subdivision numéro cent cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro douze cent deux (1202-N.O. Ptie 105) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Jacques, mesurant deux pieds de largeur sur soixante-neuf pieds et deux pouces et demi de profondeur et bornée: ; en front par la rue Rivard, en arrière, par une ligne, d'un côté par le lot 1202-106 et de l'autre côté par le résidu dudit lot 1202-105.

Ainsi que ladite propriété subsiste présentement avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte.

Pour être vendu à mon bureau en la ville de Montréal, le CINQUIÈME jour du mois de JANVIER 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
BERNARD SARRAZIN, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, 27 novembre 1967. 22236

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 532 186. { DAME ROSA WICHROW, wife common as to property of Antonio Wichrow, housewife, duly authorized for the purpose of these presents by her husband Antonio Wichrow, as the case may be, plaintiff, *vs* THE HEIRS OF LATE LÉO ST-AMANT, defendants.

That certain emplacement fronting on Rivard Street, in the city of Montreal measuring twenty-two feet in width by sixty-nine feet and two inches and one half in depth in its southeast line, and sixty-eight and eleven inches in depth in its northwest line, English measure and more or less, with buildings thereon erected bearing civic numbers 3933 and 3935 of said Rivard street, the walls on both side are mitoyen, and composed of:

1. Subdivision number one hundred and six of the official subdivision of the original lot number twelve hundred and two (1202-106) on the official plan and in the book of reference of the St-James Ward; and

2. The northwest Part of subdivision number one hundred and five of the official subdivision of the original lot number twelve hundred and two (1202-N.W. Pt. 105) on the official plan and in the book of reference of the St-James Ward, measuring two feet in width by sixty-nine feet and two inches and one half in depth and bounded; in front by Rivard Street in rear by a line on one side by lot 1202-106 and on the other side by the remainder of said lot 1202-105.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of the month of JANUARY 1968, at TEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, November 27, 1967. 22236-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure

Québec, à savoir: No 151-248. { LA BANQUE D'ÉCONOMIE DE QUÉBEC, succursale Notre-Dame du Chemin, 295 Chemin Ste-Foy, Québec, district de Québec, *versus* JEAN ALBERT GASTONGUAY, domicilié à 3197, rue Tripoli, Ste-Foy, Québec, district de Québec.

« Lot 214-176 de figure rectangulaire, borné vers le nord-est par le lot 214-175, vers le sud-est par le lot 214 (non subdivisé), vers le sud-ouest par le 214-177, vers le nord-ouest par le lot 214-170 lot (rue), mesurant soixante-et-six pieds (66′) de largeur, par quatre-vingt-dix pieds (90′) de profondeur, et contenant en superficie cinq mille neuf cent quarante pieds carrés (5940′), mesure anglaise, avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances, du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foy, cité de Ste-Foy. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le QUATRIÈME jour de JANVIER prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
ALBERT F. RACETTE.

Bureau du Shérif,
Québec, le 29 novembre 1967. 22237-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris
Superior Court

Quebec, to wit : No. 151-248. { LA BANQUE D'ÉCONOMIE DE QUÉBEC, Notre-Dame du Chemin Branch, 295 Ste-Foy Road, Quebec, district of Quebec, *versus* JEAN ALBERT GASTONGUAY, domiciled at 3197 Tripoli St., Ste-Foy, Quebec, district of Quebec.

"Lot 214-176, of rectangular shape, bounded on the north-east by lot 214-175, on the south-east by lot 214 (not subdivided), on the south-west by lot 214-177, on the north-west by lot 214-170 (street), measuring sixty-six feet (66′) in width, by ninety feet (90′) in depth, and having an area of five thousand nine hundred and forty square feet (5940′), english measure, with the building constructed thereon, circumstances and dependencies, in the official cadastre of the parish of Ste Foy, City of Ste-Foy."

To be sold in the Quebec Registry Office, in Quebec, on the FOURTH day of JANUARY next at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Associate-Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, November 29, 1967. 22237

Fieri Facias de Terris

District de Beauce

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 33-191. } JEAN-PAUL CLOUTIER, agent, Ste-Marie, comté de Beauce, *contre* ROLAND PICHETTE, Beauport, Québec.

« Un terrain avec maison dessus érigée et dépendances, situé à l'angle sud-est des rue Du Manège et Avenue du Collège, en la cité de Beauport, comprenant tout le front (quatre-vingt-quatre pieds plus ou moins) des lots quatre cent soixante-huit-A-deux et quatre cent soixante-huit-A-trois (468-A-2 et 468-A-3) dudit cadastre de Beauport, sur ladite Avenue du Collège, sur la profondeur qu'il y a entre ledit front et une ligne droite imaginaire courant de la rue du Manège vers l'est jusqu'au lot quatre cent soixante-cinq-1 (465-1) en passant par le centre ou axe de la division qui existe entre la maison présentement vendue et celle qui se trouve au sud. »

« La partie sud des lots (468-A-2 et 468-A-3) deux subdivision du lot quatre cent soixante-huit A et trois subdivision du lot quatre cent soixante-huit A, du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, contenant seize cent quatre-vingts pieds carrés, mesure anglaise; bornée au nord au lot 468-A-2 et 468-A-3, partie en premier lieu décrite, à l'est au lot 465-1, au sud au lot 468-A-4 et à l'ouest au lot 468-A-71, avec maison dessus érigée. »

« Une lisière de terrain, mesurant en front rue du Manège, vingt pieds (20′) de largeur, sur la profondeur de quatre-vingt-quatre pieds (84′) mesure anglaise; bornée à l'ouest au lot 468-A-71, au nord aux lots 468-A-2 et 468-A-3, à l'est au lot 465-1, au sud au reste du lot 468-A-4, avec maison dessus érigée, et faisant partie du lot (468-A-4) quatre subdivision du lot quatre cent soixante-huit-A du cadastre de Beauport. »

« Une lisière de terrain de forme irrégulière faisant partie du lot (468-A-71) soixante-et-onze, subdivision du lot quatre cent soixante-huit-A du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, mesurant quatorze pieds dans sa ligne sud, qui est le prolongement de la ligne qui divise l'emplacement en 3ième lieu décrit et le terrain de M. Art. Dion, cent pieds environ dans sa ligne est et neuf pieds et sept dixièmes dans sa ligne nord, tangente à son extrémité ouest à un arc de cercle, ayant un rayon de dix-neuf pieds (19′), contenant en superficie mille quatre cent quatre-vingt-quinze pieds carrés, mesure anglaise; borné au sud à partie du lot 468-A-71, à l'est au 468-A-4 partie, et 468-A-2 au nord à l'avenue du Collège et à l'ouest au reste du lot 468-A-71 (Rue du Manège). »

« Le lot 459-2, subdivision du lot quatre cent cinquante-neuf du cadastre officiel de Beauport ».

« Le lot 459-1, subdivision du lot quatre cent cinquante-neuf du cadastre officiel de la paroisse de Beauport. »

« Le lot (445-4, 445-5, 445-6, 445-7 et 445-8) subdivisions du lot quatre cent quarante-cinq du cadastre officiel de Beauport ».

« Les droits sur le lot 465-1 subdivision du lot quatre cent soixante-cinq du cadastre officiel de la paroisse de Beauport. »

Fieri Facias de Terris

District of Beauce

Quebec, to wit: Superior Court, No. 33-191. } JEAN-PAUL CLOUTIER, agent, Ste-Marie, county of Beauce, *versus* ROLAND PICHETTE, Beauport, Quebec.

"A lot of land with a house erected thereon and dependencies, situated at the southeast corner of Du Manège Street and Du Collège Avenue, in the city of Beauport, including the entire front (eighty-four feet, more or less) of lots four hundred and sixty-eight-A-two and four hundred and sixty-eight-A-three (468-A-2 and 468-A-3) in the said cadastre of Beauport, on said Du Collège Avenue, by the depth between the said front and an imaginary line running from Du Manège Street towards the east to lot four hundred and sixty-five-1 (465-1), passing through the center or axis of the division which exists between the house presently sold and the one situated to the south."

"The south part of lots (468-A-2 and 468-A-3) two, subdivision of lot four hundred and sixty-eight A and three, subdivision of lot four hundred and sixty-eight A, of the official cadastre of the parish of Beauport, having an area of sixteen hundred and eighty square feet, English measure, bounded on the north by lot 468-A-2 and 468-A-3, the part described in the first paragraph, on the east by lot 465-1, on the south by lot 468-A-4, on the west by lot 468-A-71, with the house erected thereon."

"A strip of land measuring, in front, on Du Manège Street, twenty feet (20′) in width, by a depth of eighty four feet (84′), English, measure, bounded on the west by lot 468-A-71, on the north by lots 468-A-2 and 468-A-3, on the east by lot 465-1, on the south by the remainder of lot 468-A-4, with the house erected thereon, and forming part of lot (468-A-4) four, subdivision of lot four hundred and sixty-eight-A of the cadastre of Beauport."

"A strip of land of irregular shape, forming part of lot (468-A-71) seventy-one, subdivision of lot four hundred and sixty-eight-A of the official cadastre of the parish of Beauport, measuring fourteen feet on its south line which is the extension of the line which divides the emplacement described in the third paragraph from the land belonging to Mr. Art. Dion, approximately one hundred feet on its east line and nine and seven-tenths feet on its north line, tangent to its west end by the arc of a circle, having a radius of nineteen feet (19′), having an area of one thousand four hundred and ninety-five square feet, English measure, bounded on the south by part of lot 468-A-71, on the east by 468-A-4, partly, and 468-A-2, on the north by Du Collège Avenue, and on the west by the remainder of lot 468-A-71 (Du Manège Street)."

"Lot 459-2, subdivision of lot four hundred and fifty-nine of the official cadastre of Beauport."

"Lot 459-1, subdivision of lot four hundred and fifty-nine of the official cadastre of the parish of Beauport."

"Lots (445-4, 445-5, 445-6, 445-7 and 445-8), subdivisions of lot four hundred and forty-five of the official cadastre of Beauport."

"The rights on lot 465-1, subdivision of lot four hundred and sixty-five of the official cadastre of the parish of Beauport."

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le TROISIÈME jour de JANVIER prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
ALBERT-F. RACETTE.

Bureau du shérif,
Québec, le 29 novembre 1967. 22238-o

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 147-891. BENOIT FERLAND, domicilié à 8540, Boul. Ste-Anne, Château-Richer, P. Q., *contre* FERNAND TREMBLAY, domicilié à 597, Boulevard St-Gérard, St-Gérard Magella, P. Q.

« Lot 405 subdivision 77 du cadastre officiel de Ste-Foy, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le TROISIÈME jour de JANVIER prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
ALBERT F. RACETTE.

Bureau du Shérif,
Québec, le 29 novembre 1967. 22239-o

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 150-647. GUY GERMAIN, homme d'affaires, domicilié à Lac Beauport, comté de Québec, *vs* LORENZO HALLÉ, 284, rue de la Martinière, ville de Québec, et Me JEAN-CHARLES PICHER, notaire, en sa qualité de régistrateur de la division d'enregistrement de Québec, mis-en-cause.

« Le lot numéro deux cent cinquante-huit du cadastre pour la paroisse de St-Roch-Nord, cité de Québec, avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances, portant le numéros civiques 289 et 291 de la rue de la Naudière. »

Pour être vendu au bureau du Shérif, à 51, rue Desjardins, Québec, le CINQUIÈME jour de JANVIER prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
ALBERT-F. RACETTE.

Bureau du Shérif,
Québec, le 29 novembre 1967. 22240-o

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Provinciale No 251. C. J. LEFEBVRE AUTO-MOBILES INC., corporation légalement constituée et ayant sa place d'affaires à St-Patrice, comté de Lotbinière, *contre* ROLLAND DAIGLE, St-Apollinaire, comté de Lotbinière.

« Une terre située et sise dans la concession Bois-Joly, de la paroisse de St-Apollinaire, contenant deux arpents de front sur trente arpents de profondeur, connue et désignée comme étant le lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Apollinaire, comté de Lotbinière, avec la grange dessus érigée. Réserve le vendeur: Un terrain à détacher dudit lot avec la maison et un hangar dessus érigé contenant deux cent deux pieds (202) de largeur au chemin et cent soixante pieds (160) également de largeur au bout de la profondeur qui est de trois cent quatre-vingt-cinq pieds (385) lequel terrain est situé au nord et en bordure du chemin public. Un autre terrain situé au sud dudit chemin à prendre dudit lot, mesurant cent quatre-vingt-huit (188) pieds de largeur sur cent sept pieds

To be sold in the Quebec Registry Office, in Quebec, on the THIRD day of JANUARY next at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT-F. RACETTE,
Associate-Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, November 29, 1967. 22238

Fieri Facias de Terris

Quebec, to wit: Superior Court, No. 147-891. BENOIT FERLAND, domiciled at 8540 Ste-Anne Blvd., Château-Richer, P. Q., *versus* FERNAND TREMBLAY, domiciled at 597 St-Gérard Blvd., St-Gérard Magella, P. Q.

"Lot 405, subdivision 77, in the official cadastre of Ste-Foy, with the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold in the Quebec Registry Office, in Quebec, on the THIRD day of JANUARY next at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Associate-Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, November 29, 1967. 22239

Fieri Facias de Terris

Quebec, to wit: Superior Court, No. 150-647. GUY GERMAIN, business-man, domiciled at Lake Beauport, county of Quebec, *vs* LORENZO HALLÉ, 284 de la Martinière Street, town of Quebec, and Me JEAN-CHARLES PICHER, notary, in his capacity as registrar for the registration division of Quebec, mis-en-cause.

"Lot number two hundred and fifty-eight of the cadastre for the parish of St-Roch-North, city of Quebec, with a house constructed thereon, circumstances and dependencies, bearing civic numbers 289 and 291 de la Naudière Street."

To be sold at the Sheriff's Office, at 51 Desjardins Street, Quebec, on the FIFTH day of JANUARY next at TEN o'clock in the morning.

ALBERT-F. RACETTE,
Associate-Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, November 29, 1967. 22240

Fieri Facias de Terris

Quebec, to wit: Provincial Court, No. 251. C. J. LEFEBVRE AUTO-MOBILES INC., a corporation legally constituted, and having its place of business in St-Patrice, county of Lotbinière, *against* ROLLAND DAIGLE, St-Apollinaire, county of Lotbinière.

"A farm situated and lying in Bois-Joly Concession, of the parish of St-Apollinaire, containing two arpents in front by thirty arpents in depth, known and designated as being lot number two hundred and eighty-two (282) of the official cadastre for the parish of St-Apollinaire, county of Lotbinière, with the barn thereon erected. Reserve the vendor: A lot of land to detach from said lot with the house and a shed thereon erected, containing two hundred and two feet (202) in width to the road and one hundred and sixty feet (160) also in width at the end of the depth that is of three hundred and eighty-five feet (385) which lot of land is situated on the north and bordering along the public road. Another lot of land situated on the south of said road, to withdraw from said lot, measuring one hundred and eighty-eight feet (188) in

(107) de profondeur, lequel terrain se trouve en face de la maison. Ces deux terrains présentement réservés sont bornés en front par le chemin et de tous autres côtés par le résidu dudit lot 282. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Lotbinière, à Ste-Croix, comté de Lotbinière, le CINQUIÈME jour de JANVIER prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,

Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.
Québec, le 29 décembre 1967. 22241-o

width by one hundred and seven feet (107) in depth, which lot of land is lying in front of the house. These two lots of land presently reserved are bounded in front by the road and on all the other sides by the residue of said lot 282."

To be sold at the registration office, of Lotbinière, in Ste-Croix, county of Lotbinière, the FIFTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Sheriff's Office, *Associate-Sheriff.*
Quebec, December 29, 1967. 22241

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 33-549. { LA SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, corporation légalement constituée par un acte spécial du Parlement Canadien (chapitre 46, S.R. 1952, et amendements) ayant son siège social dans la ville d'Ottawa, province d'Ontario, et un bureau à 160, rue de l'Évêché, dans la cité de Rimouski, dit district, demanderesse *vs* RENÉ LEFAIVRE & ALBERT VERROEULST 105, Côte de la Montagne, dans la cité de Québec, en leur qualité de syndics à la faillite de Rosaire D'Amours jardinier paysagiste, défendeurs & ledit ROSAIRE D'AMOURS, jardinier paysagiste, de la cité de Rimouski et y faisant affaires sous les nom et raison sociale de « Service Paysagiste du Golfe Enr », à 464, rue Eudore Couture, et ROGER OUELLET, en sa qualité de régistrateur de la division d'enregistrement du Comté de Rimouski, mis-en-cause.

De figure irrégulière, borné au nord-ouest par les lots 208-16-62 et 208-16-61, au nord-est par le lot 208-16-35, au sud-est par le lots 208-16-36, au sud-ouest par le lot 208-16-19 (rue); mesurant soixante-dix-sept pieds et quatre dixièmes (77.4′) puis vingt-cinq pieds et un dixième (25.1′) au nord-ouest, quatre-vingt-dix-huit pieds et six dixièmes (98.6′) au nord-est, quatre vingt-quinze pieds (95.0′) au sud-est, soixante-quinze pieds (75.0′) au sud-ouest contenant en superficie huit mille deux cent dix pieds carrés (M.A.) (8,210 P.C.), étant le lot no 208-16-47 au cadastre officiel de la paroisse de St-Germain de Rimouski, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement division de Rimouski, le DIXIÈME jour de JANVIER, 1968, à DEUX heures de l'après-midi.

Le député-shérif,

Bureau du Député-Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 27 novembre 1967. 22186-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 33-549. { THE CENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION, body legally incorporated by a special act of the Canadian Parliament (chapter 46, R.S. 1952, and amendments), having its head office in the city of Ottawa, Province of Ontario, and an office at 160 de l'Évêché St., in the city of Rimouski, said district, plaintiff, *vs* RENÉ LEFAIVRE & ALBERT VERROEULST, 105 Mountain Hill, in the city of Quebec, in their capacity as trustees to the bankruptcy of Rosaire D'Amours, landscape gardener, defendants, and the said ROSAIRE D'AMOURS, landscape gardener, of the city of Rimouski, carrying on business under the name and style of "Service Paysagiste du Golfe Enr.", at 464 Eudore Couture St., and ROGER OUELLET, in his capacity as registrar of the registration division of the county of Rimouski, mis-en-cause.

Of irregular shape, bounded on the northwest by lots 208-16-62 and 208-16-61, on the northeast by lot 208-16-35, on the southeast by lots 208-16-36, on the southwest by lot 208-16-19 (street), measuring seventy-seven and four-tenths feet (77.4′) and twenty-five and one-tenth feet (25.1′) on the northwest, ninety-eight and six-tenths feet (98.6′) on the northeast, ninety-five feet (95.0′) on the southeast, seventy-five feet (75.0′) on the southwest, having an area of eight thousand two hundred and ten square feet (E.M.) (8,210 sq. ft.), being lot No. 208-16-47 in the official cadastre of the parish of St-Germain de Rimouski, with the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

To be sold in the registry office of the division of Rimouski on the TENTH day of JANUARY, 1968, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff's Office, *Deputy-Sheriff.*
Rimouski, November 27, 1967. 22186

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 59,307. { PLACEMENTS SENTINELLE INC., un corps politique et constitué, dûment constitué en corporation, conformément à la Loi, et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Mont-

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 59.307. { PLACEMENTS SENTINELLE INC., a doby politic and corporate, duly incorporated according to law and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* ALBERT

réal, demanderesse, *vs* ALBERT FOURNIER, bourgeois, résidant à R.R. No 5, Highway 8, Whisseltown, comté de Lachute, province de Québec, défendeur, et DAME JACQUELINE POMINVILLE, épouse commune en biens d'Albert Fournier, résidant à R.R. No 5, Highway 8, Whisseltown, comté de Lachute, province de Québec, mise-en-cause.

L'immeuble ci-après mentionné et en la possession du défendeur Albert Fournier.

« Un certain morceau de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Chatham, comme formant partie du lot numéro cinq cent quatre vingt-deux (Ptie 582), mesurant cent cinquante-cinq, pieds (155′) de largeur de l'est à l'ouest, sur une profondeur de cent cinquante pieds (150′) du nord au sud (155′ X 150′) borné au sud par la route nationale numéro 8; à l'ouest par partie du même lot appartenant à William Ronalds ou représentants; au nord par partie du même lot, appartenant à Philippe Cadieux ou représentants et à l'est par partie du même lot, appartenant à Philippe Cadieux ou représentants. Le tout en mesures anglaises et plus ou moins. Avec bâtisses. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil, situé à 430 rue Grâce, Lachute, MARDI, le NEUVIÈME jour de JANVIER 1968 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: Comptant.

Le shérif,

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT.
Saint-Jérôme, le 27 novembre 1967. 22242-o

FOURNIER, gentleman, residing at R.R. No. 5, Highway 8, Whisseltown, county of Lachute, Province of Quebec, defendant, and DAME JACQUELINE POMINVILLE, wife common as to property of Albert Fournier, residing at R.R. No. 5, Highway 8, Whisseltown, county of Lachute, Province of Quebec, mise-en-cause.

The immovable hereafter mentioned and in the possession of the defendant Albert Fournier.

"A certain piece of land known and designated on official plan and book of reference for the township of Chatham, as forming part of lot number five hundred and eighty-two (Pt. 582), measuring one hundred and fifty-five feet (155′) in width, from east to west, by a depth of one hundred and fifty feet (150′) from north to south (155′ X 150′), bounded on the south by Highway number 8; on the west by part of same lot belonging to William Ronalds or representatives; on the north by part of same lot belonging to Philippe Cadieux or representatives and on the east by part of same lot belonging to Philippe Cadieux or representatives. The whole in English measures and more or less. With buildings."

To be sold at the registration office of the county of Argenteuil, situated at 430 Grâce Street, Lachute, TUESDAY, the NINTH day of JANUARY, 1968 at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Saint-Jérôme, November 27, 1967. 22242

INDEX No 48

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

3034 — Alimentation, (gros Québec) 6938
3034 — Food, (Wholesale) Quebec 6938
3135 — Employés de garage, Québec 6936
3135 — Garage Employees, Quebec 6936
3139 — Meuble, Québec (Province) 6933
3139 — Furniture, Quebec (Province) 6933
3140 — Employés de garage, Québec 6937
3140 — Garage Employees, Quebec 6937
3141 — Imprimerie, Québec 6953
3141 — Printing, Quebec ..... 695&
3181 — Société d'habitation du Québec (*Règlement 1*) 6953
3181 — Quebec Housing Corporation (*Regulation 1*) 6953
3182 — Société d'habitation du Québec (*Règlement 2*) 6959
3182 — Quebec Housing Corporation (*Regulation 2*) 6959

AVIS divers — ***MISCELLANEOUS Notices***

Cieslak, Bronislaw (*Dem.– Appl.*) 6900
Claude, Joseph Roger (*Dem.-Appl.*) 6901
Herschkovitz, Pincus (*Dem.– Appl.*) 6901
Holy Cross Parish (*Appl.*) 6901
Mastromonaco, Dominico (*Dem.– Appl.*) 6901
Paroisse de Ste-Croix (*Dem.*) 6901
Saleh, Moshe (*Dem.-Appl.*) 6901

COMMISSION du salaire minimum — ***MINIMUM Wage Commission***

Ord. 3 (*Congés payés – Vacation with pay*) (*Erratum*) 6905

COMPAGNIES — ***COMPANIES***

Avis relatifs à la loi des Chartes — Abandon de — ***Notices relative to the Act of Charters — Surrender of***

Acadian Machine Works Ltd. 6903
Au Village du Meuble (1965) ltée 6902
Benson Aviation Ltd. 6905
Bergeron & Palmer inc. 6901
Entreprises Forget ltée 6903
Entreprises Norlo inc. 6904
Exchange Publications Inc. 6902
Forty-Two Ltd. 6904
Furniture Village (1965) Ltd. 6902
Katy Hair Stylist Ltd. 6904
Lavoie (J. H.) Construction inc. 6903
Mallory Clothes Limited 6903
Maple Leaf Textiles (1956) Ltd. 6905
Morton Weiner Town and Country Dresses Ltd. 6902
North American Rug Contract Ltd. 6904
Orion Films Ltd. 6902
Precision Transmission & General Auto Repairs Inc. 6904
Plaza Towers Inc. 6904
Restaurant Lamande inc. 6905
Sport au Village inc. 6902
Tohirsh Enterprises Inc. 6903
Village Sport Shop Inc. 6902

Dissoutes — ***Dissolved***

Allaire Drilling Incorporated 6905
Association des Parents du Corps de Tambours et Clairons d'Arvida 6906
Brentwood Development Corp. 6906
Brickwork & Masonry, Inc. 6906
Briquetage & Maçonnerie, inc. 6906
C & D Enterprises Ltd. 6906
Confederation Construction Ltd. 6906
Conseil Pédagogique de Shawinigan incorporée 6906
Daigle inc. 6906
Delmeade Corporation 6907
Diskeb Limited 6907
Diskeb limitée 6907
Ebena of Canada Ltd. 6907
Elmar Company Limited 6907
Gordon James Company (The) 6907
Jaffa Orange & Citrus Products Ltd. 6907
John Millen-North Limited 6908
Jolyne Import Limited 6908
Lady Lane Inc. 6908
Leto Construction Ltd. 6908
Lyra Enterprises Inc. 6908
Metro Linen Supply Inc. 6908
Metropolitan Industrial Park Inc. 6908
Milber Corp. 6909
Paskin Fruit Co. Ltd. 6909
Plastic Express Limited 6909
Preville Shopping Centre Inc. 6909
Price Brothers Recreational Association 6909
Rafferdale Holdings Ltd. 6909
Rapid Electric Inc. 6909
Renaud (Roger) Limited 6910
Renaud (Roger) limitée 6910
Rennie Textiles Ltd. 6910
Roxton Pond Hotel inc. 6910
Service de Camions Phillips inc. 6910
Société Bergelac limitée (La) 6910
Socmar inc. 6910
Steroid Laboratories Limited 6910
Viking Realty Ltd. 6911

Divers — ***Miscellaneous***

Administration Commerciale inc. (*Dir*). 6911
Association des Propriétaires de Dollard Des Ormeaux inc. (L') (*Règl.*) 6911
Baribeau & fils inc. (*Dir*) 6912
Baribeau & Son Inc. (*Dir.*) 6912
Clinique West End inc. (*Dir.*) 6912
Club Elle inc. (*Dir.*) 6911
Commercial Administration Inc. (*Dir.*) 6911
Dollard Des Ormeaux Home-Owners Association Inc. (The) (*By-laws*) 6911
Elle Club Inc. (*Dir.*) 6911
Longueuil Meat Exporting Company Limited (*Dir.*) 6912
Mansions Auto Garage Ltd. (*Dir*) 6912
Para-Club Belair inc. (*Règl.–By-laws*) .. 6911
Pasteur Building Corp. (*Dir.*) 6911
Produits Laitiers Bagot ltée (Les) (*Dir.*) 6911
Société de Placement & Cie ltée (*Dir.*) .. 6912
Société de Placement & Co. Ltd. (*Dir.*) 6912
West End Clinic Inc. (*Dir.*) 6912

Lettres patentes — ***Letters Patent***

A & W Drive-In Sainte-Foy Inc. 6834
Ahuntsic Florist (1967) Incorporated .. 6843
Amis des Jeunes campeurs de St-Claude inc. (Les) 6834
Association des Prêtres retirés du Diocèse de Sherbrooke 6917
Ausonia Supermarché Inc. 6835
Beauce Ready Mix Inc. 6835
Belgian Food Enterprises Inc. 6835
Bi-Bo Truck Equipment Ltd. 6836
Blain (Isaï) inc. 6836
Breton (Aimé) & fils ltée 6836
Buffet Excellent Catering Inc. 6837
CFF Limited 6837
Caisse d'Entraide des Prêtres du Diocèse de Trois-Rivières 6917
Cameo Realty Inc. 6837
Chocolaterie Québecoise ltée (La) 6838
Cie d'acier du Nord ltée (La) 6848
Ciment Vaillancourt inc. 6838
C. & M. Plumbing Inc. 6850
Cogena Inc. 6838
Compagnie de Construction Perrette ltée (La) 6849
Compagnie Saber ltée (La) 6839
Conseil de Développement du Territoire de la Gaspésie inc. 6839
Dero Investments Inc. 6844
Desjardins (Gilles) ltée 6839
Disco-Mods ltée 6840
Distributions Eurocan ltée 6840
Doll Park Ltd. 6841
Draperies Fleur de Lys ltée 6841
Dufferin Disposal & Services Inc. 6841
Enseignes Claude ltée (Les) 6842
Entreprises Dugary, ltée (Les) 6842
Entreprises Lee Pang ltée (Les) 6846
Entreprises Pelletier-Rousseau inc. (Les) 6842
Entreprises Projec ltée (Les) 6843
Eurocan Distributions Ltd. 6840
Fleuriste Ahuntsic (1967) incorporée ... 6843
Gaudet Realties Inc. 6844
Hanmur Limited 6843
Hôtel La Clairière inc. 6844
Hôtel-Motel de l'Étang inc. 6844
Immeubles Gaudet inc. (Les) 6844
Immeubles Perrette ltée (Les) 6850

Lettres patentes (suite) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Investissements Dero inc. (Les) 6844
Jeune Chambre de Senneterre inc. (Les) 6845
Jono Holdings Ltd. 6845
L. A. M. Enterprises Ltd. 6845
L. B. Service Inc. 6846
Lallouz (Charles) Haute Coiffure (Westmount) Ltd. 6846
Lallouz (Charles) Haute Coiffure (Westmount) ltée 6846
Lee Pang Enterprises Ltd. 6846
Little Bo-Peep Inc. 6847
M. J. R. ltée 6847
Mackie (Iain D.) & Co. Inc. 6847
Mini-Mecanik Inc. 6848
Montor Advertising Inc. 6851
Nittolos Inc. 6848
Northern Steel Co. Ltd. 6848
Paradise St. Lambert Restaurant Ltd. 6849
Perrault (Fernand) automobiles inc. ... 6849
Perrette Construction Company Ltd. .. 6849
Perrette Realty Company Ltd. 6850
Plagestin Montréal inc. 6850
Plomberie C. & M. inc. 6850
Progress Wire Works Inc. 6851
Promotion-Prisma inc. 6851
Publicité Montor inc. 6851
Publi-Promo inc. 6852
Recherches Sociales de Montréal inc. .. 6852
Reliance Plumbing Inc. 6852
Restaurant Chez Zouzou inc. 6853
Restaurant « El Toro » inc. 6853
Restaurant La Poupée inc. 6853
Riverside Sales Corporation 6853
St-Fabien Copper Mines Limited 6854
Smolash Electric Inc. 6854
Social Researches of Montreal Inc. 6852
Souvenir Pizza Restaurant Ltd. 6854
Suhy Corp. 6855
Up to Date Construction Inc. 6855
Vaillancourt Cement Inc. 6838
Zotoli Enterprises Ltd. 6855

Lettres patentes supplémentaires — ***Supplementary Letters Patent***

Acton Rubber Limited (The) 6856
Acton Shoes Company Limited (The) . 6857
Association des Sous-traitants en Construction du Québec 6861
Bardeaux Lagueux inc. 6856
Camions et Équipement Provincial White Ltée 6861
Caoutchoucs Acton limitée (Les) 6856
Cecchini inc. 6856
Charlebois Ltd. 6856
Charlebois ltée 6856
Chaussures Morrow inc. (Les) 6859
Compagnie de Chaussures Action limitée (La) 6857
Comptoir Emmaus inc. (Le) 6857
Consolidated Developments Limited .. 6857
Consolidated Miller Mining Company Ltd. 6857
D. & M. Mfg. Co. Ltd. 6858
Domaine Lac McDonald inc. 6858
Foyer St-Jean de St-Raymond inc. 6858
Franshar Limited 6858
Immeubles Laviolette inc. (Les) 6859
Lagueux Shingles Inc. 6856
Lake MacDonald Estate Inc. 6858
Larofor inc. 6859
Marc's & Toussaint Foods Co. Ltd. 6859
Morrow Footwear Inc. 6859
Namofil inc. 6859
Nault & Girard inc. 6860
New Bald Mountain Oil Company Limited 6860
New System Towel Supply Co. Ltd. 6860
Patterson-Laval Paint Ltd 6860
Peinture Patterson-Laval ltée 6860
Place 5605 Inc. 6861
Pro-Gestion inc. 6861
Provincial White Trucks & Equipment Ltd. 6861
Quebec Construction Sub-Contractors Association 6861
Siat inc. 6861
UAP Inc. 6862
Woods (S. E.) Sportswear Ltd 6862
Woods (S. E.) Sportswear ltée 6862

Sièges sociaux — ***Head Offices***

B. C. A. Distributors Ltd 6913
Barber (Guy) Shop Inc 6915
Beaver Diversified Corp. 6915
Brodeur Hydromécanix inc 6914
Chaudiere Logde Inc 6915
Chez Garnier ltée 6916
City Tire Company (1963) Inc. 6913
Corporation Fomobec inc. (La) 6913
Corporation du Gas Naturel du Québec . 6915
Distribution Chips Granby Inc. 6914
Fomobec Corporation Inc 6913
Gagnon & Lapointe inc 6914
Gestion L.S.L. ltée 6914
Gravel et Fils Investments Corporation . 6915
House of Garnier Ltd. 6916
Immeubles Moka Inc. (Les) 6913
Immeubles St-Louis ltée. 6916
Lambert (Roland) inc. 6912
Molson Lachute ltée. 6914
National Wholesale Florists Ltd. 6914
Quebec Natural Gas Corporation. 6915
Rol (Gabriel Francis) inc 6912
St-Louis Realties Ltd 6916
Tomiko Inc 6913

DEMANDES à la Législature — ***APPLICATIONS to Legislature***

Fabrique de la Paroisse de Sainte-Cécile de Salaberry-de-Valleyfield (La) 6916
Boucherville Golf Club Inc. 6916
Club de Golf Boucherville inc. 6916

EXAMEN Barreau — ***EXAMINATION Bar***

Saguenay, étude-study 6917

LIQUIDATION avis de — ***WINDING up Notices***

Caisse populaire Desjardins de Sainte-Gertrude (La) 6917
Dubois (J. Wilfrid) inc. 6903
Quebec Metals Products Co. Ltd. 6918

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTAL***

Affaires municipales — ***Municipal Affairs***

Farnham, cité-city (*L.P.*) 6918
Saint-Stanislas, munic. (*Publ.*) 6919

Éducation — ***Education***

Municipalité scolaire de: — *School Municipality of:*

Kensington, (*Dem.– Appl.*) 6921
St-Léon-de-Westmount, (*Dem.– Appl.*) . 6922

Finances *Finance*

Assurances: *Insurance:*

St. Paul Mercury Insurance Company. 6919
Sun Alliance and London Assurance Company Limited. 6919

Terres et Forêts *Lands and Forests*

Cadastre: *Cadastre:*

Ély, canton-township. 6920
Orford, canton-township. 6920
Orford, canton-township. 6920
Ste-Cécile, par. 6920
St-Hubert, par. 6921
St-Mathieu de Beloeil, par. 6921

NOMINATION *APPOINTMENT*

Divers. 6921
Miscellaneous. 6921

PROCLAMATION *PROCLAMATION*

Concernant l'application des dispositions de la Loi relative aux titres de propriété dans certains districts électoraux de la province (Statuts refondus de Québec, 1964, Chapitre 321).. 6966
Concerning the application of the provisions of Certain Electoral Districts Land Titles Act (Revised Statutes of Quebec, 1964, chapter 321). 6966

RÉGIE *QUEBEC*
des marchés agricoles *Agricultural*
du Québec *Marketing Board*

Propriétaires de porcs, Québec (*Projet*) 6965
Hogs proprietors, Quebec (*Draught*).. 6965

SOUMISSIONS *TENDERS*

Beauceville-Est-East, ville-town. 6925
Cap-de-la-Madeleine, cité-city. 6931
Contrecoeur, par. 6927
Duberger, ville-town. 6929
Du Cuivre, c.s.r.-r.s.b. 6923
Magog, cité-city. 6930
Ste-Marthe-sur-le-Lac. 6926
Vieilles-Forges, c.s.r.-r.s.b. (*Erratum*) 6924

SYNDICATS *SYNDICATES*
Professionnels *Professional*

Association des Agents Distributeurs de Produits Alimentaires de Québec inc. (*Const.-Inc.*). 6923
Association des Enseignants d'Honoré-Mercier (*Nom-Name ch.*). 6923
Syndicat de L'U.C.C. de Ragueneau (Le) (*Const.-Inc.*). 6922
Syndicat de L'U.C.C. de St-Bernard-sur-Mer (Le) (*Const.-Inc.*). 6922
Syndicat de L'U.C.C. de St-François I.O. (Le) (*Const.-Inc.*). 6922
Syndicat de L'U.C.C. de St-Louis de l'Isle-aux-Coudres (Le) (*Const.-Inc.*) 6922

VENTES *SALES*
SHÉRIFS *SHERIFFS*

Abitibi *Abitibi*

Provincial Fruit Company Ltd. *vs* Naglish. 6969
Snap on Tools of Canada Limited *vs* Laplante. 6968
Téléphone du Nord du Québec ltée *vs* Brideau. 6968

Beauce *Beauce*

Grégoire *vs* Jobin. 6969

Hauterive *Hauterive*

Manufacturers Life Insurance Company (The) *vs* Ross. 6970
Manufacturers Life Insurance Company (The) *vs* Ross. 6970

Iberville *Iberville*

Preger International Ltd. *vs* International Resorts Facilities Limited. 6970

Kamouraska *Kamouraska*

Lavoie *vs* Dionne. 6971

Montréal *Montreal*

Central Mortgage and Housing Corporation (The) *vs* Lacroix. 6972
Racanelli *vs* Fournier. 6972
Société centrale d'hypothèques et de logement (La) *vs* Lacroix. 6972
Wichrow *vs* Heirs-Héritiers Léo St-Amant. 6973

Québec *Quebec*

Banque d'économie de Québec (La) *vs* Gastonguay. 6973
Cloutier *vs* Pichette. 6974
Ferland *vs* Tremblay. 6975
Germain *vs* Hallé. 6975
Lefebvre (C.J.) Automobiles inc. *vs* Daigle. 6975

Rimouski *Rimouski*

Central Mortgage and Housing Corporation (The) *vs* Lefaivre & Verroeulst. 6976
Société centrale d'hypothèques et de logement (La) *vs* Lefaivre & Verroeulst. 6976

Terrebonne *Terrebonne*

Placements Snetinelle inc. *vs* Fournier *et al*. 6976

Taxes *Taxes*

Ile Perrot, ville – town. 6899
Préville, ville-town. 6897
St-Bruno de Montarville, ville-town. . . 6898
St-Hubert, ville-town. 6862
St-Lambert, cité-city. 6900